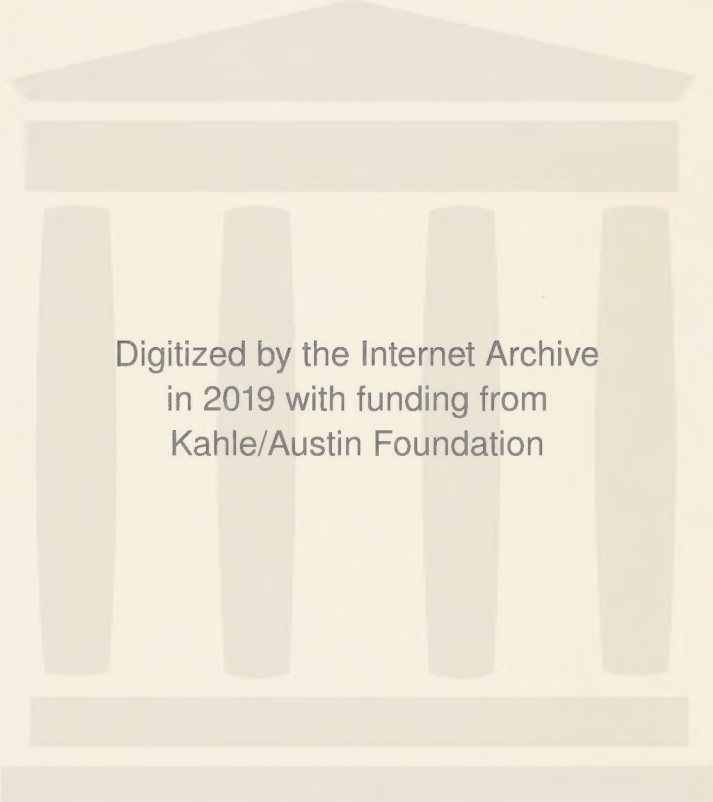




NUNC COGNOSCO EX PARTE



TRENT UNIVERSITY  
LIBRARY



Digitized by the Internet Archive  
in 2019 with funding from  
Kahle/Austin Foundation













LE LENDemain D'AUJOURD'HUI

100 exemplaires ont été tirés par les soins de l'imprimerie de l'Institut.  
Paris le 1<sup>er</sup> mai 1877.

LE LENDemain D'AUJOURD'HUI



*Il a été tiré de cet ouvrage*

*100 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Lafuma, à Voiron,  
numérotés de 1 à 100.*

**AU SERVICE DE LA FRANCE**

— I —

**LE LENDEMAIN D'AGADIR**

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

**Les Origines de la guerre.** Un vol. in-16 sur papier  
pur fil..... 1 vol.

**Histoire politique.** *Chroniques de quinzaine.* Quatre  
volumes in-16..... 4 vol.

*Au Service de la France — Neuf années de Souvenirs.*

I. **Le lendemain d'Agadir.** 1912..... 1 vol.

II. **Les Balkans en feu.** 1912..... 1 vol.

*Pour paraître prochainement :*

III. **L'Europe sous les armes.** 1913..... 1 vol.

AU SERVICE DE LA FRANCE

— NEUF ANNÉES DE SOUVENIRS —

I

# LE LENDEMAIN D'AGADIR

1912

PAR

RAYMOND POINCARÉ

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE - 6°

—  
*Tous droits réservés*

DC 383 . H6 t. 1

Copyright 1926 by Plon-Nourrit et Cie.  
Droits de reproduction et de traduction  
réservés pour tous pays.



# AU SERVICE DE LA FRANCE

---

## I

# LE LENDEMAIN D'AGADIR

---

## CHAPITRE PREMIER

Après le traité franco-allemand du 4 novembre 1911. — Un incident à la Commission sénatoriale. — Démission du cabinet Caillaux. — Formation d'un nouveau ministère. — Programme d'union et de paix. — Accueil de la presse et de l'opinion. — Le gouvernement devant la Chambre.

Le mardi 9 janvier 1912, était réunie au palais du Luxembourg la commission sénatoriale chargée d'examiner les deux traités que la France et l'Allemagne avaient signés, le 4 novembre précédent, au sujet du Maroc et du Congo (1). Nommée le 22 décembre, elle était composée de vingt-six membres et comprenait la plupart des anciens présidents du Conseil et des anciens ministres des Affaires étrangères qui siégeaient dans la haute Assemblée. Il y avait là MM. Clemenceau, Sarrien, Léon Bourgeois, Charles Dupuy, Alexandre Ribot, Monis, Stephen Pichon, Jules Develle. Le Sénat

(1) Seul, le second traité, comportant cession de territoires, devait donner lieu au vote d'une loi d'approbation, mais l'étude des deux actes était naturellement indivisible.

avait désigné, en outre, des diplomates de carrière ou d'accident, tels que MM. Decrais, de Courcel, Lozé, d'Estournelles de Constant, d'Aunay, et un petit nombre de profanes, dont j'étais. Dès le 23 décembre, cette commission avait, à l'unanimité, choisi comme président M. Léon Bourgeois et fixé, sur les propositions de M. Stephen Pichon, sa méthode de travail. L'émotion qu'avait éveillée en France le brusque envoi de la canonnière allemande *Panther* dans les eaux d'Agadir, les obscurités et les traverses des négociations, la publication inopinée de l'accord qui avait été signé, le 3 octobre 1904, avec l'Espagne et qui réduisait sensiblement le bénéfice de nos conventions avec l'Allemagne, les discours prononcés à la Chambre, dans une atmosphère de fièvre, par MM. de Mun, Jaurès, Charles Benoist, Abel Ferry, Millerand, Deschanel, l'abstention volontaire des députés de l'Est et les commentaires qu'ils en avaient donnés du haut de la tribune, le malaise du Parlement et le trouble croissant de l'opinion, tout imposait au Sénat l'obligation de se livrer sans retard à une étude impartiale des événements qui s'étaient, depuis une dizaine d'années, succédé en Afrique et avaient abouti, après une crise alarmante, aux arrangements du 4 novembre.

M. Joseph Caillaux, président du Conseil, et M. Justin de Selves, ministre des Affaires étrangères, s'étaient tous deux prêtés à ces recherches rétrospectives, et, dès les premières séances qu'avait tenues la Commission, ils lui avaient fourni des explications détaillées sur la politique marocaine suivie par la France depuis 1900, et notamment sur la tentative faite, le 8 février 1909,

pour associer, dans l'empire chérifien, les intérêts industriels et financiers des Français et des Allemands, sur les obstacles auxquels s'était heurté le projet de coopération, sur les circonstances qui avaient amené l'expédition de Fez et sur les fameuses entrevues qu'avaient eues, à Kissingen, M. de Kiderlen-Wächter et notre ambassadeur, M. Jules Cambon.

Le jeudi 28 décembre, la Commission m'avait, par un vote unanime, nommé rapporteur provisoire. J'avais déclaré que je me proposais de conclure au vote du traité. Si pénible qu'il me fût de me mettre, à cet endroit, en opposition avec les députés de l'Est, je ne pouvais hésiter à me séparer d'eux. La déclaration collective qu'ils avaient lue à la séance du 20 novembre avait été, comme ils l'avaient eux-mêmes dit à la Chambre, improvisée au cours des débats. Ils ne méconnaissaient rien, avaient-ils affirmé, « des laborieux et patriotiques efforts de nos négociateurs ni des résultats par eux obtenus. » Ils entendaient « demeurer les adversaires résolus de toute politique d'agression », mais, avaient-ils ajouté, ils ne voulaient pas, en ratifiant la convention, « paraître souscrire à un rapprochement qui, en l'état actuel des choses, aurait dans notre Lorraine mutilée un douloureux retentissement. »

Les signataires n'avaient consulté ni M. Lebrun, député de Meurthe-et-Moselle, qui était alors ministre des Colonies, et avait, en cette qualité, participé à la préparation du traité, ni moi qui, sénateur de la Meuse, vivais depuis plusieurs années, fort éloigné du Palais-Bourbon.

Surpris et affligé d'une abstention qui semblait

condamner son attitude, M. Lebrun avait eu grand'peine, en séance, à cacher la douleur qui l'étreignait ; mais, ne s'étant associé aux négociations que par devoir et par amour de la paix, il s'était contenu, avait gardé le silence et était resté à son poste. De mon côté, je ne comprenais pas qu'on pût voir, dans l'accord du 4 novembre 1911, non plus que dans celui du 8 février 1909, une consécration de la violence faite par le traité de Francfort à la liberté des populations annexées. Dans tous les ministères dont j'avais fait partie, aussi bien de 1893 à 1895 qu'en 1906, j'avais approuvé des ententes particulières conclues avec l'Allemagne. Je n'avais jamais pensé que la fidélité à nos souvenirs nous commandât, à l'égard de nos voisins, une sorte d'animosité chronique et nous interdît, à eux et à nous, sur tous les points du globe, l'espoir d'accommodements déterminés. Je n'avais donc eu aucun scrupule à accepter le rapport ; et autant, pour le rédiger, j'étais obligé de connaître la vérité sur le passé, autant, après avoir fait, sans parti pris, la balance des avantages et des inconvénients, j'étais résolu à recommander l'adoption du traité.

Tout de suite, je me mis au travail. Lorsque, après les congés du nouvel an, recommencèrent les séances de la Commission, j'avais achevé l'étude des volumineux dossiers qui m'avaient été communiqués par le gouvernement. J'avais pu avoir, en outre, avec le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, de longues conversations, qui m'avaient permis de justifier, devant mes collègues, l'approbation de l'accord.

Le mardi 9 janvier, M. Caillaux et M. de



Selves étaient de nouveau entendus par la commission. M. de Selves venait de lire une note qui retraçait la suite des événements depuis l'apparition du *Panther* en rade d'Agadir. Il nous avait remis un certain nombre de documents, dont je comptais faire usage dans mon rapport, si, comme il était vraisemblable, mon mandat devenait définitif. Le ministre des Affaires étrangères ayant achevé sa lecture, M. Léon Bourgeois, président, demanda aux commissaires si quelqu'un d'entre eux désirait poser des questions au gouvernement. « Serait-il possible, interrogea M. Stephen Pichon, de savoir comment et pourquoi a été abandonné le projet de consortium de la N'Goko Sangha? Et de même, comment et pourquoi ont été engagés, puis interrompus, les pourparlers relatifs au chemin de fer du Cameroun-Congo? ».

A cette double interrogation, qui évoquait les plus vives querelles parlementaires des années précédentes, ce fut le président du Conseil qui répondit. Il s'exprima avec un sang-froid qui, pour être fait de passion contenue, n'imposa que davantage aux membres de la Commission. La lucidité de ses observations satisfait les esprits les plus exigeants. Il rappela, en une forme nerveuse et ramassée, les pourparlers officiels des derniers mois. Il fut écouté avec une attention déférente, et, lorsqu'il se tut, la plupart des sénateurs présents étaient, semblait-il, convaincus que, depuis l'acte d'Algésiras, nous nous étions débattus, dans les affaires marocaines, au milieu de difficultés continuelles, que nous n'avions pas toujours été sans commettre des erreurs, qu'après avoir traité avec l'Angleterre et avec l'Espagne, après avoir signé l'acte d'Algésiras, nous avons commencé



par nous croire délivrés de la rivalité germanique dans l'empire chérifien, que nous avons ensuite cherché à nous y entendre et même à y collaborer avec l'Allemagne, mais qu'après avoir fait, avec un peu de hâte, quelques pas au-devant d'elle, nous nous étions parfois repliés avec précipitation, que nous avons, en somme, manqué d'esprit de suite et que l'envoi d'une canonnière devant Agadir avait été une réponse insolente et brutale à nos gestes d'indécision. Le récit du président du Conseil avait été si lumineux et si puissante sa démonstration, que, presque tout entière, la Commission avait senti la nécessité d'approuver rapidement le traité et que le cabinet, assez malmené depuis quelques semaines, dans les couloirs du Luxembourg, pouvait se considérer comme définitivement raffermi.

C'est à ce moment que, je ne sais sous quelle inspiration, aveuglé peut-être par le légitime succès qu'il venait d'obtenir, M. Caillaux crut devoir ajouter deux mots, que personne ne lui demandait.

« On a essayé, dit-il, d'établir, dans la presse et ailleurs, que des négociations avaient été poursuivies en dehors du ministère des Affaires étrangères. Je donne ma parole qu'il n'y a jamais eu de tractations politiques ou financières d'aucune sorte, autres que les négociations diplomatiques et officielles (1). »

Aussi spontanée qu'inattendue, cette dénégation provoqua un étonnement général, dans une

(1) V. *les Négociations de 1911*, par OUTIS. Extrait de la *Revue du Mois* du 10 janvier 1913, Félix Alcan (page 1). — *Le Coup d'Agadir*, par Pierre ALBIN. Félix Alcan, 1912 (page 327). — M. MERMEIX, *Chronique de l'an 1911*. — M. André TARDIEU, *le Mystère d'Agadir*.

commission qui n'était pas sans savoir ce qui se racontait autour du gouvernement. Je ne m'expliquais pas moi-même l'intempestive et dangereuse sortie du président du Conseil. Quelques jours auparavant, dans un entretien que j'avais eu avec lui, au ministère de l'Intérieur, il m'avait parlé des indiscretions qui couraient Paris et qu'il attribuait au quai d'Orsay. Pas un instant, il n'avait alors songé à contester qu'au cours des négociations avec l'Allemagne et, en particulier avec le baron de Lanken, il se fût servi d'intermédiaires ou, tout au moins, comme il l'a dit depuis, d'informateurs de son choix. Il s'était trouvé, m'avait-il affirmé, dans la nécessité de surveiller, plusieurs fois, comme président du Conseil, la marche des pourparlers, parce que le ministre des Affaires étrangères, qu'il jugeait sans bienveillance et même sans équité, ne les dirigeait pas toujours à son gré. Et il m'avait demandé : « Si la commission m'interroge à ce sujet, que pensez-vous que je doive dire? — Je vous conseille, avais-je répondu, de déclarer simplement : « Comme chef de gouvernement, j'étais responsable des négociations. Je n'ai pu m'en désintéresser, et je me suis servi des agents auxquels il m'a paru utile d'avoir recours. Je n'ai rien voulu faire que dans l'intérêt public. » Et j'avais conclu : « Bien que la commission ne semble pas approuver tous les moyens que vous avez cru devoir employer, elle ne vous demandera, sans doute, pas de vous expliquer davantage. C'est le résultat que nous avons à juger. »

M. Caillaux m'avait remercié de mon conseil et m'avait paru disposé à le suivre. Et voilà cependant que, sans être questionné par personne,

sans être obligé de faire allusion à des démarches qui défrayaient la chronique, il touchait inopinément à une matière chargée d'électricité et lâchait un démenti qu'il savait pouvoir être relevé ! M. Georges Clemenceau, qui, assis à l'une des extrémités de la salle, avait jusque-là bridé son impatience, bondit. « M. le ministre des Affaires étrangères, s'écrie-t-il, peut-il nous confirmer la déclaration de M. le président du Conseil ? N'existe-t-il pas des pièces établissant que notre ambassadeur à Berlin s'est plaint de l'intrusion de certaines personnes dans les relations diplomatiques de la France et de l'Allemagne ? » Jetées d'une voix tranchante, les deux questions tombent comme deux coups de hache. Un grand silence se fait. Tous les commissaires haletants se tournent vers M. de Selves qui, pris entre deux devoirs opposés, hésite un instant à répondre. M. Caillaux profite de cette minute de répit pour essayer de se substituer à son collègue et de fournir lui-même l'explication demandée. Mais sèchement, M. Clemenceau l'arrête : « Ce n'est pas à M. le président du Conseil que j'ai posé la question, c'est à M. le ministre des Affaires étrangères. » Visiblement embarrassé par cette insistance, M. de Selves se décide à prononcer quelques mots : « Messieurs, j'ai toujours eu un double souci : la vérité, d'une part, et de l'autre, la réserve que m'imposent mes fonctions. Je prie la commission de m'autoriser à ne pas répondre. »

La commission se serait, je crois, rendue à la prière du ministre ; il lui semblait que ce refus de réponse était une réponse transparente et qu'il était superflu d'insister. Mais impitoyable, M. Clemenceau tint à pousser jusqu'au bout ses avan-

tages. « Cette réponse, dit-il, peut satisfaire tous les membres de la Commission. Quant à moi, elle ne me satisfait pas. » Et comme le très galant homme qu'est M. de Selves continuait à se taire, M. Clemenceau revint à la charge : « Je dis que cette réponse ne me satisfait pas, moi, à qui l'on a fait des confidences et qui ne les avais pas sollicitées. »

Avec beaucoup de bonne grâce et de tact, M. Léon Bourgeois coupa court à ce pénible incident. Les ministres se levèrent et se retirèrent. La séance fut remise au lendemain. Il fut convenu que je commencerais un rapport verbal sur les diverses dispositions du traité.

Avant de quitter le palais du Luxembourg, M. Caillaux appela dans le cabinet réservé aux ministres M. Clemenceau et M. de Selves. Ils échangèrent des propos assez vifs. Quelques minutes après, le bruit se répandit dans les couloirs du Sénat que le ministre des Affaires étrangères allait donner sa démission. Vers neuf heures du soir, M. de Selves remettait, en effet, directement à M. le président de la République une lettre très digne. « Je ne saurais, disait-il, assumer plus longtemps la responsabilité d'une politique extérieure à laquelle font défaut l'unité de vues et l'unité d'action solidaire. » Une demi-heure plus tard, ministres et sous-secrétaires d'État se réunissaient en conseil de cabinet, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Caillaux ; ils prenaient acte de la démission de M. de Selves et décidaient de ne pas se retirer eux-mêmes.

Le mercredi 10, la première visite de M. Caillaux fut pour M. Delcassé, qui était son ministre de la Marine, comme il avait été antérieurement



celui de M. Monis. Le président du Conseil lui offrit ce portefeuille des Affaires étrangères qui lui avait été autrefois enlevé, suivant l'expression de M. Victor Bérard, par un « vent de soufflet », venu de Berlin (1).

M. Delcassé demanda à réfléchir. Convaincu cependant qu'il recevrait bientôt l'acceptation de son collaborateur, M. Caillaux vint me trouver à mon cabinet, rue du Commandant-Marchand, et me proposa, du ton le plus cordial, le ministère de la Marine. Il n'ignorait pas que j'avais trouvé fâcheux certains écarts des négociations ; mais il savait que, comme rapporteur, je conclusais à l'adoption du traité. Nos relations personnelles avaient, d'ailleurs, toujours été très bonnes. Récemment encore, pendant les dernières vacances parlementaires, j'avais reçu de lui, à la campagne, une lettre qui était le meilleur témoignage de ses sentiments.

« MON CHER AMI,

« J'ai fait téléphoner chez vous ce matin. Je voulais, d'abord causer avec vous, ensuite vous féliciter et surtout vous remercier de l'article si justement et fortement pensé que je viens de lire dans *la Dépêche*. Quand serez-vous à Paris ? Encore tous mes remerciements pour le précieux appui que vous m'apportez, et bien à vous.

« Signé : J. CAILLAUX. »

Mais je n'étais nullement préparé au ministère de la rue Royale. Je dus invoquer mon incompé-

(1) Victor BÉRARD, *la France et Guillaume II*. Paris, Armand Colin, 1907.



tence et décliner l'offre qui m'était faite. M. Caillaux eut la courtoisie de ne pas trop me laisser voir qu'il connaissait lui-même l'insuffisance de mon instruction navale, mais il parut comprendre que je ne me dérobaïs pas par fausse modestie. Il me serra vigoureusement la main et s'éloigna. Je me rendis à la commission sénatoriale et j'y commençai, article par article, l'examen détaillé du traité. Pendant que nous siégions, nous fûmes informés que l'amiral Germinet, auquel, sur mon refus, M. Caillaux avait offert le portefeuille de la Marine, s'était, à son tour, excusé et que le président du Conseil appelait au ministère de l'Intérieur notre collègue de la commission, M. Pierre Baudin. Celui-ci prit une heure de réflexion et crut devoir répondre négativement. D'autre part, un certain nombre de députés, amis personnels ou politiques de M. Théophile Delcassé, tous plus jaloux que lui de ménager son avenir, étaient allés le supplier de ne pas se rembarquer, comme ministre des Affaires étrangères, dans un cabinet dont le sauvetage leur semblait une vaine entreprise. Les ministres se réunirent de nouveau, dans la soirée, à la présidence du Conseil. Plusieurs d'entre eux, ébranlés par les conversations de la journée, se prononcèrent pour une démission collective. Courageusement, M. Caillaux soutint l'avis contraire, mais il dut, en fin de compte, se rendre aux objections de ses collègues. Après une discussion assez agitée, la note suivante fut communiquée aux journalistes, au moment même où, affamés de nouvelles, ils s'attendaient à apprendre la reconstitution du ministère : « En présence des difficultés que M. Caillaux a rencontrées pour pourvoir le ministère de la Marine d'un titulaire, et étant

donné que la vacance devait être immédiatement comblée, M. Caillaux n'a pas cru pouvoir assumer plus longtemps les charges du gouvernement. » Ce communiqué donnait donc à entendre que, malgré les conseils de certains de ses amis, M. Delcassé avait définitivement accepté de passer au quai d'Orsay, et que M. Caillaux, rendant justice à l'expérience de son collaborateur, était jusqu'au bout resté prêt à faire de son ministre de la Marine un ministre des relations extérieures. Sans doute n'était-il pas de ceux qui trouvaient périlleuse pour la paix européenne l'œuvre accomplie, pendant six ans, par celui que l'Allemagne avait si fréquemment accusé de la vouloir « encercler ».

Le lendemain jeudi, tandis que M. Fallières, président de la République, conférait, suivant l'usage, avec les deux présidents des Chambres, la commission sénatoriale reprit paisiblement sa tâche interrompue. Avant et après la séance, la crise qui venait de s'ouvrir fut, bien entendu, le principal objet de tous les entretiens. « Moi, dit devant plusieurs commissaires M. Clemenceau, je demande un ministère Poincaré. — Pour le renverser ? répliquai-je en riant. — Non, non, pour le soutenir. »

Dans la journée du vendredi, M. Armand Fallières eut, d'abord, d'assez longues entrevues avec MM. Léon Bourgeois et Delcassé ; il me manda ensuite à l'Élysée. Il me fit, comme toujours, l'accueil le plus bienveillant. Il m'exposa la situation avec beaucoup de clairvoyance et de finesse. Il me parla du présent avec confiance et de l'avenir sans trop d'inquiétude. Il me demanda mon avis sur la formation d'un cabinet et, comme je lui conseillais de s'adresser à M. Léon Bourgeois, il me

répondit qu'il le croyait peu disposé à accepter la charge du pouvoir et que tous deux, d'ailleurs, estimaient que j'étais le mieux placé pour dénouer la crise.

« Monsieur le président, lui dis-je, je ne sais trop ce qui peut me désigner à votre choix. Mais, vis-à-vis de vous, je n'ai pas le droit de me dérober. Je me rappelle qu'il y a six ans, en pleine conférence d'Algésiras, vous m'avez déjà offert la mission de former un cabinet. Je ne me suis pas senti suffisamment qualifié pour l'accepter. Pendant deux jours, avec votre assentiment, M. Léon Bourgeois, M. Sarrien et moi, nous avons recherché entre nous quel était celui des trois que les circonstances semblaient indiquer. En désespoir de cause, M. Sarrien a eu la bonne grâce de se charger de la présidence, qui ne me tentait guère. Je comprends que vous ne souhaitiez pas, aujourd'hui, le recommencement de ces politesses mutuelles et du retard qu'elles peuvent entraîner. Je vous demande simplement la soirée pour voir mes amis. Je reviendrai demain samedi, vers 10 heures du matin, et je vous donnerai une réponse ferme. Je ne vous cache pas que, si vous n'y voyez pas d'objection, je tâcherai de décider M. Léon Bourgeois ou, à son défaut, M. Delcassé à prendre la présidence. Je leur promettrai, à l'un et à l'autre, mon concours. J'espère donc que, de toutes façons, la constitution d'un cabinet sera rapidement achevée. »

J'allai aussitôt chez M. Léon Bourgeois. A cette époque, nous ne nous tutoyions pas encore. Notre intimité s'est resserrée plus tard, à mesure que nous nous sommes mieux connus et que nous nous sommes sentis rapprochés par la commu-



nauté de grandes émotions patriotiques. Mais, depuis longtemps, j'avais avec lui d'excellentes relations ; j'admirais autant sa modestie et sa délicatesse de cœur que son intelligence, et dans le ministère de 1906, où nous étions, lui ministre des Affaires étrangères et moi ministre des Finances, nous nous étions toujours trouvés étroitement d'accord sur les questions qui touchaient aux intérêts permanents du pays. C'était lui, en outre, qui avait représenté la France, en 1899 et en 1907, aux conférences de la Haye. Il personnifiait les idées de justice internationale et d'arbitrage. Nul mieux que lui ne pouvait être garant devant le monde de nos intentions pacifiques. J'insistai vivement auprès de lui pour qu'il consentît à former le cabinet. « C'est impossible, me dit-il, mon médecin me prescrit de me ménager en ce moment. Mais je suis à votre disposition pour un ministère quelconque. Si vous me permettez de marquer une préférence, je vous indiquerai celui du Travail. Vous savez combien je m'intéresse à toutes les questions d'ordre social ; j'ai un programme que je vous soumettrai et que je crois possible de mener à bien pendant cette législature. »

Je me rendis ensuite chez M. Delcassé. Après le jour où il avait, sous la pression de l'Allemagne, quitté le quai d'Orsay, M. Delcassé avait dignement gardé un silence prolongé. Il n'avait reparu à la tribune qu'en janvier 1908. Il y avait obtenu un vif succès. Il y était remonté en juillet 1909 et son discours avait entraîné la chute du cabinet Clemenceau. Moins de deux ans plus tard, M. Monis, chargé de la présidence du Conseil, avait fait appel à sa collaboration et lui avait confié le porte-

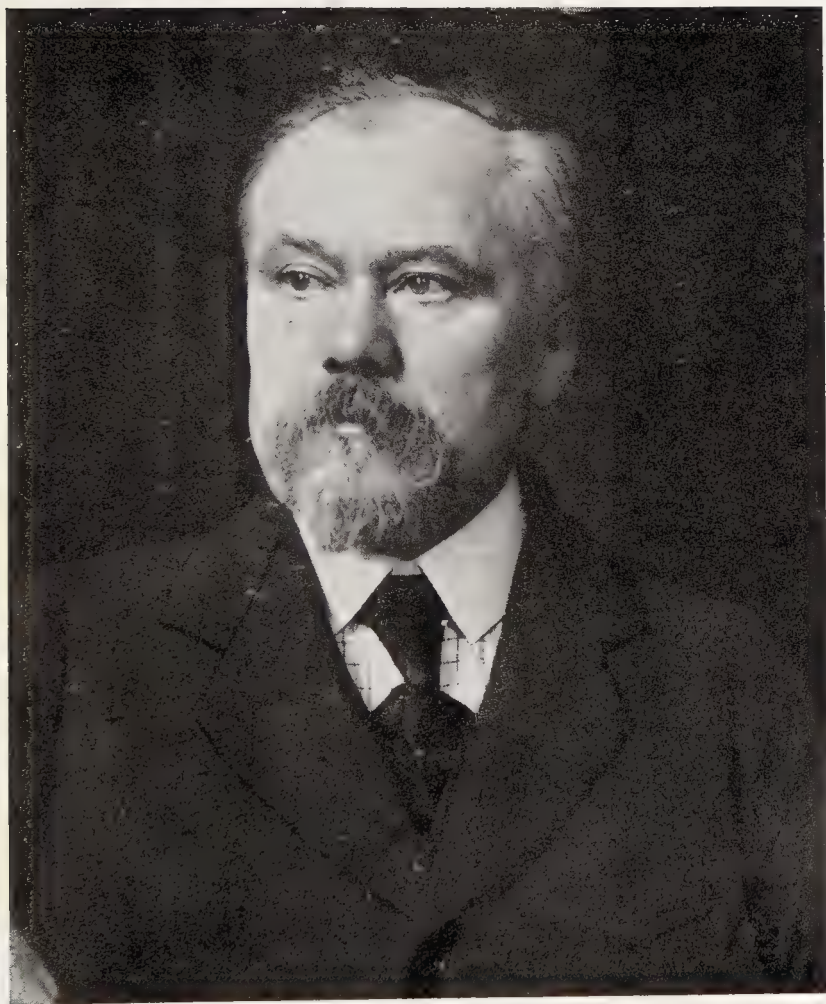
feuille de la Marine, que M. Caillaux, devenu à son tour chef du gouvernement, l'avait prié de conserver. Dans la crise des derniers mois, M. Delcassé n'avait cessé de recommander la prudence et la modération. C'est ainsi qu'en juillet il avait déconseillé au Cabinet d'envoyer un navire à Mogador en riposte à la présence du *Panther* devant Agadir. Il me semblait plus désigné que moi pour constituer un ministère. Pendant une heure, j'essayai vainement de le convaincre. « Non, non, me répétait-il, je connais mes limites. Je ne suis pas assez bon orateur pour remplir, comme il convient, le rôle de chef du gouvernement devant une Assemblée qui n'est pas de tout repos. Je rendrais, ce me semble, plus de services au quai d'Orsay dans un cabinet qui serait présidé par toi. » — « Alors, lui dis-je, prends la présidence avec les Affaires étrangères. Il est bien difficile, en ce moment, que le président du Conseil ne soit pas au quai d'Orsay ; c'est le seul moyen de mettre fin aux dissentiments qui ont ouvert la crise. » Et comme il refusait obstinément de se charger des deux emplois, je le priai de demeurer, tout au moins, à la tête de la Marine. C'était un parti qui, visiblement, ne lui plaisait guère. Il me dit cependant qu'il se résoudrait à le prendre par égard pour moi, si je consentais à maintenir au ministère de l'Agriculture son ami M. Pams. Je connaissais peu M. Pams ; il était resté, au Sénat, volontairement effacé ; il passait pour un collègue aimable et réservé ; on le disait sans ambition et il n'avait pas d'ennemis. Je promis à M. Delcassé de laisser au sénateur des Pyrénées-Orientales son portefeuille champêtre, qui était, je l'appris bientôt gonflé de rubans du Mérite agricole et tout prêt



à se vider dans les concours dominicaux. Je rentrai chez moi assez tard dans la nuit, attristé par la perspective de rompre avec la vie tranquille et agréable du barreau, effrayé des lourdes responsabilités qui allaient m'incomber, mais résolu à m'entourer d'hommes d'expérience et de valeur, capables de m'éclairer et de me soutenir, et assez confiant, après tout, dans la détente et l'apaisement dont le traité du 4 novembre, malgré ses imperfections, semblait devoir être le gage en Europe.

Le samedi 13, à dix heures du matin, je retournai à l'Élysée et, comme je l'avais promis à M. Fallières, j'acceptai la mission officielle de former le cabinet. Je m'excusai, par téléphone, de ne pouvoir assister à la séance de la commission sénatoriale et, sur-le-champ, je commençai mes démarches.

Quels qu'eussent été les encouragements de M. Clemenceau, je ne pouvais lui demander sa collaboration. J'estimais trop sa puissante personnalité pour me faire l'illusion de la pouvoir soumettre à une discipline gouvernementale qui ne dépendît point de sa propre autorité. J'avais été ministre avec lui en 1906, sous la présidence de M. Sarrien. Je me rappelais avec quels piaffements M. Clemenceau s'était tenu au second rang, jusqu'au jour où il avait pu s'élancer au premier. Il m'avait alors proposé de rester comme ministre des Affaires étrangères dans le cabinet qu'il formait. Je n'y avais pas consenti ; et le souvenir de quelques discussions un peu vives qui avaient éclaté, devant moi, entre lui et M. Léon Bourgeois, ministre des Affaires étrangères du cabinet Sarrien, n'avait pas été étranger à ma déter-



M. RAYMOND POINCARÉ EN 1912



mination. Ce diable d'homme était partout trop à l'étroit. En 1910, Paul Hervieu et moi, nous avions eu l'idée de le faire élire à l'Académie. Il avait refusé, pour demeurer, disait-il, « fidèle à lui-même » ; et comme j'insistais, il m'avait écrit qu'il gardait « de cette aventure un très agréable souvenir, mais qu'il était obligé de me donner un non catégorique ». Comment aurais-je pu me flatter d'enrôler, dans un ministère qu'il n'eût pas présidé, un personnage aussi jaloux de son indépendance et de sa primauté ?

Je savais, en outre, qu'il était hostile à la réforme électorale, dont la Chambre avait voté le principe et que je ne croyais pas pouvoir abandonner. J'étais sûr enfin qu'il ne se rallierait pas au traité du 4 novembre, dont le rejet eût été, suivant moi, un grave péril pour la paix. Je ne vis donc pas M. Clemenceau. Mais, voulant constituer un gouvernement qui donnât, tout de suite, au dedans et au dehors, une impression de grande force morale, je cherchai à recruter, dans les partis de gauche, des hommes d'une autorité reconnue. J'allai trouver, dans son rez-de-chaussée de l'avenue de Villars, mon ami de jeunesse, Alexandre Millerand. Nos anciennes divergences politiques n'avaient pas altéré l'affection que j'avais toujours eue pour lui. Mieux que personne, je connaissais son bel optimisme, sa puissance de travail et sa ténacité. Ministre des Travaux publics dans un récent cabinet Briand, il avait fait preuve, devant une grève de cheminots, d'un rare esprit de décision. Comme M. Delcassé, il eût préféré, me dit-il, le portefeuille des Affaires étrangères ; mais il accepta celui de la Guerre et je pensai qu'à la rue Saint-Dominique il pourrait, en effet, rendre



de grands services par ses qualités d'organisation, ses habitudes méthodiques et son labeur obstiné.

Je me mis ensuite à la recherche de M. Aristide Briand. Je ne le connaissais pas, comme M. Millerand, depuis de longues années. Il était entré à la Chambre des députés au moment où je la quittais pour le Sénat et, en dehors de notre commune participation au cabinet Sarrien, nous n'avions eu que des rencontres espacées. Il était resté dans le ministère Clemenceau, dont je m'étais exclu ; il avait ensuite formé lui-même, le 24 juillet 1909, un premier gouvernement, où il avait pris le portefeuille de l'Intérieur ; il en avait constitué un nouveau le 3 novembre 1910 et s'était retiré le 24 février 1911, à la suite d'une interpellation sur la politique religieuse. Il avait évolué, avec une étonnante souplesse, au milieu des partis. Jadis, dans les congrès socialistes, il avait tenu un langage dont l'audace révolutionnaire avait indigné l'armée et fait trembler la bourgeoisie ; mais c'était en décembre 1899 ; plus de dix ans avaient passé. L'armée avait oublié et la bourgeoisie avait pardonné. Elle pardonne volontiers à ceux qui l'ont menacée, lorsqu'elle les croit capables de la défendre. Depuis ces temps lointains, M. Briand avait soutenu, avec un merveilleux talent oratoire, les projets de lois qui avaient séparé les Églises de l'État et par là il avait pris sur les gauches un extraordinaire ascendant. Puis, le 12 octobre 1909, il avait prononcé à Périgueux un discours d'apaisement, que les radicaux avaient jugé trop modéré et qui lui avait ramené la faveur des droites. Tous les groupes le recherchaient à l'envi. Il leur glissait entre les



doigts, mais avec tant de prestesse et d'agilité qu'on ne pouvait se lasser de l'admirer. Il excellait dans la conciliation des contraires et dans l'art des adaptations successives. Il semblait avoir des organes sensoriels secrets pour flairer les occasions, pressentir les événements, sonder la pensée d'un interlocuteur et dégager l'opinion moyenne d'un auditoire. Aux heures difficiles, il pouvait être un conseiller précieux.

Je courus chez lui. Il était sorti. Je le fis chercher. Je priai MM. Jean Dupuy et Guist'hau de venir, eux aussi, causer avec moi. Tous trois arrivèrent peu après. J'offris à M. Briand le portefeuille de la Justice ; il hésitait, il paraissait trouver que les temples sereins de la chancellerie étaient bien sévèrement fermés à la politique ; il préférait l'Intérieur, qui a de plus larges vues sur le Parlement : « Mais le garde des Sceaux, disais-je, est vice-président du Conseil. — Tout au moins, insistait M. Briand, faudrait-il que ce titre fût consacré par un décret spécial. — Vous savez que ce n'est point l'usage. A quoi bon un décret puisqu'il n'y a aucun doute sur la réalité ? » M. Briand réserva sa réponse jusqu'à la fin de la journée. Son ami M. Guist'hau, à qui je proposais l'Instruction publique, ne me fit aucune objection personnelle, mais comment Euryale n'eût-il pas lié son sort à celui de Nisus ? Je fus forcé d'attendre également jusqu'au soir l'acceptation ou le refus de M. Guist'hau.

M. Jean Dupuy, sénateur des Hautes-Pyrénées, me tint des propos moins évasifs. Il démontrait chaque jour, par sa conduite publique et privée, que si le bon sens n'est malheureusement pas toujours dans les milieux politiques « la chose du

monde la mieux partagée », il reste, là comme ailleurs, « le maître de la vie humaine. » J'étais sûr d'avoir en lui un homme de jugement et d'expérience. Je lui confiai le portefeuille des Travaux publics.

Mais le délai demandé par M. Briand et les hésitations de M. Guist'hau, suite naturelle d'une indissoluble amitié, risquaient de retarder la constitution du ministère. Je conviai chez moi, pour la fin de l'après-midi, tous ceux dont je désirais la collaboration, notamment trois membres du cabinet Caillaux, M. Klotz, ministre des Finances, dont rien ne me paraissait justifier le remplacement, M. Lebrun, que je souhaitais de conserver au ministère des Colonies, M. Steeg, qui avait montré, au ministère de l'Instruction publique, de sérieuses qualités d'esprit et que je comptais faire passer de la rue de Grenelle à la place Beauvau. Radical-socialiste, il devait être bien accueilli de la majorité de la Chambre. Sa droiture et sa probité lui avaient valu le respect de tous ses collègues. Il s'était déclaré partisan de la représentation proportionnelle et il était prêt à poursuivre la discussion commencée.

Tout le monde fut exact au rendez-vous, M. Briand comme les autres. Il était cependant encore indécis. Ses meilleurs amis lui firent comprendre que sa présence immédiate au ministère de l'Intérieur indisposerait la gauche et qu'il était de son intérêt de patienter. Il se résigna. Je lui renouvelai l'assurance qu'il serait étroitement associé à toute la politique du Cabinet. Je me proposais, en effet, de vivre en confiante intimité avec mes collègues, de les renseigner et de les consulter sur tout, et de faire de la solidarité

gouvernementale la règle permanente de notre action. Après l'exemple des dernières semaines, ce redressement constitutionnel était plus que jamais indispensable.

Restait le ministère du Commerce. J'avais le dessein de le confier à M. Viviani. Ce n'était pas seulement le verbe fait homme, et, après Jaurès, le plus magnifique orateur du temps. C'était un esprit laborieux, informé des questions économiques et accoutumé par le barreau à la pratique des affaires. Mais M. Viviani, qui eût volontiers accepté l'Instruction publique, refusa le Commerce.

Au même moment, nous apprénions que la gauche radicale de la Chambre se plaignait de n'être pas représentée dans le cabinet en formation. C'était vrai. J'avais oublié les groupes, impardonnable faute aux heures de crise. Moins ignorants que moi des sentiments de la Chambre, quelques-uns des hommes politiques réunis dans mon cabinet surent me faire sentir la gravité de ma négligence. Ils se reportèrent à la liste de la gauche radicale et m'y signalèrent le nom d'un député que je savais, du reste, intelligent, travailleur et consciencieux, M. Fernand David. Notre choix se fixa sur lui.

Sur-le-champ, furent désignés, en outre, quatre sous-secrétaires d'État : M. Paul Morel, pour l'Intérieur, M. Chaumet, pour les Postes et Télégraphes, M. René Besnard pour les Finances, M. Léon Bérard, pour les Beaux-Arts. Mais quelle affaire que d'enlever le consentement de ce dernier ! Je pensai n'y jamais parvenir. Esprit alerte et richement orné, Léon Bérard, qui avait été longtemps, au Palais, un de mes collaborateurs, était certai-



nement appelé à une brillante destinée parlementaire. Écrivain délicat, éblouissant causeur, orateur entraînant, aussi habile au jeu de l'ironie qu'au maniement des idées générales, il ajoutait parfois à la multitude de ses dons une souriante indécision, qui pimentait d'un peu de coquetterie sa séduction naturelle. Je le pris au collet et il me donna son adhésion.

Tous les postes ainsi pourvus de titulaires éventuels, rien n'était fait, si nous ne nous mettions immédiatement d'accord sur le programme que j'entendais soutenir. Croyant plus sage de ne pas renvoyer au lendemain la conversation nécessaire, j'exposai, en quelques mots, les principes essentiels qui devaient, suivant moi, diriger notre politique : grouper pour une œuvre d'ordre intérieur et de paix extérieure toutes les fractions du parti républicain ; assurer, le plus rapidement possible, l'adoption par le Sénat du traité voté par la Chambre ; le compléter par une entente avec l'Espagne ; organiser progressivement au Maroc un protectorat qui serait la conclusion logique de notre politique africaine ; entretenir avec l'Allemagne, comme avec toutes les autres puissances, des relations sincèrement pacifiques ; cultiver notre alliance avec la Russie et notre entente avec l'Angleterre ; au dedans, donner aux fonctionnaires un statut fixe, qui leur traçât clairement leurs droits et leurs obligations ; garantir aux partis politiques, par la réforme électorale, une représentation plus exacte ; vouloir que l'école laïque demeurât une école nationale ouverte à tous les enfants de France et constamment respectueuse de la liberté de conscience ; développer les œuvres sociales, substituer de plus en plus le

principe de l'assurance à celui de l'assistance ; faire voter le budget en temps utile ; accélérer au Sénat l'étude du projet d'impôt sur le revenu ; concilier notre puissance financière avec la nécessité de la défense nationale ; tels furent les points que je touchai rapidement et sur lesquels se fit notre accord. Il fut convenu que je rédigerais la déclaration le lendemain dimanche 14 janvier et que nous nous réunirions ensuite à quatre heures de l'après-midi pour la lire. Les décrets de nomination des ministres et sous-secrétaires d'État seraient également signés le dimanche et paraîtraient le lundi à l'*Officiel*. Le soir même, nous donnions aux agences la composition du cabinet, qui, fait sans précédent, avait été formé dans l'espace d'une journée.

L'accueil de la presse fut exceptionnellement favorable. Quelques journaux, tenant un peu vite pour acceptée par le Conseil l'idée d'une vice-présidence solennellement instituée par décret, annoncèrent que M. Briand allait recevoir cette investiture inusitée. Il n'en fut rien. Mais chaque fois que, par la suite, j'en trouvai l'occasion, je le priai de me suppléer et il prit, d'ailleurs, l'habitude de venir très souvent conférer avec moi des affaires générales.

Le dimanche matin, je rendis compte à M. Fallières de la constitution du Cabinet. Il ne me cacha point qu'il était soulagé d'un grand poids et ravi de la combinaison. Je rentrai chez moi et rédigeai la déclaration. Je la communiquai dès 4 heures à mes collègues, dans un conseil réuni au ministère de la Marine, dont M. Delcassé avait mis les salons à notre disposition. Mon texte fut adopté sans objections, notamment les passages qui touchaient à la politique étrangère. « Dans les circonstances présentes, nous avons pensé, disais-



je, que notre devoir le plus impérieux était de grouper, en un même sentiment national, toutes les fractions du parti républicain. Pour réaliser cette union, nous n'avons eu qu'à suivre l'exemple du pays, qui, toujours indifférent aux questions de personnes, sait, aux heures difficiles, s'élever sans peine à la claire compréhension de l'intérêt public. Assurer le plus rapidement possible la ratification définitive d'un traité qui a été négocié au nom de la France, qui a été voté par la Chambre, et dont la commission sénatoriale est certainement disposée à achever l'étude avec la conscience et l'impartialité dont elle a fait preuve dès le début de ses travaux, voilà la première tâche qui s'impose au gouvernement. Ce traité, bientôt complété, nous n'en doutons pas, par une entente loyale avec l'Espagne, nous permettra d'organiser au Maroc un protectorat qui est l'aboutissement naturel de notre politique africaine. *Il nous permettra également de maintenir entre une grande nation voisine et la France, dans un esprit sincèrement pacifique, des relations de courtoisie et de franchise, inspirées par le respect mutuel de leurs intérêts et de leur dignité.* Autant que jamais, nous entendons rester fidèles à nos alliances et à nos amitiés. Nous nous efforcerons de les cultiver avec cette persévérance et cette continuité qui sont, dans l'action diplomatique, le meilleur gage de droiture et de probité. » Et après avoir traité les diverses questions que j'ai indiquées plus haut, je terminais par ces mots : « Si profondément pacifique que soit notre pays, il n'est pas maître de toutes les éventualités et il entend rester à la hauteur de tous ses devoirs. L'armée et la marine seront l'objet de notre sollicitude active. Comme vous,

messieurs, nous voyons en elles les soutiens sacrés de la République et de la patrie. »

Le lundi matin, l'*Officiel* publia les décrets. Je rendis aussitôt visite à MM. Caillaux et de Selves, qui me passèrent aimablement les services. La presse française restait très sympathique et saluait le nouveau gouvernement du nom de grand ministère. Certains journaux exprimaient cependant la crainte qu'un cabinet comprenant plusieurs hommes de premier plan ne pût vivre longtemps en bonne intelligence. M. Jaurès disait que je risquais d'être un fil bien tenu pour relier tant de grands personnages. Dans l'*Eclair*, M. Judet était maussade ; il trouvait vicieuse la composition du cabinet ; j'avais voulu, disait-il, concilier l'inconciliable et plaire à tout le monde. Il n'en marquait pas moins lui-même la gravité des circonstances. « Ce n'est point ainsi, déclarait-il tragiquement, que se refera l'accord patriotique, sans lequel il n'y aura jamais de force ni pour négocier, ni pour sauver notre indépendance et nos frontières. » Sauver nos frontières et notre indépendance ! M. Judet les croyait-il donc déjà menacées sous les ministères qui avaient précédé celui de 1912 ?

En Angleterre, les appréciations étaient extrêmement chaleureuses. En Allemagne, ni hostilité ni mauvaise humeur. L'agrarienne *Deutsche Tageszeitung* me traitait aimablement d'homme réfléchi et le *Berliner Tageblatt* remarquait : « Le cabinet Poincaré ne peut être que favorablement accueilli en Allemagne. » Les *Berliner neueste Nachrichten* ajoutaient : « Le choix de M. Raymond Poincaré comme président du Conseil peut être accueilli également chez nous avec sympathie. L'autorité dont il jouit est d'autant plus grande

qu'il n'a jamais cherché à imposer sa candidature à la présidence du Conseil. »

En Espagne, où l'opinion avait été très surexcitée contre M. Caillaux, on considérait que la formation du cabinet était de nature à dissiper les défiances.

En Italie, applaudissements unanimes. « Depuis le ministère constitué sous la présidence de Gambetta, disait la *Tribuna*, on n'a jamais eu à enregistrer un cabinet composé d'autant de personnalités de premier ordre. Il est clair que M. Poincaré, en conservant les collègues les plus autorisés de M. Caillaux, s'est inspiré de la pensée qu'il avait de convaincre l'opinion publique française, peu satisfaite de l'accord conclu avec l'Allemagne. Aucun homme politique autre que lui ne pouvait, à l'heure actuelle, assumer pareille responsabilité. » « Il y a longtemps qu'on n'avait eu en France un ministère semblable, écrivait le *Corriere della sera*. L'homme qui a assumé la mission de former le cabinet a un prestige trop grand pour que ses tentatives ne soient pas couronnées de succès, »

On excusera des citations qui prennent figure d'apologie. Je ne me les permets que pour rappeler aux esprits oublieux l'état d'inquiétude où se trouvaient la France et l'Europe elle-même aux premiers jours de 1912. Les félicitations que je recevais de toutes parts s'accompagnaient de soupirs de soulagement. Celles qui me touchaient le plus profondément étaient peut-être celles de mes anciens présidents du Conseil, MM. Sarrien, Ribot et Charles Dupuy, celles de mon ancien collaborateur Liard, et celles des veuves de mes anciens maîtres, Mmes Jules Ferry et Waldeck-Rousseau.



La commission sénatoriale se réunit dans l'après-midi. M. Léon Bourgeois et moi, nous nous rendîmes auprès d'elle pour la remercier et prendre congé. Elle nomma, pour nous remplacer, M. Ribot président et M. Pierre Baudin rapporteur. Quelques minutes après, je revins comme ministre des Affaires étrangères, et je me mis à la disposition de M. Pierre Baudin pour faciliter et hâter la rédaction du rapport. La Commission acquiesça à mon désir d'aboutir promptement et dès le lendemain, M. Ribot me convoquait.

Le même jour, mardi 16 janvier, se tenait à l'Élysée, sous la présidence de M. Fallières, le premier Conseil des ministres. A deux heures, j'étais à la Chambre, où je n'étais pas venu depuis 1906 et où je me sentais un peu dépaycé au milieu de tant de visages inconnus. La déclaration fut écoutée avec une faveur insolite et, sauf le passage qui concernait la réforme électorale et qui provoqua, bien entendu, des mouvements divers, toutes les phrases furent vigoureusement applaudies à gauche, au centre et à droite. On avait annoncé plusieurs interpellations, mais une seule était déposée par M. Thierry Cazes. « L'admiration, s'écria en plaisantant M. Sembat, a rendu les interpellateurs muets. » M. Thierry Cazes posa quelques questions : réforme électorale, impôt sur le revenu, orientation politique. Je répondis brièvement, en ajoutant que tous les membres du cabinet étaient des républicains de gauche, fermement attachés à l'idée laïque et à la suprématie de la société civile, et qu'à aucun moment l'union de toutes les forces républicaines, dans l'intérêt supérieur de la France, ne m'avait paru d'une plus urgente nécessité. La Chambre

adopta, par 440 voix sur 446 votants, un ordre du jour de confiance, déposé par MM. Dalimier et Verlot.

S'étaient abstenus la droite, à l'exemple de M. le comte de Mun, de M. Denys Cochin et de M. Piou, et les socialistes, à l'exemple de MM. Jaurès, Jules Guesde et Vaillant. M. Caillaux avait voté pour le cabinet, ainsi que MM. Painlevé, Paul-Boncour, Viviani. Il n'y avait eu, d'aucun côté, opposition violente. On nous attendait à l'œuvre, mais sans hostilité. Le dimanche, lorsque j'étais allé voir les présidents des Chambres, M. Antonin Dubost et M. Henri Brisson, tous deux, et ce dernier particulièrement, m'avaient prodigué les compliments et les vœux. Dans mes visites au corps diplomatique, j'avais été reçu partout avec des prévenances qui n'avaient pas la froide banalité des politesses officielles et qu'on croyait, sans doute, devoir à un gouvernement assuré du lendemain. La *Gazette de Voss*, rendant compte de la séance de la Chambre, disait : « C'est un succès inouï dans l'histoire du parlementarisme français. Il semble qu'un groupe de personnalités se soit trouvé en France, qui désire réagir contre le jeu d'intrigues médiocres. Les petits politiciens ont battu en retraite devant eux. » Le *Lokal Anzeiger*, journal gouvernemental, ajoutait : « La séance d'hier au Parlement français a été très favorable. Le ministère a remporté un grand succès de confiance. »

Il s'agissait maintenant de justifier cette confiance et, d'abord, de régler l'affaire marocaine.



## CHAPITRE II

La saisie du *Carthage*. — Origines et conséquences de la guerre de Tripolitaine. — Menaces de complications. — Répercussion en Afrique et en Orient. — Le *Manouba*. — Le *Tavignano*. — Arbitrage et règlement amiable. — M. Tittoni et Léonard de Vinci.

A peine rentré du Palais Bourbon, j'avais eu la preuve qu'en dépit du traité du 4 novembre, le Maroc nous réservait encore des surprises de toutes sortes. Les événements de Fez avaient eu leur écho en Italie et le cabinet de Rome, en guerre avec la Porte, à propos de la Tripolitaine, faisait sans indulgence la police de la Méditerranée. A la fin de l'après-midi du mardi 16 janvier, j'avais reçu de notre Consul à Cagliari un télégramme m'annonçant qu'un navire français avait été saisi par les autorités italiennes. Des renseignements complémentaires n'avaient pas tardé à me parvenir. Le paquebot-poste *Carthage*, de la Compagnie Transatlantique, qui devait arriver à Tunis dans la journée du mardi, avait été arrêté en cours de route par des torpilleurs italiens, qui l'avaient sommé de les suivre à Cagliari, sous prétexte qu'il transportait un aviateur français et son appareil. En fait, cet aviateur, M. Duval, se rendait à un concours aérien qui devait avoir lieu, dans la semaine, à Tunis. Mais l'Italie prétendait qu'un

aéroplane était contrebande de guerre et que M. Duval pouvait avoir l'arrière-pensée de livrer le sien aux autorités turques de Tripolitaine.

C'est ainsi que, depuis plusieurs mois, par un enchaînement fatal, une complication en amenait une autre. Les opérations entreprises au Maroc sous le ministère Monis, l'affaire d'Agadir, les négociations engagées en 1911 par la France avec l'Allemagne, avaient réveillé en Italie l'ambition des conquêtes coloniales.

Depuis longtemps, l'imagination romaine s'était taillé sa part de l'Afrique méditerranéenne. Elle avait spécialement convoité les territoires qu'encadraient l'Égypte et la Tunisie. La Tripolitaine, à laquelle allait être rendu le nom de l'antique Libye n'était-elle pas une vieille province impériale? L'Italie n'avait-elle pas à reprendre l'héritage de l'antiquité? Le sol où s'étaient élevées jadis les cités florissantes de Bérénice et d'Arsinoé, de Cyrène et d'Apollonie, pouvait-il appartenir à d'autres qu'aux fils aînés de Rome? Il y avait des années que la proverbiale habileté de la diplomatie italienne avait préparé les voies à l'opération projetée et obtenu l'abstention des grandes puissances européennes.

Crispi rapporte déjà dans ses mémoires que le 23 juillet et le 16 août 1890, il avait écrit lui-même à lord Salisbury que, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne et pour compenser l'effet du protectorat établi par la France en Tunisie, il serait bon que l'Italie s'emparât de la Tripolitaine. Lord Salisbury avait recommandé la patience; il avait jugé que l'heure n'était pas sonnée, mais il avait reconnu que, pour empêcher que la Méditerranée ne devînt un lac français, il faudrait, en effet, que

tôt ou tard, la Tripolitaine fût italienne. « Le gouvernement italien, avait-il répondu, obtiendra Tripoli, mais le chasseur doit tirer le cerf lorsqu'il est à portée, afin qu'il ne puisse s'enfuir, au cas où il serait blessé (1). » Il ne dépendait pas de lord Salisbury de tenir un autre langage : dès le 12 décembre 1887, avait été conclue, entre l'Angleterre, l'Italie et l'Autriche, une entente méditerranéenne, par laquelle l'Italie s'engageait, dans l'hypothèse où le *statu quo* serait troublé, à appuyer l'œuvre de la Grande-Bretagne en Égypte, et l'Angleterre s'obligeait à seconder éventuellement l'action de l'Italie dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Les paroles étaient échangées. L'Italie s'était réservé le droit de tirer elle-même sur le cerf. L'Angleterre ne pouvait pas arrêter la chasse.

D'autre part, le 6 mai 1891 et le 28 juin 1902, le traité de la Triple-Alliance, tout en exprimant le vœu platonique que ce même *statu quo* fût provisoirement maintenu sur la côte septentrionale du continent africain, avait prévu le cas où l'Italie serait amenée à s'établir sur ce littoral, et il lui avait assuré le privilège de cette occupation. Deux jours après les signatures du 28 juin 1902, l'Italie avait, en outre, obtenu de Vienne une déclaration secrète, par quoi le gouvernement impérial et royal « n'ayant pas d'intérêt spécial à sauvegarder dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque » se disait « décidé à ne rien entreprendre de ce qui pourrait contrecarrer l'action de l'Italie (2) ».

(1) V. sur les antécédents et les suites de la guerre italo-turque, *La Turquie, l'Allemagne et l'Europe*, par le général M. МОУХТАР ПАША, ancien ambassadeur de Turquie à Berlin. Berger-Levrault, éditeur, p. 115 et s.

(2) Traité secret, publié par PRIBRAM, vol. I, p. 97.

Ainsi couverte du côté de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Autriche, l'Italie ne s'en était pas tenue là. Lorsque M. Barrère avait négocié, de 1900 à 1902, avec M. Visconti-Venosta, puis avec M. Prinetti, l'entente qui nous a garanti, en cas d'agression allemande, la neutralité italienne, les deux questions du Maroc et de la Tripolitaine s'étaient trouvées liées. L'Italie avait déclaré se désintéresser du Maroc et la France de la Tripolitaine (1).

Enfin, les 23-25 octobre 1909, à Racconigi, où s'étaient rencontrés le tsar et le roi d'Italie, était signé entre MM. Tittoni et Isvolsky un accord, dont le texte a été longtemps ignoré de la France et dont j'ai eu grand'peine à obtenir communication verbale en novembre 1912. La Russie et l'Italie déclaraient qu'elles devraient s'employer, en première ligne, au maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans ; que cependant, le cas échéant, elles y favoriseraient, à l'exclusion de toute action étrangère, le développement des États balkaniques ; qu'elles s'opposeraient, par une action diplomatique commune, à toute politique contraire ; et elles ajoutaient qu'elles s'engageaient à considérer avec bienveillance « l'Italie les intérêts russes dans la question des détroits, la Russie les intérêts italiens en Tripolitaine et en Cyrénaïque (2) ».

Rome pouvait donc se croire assurée de la bienveillance universelle, le jour où elle se déciderait à agir. Cependant, aux premières difficultés que ses armées avaient rencontrées sur la côte afri-

(1) *Livre jaune*. Les accords franco-italiens de 1900-1902 (1920).

(2) V. *Livre noir*. Je reviendrai sur cette question à propos de la guerre balkanique.



caine, la presse allemande n'avait pas manqué de dire que c'était la France qui avait délibérément poussé l'Italie dans une aventure. Rien n'était moins exact, et M. Barrère prit soin, dans une lettre ultérieure (1), de me montrer l'inanité de ce reproche. « Jamais, m'écrivait-il, jamais, depuis 1912 jusqu'à la déclaration de guerre, une seule parole n'a été adressée par cette ambassade à aucun homme d'État italien, qui pût être considérée comme un encouragement à s'emparer de Tripoli. La prudence dont on a fait preuve sur ce sujet délicat a été telle qu'elle a même pu passer auprès des hommes d'État italiens pour de la froideur, et c'est à la lettre qu'il m'est permis d'affirmer que même dans les conversations familières intervenues entre l'ambassadeur ou les chargés d'affaires de France et les différents ministres des Affaires étrangères de ce pays, ceux-ci n'ont pas eu l'occasion de relever un seul mot dont la diplomatie italienne pourrait se prévaloir pour dire que la France a encouragé ou approuvé l'opération belliqueuse dont elle a pris l'initiative sous sa seule responsabilité. En agissant autrement, notre diplomatie aurait commis une grave erreur de jugement. Il tombait sous le sens que, si notre intérêt bien entendu conseillait de nous assurer dans la Méditerranée le bon vouloir de nos voisins et de conquérir leur appui dans des conflits avec d'autres puissances, nous n'avions aucun motif de devancer l'heure où l'Italie croirait devoir réaliser ses ambitions coloniales. Cette heure paraissait, d'ailleurs, fort éloignée aux Italiens eux-mêmes ; et ce sera une des circonstances les plus singulières de cette guerre, que per-

(1) Lettre du 29 avril 1912.



sonne n'y croyait et ne la prévoyait six mois avant qu'elle éclatât. Il n'y a donc pas eu grand mérite à n'en pas entretenir les intéressés, puisqu'on n'en parlait pas. Elle fut le produit d'un ensemble de circonstances survenues simultanément, où la volonté des hommes n'eut qu'une faible part. On savait généralement ici que ni le roi, ni son ministre des Affaires étrangères, ni le président du Conseil, n'étaient favorables à une aventure tripolitaine ; l'opinion publique non plus ne s'y montrait pas portée. Les uns et les autres n'avaient pas prévu que la célébration des fêtes du cinquantenaire de l'indépendance aurait pour effet de surexciter le sentiment public et de déchaîner le chauvinisme national. L'expédition de Fez (1), suivie de celle des Espagnols (2), porta l'Italie à envisager pour elle des réalisations ; mais ce fut surtout l'entrée en scène de l'Allemagne à Agadir, les prétentions de partage qu'elle produisit alors, qui furent la cause directe et déterminante de l'action italienne contre Tripoli. En sorte qu'on peut dire que, si une puissance est responsable de la guerre italo-turque, cette puissance est l'Allemagne. »

Une curieuse conversation de M. Isvolsky et de M. Tittoni, rapportée par le premier, corrobore l'opinion de M. Barrère.

Dès le mois de septembre 1911, les deux ambassadeurs de Russie et d'Italie s'étaient entretenus des espérances que l'on caressait à Rome. « Quelle sera, avait demandé Isvolsky, l'attitude des alliés de l'Italie ? » Et M. Tittoni lui avait confirmé ce

(1) De 1911.

(2) De 1911, à Larache et à El-Ksar.

qu'il lui avait déjà dit confidentiellement trois années plus tôt à Racconigi : « Les conventions de la Triple-Alliance contiennent une disposition spéciale qui oblige l'Allemagne et l'Autriche à laisser l'Italie libre en Tripolitaine (1). » M. Isvolsky n'avait pas caché à son interlocuteur qu'il craignait qu'une expédition italienne ne retentît sur la situation générale dans le proche Orient. Il était possible, avait-il dit, qu'une guerre contre la Turquie provoquât l'intervention de l'un ou de l'autre des États balkaniques, ce qui risquerait d'amener un nouveau pas en avant de l'Autriche-Hongrie (2). A en croire M. Isvolsky, M. Tittoni aurait répondu, avec sérénité, que la Serbie était intéressée au maintien de la Turquie, qu'on pourrait toujours retenir le Montenegro, et que la Roumanie s'était engagée à ne pas permettre une attaque bulgare contre l'empire ottoman (3).

Mais il n'avait pas convaincu M. Isvolsky. L'ambassadeur avait parfaitement vu le péril des complications futures et il écrivait à son gouvernement (4) : « Il nous faudra naturellement pas mal d'efforts pour empêcher l'extension de l'incendie. » Dans une lettre du lendemain, il ajoutait (5) : « Ma lettre précédente était déjà écrite quand j'ai appris de Tittoni que le chargé d'affaires italien à Constantinople avait reçu l'ordre de déclarer à la Turquie que

(1) *Livre noir*. Lettre de M. Isvolsky à M. Nératof, 13/26 septembre 1911. Cf. SIEBERT, p. 494.

(2) *Livre noir*. Lettre de M. Isvolsky à M. Nératof, 13/26 septembre 1911. Cf. SIEBERT, p. 494.

(3) *Même lettre*.

(4) Lettre complémentaire et confidentielle du même jour, 13/26 septembre 1911.

(5) 14/27 septembre 1911. *Livre noir*.

l'Italie devait procéder à l'occupation de Tripoli et qu'elle attendait une réponse du gouvernement turc dans les vingt-quatre heures. Tittoni a avoué, contrairement à sa déclaration antérieure, que le roi et Giolitti, avant de prendre une résolution, lui avaient demandé son avis et qu'après réflexion il avait donné son assentiment à cette démarche. D'après ses paroles, la démarche de l'Italie est la conséquence directe et inévitable de la politique de Kiderlen. Quand l'Allemagne, en faisant abstraction de l'acte d'Algésiras, hâte la déclaration du protectorat français sur le Maroc et demande pour sa part des compensations, il ne reste plus à l'Italie qu'à réaliser, dès maintenant, les droits qu'elle s'était réservés sur la Tripolitaine. »

C'était bien ainsi, en effet, que les événements s'étaient enchaînés les uns aux autres avant mon arrivée au ministère. A peine le *Panther* avait-il jeté l'ancre devant Agadir que M. Giolitti, comme il l'a lui-même rappelé dans ses mémoires (1), fut tenté de « réaliser » l'idée maîtresse de son pays.

Autant que la politique allemande, la politique autrichienne avait, d'ailleurs, excité les appétits italiens. C'était l'Empire dualiste qui avait donné le plus scandaleux exemple des brusques coups de main, en annexant la Bosnie et l'Herzégovine, que le traité de Berlin l'avait seulement chargé d'administrer (2).

Dans une lettre que M. Jules Cambon m'adressait, plus tard, le 28 juillet 1912, il me rapportait

(1) G. GIOLITTI, *Mémoire de ma vie*. Paris, Plon-Nourrit.

(2) V. le remarquable ouvrage de M. Auguste GAUVAIN, *l'Europe avant la guerre*. V. également M. Jean LARMEROUX, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie*, t. II, p. 112 et s. Plon-Nourrit.



en ces termes une conversation qu'il avait eue avec M. de Bethmann-Hollweg : « Comme M. de Bethmann-Hollweg me disait que, par notre exemple au Maroc, nous avions entraîné l'Italie à Tripoli, j'ai pris la liberté de lui rappeler l'annexion de la Bosnie par son autre alliée, l'Autriche. « Mais, a-t-il repris, la question bosniaque était réglée depuis longtemps par toute l'Europe. — Oui, lui ai-je dit, l'Europe, avec plus ou moins de prévoyance, avait ouvert la porte à l'Autriche, mais celle-ci s'est installée dans la maison, sans le consentement que l'Europe ne lui avait pas refusé. Par là, elle a donné un mauvais exemple. Il n'y a plus de droit public. — C'est le sentiment de Marschall, m'a dit alors le chancelier, ceci pour vous seul : il considère et a toujours considéré que c'était une faute lourde que de n'avoir pas réglé la question bosniaque dans une conférence. »

Un Allemand de grande valeur, le professeur F.-W. Færster, a parlé avec une juste sévérité de « la force antieuropéenne qui annexa la Bosnie et l'Herzégovine, sans entente préalable avec les autres mandataires (1) ».

Le baron de Schœn lui-même a loyalement reconnu que les événements de 1908-1909 avaient eu pour conséquence un état de choses dangereux. « Il n'y a aucun doute, a-t-il écrit dans ses mémoires, que la crise bosniaque, quoique aboutissant à une solution pacifique et nous procurant un grand succès diplomatique, n'ait créé une situation qui n'ouvrait aucune perspective favorable pour l'avenir (2). »

(1) *Mes Combats*, Imprimerie Strasbourgeoise.

(2) SCHÖEN, *Erlebtes*, p. 81. Stuttgart et Berlin, 1921.

En Italie, notamment, la décision austro-hongroise eut un très fâcheux contre-coup.

L'Italie avait toujours observé avec un soin jaloux ce qui se passait dans la péninsule balkanique. Dès le 11 mars 1908, M. Tittoni, alors ministre des Affaires étrangères, avait annoncé à la Chambre son intention de construire une voie ferrée du Danube au littoral de la mer Adriatique. Lorsque l'annexion des deux provinces slaves par l'Autriche-Hongrie eut subitement lieu au mois d'octobre suivant, grandes furent dans la péninsule la déconvenue et l'irritation. Dans les rues de Rome, se produisirent des manifestations populaires, et M. Fortis se fit, en un discours indigné, l'interprète du sentiment public. Ni l'abandon du Sandjak de Novi-Bazar par la Maison de Habsbourg, ni la renonciation aux droits qu'elle tenait du traité de Berlin sur le Montenegro ne suffirent à calmer le mécontentement général. Pour importants qu'ils fussent, ces deux succès de la diplomatie italienne avaient paru médiocres à un peuple ardent et fier qui se considérait comme le gardien des grandes traditions latines. Puisque la côte orientale de l'Adriatique semblait, pour le moment, inaccessible, le cabinet de Rome s'était, de plus en plus, tourné vers l'Afrique, avec l'espoir d'offrir à l'opinion, par une conquête facile, une heureuse diversion.

Lorsque, aux mois d'août et de septembre 1911, l'Italie avertit les puissances de ses intentions, elle se présenta simplement comme décidée à récolter ce qu'elle avait semé. Elle ne rencontra nulle part d'objections prohibitives.

Le Feld-Marschall Conrad von Hœtzendorff, ami de l'archiduc héritier Franz Ferdinand, aurait



voulu, nous a-t-il confié lui-même dans ses mémoires (1), marcher immédiatement contre l'Italie ou exiger un dédommagement. Il l'écrivit au comte d'Aehrenthal, en déclarant qu'à son avis la monarchie austro-hongroise était plus gravement touchée par cette affaire que l'Allemagne par l'action française au Maroc. Mais l'engagement pris par l'Autriche envers l'Italie était irrévocable et le comte d'Aehrenthal repoussa les tentations du Feld-Marschall.

Pour faire ses préparatifs, l'Italie s'entoura de mystère. A Constantinople, le grand vizir Hakki Pacha, ancien ambassadeur à Rome, ne s'attendait nullement à la guerre. L'ambassadeur d'Allemagne auprès de la Porte, le baron Marschall von Bieberstein, dont l'influence était souveraine en Turquie, garantissait le maintien de la paix. La confiance était telle que les Jeunes-Turcs venaient de rappeler de Tripolitaine trois bataillons et un régiment de cavalerie. Mais les erreurs et les maladresses du gouvernement ottoman avaient, depuis longtemps déjà, fourni à l'Italie des motifs d'intervention. Le *Banco di Roma*, qui avait fondé à Tripoli et dans plusieurs localités du vilayet des établissements de tout genre, huileries, savonneries, perleries, usines électriques, s'était heurté à tant de mauvaise volonté des fonctionnaires turcs qu'il se plaignait d'être condamné à liquider ces entreprises. Des Italiens avaient été insultés et menacés dans des ports tripolitains. C'en était assez pour que, le 25 septembre 1911, le chargé d'affaires d'Italie pût remettre à la Porte une note où il protestait contre le péril auquel le fana-

(1) *Aus meiner Dienstzeit*, Wien, vol. II, p. 174.

tisme musulman exposait la colonie italienne.

Le gouvernement turc répondit immédiatement par une offre de garanties économiques. Mais déjà le cabinet Giolitti était entraîné par l'opinion. La presse des deux mondes était remplie du récit des négociations franco-allemandes. La France allait avoir les mains libres au Maroc ; il importait peu qu'elle achetât cher cette liberté ; l'Italie avait droit à une compensation. Dès le mois d'août 1911, le *Corriere d'Italia*, la *Stampa*, avaient développé cette théorie (1).

Aux propositions turques, l'Italie répondit par un ultimatum, où elle annonçait sa résolution d'occuper militairement la Tripolitaine.

Surpris dans sa quiétude par ce bruyant coup de tonnerre, Hakki Pacha lança désespérément des télégrammes à ses ambassadeurs et des notes aux puissances. Partout on lui conseilla la résignation (2).

Le 30 septembre, le *Giornale d'Italia* écrivait : « Nous avons confiance dans notre flotte. Nous sommes sûrs que la Méditerranée, qui est une mer romaine, génoise, vénitienne et sicilienne, sera bientôt sous la domination de l'Italie et laissera libre l'accès de Tripoli à notre armée. » Les premiers jours de la campagne encouragèrent cet optimisme. Il n'y avait en Libye que quatre mille soldats réguliers turcs, et une poignée d'officiers. Ils s'éloignèrent de la côte, pour échapper au feu des navires italiens, et les troupes de débarquement vinrent, pleines d'enthousiasme, camper sur les sables du littoral. Elles espéraient soulever les

(1) V. René PINON, *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juin 1912.

(2) V. général M. MOUKHTAR PACHA, *op. cit.* L'auteur était, en 1911, ministre de la Marine.

Arabes contre les Turcs. Les Arabes restèrent fidèles à l'Islam et, de Cyrénaïque, comme de Tripolitaine, ils accoururent en masse à la défense du croissant. Des officiers jeunes-turcs, élevés dans les écoles allemandes, trouvèrent moyen de les rejoindre. Alors commença une guerre larvée, plus onéreuse et plus meurtrière pour l'Italie que pour la Porte. Celle-ci cependant, embarrassée pour envoyer des renforts dans une province lointaine, eût accepté de reconnaître aux Italiens une autorité de fait, à la condition de garder, avec une souveraineté nominale, ses privilèges religieux. Mais, au commencement de novembre, le cabinet Giolitti, cédant à la pression populaire, avait tout à coup proclamé l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, dont l'armée italienne, accrue tous les jours, ne tenait encore solidement qu'un petit nombre d'oasis (1). Après avoir ainsi brûlé ses vaisseaux, l'Italie n'avait plus qu'à se battre. Elle se battit avec vaillance et opiniâtreté. Mais la victoire fuyait devant elle comme un mirage et peu à peu l'Europe s'alarmait. Le 22 octobre 1911 (2), M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie, télégraphiait à son ambassadeur auprès du Quirinal : « Le chargé d'affaires allemand m'a communiqué la teneur d'un télégramme de l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople à Kiderlen, où le baron Marschall, probablement en plein accord avec Pallavicini, s'exprime avec beaucoup de pessimisme sur la situation intérieure de la Turquie et prédit qu'une guerre éclaterait inévitablement dans les Balkans,

(1) V. Auguste GAUVAIN, *Revue de Paris*, 15 décembre 1912, et *l'Europe avant la guerre*.

(2) SIEBERT, p. 497.

si la guerre italo-turque devait encore durer quelques mois. » C'est ainsi que déjà les événements commençaient à se lier les uns aux autres et que du Maroc à Tripoli, de Tripoli à la péninsule balkanique, allaient se succéder et se répondre, comme des signaux d'alarme, les feux allumés par le destin.

Pour le moment, et avant même que l'Italie, désespérant d'arracher la paix à la Turquie dans les rudes batailles d'Afrique, eût porté la guerre dans la mer Egée et aggravé par là les risques d'un conflit général, la prolongation des hostilités suscitait de sérieux embarras à toutes les puissances qui étaient en relations d'affaires avec la Turquie. La France, en particulier, se trouvait dans une situation fort délicate. Elle avait de bonnes raisons de ménager les susceptibilités de l'Italie, car si le texte des accords de 1902 était resté secret, le sens général n'en était pas inconnu. Tout Français avait le ferme espoir que la sœur latine ne s'associerait pas à une agression contre nous, et nul n'oubliait qu'à Algésiras, malgré les indiscretes sollicitations de l'Allemagne, le marquis Visconti-Venosta, plénipotentiaire italien, avait loyalement soutenu notre cause. Mais, d'autre part, l'intégrité de l'Empire ottoman n'était pas seulement pour nous un très respectable dogme diplomatique, consacré par des actes solennels, proclamé au Congrès de Paris, au Congrès de Berlin, à la conférence de Londres. C'était aussi la sauvegarde des grands intérêts moraux et matériels que la France avait en Orient. C'était en même temps, pour nos possessions islamiques, la meilleure garantie de tranquillité.

Nous souhaitions naturellement que l'atteinte



portée à ce principe traditionnel par l'expédition italienne en Libye fût exceptionnelle et limitée, et la durée de la guerre n'était pas sans nous inquiéter.

Tels étaient les divers sentiments qui agitaient la France au moment où éclatait le fâcheux incident du *Carthage*. La saisie inopinée de ce navire causa dans le pays une émotion générale. Les esprits n'étaient pas moins agités en Italie. Lasse et un peu énervée de la résistance des Turcs et des Arabes, l'opinion italienne s'était imaginé que les populations libyennes avaient trouvé dans la régence voisine des complicités occultes. Cette guerre de Tripolitaine, qui, suivant la juste expression de M. Seignobos (1), devait, quelques mois plus tard, déchaîner la crise décisive des Balkans, avait ainsi commencé par exciter la sensibilité nationale de toute l'Italie.

Dès le mercredi 17 janvier, M. Tittoni était venu me voir pour essayer de justifier la mesure prise par son gouvernement. Il y employa les inépuisables ressources d'une dialectique ingénieuse et subtile.

Pour surveiller les passagers qui se rendaient en Tunisie, M. Tittoni avait installé à Marseille une sorte de police secrète. Depuis quelques semaines, il avait fait au quai d'Orsay, je l'ai appris par lui et par les services du ministère, des démarches réitérées, qui trahissaient une sourde irritation. Un jour, il avait annoncé que, d'après ses renseignements, dix officiers turcs avaient franchi la frontière entre la Tunisie et la Tripolitaine ; un autre jour, il avait informé le gouverne-

(1) *Histoire de France contemporaine* de LAVISSE, t. VIII, p. 322.

ment français qu'à sa connaissance des aéroplanes étaient fabriqués en France pour l'armée turque. Notre ministère des Affaires étrangères avait riposté en signalant à l'ambassade que le gouvernement italien avait commandé des pièces d'artillerie au Creusot et s'était approvisionné de chameaux et de blé dans la Régence. J'ignorais encore ces derniers détails, lorsque M. Tittoni était venu au quai d'Orsay.

Je ne savais pas davantage qu'au mois de décembre, Rifaat Pacha, ambassadeur de Turquie à Paris, avait demandé au gouvernement français l'autorisation de faire passer par la Tunisie vingt-neuf membres du Croissant rouge, que le consentement avait été donné, que la liste de cette mission hospitalière avait été remise le 5 janvier à la France et que, porteurs de cartes individuelles d'identité, ces Turcs devaient s'embarquer à Marseille pour Sfax sur le vapeur *Manouba*.

Lorsque M. Tittoni arriva le mercredi à mon cabinet, il me présenta les choses sous un jour très différent. M. Tittoni était un des plus fins diplomates qu'il y eût dans les chancelleries européennes. Il avait été ministre des Affaires étrangères en Italie de 1903 à 1909 et avait été mêlé, pendant ces six années, à des négociations importantes. Il a bien voulu me remettre en 1912, *consensu di stima ed amicizia*, le recueil des discours qu'il avait prononcés pendant cette période (1). Il n'est que de le parcourir pour voir que M. Tittoni était aussi adroit manœuvrier dans les débats parlementaires que dans l'action diplomatique. Il ne

(1) *Sei anni di politica estera*, dal Senatore Tommaso Tittoni, ministro degli Affari esteri. Roma. *Nuova Antologia*, 1912.

disait que ce qu'il voulait dire, ne se livrait jamais et semblait avoir puisé dans *Il Principe* et *Le Deche* la substance de son éducation politique.

Il m'assura qu'un vapeur français, parti de Marseille, transportait en Tunisie vingt-neuf officiers turcs. « Vingt-neuf officiers? fis-je avec étonnement. — Oui. — Si le fait est exact, vous pouvez être tranquille, ils ne débarqueront pas. Je vais donner l'ordre de vérifier à Tunis la qualité des passagers. S'ils sont réellement des officiers, ils n'iront pas en Tripolitaine et reviendront en France. — Je vous remercie ; votre engagement me suffit. Mais veuillez remarquer qu'aux termes de la convention de la Haye, du 18 octobre 1907, une puissance neutre n'est pas responsable, lorsque des individus passent *isolément* la frontière pour se mettre au service des belligérants. C'est dire que la puissance neutre n'a pas le droit de les laisser passer en groupes et qu'elle n'a pas non plus le droit de laisser passer ceux qui ne vont pas se mettre au service d'un belligérant, mais qui y sont déjà en qualité d'officiers. — Je soumettrai votre raisonnement juridique à l'examen de M. le professeur Louis Renault. Mais je vous répète qu'en tout cas, les vingt-neuf passagers dont vous me parlez n'iront pas en Tripolitaine, s'ils sont des officiers. Je vais télégraphier immédiatement à Tunis pour faire vérifier leur identité. »

J'exprimai ensuite à M. Tittoni le vif étonnement que m'avait causé la saisie du *Carthage* et je lui dis que la question serait traitée à Rome par notre représentant. M. Barrère étant à Paris, je télégraphiai, d'accord avec lui, à M. Legrand, notre chargé d'affaires, pour le prier de réclamer la prompte libération du navire.

Le lendemain jeudi, dans la matinée, les ministres se réunissaient en conseil de cabinet, sous ma présidence, au quai d'Orsay. Inaugurant une méthode que j'ai constamment suivie depuis lors, je les tins au courant des moindres détails des affaires extérieures. Je fus pleinement approuvé d'avoir réclamé la mise en liberté du *Carthage*. Il fut décidé, d'autre part, qu'une commission interministérielle, composée de MM. Regnault, ministre de la République au Maroc, Conty, Guiot, Privat-Deschanel, Mauclère, Sergent, Luquet, et des lieutenants-colonels Mangin et Hamelin, allait préparer, sans retard, en exécution du traité du 4 novembre, l'établissement du protectorat français au Maroc.

L'après-midi, changement de décor. J'assistais, comme chancelier, à la séance de l'Académie. M. de Mun, directeur, malmenait assez vivement le récipiendaire, mon ami M. Henri de Régnier. Mais ma pensée était ailleurs. Le gouvernement italien avait répondu à M. Legrand qu'il avait la certitude que l'aviateur, M. Duval, avait signé un contrat avec la Porte et que l'appareil était destiné aux troupes turques de Tripolitaine. Il avait, en conséquence, demandé le dépôt de l'aéroplane à Cagliari, « moyennant quoi, ajoutait-il, le paquebot pourrait continuer sa route, la question des responsabilités restant à débattre ultérieurement ».

Sur ces entrefaites, le père de M. Duval était venu spontanément déclarer au ministère que jamais son fils n'avait eu l'intention de mettre son appareil au service d'un belligérant ou d'une nation étrangère et qu'il se proposait simplement de faire des vols en Tunisie et en Égypte. Je transmis au gouvernement italien les assurances de



M. Duval et je maintins notre réclamation. Le vendredi 19, le *Carthage* n'était pas relâché. Bien plus, le *Manouba*, de la Compagnie de navigation mixte, qui transportait la mission hospitalière ottomane et qui assurait le service postal de Marseille à Tunis, avait été saisi, à son tour, au sud de la Sardaigne et amené à Cagliari. Les autorités italiennes prétendaient, comme M. Tittoni, que les vingt-neuf Turcs étaient des officiers déguisés en médecins et en infirmiers. Le mécontentement provoqué par cette double saisie gagnait les Chambres et la presse. « Il ne s'agit plus d'un accident, écrivait M. Tardieu dans *le Temps*. Il s'agit d'une thèse internationale, absolument inadmissible, qui produit à Londres une impression aussi fâcheuse qu'à Paris. » La plupart des journaux s'exprimaient dans le même sens. Le samedi, sur la foi des déclarations de M. Duval, le gouvernement italien se décida à laisser partir le *Carthage* avec l'aéroplane. Mais il émit, en même temps, la prétention de garder prisonniers les Turcs du *Manouba*. Au Conseil des ministres du matin, présidé par M. Fallières, la séance avait encore été, en partie, consacrée au règlement de ces deux malheureuses affaires. Nous avons été unanimes à penser que nous devions insister pour la mise en liberté des Turcs. J'avais transmis à Rome et à Cagliari les renseignements fournis par l'ambassade ottomane et par la Compagnie de navigation mixte, à l'effet d'établir que les passagers étaient bien membres de la mission du Croissant rouge et, à ce titre, inviolables. Mais, comme par hasard, le télégramme chiffré que j'avais envoyé à Cagliari y était arrivé brouillé; notre consul dut m'en demander la répétition. Dans l'intervalle, le gou-

vernement italien avait affirmé, de nouveau, à notre chargé d'affaires, M. Legrand, que les Turcs étaient des officiers et les choses traînaient en longueur.

L'après-midi, j'étais allé, avec M. Steeg, au Palais-Bourbon, pour faire connaître à la commission du suffrage universel les vues du gouvernement sur la réforme électorale. La Chambre avait déjà voté, sous les cabinets précédents, la substitution du scrutin de liste, avec représentation des minorités, au scrutin d'arrondissement, ainsi que la règle du quotient. J'avais eu à m'expliquer sur « l'apparement » et sur « l'attribution des restes ». Avant et après la séance, tous les députés présents m'avaient instamment prié de répondre, le plus tôt possible, aux questions que plusieurs d'entre eux, MM. Laroche, Guernier, l'amiral Bienaimé, avaient manifesté l'intention de me poser, à propos du *Carthage* et du *Manouba*. Je leur avais dit que j'attendais encore des informations et que j'espérais être en mesure de renseigner la Chambre le surlendemain lundi. Mais depuis trois jours, M. Tittoni n'était plus sorti de chez lui, il souffrait d'une bronchite opportune et s'était alité. Le lundi, les fâcheux incidents n'étaient pas encore réglés. L'impatience de la Chambre était telle que je ne crus pas devoir retarder davantage mes explications. Je fus écouté avec une attention soutenue et une faveur marquée. Je fis, en détail, l'historique des deux malencontreuses affaires ; pour chacune, j'établis, avec une extrême modération de langage, le bon droit de la France. Je montrai qu'un aéroplane n'était pas un instrument de guerre saisissable à bord d'un navire neutre ; j'ajoutai que le *Carthage*,

étant un paquebot postal, la convention de la Haye exigeait qu'on ne le visitât qu'avec ménagement et célérité. Pour le *Manouba*, j'expliquai que, la fraude ne se présument point, les papiers des passagers turcs devaient faire foi jusqu'à preuve du contraire. « C'est, dis-je, à la France qu'il appartenait de vérifier, comme M. Tittoni me l'avait demandé, l'identité et la qualité des passagers. C'est encore à elle qu'incombe aujourd'hui ce devoir, et seule la remise entre nos mains des passagers turcs nous permettra de l'accomplir. J'ai pleine confiance que le gouvernement italien reconnaîtra, comme nous, la nécessité de donner à ces deux incidents une solution conforme à la justice et de les empêcher de se renouveler. Déjà le gouvernement royal a bien voulu nous fournir, à cet égard, une première assurance, dont je suis autorisé à faire état. Il a fait remarquer à notre chargé d'affaires que l'Italie ne pouvait pas renoncer, en faveur de la France exclusivement, à l'exercice du droit de visite, reconnu à tous les États belligérants. Mais il a ajouté, de lui-même, qu'il regrettait vivement que cette surveillance eût causé un préjudice à deux navires français et qu'il était tout disposé à examiner les questions juridiques et autres qu'avait pu soulever l'action du gouvernement royal... Toutefois le gouvernement italien a prié notre représentant de nous exposer les difficultés spéciales qui dérivent, pour lui, de la guerre en cours et les obligations qu'elle lui impose. Il a fait remarquer que l'Italie, ayant par déférence pour l'Europe renoncé à une action navale en Orient, était forcée de porter tous ses efforts sur la Tripolitaine et d'y entraver le trafic de la contrebande. »

Après cette citation textuelle de la réponse faite à nos dernières démarches par M. di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, je concluais (1) : « Je vois, quant à moi, dans cette déclaration cordiale, le gage d'une solution prochaine des deux incidents (*Très bien, très bien*). Je ne doute pas qu'après la remise des passagers turcs... (*Applaudissements répétés à droite, au centre, à gauche et sur divers bancs à l'extrême gauche*) cette solution ne puisse intervenir directement dans une conversation amicale entre les deux gouvernements. Si, par aventure, il restait en suspens quelques points litigieux, la convention d'arbitrage du 25 décembre 1903 entre la France et l'Italie, convention ratifiée le 25 mars 1904 et renouvelée le 24 décembre 1908, offrirait un moyen tout naturel de régler à l'amiable les difficultés existantes (*Applaudissements*). Je me suis, je crois, suffisamment expliqué (*Applaudissements*). Comme le gouvernement italien, le gouvernement français est convaincu que ces deux incidents, si pénibles qu'ils soient, ne sauraient altérer ni troubler les relations amicales des deux pays (*Très bien, très bien, à l'extrême gauche*). Elles reposent sur la communauté des souvenirs et de la culture, sur l'affinité des races (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs au centre*) et sur la solidarité d'un grand nombre d'intérêts essentiels (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*). Un nuage qui passe n'assombrira pas l'horizon. » (*Applaudissements unanimes, vifs et répétés.*)

Personne ne demanda la parole pour me ré-

(1) *Journal officiel* du 23 janvier 1912, p. 43-44.



pondre. Après une émouvante manifestation de concorde nationale, la séance fut suspendue. Je m'étais efforcé de parler avec calme et sang-froid ; j'avais voulu que mes observations fussent aussi simples et aussi sobres que possible. Je n'avais pas laissé échapper une seule phrase oratoire, pas un seul mot à effet. Mais ce que je disais répondait à un sentiment parlementaire et public si puissant que, pendant mon discours, qui dura plus d'une heure, le religieux silence de mon auditoire ne fut coupé que par des applaudissements de plus en plus chaleureux. Dans les huit colonnes de l'*Officiel*, on chercherait en vain la moindre interruption. Le 25 janvier, M. Paul Cambon m'écrivait de Londres : « Permettez-moi de vous féliciter de votre grand succès de lundi. Votre discours a fait beaucoup d'effet ici. Tout le monde m'en fait compliment. On est frappé de l'unanimité des applaudissements qui vous ont salué ; nos divisions habituelles sont si connues qu'on est stupéfait de cet accord de tous les partis. Ce beau résultat vous est dû, car, avec tel ou tel autre, on sait bien que c'eût été une déroute et vous avez conquis une autorité dont nous allons à l'étranger éprouver les effets ; tous les représentants de la France vous doivent leur gratitude (1). »

Si je m'attarde à ces détails, c'est que la presse germanophile, alors très puissante en Italie, a immédiatement altéré le sens de mon discours et

(1) Cette citation et celles que j'aurai l'occasion de faire dans la suite répondent péremptoirement aux dialogues qu'on a publiés sous le titre de *Carnets de M. Georges Louis* et qui ont déjà provoqué les démentis catégoriques de MM. Jules Cambon et St. Pichon. M. Paul Cambon, mort avant cette publication, y répondra par sa correspondance officielle et privée.

la physionomie de la séance et qu'à la suite d'une campagne des plus perfides, beaucoup de personnes de bonne foi, m'ont plus tard, au delà des monts, reproché mon attitude ; si bien qu'un jour est venu, en France même, où d'ardents amis de l'Italie, qui m'avaient d'abord pleinement approuvé, ont brûlé ce qu'ils avaient adoré. Mais, sur le moment, l'unanimité avait été la même dans la presse que dans l'Assemblée. De M. Henry Bérenger à M. de Mun, de M. Guy de Cassagnac à M. Jaurès, tout le monde m'approuvait. « Vraiment, si la France et l'Italie ne sont pas frappées de démence, écrivait M. Jaurès, leur différend, où aucun intérêt grave n'est engagé, sera bientôt et facilement réglé. Le discours de M. Poincaré, par le ton mesuré et ferme, par l'esprit conciliant de plusieurs déclarations, aura certainement contribué à la solution. » « Par un phénomène assez rare dans les annales du Palais-Bourbon, disait M. Charles Sarrus dans le *Lyon républicain*, on n'entendait dans les commentaires faits pendant la suspension de séance sur le discours du président du Conseil, aucune note discordante. Il y avait dans tous les partis une touchante et enthousiaste unanimité d'éloges. »

Le *Times*, l'*Evening Standard*, le *Daily Chronicle*, le *Daily Mail*, le *Daily Graphic*, la plupart des journaux anglais, donnaient entièrement raison à la France. La presse italienne elle-même était, dans l'ensemble, favorable. Restait à faire aboutir les négociations et à obtenir enfin la libération des passagers arrêtés.

M. Barrère était reparti pour Rome ; il y était arrivé le 23 janvier, à la fin de l'après-midi ; et, dans la matinée du mercredi 24, il avait vu

M. Giolitti, président du Conseil, et avait insisté pour que les Turcs fussent relaxés. Il y avait urgence. En Tunisie, les indigènes commençaient à s'échauffer. Déjà, ils avaient prié M. Alapetite, résident général, de me transmettre une adresse où ils faisaient appel à l'énergique intervention du gouvernement français. Mais, à Rome, on amusait le tapis. On avait envoyé à Cagliari un inspecteur du service sanitaire pour interroger les prétendus officiers turcs. Lorsque, cédant à nos instances, le cabinet italien promit enfin de rendre les vingt-neuf prisonniers à la France, il éleva encore la prétention que l'inspection faite à Cagliari par son fonctionnaire fût considérée comme probante. Le Conseil des ministres, que je convoquai pour examiner cette demande, fut unanime à juger qu'il était impossible de l'accepter et que c'était à la France, comme l'avait reconnu M. Tittoni, de procéder à une enquête sur l'identité des Turcs. Après de nouveaux tâtonnements, MM. di San Giuliano et Barrère arrivèrent enfin à la signature d'un accord. Il était convenu que les questions dérivant de la capture et de la saisie momentanée du *Carthage* seraient déférées à l'examen de la cour internationale d'arbitrage de la Haye. Les circonstances spéciales dans lesquelles avait été accomplie la saisie du *Manouba* et des passagers ottomans, ainsi que les conséquences qui résultaient de cette mesure devaient être soumises à la même juridiction. Pour que fût rétabli le *statu quo ante*, les passagers turcs seraient remis à notre consul de Cagliari et ramenés à Marseille. Là, nous procéderions à l'examen de leur identité et nous ne laisserions se rembarquer pour la Tunisie que ceux qui feraient vraiment partie de la mission

du Croissant rouge. Les deux incidents étaient donc réglés à la satisfaction de la France sans aucune blessure pour l'amour-propre italien. Mais la presse allemande, autrichienne et hongroise ne laissa pas échapper l'occasion de jeter quelques mauvais margotins sur le feu qui s'éteignait. Elle prétendait que l'Italie avait été humiliée ; la vieille *Gazette de Voss* elle-même ne parlait de rien de moins que d'un Fachoda italien et, comme certains journaux de la péninsule reproduisaient ces appréciations, les lecteurs finissaient par se demander si elles n'étaient pas fondées. En même temps, un nouveau navire français, le *Tavignano*, était saisi, et, cette fois, disait-on, dans les eaux de Tunis, par des torpilleurs italiens. C'était, dans les deux pays, et plus encore dans la régence, une effervescence qui commençait à devenir inquiétante. Je proposai que cette troisième affaire fût, comme les précédentes, soumise à l'arbitrage ; mais je dus télégraphier à la colonie pour calmer son émoi et pour lui dire que le gouvernement de la République avait besoin de pouvoir compter sur sa sagesse autant que sur son patriotisme.

Il fut vite procédé à l'inspection des passagers turcs. L'enquête démontra que, pour vingt-sept d'entre eux, la qualité de membres du Croissant rouge ne pouvait être mise en doute. Ils furent aussitôt autorisés à reprendre leur voyage. L'un des deux autres, malade, resta au lazaret du Frioul ; le vingt-neuvième, n'ayant pas suffisamment justifié la réalité de sa mission, fut invité à s'éloigner de la Méditerranée. L'opinion se calma peu à peu en France, mais elle demeura surexcitée en Italie et, lorsque fut rendue la sentence de la cour de la Haye, qui consacrait, sur les points essentiels, la



thèse française, la mauvaise humeur, loin de s'apaiser, parut augmenter. Tant il est vrai que l'arbitrage international, si recommandable soit-il, n'a pas toujours le pouvoir magique de refroidir les passions des peuples. Cette solution avait eu, du moins, l'avantage de satisfaire l'Afrique française et j'avais profité de ce répit pour en finir avec une longue interpellation qui visait l'ensemble des questions tunisiennes et qui se poursuivait, de vendredi en vendredi, devant une Chambre un peu lasse. M. Alapetite s'était expliqué avec succès sur sa gestion de résident général. J'avais montré, après lui, combien les événements de Tripolitaine agitaient les milieux musulmans et combien, à la veille d'établir notre protectorat au Maroc, nous devons avoir soin de maintenir, dans l'intérêt d'une action pacifiante, la continuité d'une politique africaine généreuse et libérale. La Chambre m'approuva, le 2 février, par 408 voix.

Les polémiques de presse que la guerre contre la Turquie continuait de provoquer en Italie, l'opiniâtre résistance de la Libye, le désir, tous les jours plus ardent, que le cabinet de Rome avait de porter ailleurs des coups à l'ennemi, nous exposaient sans cesse à froisser, dans l'exercice des devoirs de la neutralité, l'un ou l'autre belligérant. Nous faisions cependant, après l'incident des navires, tout ce qui était en notre pouvoir pour garder vivant l'esprit des accords de 1902. J'eus le regret de constater qu'au début, nos efforts n'étaient guère secondés.

M. Tittoni, qui est devenu, par la suite, un sincère ami de la France, et dont j'ai pu apprécier alors, mieux que personne, les hautes qualités, ne semblait pas comprendre, dans les premiers

mois de 1912, que nous n'étions pas nous-mêmes en guerre avec la Turquie et que nous n'avions pas le droit de nous jeter dans la mêlée en faveur de l'Italie. Malgré les instructions qu'il avait reçues du marquis di San Giuliano, il avait pris, depuis la remise des Turcs à la France, un tel ton de sécheresse et une attitude si revêche que j'avais dû prier M. Barrère d'en informer le gouvernement italien. Je savais, d'ailleurs, de plusieurs sources et notamment par deux lettres de députés italiens que m'avait communiquées un collègue du Sénat, M. Gustave Rivet, que le subtil ambassadeur, très lié avec M. de Schœn et M. Isvolsky, m'attribuait volontiers, non seulement des propos que je n'avais pas tenus, mais des arrière-pensées contraires à mes affirmations explicites. J'avais la certitude qu'il ne rapportait pas exactement à la Consultà le sens de mes paroles, qu'il me reprochait de n'attacher aucune importance aux accords de 1902 et qu'il partait de là pour conseiller à son gouvernement d'exercer contre nous des représailles au Maroc. Je m'employai de mon mieux à ramener mon très intelligent et trop défiant interlocuteur. Il me fournit lui-même bientôt une occasion de lui prouver la loyauté du gouvernement de la République. Il avait appris, au mois de mai, que la Sublime-Porte cherchait à placer en France un emprunt de cent millions. Il m'avait demandé, par lettre privée, d'intervenir auprès des banques pour empêcher une opération qu'il regardait, sinon comme une méconnaissance de la neutralité, du moins comme un acte peu amical. Je m'étais empressé de lui donner tous apaisements.

Il m'en avait marqué une vive reconnaissance et dès lors, j'avais trouvé dans ses yeux perçants,

que jusque-là je n'avais pas souvent rencontrés devant les miens, une première lueur de sympathie. Une circonstance favorable nous permit bientôt, à M. Tittoni et à moi, de célébrer ensemble, dans une manifestation publique, l'amitié de nos deux pays. La ligue franco-italienne avait eu l'idée de glorifier à la Sorbonne la mémoire du précurseur de l'aviation, de l'inventeur du « plus lourd que l'air », de Léonard de Vinci ; et l'ambassadeur, enfin convaincu de la sincérité de nos sentiments, s'était volontiers prêté à cette démonstration. Elle eut lieu le jeudi soir 4 juillet, avec beaucoup d'éclat.

Des discours furent prononcés par MM. Gustave Rivet, Gabriel Séailles, Raqueni, Tittoni et par moi. Après avoir parlé peu ou prou de Léonard, tous les orateurs exaltèrent, bien entendu, l'union latine. J'avais moi-même commencé par rendre hommage à « l'éminent diplomate qui, avant de représenter en France le gouvernement royal, avait dirigé, avec tant de talent et d'autorité, la politique extérieure de son pays. » Puis j'avais, comme les autres, esquissé un portrait de l'illustre enfant de la petite ville de Vinci : « Un grand artiste qui est, disais-je, un philosophe et un savant et qui résume en lui toutes les curiosités et toutes les aspirations de l'humanité, une intelligence divinatrice qui devance les siècles et pénètre l'avenir, un esprit à la fois imaginatif et précis, dont l'unité puissante est faite d'harmonie dans la variété, un homme qui, né sur les pentes du mont Albano, grandi sous le ciel de Florence, vient mourir en Touraine, au milieu du doux jardin de la France, comme une fleur de lis rouge qui s'effeuille sur le sol gaulois, n'est-ce pas là, par

excellence une figure représentative et symbolique, où se trouvent réunis, dans le plus gracieux assemblage, les traits des deux sœurs latines? » Je rappelais les études de Léonard sur le vol des oiseaux, ses étonnantes intuitions de physicien, ses dessins de Valenciennes, son idée de gravir près de Fiesole le mont des Cygnes, pour s'élancer du sommet dans les airs, au-dessus de la campagne florentine, et surtout le projet qu'il avait formé, peu de temps avant sa mort, de relier par un canal la Loire à la Saône, la Touraine au Lyonnais, de faciliter ainsi les communications entre la France et l'Italie et de rapprocher, dans un geste suprême, son pays natal et le pays dont il était l'hôte respecté. « C'est, concluais-je, un heureux présage que de voir apparaître, à l'aurore des temps modernes et sous les auspices de Léonard, les premiers signes de l'amitié qui viendra, au dix-neuvième et au vingtième siècles, ajouter à la parenté des deux nations un lien volontaire et infrangible. » M. Tittoni, à qui j'avais communiqué mon discours, me répondit par des compliments qui faisaient pâlir les miens et continua en opposant aux vanités de mon sentimentalisme quelques considérations positives.

« Vous avez affirmé, monsieur le président du Conseil, l'amitié entre la France et l'Italie, comme autrefois vous avez fait allusion aux liens de parenté et d'affinité qui unissent les deux pays. Les affinités de race, d'idiome, de souvenirs, d'habitudes et de goût ont déjà créé de nombreux rapports entre la France et l'Italie depuis le seizième siècle... Mais ces affinités, à elles seules, sont quelquefois une base trop fragile pour l'amitié des nations. Je m'empresse pourtant de constater que



dans nos conversations, en affirmant, vous, l'amitié de la France pour l'Italie, moi, celle de l'Italie pour la France, nous avons reconnu que l'amitié entre deux nations doit avoir un fondement plus solide, qui ne peut être que l'appréciation équitable, bienveillante et constante des intérêts politiques et économiques respectifs. Tout le peuple italien est, en ce moment, étroitement et admirablement uni dans un noble élan de patriotisme et de solidarité nationale... » Ici le texte primitif que M. Tittoni avait eu la prévenance de m'envoyer le mercredi portait : « ...et il est naturel qu'il soit sensible surtout aux sympathies de ceux qui comprennent sa mission civilisatrice. » Il était difficile de savoir si cette dernière phrase contenait, à l'adresse de la France, un blâme ou un éloge. Je n'avais pas voulu cependant élever la moindre objection ; et c'est spontanément que le lendemain, avant la cérémonie, l'ambassadeur m'avait écrit qu'en relisant son discours, il trouvait le passage peu clair et qu'il y comptait substituer le suivant : « Rendons hommage à la mission civilisatrice qu'il accomplit. » Cette fois, il n'y avait plus qu'un éloge, qui, il est vrai, s'adressait à l'Italie.

M. Tittoni était sorti de la Sorbonne très satisfait et le lendemain il s'était empressé de m'envoyer ce mot aimable :

« MON CHER MINISTRE,

« Je suis encore sous l'impression de la magnifique manifestation d'hier soir, à laquelle votre présence a donné tant d'éclat. Permettez que je vous renouvelle encore une fois mes remerciements pour les paroles si aimables que vous avez eues

pour moi et pour celles si amicales que vous avez adressées à mon pays.

« Veuillez agréer mes meilleurs compliments.

« TOM. TITTONI. »

J'ai derechef assuré l'éminent ambassadeur que le gouvernement de la République s'efforcerait toujours de consolider notre amitié avec l'Italie, comme il le recommandait lui-même, en lui donnant un support plus solide qu'un sentiment platonique et en l'appuyant de notre mieux sur une conception pratique des intérêts mutuels. On verra, en effet, que plusieurs fois dans l'année, M. Tittoni et moi, nous avons essayé, tous deux, comme Léonard, de marier l'idéal et la réalité, et cette dernière ne s'en est pas trop mal trouvée.

M. Isvolsky a, d'ailleurs, rapporté assez exactement dans une de ses lettres (1) une conversation que j'avais eue avec lui sur les rapports de la France et de l'Italie en 1912 : « Depuis 1902, lui avais-je dit, nous savons que l'Italie ne s'associera pas à une attaque contre nous. Comme nous sommes bien résolus à n'attaquer personne, nous avons renoncé à toute concentration militaire sur la frontière italienne. J'ai, du reste, de fortes raisons de croire que l'Italie ne doute pas elle-même de notre amitié. Je suis convaincu qu'elle considère aujourd'hui la Russie et la France comme ses meilleures amies et qu'elle attend même, dans ses difficultés actuelles, plus d'aide de nous que de ses alliés. Mais je pense, comme M. Sazonoff, que nous

(1) Lettre du 24 mai/6 juin 1912. SIEBERT, p. 468. — *Livre noir*, t. I<sup>er</sup>, p. 265.

n'avons, ni vous, ni nous, aucun motif de faire sortir l'Italie de la Triple-Alliance. Cette sortie ne pourrait qu'amener des complications dangereuses. Nous ne saurions évidemment oublier que l'Italie fait partie de la Triplice ni pousser la magnanimité jusqu'à lui laisser la prédominance dans la Méditerranée. Mais, sous réserve du maintien de l'équilibre, nous la seconderons de notre mieux, dès que la conférence de la paix sera réunie. Pour le reste, répétais-je, laissons les choses en l'état. Ne demandons pas à l'Italie de quitter ses alliés. Il vaut mieux qu'elle reste dans la Triple-Alliance, où elle est un élément de modération (1). »

On a quelquefois cherché, en Allemagne, à voir dans ces paroles de sagesse je ne sais quelle inspiration machiavélique. Elles prouvent, au contraire, que nous ne songions ni à opposer groupe à groupe, ni à disloquer la Triple-Alliance, et que nous nous félicitons de trouver associée à cette dernière une nation qui était ouvertement l'amie de la France.

(1) Le *Livre noir* traduit : un élément d'arrêt; Stieve : *das hamrende element*. Retenue, arrêt, entrave, frein, ma pensée était, en tout cas, très claire : ce que l'Italie permettait d'enrayer, c'étaient les initiatives dangereuses pour la paix européenne.

### CHAPITRE III

Le vote du traité franco-allemand. — L'opposition de M. Clemenceau. — La Chambre écarte des interpellations rétrospectives. — Première condition du règlement de l'affaire marocaine : l'exécution de l'accord. — Difficultés suscitées par l'Allemagne.

Trois jours après la clôture des interpellations sur la Tunisie, le lundi 5 février, s'engageait au Sénat la discussion du traité franco-allemand. J'avais fait tout ce qui dépendait de moi pour qu'elle ne fût pas retardée. Le président de la commission, M. Alexandre Ribot, et le nouveau rapporteur, M. Pierre Baudin, avaient de leur mieux secondé mes intentions. J'eusse également souhaité que personne ne ranimât des querelles qui commençaient à s'apaiser. Mais avant mon arrivée au ministère, M. Clemenceau n'avait pas été seul à connaître les « verts » — ou télégrammes allemands déchiffrés, — et comme il était impossible d'en parler tout haut sans offrir à l'Allemagne un motif de plainte, trop de gens avaient pris la liberté d'en parler à voix basse. Un distingué sénateur de droite, M. Jenouvrier, fit allusion aux conversations relatées dans ces pièces ; M. de Selves répondit qu'il ne connaissait pas ces entretiens et M. Caillaux, le soir même, publia un démenti. Comment, en effet, avouer



à l'Allemagne que nous déchiffrions ses télégrammes? Et comment, d'autre part, accepter les yeux fermés tout ce qui s'y trouvait rapporté? Le débat se poursuivit sans autre alerte. De séance en séance, MM. Charles Dupuy, de Goulaine, Gaudin de Villaine, de Las Cases, d'Estournelles de Constant, Pierre Baudin, Goirand, se succédèrent à la tribune. Puis M. Stephen Pichon disséqua sévèrement le traité et conclut qu'il ne le voterait pas. M. d'Aunay laissa, au contraire, entendre qu'il le voterait, mais sans enthousiasme. M. Ribot exposa, dans un discours admirable, toutes les raisons qui faisaient au Sénat un devoir de hâter la ratification des accords; il ne toucha que d'une main délicate aux points encore sensibles et voila d'une ironie légère ses critiques du passé. Après lui, M. Méline parla excellemment des questions économiques et douanières; et le samedi, m'attendant à une réplique de M. Clemenceau et ne voulant pas laisser le débat s'éterniser, je montai à la tribune.

Je rappelai que, devant la commission, j'avais, comme rapporteur, annoncé que, malgré les lacunes du traité, je conclurais à l'adoption. « Le traité n'est pas parfait, disais-je; il ne pouvait pas l'être; mais il me paraît indispensable qu'il soit voté. » Je m'efforçais de prouver que, même aux heures où l'acte d'Algésiras et l'accord franco-allemand de 1909 avaient été le plus aisément appliqués, ils n'avaient jamais, ni l'un ni l'autre, valu ni pu valoir pour la France la convention du 4 novembre 1911 (1). Je pesais les sacri-

(1) M. Fr. Charmes, sénateur, écrivait, le 15 février 1912, dans

fices et les avantages et je démontrerais que ceux-ci l'emportaient sur ceux-là ; puis, comme plusieurs orateurs avaient répété que le texte était touffu, chargé de circonlocutions et d'incidentes, affaibli par des restrictions et des réserves, et qu'il ne terminerait rien entre l'Allemagne et nous, je répondais : « Eh ! oui, messieurs, c'est là, à bien prendre, le sort commun de toutes les conventions internationales. Elles ne valent que par l'application, et l'application dépend des dispositions permanentes ou accidentelles des puissances signataires. C'est une fatalité contre laquelle personne ne peut rien. Mais ce n'est pas la première fois, depuis nos inoubliables tristesses, que nous signons avec l'Allemagne un accord colonial spécial et limité. Il n'y a aucun motif pour qu'un accord de ce genre se heurte, dans l'exécution, à de graves difficultés. Nous n'aurons qu'à défendre nos droits avec la fermeté nécessaire et aussi avec cette franchise et cette bonne foi qui doivent rester la marque essentielle de la diplomatie française. » Et, insistant sur nos intentions pacifiques, j'ajoutais : « Nous n'aurons qu'à maintenir nos positions contractuelles sans inquiétude et sans faiblesse. Nous n'aurons qu'à parler un langage clair, loyal et précis, et nous sommes convaincus qu'il sera entendu et compris. S'il arrivait que, sur des questions particulières, un dissentiment quelconque s'élevât entre les deux puissances, un recours nous resterait ouvert par la convention elle-même.

la *Revue des Deux Mondes* : « Ce traité si décrié, M. Poincaré a prouvé qu'on pouvait fort bien plaider en sa faveur beaucoup plus que les circonstances atténuantes. Pour en montrer les mérites, il lui a suffi de le comparer à ceux qui l'ont précédé, c'est-à-dire à l'acte d'Algésiras et à l'arrangement de 1909 ».

Dans des différends qui ne toucheraient pas à l'honneur et à la dignité, l'arbitrage de la cour de la Haye nous offrirait le moyen de résoudre pacifiquement les questions que soulèverait l'exécution du traité. *Il y a dans le texte même de la convention, un témoignage important de l'intention conciliante et de la sincérité des deux parties.* » Je confirmais, d'ailleurs, ce que M. Ribot avait fortement marqué au nom de la commission, que l'accord n'impliquait pas le changement de notre politique générale.

« Notre alliance avec la Russie, notre entente cordiale avec l'Angleterre sont des articles intangibles de notre programme extérieur et, comme le disait hier encore M. Ribot, si jamais, par impossible, un gouvernement aveuglé s'écartait des lignes directrices tracées par la volonté réfléchie de la France, il se briserait à la révolte de l'opinion publique indignée. Notre politique étrangère se pratique heureusement, de plus en plus, sous le contrôle éclairé des Chambres et de la nation. Ce n'est pas le gouvernement actuel qui se plaindra de cette légitime surveillance. Il cherchera, au contraire, à rester toujours en communion d'idées et de sentiments avec le pays, qui a donné, aux heures critiques, de si admirables exemples de concorde, de sagesse et de sang-froid. La France républicaine est profondément pacifique, mais elle voit le meilleur gage de la paix dans la conservation jalouse de sa puissance militaire, navale et financière, dans le maintien de nos grandes traditions nationales, dans une défense attentive et persévérante de nos droits et de nos intérêts. »

Le Sénat ne me ménagea point ses applaudissements. M. Clemenceau me répliqua. Il n'était pas

dans un de ses meilleurs jours. Il luttait courageusement contre de violentes douleurs physiques. Il trouva cependant le moyen de passionner, de nouveau, contre le traité une partie de l'Assemblée.

Il commença par proclamer sa confiance dans le cabinet. Il aurait voulu, disait-il, être convaincu par moi, mais il ne l'avait pas été. « A mon avis, ajoutait-il, dans l'histoire déjà longue et trop mouvementée de l'Allemagne et de la France au Maroc, l'accord du 4 novembre n'est qu'une halte d'un jour. Des négociations obscures ont conduit, par des phases mystérieuses, à l'enfantement d'une sorte de monstre diplomatique, qui n'est pas sans analogie avec ce fameux cheval de Troie, qui était une offrande à la paix et qui retentissait du son des armes. » M. Clemenceau reconnaissait que notre marche sur Fez avait été commandée par la nécessité de sauver les Européens menacés, mais il reprochait à M. Caillaux de s'être ensuite laissé tenter par l'ambition d'établir immédiatement notre protectorat au Maroc ; il l'accusait d'avoir prodigué les concessions à l'Allemagne parce qu'elle faisait miroiter à ses yeux la possibilité de donner à la France un grand empire africain ; il le blâmait d'avoir consenti à traiter sous le canon d'Agadir. Il croyait dangereux de précipiter notre installation au Maroc. « Nous allons payer très cher pour avoir tout de suite le Maroc, puis nous ne pourrons pas le prendre. Si nous allons à Taza, nous courons le risque d'être entraînés dans une aventure. » Après avoir ainsi poussé les choses au noir, M. Clemenceau évoquait, dans un magnifique tableau d'ensemble, l'histoire de nos relations avec l'Allemagne. Il rappelait que l'empire des Hohenzollern tendait de plus en plus à la



suprématie et, aux acclamations du Sénat tout entier, il s'écriait : « De bonne foi, nous voulons la paix, nous la voulons parce que nous en avons besoin pour refaire notre pays. Mais enfin, si on nous impose la guerre, on nous trouvera. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*) La difficulté entre l'Allemagne et nous est celle-ci : c'est que l'Allemagne croit que la logique de sa victoire est dans la domination et que nous ne croyons pas que la logique de notre défaite soit dans la vassalité. (*Double salve d'applaudissements sur tous les bancs.*) Nous sommes pacifistes, — pacifiques, pour dire le mot exact — mais nous ne sommes pas soumis. Nous ne souscrivons pas à l'arrêt d'abdication et de déchéance prononcé par nos voisins. Nous venons d'une grande histoire, nous entendons la conserver. » (*Approbation unanime*) (1).

Pour que le Sénat approuvât unanimement ces paroles enflammées, il fallait qu'après Tanger et Agadir la tristesse d'avoir négocié et traité « sous le canon » demeurât, malgré tout, bien tenace au fond des âmes françaises. Comment n'aurais-je pas senti que cet état d'esprit imposait au gouvernement l'obligation de concilier deux devoirs, celui d'épargner à notre pays des atteintes à sa dignité et celui de chercher à écarter, par une sagesse et une vigilance de tous les instants, les risques de guerre qui pouvaient se renouveler?

L'approbation du traité fut enfin votée par 212 voix contre 42. A peine le scrutin était-il proclamé que M. Jenouvrier proposa une enquête

(1) *Journal officiel* du 11 février 1912. Sénat, séance du 10 février, p. 233.

sur les négociations. Je combattis sa motion, qui fut repoussée par 242 voix contre 15. Le soir, M. Maurice Paléologue, étant allé au Sénat pour y corriger mes épreuves, rencontra M. Stephen Pichon, qui veillait lui-même, filialement, sur la reproduction du discours de M. Clemenceau. M. Stephen Pichon confia à mon collaborateur ses inquiétudes sur la situation européenne : « Qu'on se prépare, dit-il. L'événement peut venir beaucoup plus vite qu'on n'imagine. Recommandez à M. Poincaré de convoquer les ministres de la Guerre et de la Marine avec les chefs d'état-major et vous. Qu'il songe aux responsabilités qui lui incombent ! Qu'il ne se laisse pas prendre au dépourvu ! » Telles étaient, dès le début de 1912, ou plus exactement depuis Agadir, les appréhensions des républicains les mieux renseignés.

Mais des interpellations déposées à la Chambre sous le ministère précédent menaçaient d'ouvrir bientôt devant l'Europe un débat rétrospectif, qui pouvait être nuisible aux intérêts de la France.

A chaque instant, j'étais obligé de parer à de dangereuses initiatives. C'est ainsi que le 28 janvier, M. Piou, député de la droite, m'avait écrit qu'il avait l'intention de demander la publication des accords franco-italiens relatifs au Maroc et à la Tripolitaine (1).

Le règlement de la Chambre ne me permettait point d'empêcher le dépôt de cette motion. Je me trouvais fort embarrassé. Quelle raison donner pour expliquer un refus ? Et d'autre part, comment publier l'accord tout entier, avec l'engagement

(1) Les accords et la longue dépêche que m'avait envoyée M. Barrère le 10 mars 1912 pour m'en exposer la genèse et les résultats ont été publiés en 1920 dans un *Livre jaune*.

pris par l'Italie de ne pas participer à une attaque de l'Allemagne contre la France? J'avais désigné comme successeur de M. Bapst, à la direction vacante des affaires politiques, M. Maurice Paléologue, dont je viens de parler. Ministre de France à Sofia, il avait été mon condisciple à Louis-le-Grand et je n'avais cessé d'entretenir avec lui des relations amicales. « M. Piou, lui dis-je, est intraitable. Ne connaîtrais-tu pas quelqu'un qui pût lui faire entendre raison? » M. Paléologue me proposa d'aller lire confidentiellement l'accord franco-italien au comte d'Haussonville, mon confrère de l'Académie, et de lui demander s'il ne consentirait pas à intervenir auprès de M. Piou. M. d'Haussonville accepta de bonne grâce cette mission officieuse. Quelques heures après, M. Piou venait au ministère et déclarait qu'il renonçait à sa motion. « Le comte d'Haussonville m'a convaincu, disait-il; je me doutais bien qu'il devait y avoir une contre-partie aux clauses publiques de l'accord, mais j'avais cru qu'il s'agissait d'un engagement pris par le président de la République d'aller à Rome faire visite au roi d'Italie. »

Cet exemple de discrétion allait-il être imité par tout le monde à la Chambre? Je n'avais que trop de raisons d'en douter. MM. Barrère, Paul Cambon, Jules Cambon, me conseillaient à l'envi d'empêcher une reprise de la discussion.

De Londres, M. Paul Cambon m'écrivait le 23 février :

« CHER MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

« Je n'ai pas encore eu l'occasion, et je vous prie d'excuser mon retard, de vous féliciter de

votre discours au Sénat dans la discussion de l'accord franco-allemand et de vous remercier de m'avoir nommé avec tant de bienveillance. On m'a raconté qu'après votre discours, M. Clemenceau avait exprimé le regret d'être obligé de parler. Il s'est livré à une brillante fantaisie, mais, en fait, la discussion était close et si bien close que je doute qu'elle reprenne à la Chambre des députés sur les interpellations. Il serait fort heureux que l'on voulût bien mettre un terme à ce lessivage de linge sale qui fait au dehors un effet lamentable. Ici, la discussion au Sénat a paru trop longue, mais on s'est montré très satisfait du résultat et la confiance en vous s'affirme de plus en plus. »

Quelques jours plus tard, le 28, le baron de Lancken, chargé d'affaires d'Allemagne, venait voir M. Paléologue. Sous une froide enveloppe de courtoisie élégante et raffiné, le baron de Lancken, qui devait être un jour le bourreau de miss Cavell, était le type du Prussien rogue, orgueilleux et méchant. Il était le porteur ordinaire des mauvaises nouvelles et chaque fois que l'ambassade de la rue de Lille avait à présenter des observations désagréables, il arrivait dans les bureaux, en avant-coureur maussade (1).

« Je veux vous parler, dit-il à M. Paléologue, à titre privé et amical. Je dois vous signaler la fâcheuse impression qu'a produite sur mon gouvernement la divulgation des télégrammes que mon ambassade a expédiés à Berlin l'été dernier et qui auraient été déchiffrés par le ministère fran-

(1) V. dans le *Lyon républicain* du 12 octobre 1922 le récit fait par M. Messimy d'une visite menaçante de M. de Lancken au ministère des Colonies, le 14 mai 1911, à propos du Centre africain.



çais des Affaires étrangères. J'espère que la Chambre, dans sa prochaine interpellation, ne s'occupera plus de ces documents. Je vous affirme, d'ailleurs, que ces télégrammes ont été fort mal déchiffrés. Dans l'un d'eux, le dernier en date, on m'attribue des déclarations qui, pour les neuf dixièmes au moins, sont inexactes. Mais si on déchiffre nos télégrammes, comment ose-t-on l'avouer? » M. Paléologue avait fait une de ces réponses ambiguës et sibyllines que la diplomatie inspire, dans les moments critiques, à ses fidèles serviteurs. Il avait déclaré qu'il n'existait au quai d'Orsay aucun service de déchiffrement et avait ajouté qu'il n'y avait pas au monde de cryptographe assez habile pour découvrir le secret d'un chiffre aussi compliqué que devait l'être le chiffre allemand. Le baron de Lanken, à qui il suffisait de nous avoir fait entendre son avertissement, feignit d'être convaincu et se retira.

En fait, il savait, depuis plusieurs mois, que les télégrammes avaient été déchiffrés, et même, aussitôt que l'ambassade avait été renseignée à cet endroit, elle avait changé son chiffre et, depuis lors, le ministère des Affaires étrangères ne pouvait plus rien lire. M. de Selves a expliqué depuis comment il avait communiqué les « verts » au président de la République et à M. Caillaux, et à eux seuls, le 28 juillet 1911, et comment, deux ou trois jours après, un propos imprudent de M. Fondère, avisé du contenu du télégramme par M. Caillaux, avait mis l'ambassade au courant du déchiffrement. La Chambre allait-elle se saisir de tous ces incidents passés, et rechercher si le récit des « verts » était exact ou non, si l'ambassadeur d'Allemagne avait fidèlement rapporté le langage de M. Fondère, si

M. Fondère avait été autorisé ou invité par M. Caillaux à parler comme il avait fait, s'il avait été, comme il devait le dire plus tard, le négociateur ou l'intermédiaire de l'ancien président du Conseil ou simplement, comme l'affirmait M. Caillaux, un informateur? Je voyais avec clarté tous les inconvénients d'une telle discussion et je n'apercevais pas le profit qui pouvait en résulter pour le pays.

M. Caillaux avait tenu à constituer un dossier, où il avait réuni tous les documents qu'il jugeait être de nature à le laver des reproches dont il était l'objet, et il m'avait demandé de le classer au ministère pour sa justification ultérieure. Je pris connaissance des pièces, comme M. Caillaux m'en priait, et je les laissai au quai d'Orsay. De son côté, M. Jules Cambon m'envoya, pour qu'elles fussent également déposées aux archives, les lettres qu'il avait écrites, pendant les négociations, à l'ancien président du Conseil, et je dois dire que, si notre ambassadeur à Berlin avait été désagréablement surpris, sous le ministère Monis, de la mission officieuse qu'à son insu, M. Fondère, administrateur de sociétés coloniales, avait remplie auprès du docteur Semler, vice-président du Reichstag, en s'autorisant du nom de M. Caillaux, alors ministre des Finances, il avait, au contraire, trouvé légitime que plus tard M. Caillaux, devenu président du Conseil, eût pris en main la direction des pourparlers. « On eût beaucoup étonné, disait-il, M. Thiers, si on lui eût contesté le droit d'avoir une correspondance privée avec M. de Gontaut-Biron, pendant que M. de Rémusat était aux Affaires étrangères. »

Il semblait bien, d'ailleurs, qu'en général,

abstraction faite d'imprudences de langage qu'avait pu commettre M. Caillaux, notre ambassadeur à Berlin eût été d'accord avec l'ancien chef du gouvernement sur les solutions à rechercher.

J'étais donc tout disposé, pour éviter des débats fâcheux, à proclamer que tous les gouvernements qui nous avaient précédés avaient fait leur devoir. Mais cette déclaration allait-elle suffire pour calmer la fièvre qui tourmentait encore secrètement la Chambre des députés? Le vendredi 1<sup>er</sup> mars, M. Piou, sans reprendre la motion à laquelle il avait renoncé, avait signé, avec cinquante de ses collègues de droite, une proposition qui avait pour objet de réunir l'Assemblée nationale et de réviser l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875. L'article 8 est celui qui donne au président de la République, sous la responsabilité du gouvernement, et qui, par conséquent, réserve, en réalité, au gouvernement lui-même le droit de négocier et de ratifier les traités, avec faculté de choisir l'heure à laquelle ils seront communiqués aux Chambres. C'était aux traités conclus en 1902 et en 1904 avec l'Italie et avec l'Espagne qu'en avait M. Piou; et il s'écriait : « Faites le bilan de ces conventions et de ces négociations secrètes : de longues années de malaise, deux fois la guerre en perspective... — M. Jaurès : trois fois ! — M. Jacques Piou... des sacrifices dans quatre parties du monde ; après Tanger, Agadir ; après Algésiras, Berlin ; le Congo démembré ; un protectorat mutilé, partout des points de friction avec l'Allemagne, d'interminables négociations à Madrid, où la fierté castillane joue avec la bonne grâce française, des intimités fatiguées qui se relâchent, des amitiés anciennes qui se refroi-

dissent. Voilà la situation à laquelle elles ont conduit la France. (*Applaudissements à droite.*) »

J'avais protesté contre le pessimisme de ces dernières paroles ; j'avais dit, en outre, que je n'entendais pas risquer l'aventure d'une révision constitutionnelle, et j'avais ajouté : « Le gouvernement renouvelle volontiers l'engagement qu'il a pris spontanément dans la déclaration ministérielle, de soumettre le plus largement possible la direction de la politique extérieure au contrôle des Chambres et au jugement de l'opinion publique. Nous savons que ce qui fait la véritable force, l'efficacité réelle et durable, des conventions diplomatiques, c'est la consécration qu'elles trouvent dans les sentiments profonds des peuples. » La motion de M. Piou avait été repoussée par 358 voix contre 133. MM. Caillaux, Bouffandeau, Ferdinand Buisson, Deschanel, Jean Hennessy, Malvy, Viviani et la plupart des radicaux-socialistes avaient voté avec les républicains de gauche pour le gouvernement. Une autre proposition de révision de l'article 8, signée par M. Aubriot et les socialistes, fut également repoussée par 364 voix contre 144 ; et aussitôt furent appelées par M. le président Brisson les interpellations sur la politique extérieure, qui avaient été déposées sous le cabinet Caillaux et n'étaient pas encore venues en discussion. MM. Abel Ferry, Joseph Reinach, Georges Berry, Guernier, de Chappedelaine, Denys Cochin, Paul Escudier, déclarèrent que, dans les circonstances actuelles, alors surtout que les négociations avec l'Espagne n'étaient pas terminées, ils renonçaient à la parole. M. Paul Bluysen présenta quelques observations et M. Jaurès, qui était le seizième orateur inscrit, vit son



tour arriver à l'improviste. Il n'avait pas apporté son dossier et, bien qu'à l'ordinaire il parlât sans aucune note, il demanda le renvoi au vendredi 8. Le jour venu, il prononça un ardent réquisitoire contre la politique marocaine suivie successivement par MM. Delcassé, Clemenceau, Pichon, Briand, Monis et Cruppi. En achevant son discours il annonça qu'il s'en prendrait, dans une autre séance, à MM. Caillaux et de Selves.

MM. Delcassé, Caillaux, Briand, Cruppi, présents à la Chambre, brûlaient de répondre. Il pouvait s'ensuivre un débat lamentable. Je les priai instamment de se taire et leur promis, à tous, de m'expliquer brièvement sur leurs actes comme sur les miens. Le vendredi 15, en effet, je montrai à la Chambre combien des controverses rétrospectives étaient vaines et périlleuses. Je trouvais, disais-je, très naturelle l'émotion de ceux qui avaient été mis en cause par M. Jaurès, qu'ils fussent étrangers au Parlement ou qu'ils en fissent partie. Je comprenais que d'anciens ministres eussent éprouvé le besoin de se justifier et de répondre à des attaques passionnées. Leur désir était d'autant plus légitime « qu'autour de quelques-uns des hommes descendus du pouvoir avaient même rôdé ces calomnies odieuses qui assaillent si souvent en France ceux qui consacrent leur intelligence et leur temps aux affaires publiques. » Mais eux-mêmes ne pouvaient produire les pièces les plus décisives sans l'assentiment des puissances étrangères. A s'opposer les uns aux autres, ils n'obtiendraient d'autre résultat que d'affaiblir la France, en divisant devant le monde les hommes qui l'avaient successivement dirigée. Je les adjurais donc, de nouveau, de garder le silence et je

répétais : « Nous ne voulons pas, quant à nous, prendre la responsabilité de laisser se prolonger, sans apporter ici la protestation du gouvernement, un débat qui risquerait de créer un grand préjudice au pays et des malentendus entre des hommes qui, par des procédés parfois un peu différents, mais avec un idéal commun, se sont loyalement efforcés de bien remplir, à leur place et à leur heure, leur devoir de bons Français. »

J'annonçais ensuite que notre ministre à Tanger, M. Regnault, allait partir, le jour même, pour Fez et faire signer au sultan un traité de protectorat, qui serait le corollaire de l'acte du 4 novembre et serait soumis, le plus tôt possible, à l'approbation des Chambres.

« Dès maintenant, disais-je, et sans porter aucune atteinte aux conventions existantes, nous prenons nos dispositions pour consolider notre situation au Maroc et pour la développer par étapes. Le traité de protectorat ne fera par lui-même que consacrer nos droits vis-à-vis du Sultan. Mais il devra être immédiatement suivi d'une organisation administrative et de l'établissement d'un budget... Cette œuvre indispensable et urgente est tout à fait indépendante de la bonne marche de nos négociations avec l'Espagne ; nous pourrions l'entreprendre et la poursuivre dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, et au profit de la civilisation, alors même que nos pourparlers avec l'Espagne se prolongeraient davantage. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*) Le gouvernement de la République apporte, dans sa conversation avec la noble nation voisine, un vif désir de conciliation. Il en a jusqu'ici donné des preuves nombreuses ; mais il ne peut perdre de vue que le traité du

4 novembre 1911 procure indirectement à l'Espagne des avantages appréciables et la France, qui les a assurés, a droit à de légitimes compensations. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

« Quant au traité franco-allemand lui-même, je ne doute pas qu'il ne soit appliqué, de part et d'autre, avec une entière bonne foi. Le gouvernement français est, en ce qui le concerne, résolu à en poursuivre l'exécution avec une irréprochable loyauté. (*Applaudissements.*) »

La grande majorité de la Chambre avait compris mes recommandations et ne demandait qu'à clore le débat. M. Paul Deschanel, qui avait essayé de parler après moi, et qui avait voulu, en un discours élégant et nourri, traiter l'ensemble des problèmes extérieurs, avait été si mal écouté qu'il avait brusquement quitté la tribune. M. Jaurès avait alors repris, dans une harangue ironique et mordante, la série de ses accusations rétrospectives. Il avait malmené M. Cruppi, M. Caillaux, M. de Selves, et s'était écrié : « Je dis qu'il n'y a plus de Parlement s'ils peuvent se dérober et nous refuser les éclaircissements qu'ils nous doivent. Et je dis que s'ils persévèrent, si M. Caillaux se tait, si M. Cruppi se tait, il faudra qu'ils soient disqualifiés par le Parlement. » A quoi M. Abel Ferry ripostait, non sans à-propos : « Il y a quelquefois plus de courage à se taire qu'à parler. » Le vendredi suivant, l'orateur socialiste renouvela son manège d'agaceries et je vis le moment où il arrachait le bâillon que l'ancien président du Conseil s'était mis sur la bouche.

« M. JAURÈS. — Je demande à M. le président du Conseil s'il peut se porter garant que

dans l'accord franco-allemand, à côté des charges publiques, des engagements connus, il n'y a pas de conversations ayant porté, dans la coulisse, sur des objets d'ordre économique. Je lui demande de dire si nous ne sommes pas exposés à ce qu'un jour, dans un an, deux ans, si des difficultés nouvelles se produisent, on nous oppose des sortes d'engagements mystérieux, officieux. S'il n'y en a pas, si vous pouvez affirmer qu'il n'y en a pas eu, il faut le dire.

« LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Je ne connais aucun engagement pris au nom du gouvernement français.

« M. JAURÈS. — Pris au nom du gouvernement. Mais il y a eu...

« LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Il n'y a aucun engagement.

« M. JAURÈS. — Mais il y a eu, monsieur le président du Conseil, dans la période dont j'ai parlé l'autre jour, une dualité de négociations...

« LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Il n'y a trace nulle part d'aucun engagement pris et je n'en connais aucun.

« M. JOSEPH CAILLAUX. — Il n'y a eu aucun engagement d'aucune sorte de pris en dehors de ceux soumis à l'approbation du Parlement. (*Mouvements divers.*)

« M. JAURÈS. — Monsieur Caillaux ! (*Exclamations.*)

« M. MARCEL SEMBAT. — Le silence est rompu ; la glace est brisée ! (*Rires à l'extrême gauche.*) »

Mais vainement M. Jaurès avait-il essayé d'exciter M. Caillaux en insistant sur le rôle occulte de M. Fondère. M. Caillaux, d'accord avec moi, n'avait pas soufflé mot. J'avais brièvement ré-



pondu à M. Jaurès, qui, du reste, n'avait pas pris à partie le gouvernement nouveau, et un ordre du jour de confiance, déposé par M. Paul Deschanel, avait été voté par 413 voix contre 81. Cette faible minorité comprenait, avec les socialistes, quelques députés de droite. M. Maurice Barrès et M. le comte de Mun avaient voté pour le gouvernement, avec les gauches et la plupart des radicaux-socialistes. Le 23 mars, M. Jules Cambon m'écrivait de Berlin : « Permettez-moi de vous faire compliment de la façon dont se sont terminés les débats de la Chambre sur la politique extérieure. Vous avez mis le pied sur la mèche allumée en vue de faire éclater tous les scandales, et il faut espérer que désormais l'esprit public va reprendre un peu son assiette. Nous en avons grand besoin. Il semble que tout soit détraqué. »

La mèche éteinte, il nous restait, pour régler l'affaire marocaine, à exécuter, d'accord avec l'Allemagne, le traité du 4 novembre 1911, à négocier une entente avec l'Espagne et à organiser le protectorat. Dans cette triple entreprise, que d'obstacles encore à surmonter !

Contrairement à ce qu'on avait pu espérer, le traité n'avait pas amélioré les relations de la France et de l'Allemagne. Des deux côtés de la frontière subsistait un malaise indéfinissable.

En France, il provenait, en partie, des dissentiments qui s'étaient produits entre MM. Caillaux et de Selves et qui, longtemps soupçonnés, avaient fini par être connus et commentés partout. Mais il avait des causes plus générales et plus profondes. Dans un article, écrit peu de temps après le débarquement de Guillaume II à Tanger, M. Jaurès insistait sur la nécessité qui s'imposait, suivant

lui, « d'éliminer définitivement de la pensée et de l'action de la France la politique de revanche (1). » Il ajoutait : « Je sais que l'Allemagne, même quand elle croit simplement se prémunir contre une agression du dehors, a une manière brutale et lourde qui laisse dans les cœurs le ressentiment, et ces procédés sont comme aggravés par les brusques oscillations d'une volonté irresponsable. » C'était « cette manière lourde et brutale » qui venait encore de se manifester devant Agadir, et cette fois sans l'apparence même d'une excuse, car j'imagine que, ni sous le ministère Monis, ni à l'avènement du ministère Caillaux, l'Allemagne n'avait aucun motif de se prémunir contre une agression. S'il était vrai que l'idée de revanche eût été, suivant le mot de M. Charles Maurras (2), « une reine de France » pendant vingt ans, c'était, même durant cette période, une reine constitutionnelle, qui ne pouvait rien sans le gouvernement ; et nul cabinet n'aurait pris la responsabilité de provoquer, dans l'espoir de la revanche, une guerre dont personne n'était en mesure de prévoir l'issue et qui, même victorieuse, devait fatalement être meurtrière. A maintes reprises cependant, l'Allemagne impériale nous avait fait sentir la violence et la grossièreté de ses procédés. Comme l'a écrit un Allemand de bonne foi, le professeur Fr. W. Fœrster (3), elle avait voulu « éterniser le droit du poing en politique ».

Après avoir chargé le prince de Hohenlohe, en 1880, à la veille de la conférence de Madrid, de dire à M. de Freycinet qu'elle n'avait pas d'in-

(1) *L'Humanité*, 23 octobre 1905.

(2) *Kiel et Tanger*.

(3) *Mes Combats*, librairie Istra, Strasbourg.

térêts au Maroc ; après avoir répété cette déclaration, sept ans plus tard, au marquis de Benomar, ambassadeur d'Espagne à Berlin ; après avoir renouvelé les mêmes assurances, le 12 janvier 1903, devant M. Bihourd, notre ambassadeur ; après avoir proclamé, en 1904, qu'elle n'avait pas d'objections à présenter contre notre accord du 8 avril avec l'Angleterre, l'Allemagne, tout à coup, s'était ravisée. L'Allemagne ou l'Empereur, je ne sais ; mais, jusqu'en 1918, c'est tout un. Le 31 mars 1905, le yacht impérial *Hohenzollern* se présente devant Tanger ; Guillaume II débarque et, dans un discours provocant, s'écrie : « Ma visite a pour but de faire savoir que je suis décidé à tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc. » Puis, dès que le Sultan, habilement circonvenu, invite les puissances à une conférence, le baron de Lanken, chargé d'affaires, homme lige de l'Empereur, et le prince de Radolin, ambassadeur, reçoivent l'ordre de venir successivement adresser à M. Rouvier, président du Conseil, cette menace : « Il faut que vous sachiez que l'Allemagne est derrière le Maroc. » L'acte d'Algésiras est signé le 8 avril 1906. Aussitôt recommencent au Maroc les manœuvres des agents de l'Allemagne, les Karl Ficke et les Mannesmann. Sous les auspices du consul impérial, M. Lüdenitz, une agence est créée à Casablanca pour pousser les légionnaires à la désertion. Éclate, dans ce port marocain, l'incident du 25 septembre 1908, consécutif à ces intrigues, et de nouveau le ciel s'assombrit. C'est l'année où, d'autre part, l'Autriche vient d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine et où l'empereur d'Allemagne s'est placé, dans son armure éclatante, auprès de son



brillant second. Vainement la Russie a-t-elle protesté. Après une démarche comminatoire du comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne, elle est forcée de se résigner aux conséquences du coup de force autrichien. Nous-mêmes, dans l'affaire marocaine, nous signons avec l'Allemagne, par esprit de conciliation, le protocole du 8 février 1909. L'Allemagne n'y dit plus qu'elle n'a pas d'intérêts dans l'empire chérifien ; mais elle convient qu'elle n'y a que des intérêts économiques et elle reconnaît que le voisinage de l'Algérie y crée pour nous des intérêts politiques particuliers. Nous nous engageons à ne rien faire qui puisse nuire à ses commerçants et à ses industriels. Nous allons plus loin. Nous lui promettons de chercher à associer nos nationaux et les siens dans les entreprises marocaines. Vains efforts. Ni les Mannesmann, ni Karl Ficke ne ralentissent leurs brigues, ni auprès de Moulay Hafid et du Maghzen, ni auprès des indigènes. Des tribus se révoltent contre le sultan et viennent, jusque devant Fez, défier les Européens. Le gouvernement de M. Monis, jugeant qu'en vertu des conventions internationales elles-mêmes, la France est responsable de l'ordre au Maroc, prescrit au général Moinier d'occuper la capitale et d'y protéger habitants et colons. Le cabinet de Paris prévient courtoisement celui de Berlin. Le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, ne proteste pas contre l'expédition, mais, en termes voilés, il donne à entendre à M. Jules Cambon que, si l'Allemagne ne peut rien réclamer au Maroc, elle compte bien obtenir ailleurs une compensation. Nous acceptons la conversation. Quelques jours après, M. Jules Cambon se trouve aux eaux de Kissingen, avec le ministre allemand des Affaires



étrangères ; et, comme notre ambassadeur est sur le point de partir pour la France : « Rapportez-nous quelque chose de Paris, » lui dit, le sourire aux lèvres, M. de Kiderlen-Wæchter. Dix jours plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet, sans que rien nous ait permis de nous attendre à ce nouveau coup de poing sur la table, M. de Schœn se présente au cabinet de M. de Selves et lui remet une note pour lui annoncer l'envoi d'un navire de guerre à Agadir. Le prétexte ? Une certaine agitation parmi les tribus du sud et la nécessité de veiller à la sécurité des Allemands. Or il n'y a aucune agitation dans la contrée d'Agadir ; il n'y a même pas de maisons allemandes à y protéger. M. de Schœn ne dissimule pas, du reste, à M. de Selves que l'Allemagne a surtout l'intention de causer avec la France de l'ensemble des questions africaines. Pour causer, elle prend un revolver ; et pendant toute la négociation, le *Panther* va rester là, les canons braqués sur la côte. Comment la France, ainsi traitée, n'eût-elle pas eu l'impression d'être systématiquement humiliée ? Comment ne se serait-elle pas sentie blessée dans sa dignité nationale ? Et comment moi-même, en arrivant au ministère, ne me serais-je pas rendu compte de la sourde irritation qu'avait, une fois de plus, causée dans le pays « la manière lourde et brutale » de l'Allemagne ? Je me disais que mon devoir allait être, tout ensemble, de calmer les esprits et d'empêcher que de nouveaux défis ne les vinssent surexciter ; et ce double résultat ne me semblait pouvoir être obtenu que par une politique de prudence et de circonspection, qui ne fût pas cependant une politique de faiblesse et d'abandon.

Avais-je, du moins, la certitude que le traité du 4 novembre eût satisfait les ambitions de l'Allemagne et mieux disposé envers nous son opinion publique? Loin de là. Dès la signature, il s'était trouvé chez elle, non seulement des pangermanistes, mais des hommes de presque tous les partis, pour crier au marché de dupes. Le secrétaire d'État aux colonies, M. de Lindequist, avait quitté son ministère en claquant les portes, et sa démission avait été bruyamment approuvée par la *Post*, par le *Berliner Tageblatt*, par la *Tæglische Rundschau*, par la *Gazette de Voss*. La plupart des journaux allemands avaient accueilli l'accord par un débordement de mauvaise humeur. Ils déclaraient que la « tunisification » du Maroc par la France aurait dû être payée d'un prix beaucoup plus élevé. La *National Zeitung* intitulait un article : « Joie en France, deuil en Allemagne. » Les journaux les moins défavorables au traité s'en prenaient à l'Angleterre, qu'ils accusaient de nous avoir encouragés : « L'Allemagne, disait la *Germania*, n'oubliera jamais l'attitude d'hier : c'est l'Angleterre qui a forcé l'Empire à n'obtenir qu'un morceau du territoire congolais, dont la valeur reste douteuse. »

Après avoir félicité M. de Lindequist de sa détermination, le *Journal de Berlin à midi*, radical, ajoutait : « Les Français peuvent mettre maintenant à exécution leurs vœux de former au Maroc une armée noire qu'ils utiliseront dans la prochaine guerre européenne... Que pense M. de Bethmann-Hollweg? A-t-il encore l'idée d'un rapprochement avec la France? Il peut exister une amitié entre certaines personnalités des deux pays, mais entre les deux nations, aucune amitié ne sera jamais

possible (1). » M. Théodore Wolff, dans le *Berliner Tageblatt*, disait que l'idée d'une compensation au Congo était bonne, mais que l'exécution avait été mauvaise. Les chefs du parti national libéral fulminaient : le docteur Paasche déclarait à la *Gazette nationale* qu'après Agadir, la convention du 4 novembre était un lamentable recul ; M. Bassermann s'écriait dans une réunion publique : « Ces événements ont provoqué une profonde douleur dans le cœur des patriotes allemands... Nous demandons au gouvernement qu'il sache faire usage de la force armée (2). »

Dans ce Reichstag, où le Kronprinz était venu applaudir, de la loge impériale, le député pangermaniste Heydebrandt, M. de Kiderlen-Wächter ne recueillait pas la moindre approbation, lorsque, le 10 novembre, il exposait les résultats de sa politique. Devant la commission du budget, les deux parties des accords, celle qui concernait le Maroc, comme celle qui avait trait au Congo, avaient été également critiquées. Le spectre d'une armée marocaine venant grossir celle de la France, avait, de nouveau, hanté les esprits. M. de Kiderlen-Wächter s'était efforcé de les rassurer ; et d'après un communiqué de l'agence Wolff, il avait conclu en ces termes : « La politique allemande est vraiment parvenue à ses fins. L'Allemagne a seulement abandonné des droits qu'elle partageait avec d'autres puissances, tandis que la France, elle, a cédé des territoires français. » Si puissante était cependant l'influence des nationalistes et des coloniaux que l'ensemble du pays restait aigri et déçu

(1) V. *le Temps*, 5 novembre 1911.

(2) V. *le Temps*, mardi 21 novembre 1911.



d'une transaction où nous avons apporté notre large part de sacrifices. Au lieu de nous savoir gré de nos concessions, on nous reprochait avec amertume de n'avoir pas donné davantage.

Au Maroc même, les nationaux allemands multipliaient contre nous les intrigues. Les grands colons surtout, les frères Mannesmann, Karl Ficke, nous tendaient chaque jour de nouveaux pièges. Ils avaient assez d'autorité sur leur gouvernement pour lui suggérer, sans cesse, des réclamations importunes et injustifiées (1). Combien de fois, dans cette année 1912, si inquiète et si trouble, ai-je vu arriver dans mon cabinet la figure joviale et bon enfant du baron de Schoen ou la figure hypocrite et mauvaise de M. de Lanken ! Du haut des tapisseries, la Marie de Médicis de Rubens les regardait sans complaisance, avec un majestueux étonnement. Ils m'exposaient les doléances de leurs compatriotes, j'écoutais patiemment leurs explications et je cherchais de mon mieux des solutions amiables.

Je dois dire que M. de Schoen, personnellement, m'aidait à les trouver. Ni dans l'affaire marocaine, ni plus tard, dans la crise balkanique, je n'ai eu à me plaindre de mes rapports avec lui. Il était très courtois, même affable, et s'efforçait d'être conciliant, dans toute la mesure où le lui permettaient ses instructions. Il a bien voulu reconnaître dans ses mémoires, ce qu'il avait déjà déclaré au ministre de Belgique, le baron Guillaume, au moment de mon élection à la présidence de la

(1) *La Politique marocaine de l'Allemagne*, par M. Louis MAURICE (M. Louis-M. Bompard, ambassadeur de France, sénateur de la Moselle). (Plon-Nourrit.)



République (1), que j'avais toujours été pacifique et que je m'étais efforcé d'éviter la guerre (2).

Je ne fais aucune difficulté de lui rendre la même justice. Nos relations n'ont pas cessé d'être confiantes. Je crois avoir été, l'année suivante, le seul président de la République qui eût, avant 1914, accepté une invitation à dîner chez un ambassadeur d'Allemagne. Quand j'ai cru bon de rompre avec une vieille habitude d'abstention, le protocole m'a paru un peu déconcerté. Mais l'empressement avec lequel j'avais été reçu à l'hôtel de la rue de Lille, pendant que j'étais président du Conseil, me faisait un devoir agréable de ne pas désobliger M. de Schœn, qui remplissait avec tact une mission souvent délicate.

Malheureusement, pendant tout le cours de 1912, notre bonne volonté mutuelle n'empêchait pas les incidents de se succéder au Maroc et de me valoir, à chaque instant, de nouvelles démarches du gouvernement impérial. L'Allemagne soutenait obstinément les demandes de ses ressortissants. Il lui était assez indifférent qu'ils eussent tort ou raison. Elle abusait surtout contre nous de la survivance de l'ancien régime consulaire. Un jour, c'étaient des protégés allemands qui s'étaient engagés dans la légion étrangère et que revendiquait néanmoins l'Empire. J'invoquais les droits de la liberté individuelle ; je me référais aussi à l'article 12 du traité du 4 novembre, qui obligeait l'Allemagne à réviser les listes de ses protégés, scandaleusement grossies et surchargées. M. de Schœn me répondait par un rire de bonne humeur

(1) Documents belges.

(2) *V. Basler Nachrichten*, 5 janvier 1922, n° 7.

ou M. de Lanken par un rire grincheux ; je n'obtenais pas la suppression d'un seul nom. Un autre jour, c'étaient des indigènes qui se révoltaient, tels que Mohammed Hiba, le caïd Guellouli, le chérif Ben Hazzaoui. Nous prenions des dispositions pour les soumettre. L'Allemagne intervenait immédiatement pour les réclamer comme protégés et pour s'opposer à notre action. Un autre jour encore, au douar des Oulad Bessam, nous arrêtons des voleurs et les traduisions en justice. « Rendez-nous ces voleurs, nous disait le gouvernement de Berlin, ce sont les associés d'une firme allemande, la maison Renschausen. — Mais vous nous avez reconnu le droit d'établir un régime judiciaire inspiré des législations européennes. — Pour le moment, la juridiction consulaire n'est pas supprimée. Nous vous demandons, en vertu de l'article 7, de renvoyer à un arbitrage le règlement de cette affaire contentieuse. — Soit, va pour un arbitrage. C'est une méthode que j'ai moi-même toujours recommandée. »

Le lendemain, comme pour me remercier de mon acquiescement, l'Allemagne s'empressait d'envoyer sur les lieux le drogman Schelinger. Il arrivait avec des allures provocantes, accompagné d'une escorte pompeuse, et déclarait à qui voulait l'entendre qu'il venait, au nom même de l'empereur, départager les autorités françaises et marocaines.

Mais le personnage qui entretenait, au Maroc, le plus dangereux foyer d'intrigues était ce Karl Ficke, qui a été arrêté en 1914 comme espion, poursuivi, condamné à mort et fusillé. On avait trouvé chez lui une correspondance qui le montrait mêlé à de véritables préparatifs de guerre. Jamais,

en effet, il n'avait pu accepter le traité du 4 novembre, ni se résigner à la perte du Maroc. Il méditait une revanche et il y travaillait avec ses nombreux correspondants d'Allemagne. Récemment encore, en dépouillant les papiers de la liquidation d'un nommé Nehrkorn, parent et fondé de pouvoirs de Karl Ficke, la gérance générale des Séquestres de guerre a trouvé une lettre adressée à cet Allemand par un sieur Windhaus, domicilié à Kiel (1). Dès le 20 janvier 1912, ce Windhaus écrivait au représentant de Ficke : « Dans le monde maritime (ceci soit dit entre nous), on compte avoir la guerre aussitôt après l'achèvement des travaux du canal de Kiel et le lancement de gros vaisseaux actuellement en chantier, c'est-à-dire vers 1914. Ainsi que je puis conclure de mes conversations avec des officiers de l'armée de terre, celle-ci compte sur une guerre à bref délai, peut-être dans quelques mois... Je ne crois nullement que la guerre puisse nous être désavantageuse. Même si nous sommes battus sur mer, nous pouvons être certains d'avoir raison de la France avec notre armée de terre. La Triple-Alliance doit être renouvelée ces jours-ci, de telle sorte que, dans la prochaine guerre, nous retirerons un avantage de notre douteuse alliée, l'Italie... On est partout fermement convaincu que notre gouvernement n'aurait pas ainsi cédé devant la France, si nous avions été mieux préparés à la guerre, ou, plutôt, si nous avions pu supposer avec quelque certitude que la guerre nous aurait été favorable. Et je comprends très bien que les autorités respon-

(1) M. Herriot a eu l'obligeance de me communiquer cette pièce pendant qu'il était président du Conseil.



sables n'aient pas voulu engager une guerre au petit bonheur et attendent le moment le plus favorable pour nous... Vous auriez tort d'en vouloir au gouvernement, s'il entreprend quelque chose qui, sur le moment, ne paraisse pas très opportun aux commerçants du Maroc... Ne voyez donc pas l'avenir aussi trouble et aussi noir ; du reste, cet état de choses n'est que passager, car, après la guerre, il en sera autrement. » M. Karl Ficke, M. Nehr Korn et leurs agents poussaient donc ouvertement à la guerre ; ils n'en tiraient pas moins, tout à leur gré, les ficelles du gouvernement impérial ; du Maroc à Berlin, et de Berlin à Paris, ils mettaient sans cesse en mouvement le pauvre baron de Schœn. « Des troupes françaises, me disait-il, ont occupé des terrains dont M. Ficke est propriétaire ; la France lui doit une indemnité. — Mais il ne justifie nullement de la propriété de ces terrains ; les pièces qu'il produit ne sont pas régulièrement datées et ressemblent étrangement à des actes de complaisance. — Non, non. Le gouvernement impérial se porte garant de la bonne foi de M. Ficke. — Eh bien ! qu'il forme sa réclamation devant la justice. — C'est impossible, nous n'en finirions pas. Choisissons des experts qui régleront l'affaire à l'amiable. » Par esprit de conciliation, j'acceptais, en effet, un nouveau compromis, et finalement M. Karl Ficke recevait une indemnité transactionnelle, prélevée sur les ressources du budget local. Sans la guerre, il aurait sans doute trouvé le moyen de s'en faire allouer d'autres. Le 28 juillet 1913, le général Lyautey écrivait encore à M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères du cabinet Barthou : « L'hostilité de l'Allemagne demeure la règle de sa poli-



tique au Maroc. » Sans doute, ce n'est pas au Maroc que l'incendie s'est déclaré, mais l'état d'esprit qui s'était révélé chez les Mannesmann, chez les Karl Ficke et les Windhaus se retrouvait, hélas ! chez beaucoup d'autres Allemands.

•

## CHAPITRE IV

Deuxième condition du règlement des questions marocaines : l'organisation du protectorat. — La mission de M. Regnault. — Émeute à Fez. — Le général Lyautey nommé résident général. — Le colonel Mangin à Marakech. — Troisième condition : l'entente avec l'Espagne. — Les négociations et le traité.

Par égard pour l'Espagne, j'aurais voulu m'entendre avec son gouvernement avant d'établir un régime nouveau dans l'empire chérifien. Mais la lenteur des négociations engagées à Madrid depuis le mois de novembre me mit dans l'obligation de conclure, en premier lieu, un accord avec le sultan. Il y allait de la paix au Maroc et de la vie de nos nationaux. Le 17 Kaada 1329, c'est-à-dire le 9 novembre 1911, Mouley Hafid avait écrit à M. de Selves que « vu les explications du taleb estimé, Abd el Kader Ben Ghabrit », un des plus fidèles amis de la France, il avait décidé de ratifier l'accord franco-allemand. Il ajoutait : « Lorsque le représentant de votre gouvernement se rendra auprès de Notre Majesté pour nous soumettre les réformes qui s'imposent en vue d'assurer la prospérité du pays, son développement et ses progrès dans la voie du bien général, il trouvera chez Notre Majesté un appui tel que le comportent nos déclarations faites de sincérité et de bonne volonté. »

J'avais donc étudié un projet de protectorat. Toutefois je m'étais d'abord assuré que l'Angleterre ne persistait pas à penser, comme elle l'avait un instant soutenu, que, pour établir ce protectorat, je devrais obtenir l'adhésion préalable de toutes les puissances représentées à la conférence d'Algésiras. La Grande-Bretagne finit par admettre que nous pouvions aller au plus pressé, faire accepter par le sultan le protectorat reconnu par l'Allemagne et demander ensuite leur acquiescement aux signataires de l'acte d'Algésiras qui ne l'avaient pas encore donné. C'était le chemin le plus sûr et le plus court. Nous le suivîmes sans mécontenter aucun gouvernement. J'envoyai à Fez notre ministre à Tanger, M. Regnault, pour communiquer au sultan mon projet de traité. Le 29 février, la Chambre avait adopté, à l'unanimité de 450 votants, un crédit de 50 000 francs pour couvrir les frais de la mission. Un député socialiste, M. Vaillant, avait discrètement exprimé le désir de connaître d'avance le traité de protectorat. J'avais répondu qu'il m'était impossible de le soumettre aux Chambres avant la négociation, mais que le Parlement serait appelé ensuite à l'examiner et à le voter. Le crédit avait été adopté sans autre observation.

Parti de Tanger le 16 mars, M. Regnault était arrivé le 23 à Fez. Son cortège, encadré de spahis et suivi de chasseurs à cheval, avait défilé dans les rues de la ville sainte, entre deux haies de troupes françaises et chérifiennes. Quelques heures plus tard, M. Regnault, accompagné des généraux Moinier et Dalbiez, du consul de France, M. Gailhard, du personnel de l'ambassade et de l'état-major de la garnison, était reçu, en audience

solennelle, par Mouley Hafid. Malgré une allocution courtoise du grand vizir El Mokri, l'accueil ne laissait pas de paraître un peu froid. Depuis quelques jours, des agents étrangers, les uns espagnols, tels que le docteur Beringuer, les autres allemands, mis en mouvement par les frères Mannesmann et par Karl Ficke, avaient poussé le sultan à la résistance, dans l'espoir de rendre à la question marocaine le caractère international qu'elle avait perdu. Embarrassé entre les promesses qu'il avait faites et les conseils qui lui étaient donnés, Mouley Hafid avait plusieurs fois annoncé l'intention d'abdiquer et, à l'arrivée de M. Regnault, son esprit fuyant et versatile semblait incapable de se fixer. L'offre d'un voyage à Paris, opportunément faite au sultan par notre ministre, l'avait enfin déterminé à examiner le projet de traité. Examen minutieux qui avait duré jusqu'au samedi 30 mars. Mouley Hafid avait élevé des objections et réclamé des garanties. Dans la matinée du 30, il s'était décidé à signer. Il acceptait le protectorat pour la totalité de son empire, pourvu que, de son côté, la France prît l'engagement de lui prêter un constant appui contre tout danger qui menacerait sa personne ou qui troublerait la tranquillité de ses États. Un commissaire résident général devait exercer au Maroc les pouvoirs de la République. Nos agents diplomatiques et consulaires recevaient mandat de défendre à l'étranger les sujets et les intérêts marocains, aussi bien pour la zone espagnole que pour la nôtre. La mission que j'avais confiée à M. Regnault et dont il s'était acquitté avec sa grande expérience des choses africaines se terminait donc par un succès fran-



çais. Dès le 2 avril, je faisais signer, en Conseil, par le président de la République, la promotion de notre ministre au grade de commandeur de la Légion d'honneur.

Le 15, M. Regnault donnait à Fez un grand banquet. Le 16, le sultan offrait, à son tour, un déjeuner à M. Regnault et à sa suite. Les toasts les plus cordiaux étaient échangés. Il semblait que tout fût terminé. Mais peu à peu, dans ce calme apparent, l'air s'était alourdi et chargé d'orage. Dans la nuit du 17 au 18, arrive au quai d'Orsay un télégramme annonçant qu'une émeute vient d'éclater à Fez. A huit heures du matin, je convoque les ministres à mon cabinet. En commun, nous rédigeons les instructions nécessaires. « Le gouvernement de la République, disons-nous à M. Regnault, a pleine confiance en vous dans la situation critique que signale votre télégramme... » Tandis que je tiens la plume, M. Millerand se penche sur mon épaule : « Mieux vaudrait, remarque-t-il, effacer : critique. » Je raye le mot pour ne laisser voir à M. Regnault aucune inquiétude qui puisse réagir sur lui. Nous conférons immédiatement avec le lieutenant-colonel Hamelin, chef de la section d'Afrique à l'état-major général et prenons d'urgence toutes dispositions pour renforcer nos troupes d'occupation.

Que s'était-il passé? Aussitôt après la signature du traité, le sultan avait joyeusement annoncé son prochain départ pour la France. Cette nouvelle avait été mal accueillie par les indigènes. Cependant, la tranquillité semblait si complète que le général Moinier avait cru pouvoir s'éloigner, le 13, avec les troupes qu'il commandait. Le 17, 3 000 hommes des tabors chérifiens s'étaient

inopinément révoltés, avaient massacré leurs officiers et s'étaient jetés à la poursuite des colons français. Le sultan lui-même avait été menacé de mort par les askris. De sanglants combats s'étaient livrés dans les rues entre les insurgés et quelques escouades de tirailleurs, que nous avions encore dans la ville, grossies bientôt des renforts qu'avait précipitamment ramenés le général Moinier. Le commandant en chef avait cru à une trahison et à un complot du Maghzen. M. Regnault était d'un avis différent. Il m'affirmait, avec insistance, que ces troubles n'avaient été ni provoqués ni encouragés par les autorités marocaines. C'était également l'opinion de M. Macleod, consul d'Angleterre à Fez, ami sincère de la France. L'un et l'autre disaient que la sédition avait éclaté subitement, sans que personne eût pu la prévoir et que le mouvement avait eu des causes exclusivement militaires : réduction opérée sur la solde des troupes afin de créer des ordinaires, obligation de porter le havresac, blessante pour l'amour-propre du soldat chérifien, maladresses commises par quelques instructeurs inexpérimentés. Des askris s'étaient plaints aussi que des soldats tués dans les combats de Sefrou eussent été inhumés avec leurs uniformes, tandis que ceux qui mouraient au service du Maghzen étaient, après les ablutions rituelles, ensevelis dans un linceul. Toujours est-il que le gouvernement de Paris n'avait reçu, ni au ministère de la Guerre, ni au quai d'Orsay, le moindre renseignement qui lui laissât prévoir cette insurrection et que l'opinion, surprise par ce pénible événement, avait été profondément troublée. Les télégrammes de M. Regnault et du général Moinier nous révélaient, en

outre, des dissentiments quotidiens entre le ministre de France et le général en chef. Celui-ci voulait bombarder la ville ; celui-là, très sagement, s'opposait à des représailles. Le général croyait utile la proclamation de l'état de siège ; le ministre voyait dans cette mesure plus d'inconvénients que d'avantages. Le général voulait frapper la population d'une contribution de guerre ; M. Regnault faisait remarquer que nous n'avions pas le droit d'imposer les protégés des nations étrangères, c'est-à-dire les contribuables les plus riches et les plus hostiles, et que grever les autres indigènes, en épargnant des privilégiés, ce serait commettre une criante injustice. Bref nous avons, tous les jours, à intervenir de Paris dans ces malheureux différends. Nous avons autorisé l'état de siège, mais sursis au recouvrement de l'indemnité. Nous avons décidé que M. Regnault remplirait les fonctions de résident général, mais que toutes les opérations militaires seraient exécutées sur les ordres et sous la responsabilité du général Moinier. Ce ne pouvait être là qu'un régime occasionnel et provisoire. Cette dualité de pouvoirs, si elle s'était prolongée, n'aurait pas été sans danger. Mais, pour établir l'unité, comment placer le commandement sous l'autorité d'un commissaire civil ? Pour le moment, l'état du pays et la possibilité de nouveaux troubles me semblaient rendre indispensable la nomination d'un militaire. C'était également l'opinion de la plupart des ministres, notamment de MM. Briand, Léon Bourgeois et Millerand. D'autre part, notre protectorat n'était encore reconnu, ni par les États-Unis, ni par l'Angleterre, ni par l'Espagne ; et inaugurer, avant cette reconnaissance, un ordre de choses



définitif, c'était peut-être nous exposer à des observations désagréables. Pour mettre fin cependant à des incertitudes qui menaçaient de devenir périlleuses, nous prîmes le parti de nommer un général, qui fût, en même temps, s'il était possible, un administrateur. Entre le général d'Amade et le général Lyautey, qui, tous deux, s'étaient signalés en Afrique et y avaient fait preuve, l'un et l'autre, de rares qualités civiles et militaires, j'avais, d'abord, hésité. Mais après avoir examiné, avec M. Millerand, les mérites et les aptitudes de chacun d'eux, je me décidai pour le général Lyautey, que j'avais vu autrefois à Alger chez M. Jonnart et qui m'avait séduit par la vivacité de son intelligence et par sa sympathique compréhension de l'âme musulmane. J'étais personnellement très peiné de la déception qu'allait éprouver M. Regnault, fonctionnaire excellent, qui avait été l'un des meilleurs ouvriers de la pénétration française au Maroc, mais qui, un peu trop étroitement attaché à la vieille politique tangéroise, ne pouvait guère être désormais l'homme d'un régime nouveau.

Le samedi 27 avril, se tint à Rambouillet un Conseil des ministres, coupé, suivant l'usage, par un déjeuner dans la grande salle à manger tapissée de Gobelins, en face des bassins où s'ébattaient les poules d'eau, les canards et les cygnes. M. Fallières aurait eu une préférence pour un résident général civil ; il invoquait les traditions républicaines, auxquelles nous aurions tous désiré pouvoir nous conformer immédiatement. « Personne plus que moi, avait répondu M. Léon Bourgeois, n'est sensible à l'argumentation de M. le président de la République, mais les événements de Fez



m'ont convaincu qu'il serait prématuré de nommer un chef civil au Maroc. Nous y aurons sans doute de nouvelles alertes et à certaines heures, le besoin d'une autorité militaire peut se faire sentir impérieusement. » Le président Fallières se rendit à ces raisons. Le général Lyautey fut choisi. En informant M. Regnault de cette désignation, je le remerciai des services qu'il avait rendus, je lui annonçai sa nomination prochaine à un poste diplomatique et je le priai d'attendre à Fez le nouveau résident général, pour le mettre au courant de tout et l'assister de ses conseils. Avec un patriotique désintéressement, M. Regnault accepta ce nouveau devoir.

Le lendemain dimanche 28 avril, nous déjeunerions à Versailles, avec le général Lyautey, dans la paisible propriété de M. Millerand, devant un jardin fraîchement vêtu de grâce printanière. Pendant le repas, nous apprenions, par téléphone, que deux anarchistes, Bonnot et Dubois, qui s'étaient enfuis en automobile après leurs attentats et dont un complice avait assassiné, peu de jours auparavant, le sous-chef de la sûreté parisienne, M. Jouin, venaient d'être découverts et cernés à Choisy-le-Roi. Ils avaient blessé deux des agents qui les assiégeaient et avaient été tués. Cet entr'acte dramatique ne nous détourna point de l'objet de notre réunion. Toute notre après-midi fut consacrée à l'organisation du protectorat marocain. Le général Lyautey nous fit de ses conceptions un brillant exposé, parfois tumultueux et redondant, parfois diffus et traversé de digressions, mais finissant toujours par projeter sur les points essentiels une clarté concentrée et par offrir une solution pratique et ingénieuse des pro-

blèmes les plus graves et les plus complexes

Le surlendemain mardi, j'avais, au quai d'Orsay, seul avec le général, une nouvelle conférence pour étudier de plus près les détails de la prochaine administration civile et militaire.

A Fez, le calme paraissait définitivement rétabli. Il y avait été donné lecture aux troupes d'une proclamation dans laquelle Moulay Hafid exprimait sévèrement sa réprobation aux mutins. Mais, malgré cette manifestation de loyalisme, le sultan semblait échapper de nouveau à notre influence. Informé par son grand vizir de la nomination du général Lyautey, il avait très mal accueilli cette nouvelle et avait, une fois encore, menacé d'abdiquer. M. Regnault et le fidèle Ben Ghabrit s'étaient vainement efforcés d'apaiser cette impériale colère. Il était difficile de comprendre l'attitude du sultan. Le 30 avril, il répondait le plus aimablement du monde à un télégramme du général Lyautey; le 1<sup>er</sup> mai, il boudait et voulait faire grève. Je venais, il est vrai, d'apprendre que ses velléités de retraite dataient déjà de plusieurs mois; et même le 17 octobre précédent, mon prédécesseur, harcelé par ses démarches, lui avait laissé, par lettre, la faculté d'abdiquer à son heure et de se retirer dans ses terres domaniales. Mouley Hafid invoquait maintenant cette promesse ancienne. Il laissait cependant entendre que, si on lui permettait de quitter Fez et d'aller s'installer à Rabat, il n'abandonnerait pas son trône. M. Regnault et le général Moinier se résignaient à ce pis aller. Il y avait évidemment intérêt à ce que le général Lyautey ne retardât pas son départ.

Je m'entendis avec lui pour que, d'urgence, il rejoignît son poste. Il devait débarquer à Oran et

faire un premier arrêt à Mers el Kebir, où il rencontrerait le général Alix, commandant des troupes dans les confins algéro-marocains et M. Varnier, haut commissaire français. Il se rendrait ensuite à Tanger, pour voir notre chargé d'affaires, M. de Billy, et arriverait à Fez entre le 20 et le 22. M. Privat-Deschanel, directeur général de la comptabilité publique, l'accompagnerait, en mission temporaire, pour préparer un programme financier. Nous avons, en même temps, décidé de renforcer nos effectifs dans l'empire chérifien. Enfin, d'accord avec le général, dont les qualités, je le savais, ne pouvaient s'épanouir que dans la confiance, et qui se plaignait de l'esprit dans lequel étaient traitées, au quai d'Orsay, les affaires marocaines, je procédai à une réorganisation des services d'Afrique au ministère.

Le 13 mai, le résident général touchait à Tanger et partait pour Casablanca sur le *Jules-Ferry*, le jour même où l'empereur Guillaume II, suivi du baron Zorn de Bulach, venait parader à Strasbourg, dans le silence des rues désertes. Le 24, le général Lyautey arrivait à Fez. Au même moment, des harkas de tribus berbères, conduites par le marabout Sidi-Raho, s'approchaient de la ville et s'apprêtaient à y entrer. Dans la soirée, quelques-uns des assaillants réussissaient à ouvrir une brèche. Des combats s'engageaient entre eux et les troupes fidèles. Rejetés sur les rives du Sebou, les Berbères revenaient plus nombreux et pénétraient au cœur de la capitale, jusque dans la mosquée de Mouley Idriss. La nuit tombait. Les ordres étaient donnés par les généraux Lyautey, Brulard et Moinier ; chacun était à son poste de combat. Sous le canon et sous les balles, un jeune

officier, que le général Lyautey appelait « notre poète », M. Alfred Droin, disait à ses camarades des vers qu'il venait de composer : « *Du sang sur la mosquée.* » La harka était repoussée, dispersée, poursuivie par le colonel Gouraud et refoulée en désordre dans la montagne. Peu de temps après, les étoiles récompensaient le colonel Gouraud d'une victoire que devaient suivre tant d'autres actions d'éclat.

Mais à Paris, après tous ces événements, grande était l'émotion, d'autant qu'il avait été communiqué à la presse, je ne sais par qui, un télégramme où le général Lyautey me confiait, en un langage trop pittoresque, qu'il était « campé en pays ennemi ». J'essayai de rassurer l'opinion et, devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre, qui étudiait le traité du protectorat, je fournis les renseignements détaillés que m'avait envoyés le résident général et qui étaient, par bonheur, de moins en moins inquiétants. Le 6 juin, Mouley Hafid, revenant après de nouvelles variations à son projet de départ, confiait à son frère, Mouley Youssef, le soin de le représenter à Fez et prenait le chemin de Rabat où il allait se détacher de plus en plus des affaires, pour en laisser la direction au grand vizir El Mokri.

La Chambre engage alors, de vendredi en vendredi, des interpellations sur le Maroc, jointes au débat sur le traité du protectorat. Pour en finir avec ce divertissement hebdomadaire, je demande une séance exceptionnelle le lundi 1<sup>er</sup> juillet, et ce jour-là, après un discours bref et lumineux de M. Barthou, président de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, je présente un tableau d'ensemble destiné à faire



mieux comprendre la nécessité d'un vote rapide. Je rappelle les velléités renaissantes d'abdication du sultan, les dernières émeutes de Fez, dues à des causes, les unes précises, comme la création de l'ordinaire, les autres complexes et obscures, comme les rancunes de certains fonctionnaires maghzéniens intéressés à des opérations louches. A M. Jaurès, qui voudrait, au lieu d'un protectorat, une simple alliance avec le sultan, je réponds : « C'est un beau rôle que celui de défenseur officieux des faibles et des opprimés, mais l'imagination de M. Jaurès l'entraîne un peu loin. La France restera au Maroc ce qu'elle a été en Algérie et en Tunisie, c'est-à-dire une grande nation civilisatrice. Renoncer au protectorat du Maroc serait la plus étrange des désertions. Eh ! quoi ! nous aurions négocié à Algésiras, nous aurions signé avec l'Allemagne l'accord de 1909, nous aurions suivi les difficiles et pénibles pourparlers de 1911 et accepté la douloureuse contre-partie du traité du 4 novembre ; nous aurions consenti à la cession de territoires au Congo ; notre armée aurait accompli des prodiges de courage et d'endurance, et tout cela serait stérile et vain, et peut-être verrions-nous demain notre place prise par d'autres nations ! »

En rendant compte de la séance, *le Temps* note : « Pendant tout ce passage, M. Caillaux, qui suit tout le débat avec une attention vigilante, donne des signes fréquents d'approbation, qui s'accroissent, lorsque M. Poincaré montre que le traité du 4 novembre, s'il nous impose des sacrifices au Congo, nous vaut, du moins, la maîtrise de l'Afrique du Nord, à laquelle la France se devait avant tout. »

Après m'être expliqué sur les clauses, les charges et les avantages du protectorat, je termine par un raccourci de l'œuvre à entreprendre : « La collaboration loyale et constante avec les indigènes nous sera, au Maroc, aussi utile qu'en Algérie et en Tunisie. La légitime horreur que nous inspirent la sauvagerie de certaines bandes et les abominables massacres de Fez ne sauraient ni justifier le mépris pour les indigènes ni excuser des représailles administratives. Le général Lyautey a été très heureusement inspiré en alliant à la fermeté la clémence et la douceur. La conquête matérielle n'est solide que tout autant qu'elle commence par une conquête morale. Les bienfaits du protectorat seront d'autant mieux assurés que l'administration sera plus respectueuse des idées musulmanes et fera preuve de bienveillance et d'humanité. »

La discussion close, le traité de protectorat est voté par 443 voix contre 85. Dès le 5 juillet, la commission du Sénat l'approuve à son tour, et bientôt enfin, il peut être ratifié. Mais dans l'intervalle, Mouley Hafid s'était repris à chanter son refrain favori du départ pour la France. Las de ces revenez-y, le général Lyautey avait fini par constituer au capricieux sultan une dotation importante et par accepter son abdication. J'avais été informé de ce projet avant de m'embarquer pour la Russie, et pendant ma traversée, M. Briand, qui faisait mon intérim, m'en avait, par télégraphie sans fil, confirmé la réalisation. Le 12 août, alors que je me trouvais à Saint-Petersbourg, Mouley Hafid, quittant Rabat, était monté sur le *Du Chayla* à destination de Marseille. Le résident général, devenu faiseur de rois, s'était aussitôt

mis à la recherche d'un nouveau souverain.

Il avait d'abord pensé que le meilleur serait encore, sans doute, celui qui avait été battu le 19 août 1908 à El Quelaa par Mouley Hafid et détrôné après avoir fait vainement appel à la protection de la France. Mais, d'une nature ombrageuse, Abd el Aziz ne se serait pas aisément prêté aux conditions du protectorat. Les préférences du général se fixèrent donc définitivement sur un autre frère du sultan, celui que Mouley Hafid avait laissé à Fez pour le remplacer, Mouley Youssef, qui avait toujours eu les relations les plus correctes avec les autorités françaises. Réunis à la Mosquée, sous la présidence du grand vizir, les notables ratifièrent cette désignation. La proclamation eut lieu par les soins du Maghzen, dans les diverses villes de l'Empire.

Nous avons encore, cependant, à passer par d'autres tribulations.

Le 18 août un prétendant rival, El Heïba, était entré à Marakech. C'était un fils du fameux agitateur Ma el Aïnin, marabout vénéré. Ses frères exerçaient une grande influence dans les régions sahariennes qui relevaient de notre Afrique occidentale. Le mouvement qu'avait déchaîné El Heïba pouvait donc avoir de graves conséquences. A la tête d'une armée de plusieurs milliers d'hommes, il avait remporté des succès foudroyants. Le M'Tougui s'était rallié à lui ; le Glaoui n'avait pas été en état de lui barrer la route. Maître de la capitale du sud, El Heïba se préparait à marcher sur la Chaouïa ; et circonstance douloureuse, il retenait prisonniers à Marakech cinq de nos compatriotes.

Avant le départ du général Lyautey, je lui

avais prescrit de ne pas multiplier les expéditions et de procéder par étapes successives. Il avait été convenu que nous n'occuperions pas immédiatement Marakech. Mais en présence de ces faits nouveaux, et après quelques hésitations, le général m'avait informé qu'en dépit de mes instructions et de celles qu'il avait d'abord données, il commandait au colonel Mangin de « marcher carrément sur Fez » pour essayer de délivrer les Français. J'eus, un instant, je l'avoue, la crainte que cette audacieuse opération n'exposât nos compatriotes à être massacrés ; mais à la réflexion, je jugeai préférable de ne pas arrêter l'expédition. « Si l'entreprise réussit, comme je le présume, dis-je à M. Paléologue, il faudra trouver une formule qui combine l'éloge et la... — Et la critique ? interrompit M. Paléologue. — Non, repris-je, et la sanction. N'y a-t-il pas, dans l'antiquité, l'exemple d'un vainqueur qui fut mis à mort par son père pour avoir enfreint les ordres de la République ? » Nous convînmes de ne pas suivre jusqu'au bout l'exemple de Manlius Torquatus et de ne pas décapiter Lyautey. Le 7 septembre, après un merveilleux raid du colonel Mangin, Marakech était occupé. Les Français étaient sauvés. La population s'était soulevée contre El Heïba à l'annonce de l'arrivée de nos troupes ; le prétendant avait pris la fuite ; les captifs avaient été délivrés par le Glaoui et les autres caïds. Le général reçut une cordiale réprimande et de vives félicitations.

Tout maintenant semblait favoriser le développement de notre influence, mais il nous restait à nous entendre avec l'Espagne. Ce n'était malheureusement pas chose facile.

Dans le cours de l'année 1911, l'affaire maro-



caine nous avait suscité de sérieux embarras à Madrid. Depuis plusieurs siècles, l'Espagne possédait sur la côte septentrionale du Maroc les présides de Melilla, Ceuta, Alhucemas, Penon de Velez ; elle occupait, en outre, depuis 1848, les îles Zaffarines. Elle n'avait pas poussé plus loin ses entreprises contre les Maures. Mais elle tenait d'autant plus à ces établissements épars qu'elle y voyait la manifestation d'une revanche permanente contre les anciens envahisseurs de la péninsule ibérique. Lorsque la France et l'Angleterre signèrent les accords du 8 avril 1904, il fut convenu que le gouvernement de la République s'entendrait avec l'Espagne pour lui réserver une part d'influence au Maroc et, le 3 octobre suivant, pendant que, par une déclaration publique, l'Espagne adhéraît aux accords franco-britanniques, un traité destiné à rester temporairement secret était passé entre M. Delcassé et M. Léon y Castillo, marquis del Muni. Le texte de ce traité venait seulement d'être divulgué le 8 novembre 1911, par le journal *le Matin*, et bien qu'on en parlât depuis longtemps, il avait causé en France une pénible émotion (1). Au lendemain même du jour où nous cédions des territoires congolais pour avoir les mains libres au Maroc, les Chambres apprenaient avec précision que nos droits ne se pouvaient exercer sur le pays tout entier, que le balcon de l'empire chérifien sur la Méditerranée ne devait pas nous appartenir et qu'en affranchissant le Maroc de toute hypothèque allemande, nous avions travaillé et payé pour l'Espagne autant

(1) M. Rouvier, président du Conseil, en avait lui-même expressément parlé à la Chambre des députés le 10 juillet 1905.

que pour nous. Bien plus : la publication du traité de 1904 fournissait la preuve que l'Espagne avait, peu de mois auparavant, méconnu l'un des engagements qu'elle avait pris. Il avait été convenu, en effet, que pendant une période de quinze ans, le gouvernement de Madrid n'agirait pas dans la zone septentrionale sans accord préalable avec la France. La France, au contraire, gardait, pendant la même période, pleine liberté dans la partie réservée à son influence. Elle avait, en outre, le droit d'intervenir dans la zone espagnole à la seule condition d'en informer Madrid. Or, le 21 mai 1911, à la demande de Mouley Hafid, les troupes françaises entraient à Fez. Aussitôt le cabinet espagnol trouvait dans cette expédition un motif pour débarquer des soldats à Larache et pour occuper El Ksar, malgré la protestation envoyée, le 11 juin, par le sultan au doyen du corps diplomatique de Tanger.

La France elle-même avait-elle protesté contre cette action espagnole ? La question avait fait, les 8 et 10 novembre 1911, devant la commission que la Chambre avait chargée d'examiner le traité franco-allemand, l'objet d'un débat qui avait eu des conséquences imprévues. M. de Selves, qui venait de résumer avec succès l'histoire des négociations, avait été interrogé, à brûle-pourpoint, sur l'incursion espagnole antérieure à la formation du ministère Caillaux ; et comme on lui demandait si M. Cruppi, ministre des Affaires étrangères du cabinet Monis, avait élevé, en temps voulu, une protestation, il avait consulté M. Bapst, directeur des affaires politiques, qui l'accompagnait, et qui lui avait répondu à voix haute : « Non, il n'y a pas eu de protestation. » De très bonne foi, M. de

Selves s'était approprié la réponse de son subordonné. Elle était littéralement exacte en ce sens que dans les communications faites à Madrid, M. Cruppi n'avait pas employé le mot de protestation, mais il avait prescrit des démarches qui avaient une signification tout aussi forte. Le 8, le 11 et le 13 juin, il avait chargé notre ambassadeur, M. Geoffray, de déclarer au gouvernement espagnol que les mesures prises par lui n'avaient pas notre assentiment. Aussi bien, dès le 10 novembre, M. de Selves, mieux informé, était-il revenu à la commission pour mettre les choses au point et M. Bapst avait été prié de prendre un congé.

J'avais donc trouvé vacante la principale direction du quai d'Orsay et c'est ainsi que j'avais été obligé de chercher un nouveau titulaire.

Mais pour une grande partie de l'opinion française, il ne suffisait pas que le gouvernement eût désapprouvé, en 1911, l'initiative espagnole. Après les sacrifices que le traité du 4 novembre nous avait imposés au Congo, beaucoup de personnes pensaient que nous avions droit à la révision des accords de 1904 et à de larges compensations dans la zone espagnole. C'était la thèse que soutenaient par exemple, M. René Millet, dans *la France*, et M. Tardieu dans *le Temps* (1). L'un et l'autre réclamaient même la restitution à la France de Larache et d'El Ksar. En sens inverse, M. Jaurès prétendant que, depuis 1906, notre politique marocaine avait été fertile en maladresses et en étourderies, avait essayé de mettre M. Joseph Caillaux en garde contre la tentation d'améliorer aux dé-

(1) V. *le Temps* du 27 novembre 1911.

pens de l'Espagne le compromis du 4 novembre. « Le pire maintenant, écrivait-il, serait de rouvrir l'ère des conflits et d'abuser de l'accord conclu avec l'Allemagne pour brutaliser l'Espagne et pour nous brouiller définitivement avec elle (1). »

Il était assez naturel que M. Caillaux se proposât de réadapter aux circonstances nouvelles les conventions de 1904. C'était là une question de mesure. L'Espagne ne pouvait pas méconnaître que le traité du 4 novembre l'affranchissait elle-même, dans sa zone, de servitudes pesantes.

Mais lui demander la rétrocession de Larache et d'El Ksar, c'eût été la piquer au vif. M. Caillaux passait cependant, à tort ou à raison, pour partager l'avis de MM. Tardieu et R. Millet. M. Paix Séailles a même noté un propos que l'ancien président du Conseil aurait tenu à M. Jaurès et que celui-ci aurait rapporté : « L'Espagne, nous ne lui devons pas ça ! » Et le geste, d'après l'orateur socialiste, aurait achevé de donner à la phrase une signification dédaigneuse. Des paroles plus graves avaient même été prêtées à M. Caillaux. Le roi d'Espagne avait dit à notre chargé d'affaires, M. William Martin, qu'un émissaire du chef du gouvernement français était venu jusqu'à la cour lui adresser des menaces enveloppées. « Je n'en ai pas peur, avait ajouté le roi, mais je tiens à ce qu'il en reste trace. J'ai donc consigné cette démarche en une note que j'ai enfermée dans mon coffre-fort particulier. On l'y trouverait, s'il m'arrivait malheur. » J'avais connu cette confidence du roi par M. William Martin. Il était devenu chef adjoint de mon cabinet, sur la désignation de

(1) V. *Dépêche de Toulouse* du mardi 14 novembre 1911.



M. Dœschner, chargé d'affaires à Londres, qui m'avait été lui-même recommandé par M. Paul Cambon et que j'avais pris comme principal collaborateur. J'avais naturellement cru de mon devoir de prévenir M. Caillaux de l'étrange visite qu'on avait osé risquer à Madrid sous son couvert. Il avait déclaré qu'il ne l'avait ni inspirée, ni autorisée et j'avais prié M. William Martin de faire part au roi de son démenti. Dans une lettre du 3 décembre 1916, publiée depuis, M. Caillaux a d'ailleurs renouvelé sa protestation : « Vous me connaissez assez, disait-il à un correspondant, vous me savez assez soucieux de ma tradition et de mes origines de vieille bourgeoisie avec apports de noblesse, pour être persuadé qu'il est des procédés auxquels je ne descends pas. » Et en effet, besoin n'était pas d'être gentilhomme pour condamner la tentative comminatoire dont le roi avait parlé à M. William Martin. Toute probité roturière n'en eût pas été moins indignée. Un aventurier aussi effronté que l'était, lui aussi, le destinataire de la lettre de 1916, avait, sans doute, audacieusement abusé à Madrid du nom de M. Caillaux. Mais, quel qu'il fût, cet individu avait assez habilement joué la comédie pour faire croire, un instant, à un souverain très intelligent qu'il était vraiment envoyé auprès de lui par un ministre français ; et, comme une campagne très vive était, au même moment, dirigée contre les prétentions espagnoles dans les milieux officiels et officieux, il en était résulté chez l'ambassadeur, M. Perez Caballero, et, à Madrid, chez les membres du gouvernement, des préventions et des défiances qui furent assez longues à dissiper.

Dès les premières entrevues que j'avais eues

avec lui, M. Perez Caballero s'était plaint, non sans quelque amertume, du « sans-gêne » avec lequel le gouvernement de la République avait, d'après lui, traité l'Espagne en ne l'associant pas, après Agadir, aux négociations avec l'Allemagne et en voulant, malgré cette mise à l'écart, lui faire payer en partie les frais de l'accord. Il ajoutait que les pourparlers, commencés entre Paris et Madrid, en vue d'établir les limites et le régime des deux zones, étaient engagés de telle manière que jamais ils ne pourraient aboutir.

Le gouvernement français avait eu, en effet, la singulière idée de demander que dans le Maroc espagnol et dans le nôtre, les lois intérieures et les règlements administratifs fussent identiques, pour mieux marquer l'indivisibilité de l'empire chérifien. « Qui élaborera ces lois et règlements ? me disait M. Perez Caballero, et qui les édictera ? Qui en surveillera l'exécution ? Ce sera la subordination permanente de l'Espagne à la France ou, tout au moins, l'organisation d'un perpétuel conflit. Jamais notre dignité nationale ne se pliera à des exigences aussi tracassières. » Je sentais bien que l'ambassadeur d'Espagne n'avait pas tout à fait tort. Je changeai du tout au tout la direction qui avait été donnée depuis plusieurs mois à ces conversations diplomatiques et j'eus la satisfaction de constater qu'elles se poursuivaient dorénavant avec moins d'aigreur.

Il faut bien convenir, cependant, que dans l'empire chérifien certains Espagnols ne le cédaient guère en mauvaise grâce aux colons germaniques. Dans des lettres privées, alertes et charmantes, le général Lyautey se plaignait constamment à moi des consuls d'Espagne, et contre plusieurs d'entre

eux, je fus, en effet, obligé de demander à leur gouvernement des sanctions. C'était une sorte de guerre sourde que prolongeait la pénible lenteur de nos négociations avec le cabinet de Madrid. Que d'entretiens n'avais-je pas eus pourtant avec M. Perez Caballero et que de démarches notre actif représentant, M. Geoffray, n'avait-il pas faites auprès de M. Garcia Prieto ! Nombreuses et délicates étaient les questions à résoudre : détermination des zones, organisation administrative et religieuse, régime nouveau des douanes marocaines, dont les revenus étaient affectés au service d'emprunts antérieurs, que sais-je encore ? Une intervention amicale de l'Angleterre avait facilité certaines solutions. Mais il restait à prendre des précautions contre la contrebande et à fixer l'indemnité forfaitaire qu'aurait à verser l'Espagne, si nous la libérions de l'hypothèque qui grevait les douanes de sa zone.

C'était surtout le tracé des frontières qui donnait lieu à d'interminables discussions. Nous demandions que l'Espagne, désormais délivrée des entraves dont l'acte d'Algésiras l'avait chargée au Maroc, reconnût enfin les avantages qu'elle allait tirer du traité du 4 novembre et consentît à rectifier, sur quelques points, les limites esquissées assez arbitrairement en octobre 1904. « Vous n'avez pas pris part aux négociations, c'est entendu, disions-nous ; mais vous allez profiter des résultats acquis à nos dépens. N'est-il pas juste que vous nous accordiez quelque dédommagement ? »

Le général Lyautey aurait souhaité que, pour mieux établir la liaison entre le Maroc et l'Algérie, la France pût obtenir le Cap de l'Eau ; mais

cette demande rencontrait une vive résistance, d'abord, parce qu'elle avait déjà fait, en 1904, l'objet d'une longue discussion, et aussi, parce que le Cap de l'Eau formait, avec les îles voisines, un ensemble difficilement divisible et qu'en 1907, nous nous étions entendus avec l'Angleterre et l'Espagne pour le maintien du *statu quo* méditerranéen. Nous n'avions donc guère de chances de réussir. Ne voulant pas, d'autre part, laisser au cœur de l'Espagne d'éternels ressentiments, j'avais refusé, dès le début, de prendre à mon compte des revendications excessives. Je n'avais réclamé que la sphère espagnole du midi, sauf l'enclave d'Ifni ; la rive du Louqqos jusqu'à une distance d'environ dix kilomètres de Larache, et des rectifications de frontière dans la région d'Ouezzan ainsi que sur la rive droite de l'Ouergha. En même temps je m'étais mis d'accord avec l'Espagne pour charger une commission technique d'étudier le problème qui concernait douanes et finances. Cette commission siégeait à Madrid, où l'ambassadeur d'Angleterre, sir Maurice de Bunsen, prêtait constamment ses bons offices aux deux pays.

Mais, constamment aussi, le cabinet espagnol imaginait de nouvelles objections. Un jour, sur la foi de rapports inexacts, il se plaignait que nos troupes eussent franchi la frontière de 1904 et devancé les accords nouveaux. Un autre jour, il semblait vouloir rendre impossible la nomination du Kalifa, qui devait être, dans la zone septentrionale, le délégué et le substitut du sultan. Puis, la querelle reprenait à propos du régime douanier ou de la formation de la Compagnie qui aurait à exploiter, à travers les deux zones, le chemin de fer de Fez à Tanger.



Maintes fois, j'avais dû exprimer à M. Perez Caballero la surprise que causaient au gouvernement de la République ces interminables lenteurs. « Les pourparlers, m'écrivait M. Geoffray, se résument en une sorte de monologue de ma part, monologue auquel on ne répond généralement que par des interjections, par quelques témoignages d'indignation ou de protestation, ordinairement tacites, et en dernier lieu, par la déclaration qu'on étudiera la question. Il serait bien plus simple d'avoir là, présente, l'Éminence grise qu'est M. Ontoria, mais cela serait contraire à la dignité du ministre. » M. Geoffray rendait, en revanche, pleine justice aux efforts personnels du roi Alphonse XIII, qui était, me disait-il, le plus Français des Espagnols et qui, sans jamais excéder ses droits constitutionnels, faisait l'impossible pour faciliter une entente. De notre côté, nous étions résolus à aboutir et prêts à toutes les concessions raisonnables. Comme à l'amitié de l'Italie, nous tenions à l'amitié de l'Espagne.

Vers la mi-mars, une réponse était arrivée, mais décourageante : refus du Cap de l'Eau, refus de toute rectification de frontière sur le Loukkos, au sud-ouest d'El Ksar. L'Espagne consentait à nous céder, mais exclusivement sur la rive gauche, une très faible partie du bassin de l'Ouergha, tout à fait insuffisante pour nous garantir contre les tribus riffaines et pour couvrir Fez et Taza ; elle abandonnait aussi un peu de terrain dans la zone du sud. Elle nous demandait, en retour, dans le bassin de la Moulouïa, au risque de couper la communication entre le Maroc et l'Algérie, les territoires occupés par la tribu des Beni Youahi. « L'impression, écrivait *le Temps*, est des

plus pessimistes. » La moindre impatience eût cependant tout gâté. Il fallait négocier encore : supplice de Sisyphe ou de Danaïde.

Nouvelles discussions sur la banque d'État, sur le monopole des tabacs, sur la répartition des revenus entre les deux zones, sur les cessions territoriales. D'accord avec nous, le gouvernement britannique se prêta volontiers à faire présenter par sir Maurice de Bunsen des propositions transactionnelles pour le partage de la vallée de l'Ouergha. Mais l'accord ne put s'établir avant le départ estival de la cour pour Saint-Sébastien. On continua la conversation au bord de la mer ; on la reprit en Castille ; elle n'aboutit pas avant le mois de novembre. A cette date, on finit par s'entendre et le traité fut signé.

Le sultan conservait l'autorité civile et religieuse sur l'ensemble du Maroc. Ses rapports avec les puissances étrangères étaient réservés au résident général de France. Ses droits intérieurs devaient être exercés dans la zone espagnole par un kalifa investi d'une délégation permanente. Sur trois points, nous obtenions des compensations territoriales. Sur la Moulouïa, on nous reconnaissait le débouché d'un gué important, le Mechra Klila. La cession des rives de l'Ouergha nous permettait d'espérer que bientôt nous pourrions ouvrir avec plus de sécurité la route d'Oran à Fez par Taza. Mais nous n'obtenions pas la ligne des hauteurs que nous avions réclamée dans un intérêt stratégique. Dans la vallée du Loukkos, notre frontière était améliorée. M. Canaléjas et M. Garcia Prieto avaient insisté pour qu'on ne diminuât point sensiblement la zone espagnole. Ils comp- taient bien l'occuper rapidement et la pacifier sans

trop de peine. L'avenir devait malheureusement apporter de cruelles déceptions à l'Espagne, qui avait, du reste, devant elle les tribus les plus indisciplinées et les plus guerrières.

Malgré de regrettables lacunes, l'accord était, en somme, honorable pour les deux pays. Un petit nombre de coloniaux furent désappointés, mais ils n'osèrent pas le dire trop haut, l'opinion étant, en général, satisfaite et soulagée. Nos relations avec l'Espagne, qui avaient été compromises, et même altérées, durant les négociations franco-allemandes de 1911 et au lendemain du traité du 4 novembre, purent enfin redevenir confiantes et amicales. Nous eûmes à nous féliciter, en 1914, de la tournure qu'elles avaient prise.

La question marocaine était réglée. Quelques personnes s'effrayaient cependant des dépenses qu'allait nous imposer le protectorat et de l'importance des effectifs qu'il pouvait enlever à la métropole. M. Clemenceau notamment, fidèle à sa pensée de ne pas disperser nos forces dans un vaste empire colonial et de les concentrer en France, m'écrivait :

« MON CHER PRÉSIDENT ET AMI,

« Dans quelle mesure précise votre expédition marocaine a-t-elle désorganisé notre mobilisation? Vous ne vous étonnerez pas que cette question m'inquiète gravement. On me donne là-dessus des informations auxquelles je ne puis ajouter foi. Je vous serais reconnaissant de me dire quand je pourrai vous rencontrer au quai d'Orsay. Tout à vous.

« G. CLEMENCEAU. »

Il me fut aisé de rassurer M. Clemenceau et de lui montrer que notre mobilisation n'avait pas été désorganisée. Si je cite sa lettre, c'est pour rappeler, une fois encore, combien, en ces mois tourmentés de 1912, l'idée d'une guerre possible obsédait les patriotes. M. Clemenceau, qui ne comptait pas assez sur le concours des troupes indigènes, aurait désiré, comme il l'avait dit au Sénat, qu'on s'abstînt de toute expédition au Maroc et que notre armée entière restât sur le territoire métropolitain, face à la frontière de l'Est. J'avais, du reste, recommandé moi-même au général Lyautey de réduire le plus possible les contingents et les frais et il s'était fidèlement conformé à mes instructions. Après la signature du traité avec l'Espagne, il était venu passer quelques jours de repos en Lorraine, et en débarquant à Marseille, il m'avait télégraphié : « A mon arrivée, ma première pensée est de vous exprimer ma gratitude pour la confiance et l'appui que vous n'avez cessé de me donner si largement et mon désir de les justifier dans la continuation de la lourde tâche que le gouvernement m'a confiée. » Lourde tâche, en effet, et dont il s'était déjà, pendant cette dure année 1912, admirablement acquitté.



## CHAPITRE V

Pendant que ne chôme pas la politique intérieure. — L'énigme allemande. — Le peuple et l'empereur. — Le parti militaire. — Conversations de M. Jules Cambon. — Les augmentations d'effectifs. — Guillaume II à Strasbourg. — Un rapport du colonel Pellé.

En même temps que le gouvernement s'attachait ainsi à résoudre, dans l'intérêt de la France et dans celui de la paix, les trois grands problèmes qu'avait posés le traité du 4 novembre, il trouvait devant lui, à l'intérieur et à l'extérieur, une des besognes les plus lourdes qui eût jamais incombé à un cabinet ; mais je dois dire qu'il apportait, dans l'accomplissement de cette tâche complexe, une volonté d'action concentrée et un sens de la solidarité ministérielle qui me facilitaient singulièrement l'exercice de ma présidence. Il n'est pas un seul de mes collègues de 1912 qui, depuis lors, ne m'ait parlé avec émotion de nos longs mois d'efforts communs et de confiante collaboration. Il n'en est pas un auquel je ne demeure reconnaissant du concours qu'il m'a prêté. Je n'ai souvenir d'aucun désaccord, d'aucun malentendu, et cependant il n'était pas de question, même secondaire, qui ne fût soumise à des délibérations attentives.

Dès les premières semaines, la politique inté-

rieure, qui ne chômaît pas, réclamait une bonne part de notre temps : vote du budget de 1912, préparation du budget de 1913, statut des fonctionnaires, motion de M. Brard, député, en faveur du monopole de l'enseignement primaire, attentats anarchistes, grève des chauffeurs de taxis, grève des inscrits maritimes, et par-dessus tout réforme électorale. Que d'entrevues avec la commission du suffrage universel ! Que de discours sur l'apparentement inter ou intra départemental, sur l'utilisation des restes, sur le système du quotient, sur la représentation coloniale, sur la prime à la majorité, sur le scrutin régional ou départemental, sur tant d'autres questions qu'on a vues, depuis vingt ans, paraître, disparaître et reparaître au film parlementaire. Ajoutez à cela les voyages officiels, les cérémonies et les banquets. C'était assez pour occuper les rares loisirs que me laissaient la surveillance des administrations publiques et la direction de la politique extérieure.

Mais, dans le trouble où l'affaire d'Agadir et la guerre italo-turque avaient mis l'Europe, nos regards étaient surtout fixés sur l'étranger et particulièrement sur l'Allemagne, dont l'attitude, malgré les accords du 4 novembre, restait assez énigmatique. Comme je l'avais dit aux Chambres, nous entendions suivre vis-à-vis de nos voisins de l'Est une conduite loyale, conciliante et pacifique ; mais chaque jour qui passait nous apportait la preuve que les concessions faites par la France n'avaient malheureusement guère modifié les dispositions du nationalisme germanique. L'Empereur lui-même avait prononcé, le 7 février, dans la Salle blanche du Château, un dis

cours du trône qui, pour n'être pas aussi agressif que celui de la poudre sèche et quelques autres de moindre renommée, ne laissait pas cependant d'être fort déplacé. Au lendemain d'une entente avec la France, Guillaume II annonçait, en effet, des augmentations d'effectifs : « L'empire, disait-il, doit rester assez fort pour pouvoir, à toute heure, défendre son honneur national, sa prospérité et ses intérêts légitimes dans le monde. C'est pour cette raison que je m'empresse toujours de maintenir et d'augmenter sur terre et sur mer la défense nationale de notre peuple, si riche en jeunes gens capables de porter les armes. On prépare à cet effet des projets de loi qui vous seront communiqués avec les propositions relatives à la manière de couvrir ces dépenses. Si vous nous aidez, messieurs, à remplir ce noble devoir, vous rendrez un grand service à la patrie. » Le 7 février 1912 ! C'est ainsi qu'après avoir signé le traité du 4 novembre, l'Allemagne cherchait à se faire bien venir de la France.

Quand l'Empereur écrit, dans ses *Tableaux d'histoire*, qu'au mois d'août 1912, j'ai promis au tsar d'établir en France le service de trois ans, il relate, nous le verrons, un fait imaginaire ; mais pourquoi, en revanche, néglige-t-il de rappeler que, six mois auparavant, il avait pris lui-même l'initiative d'accroître les effectifs allemands ?

Enfants terribles, les nationalistes ne cachaient pas, d'ailleurs, la grave signification de ces mesures militaires. Ils mâchaient moins les mots que les auteurs de harangues officielles et ne se gênaient pas pour parler crûment.

Le 28 janvier 1912, la *Post* de Berlin écrivait : « Quels sont les hommes qui émergent de l'histoire

de la nation, ceux que le cœur allemand chérit le plus? Serait-ce Goethe, Schiller, Wagner ou Marx? Oh! non, ce sont Barberousse, le Grand Frédéric, Blücher, Moltke, Bismarck, les hommes durs et sanglants... Ils ont fait ce que nous devrions faire maintenant. Et cependant notre peuple hésite, et chacun sait que la nation entière sent le salut seulement par l'attaque (1). »

Sans doute, au même moment, le jour où était célébrée la fête de l'empereur, Guillaume II avait dit à M. Jules Cambon, qui défilait poliment devant lui à la sortie de la chapelle, que la commission sénatoriale, en approuvant la convention franco-allemande, lui avait enlevé le poids qu'il avait sur la poitrine. Mais lorsqu'avait eu lieu ensuite la discussion publique du traité devant la Haute Assemblée, M. de Bethmann-Hollweg, qui lisait soigneusement notre *Officiel*, s'était amèrement plaint à notre ambassadeur du langage « de certains orateurs qui ont connu les responsabilités du gouvernement et qui peuvent être appelés à les connaître encore (2) ». Le chancelier visait évidemment MM. Clemenceau et Stephen Pichon. Et comme M. Jules Cambon répondait en parlant de nos sacrifices, M. de Bethmann-Hollweg avait protesté, et notre ambassadeur avait dû répliquer : « Au fond du débat au Sénat, il n'y avait pas seulement le côté matériel, la question territoriale, mais bien autre chose : il y avait surtout le sentiment français, blessé par l'envoi du *Panther* à Agadir. Je vous l'ai déjà dit, ajoutait-il, vous avez fait ce jour-là une grande

(1) Cité par M. FR.-W. FÆRSTER, professeur à Zürich, dans *Mes combats*. Imprimerie Strasbourgeoise.

(2) Dépêche de M. Jules Cambon, 18 février 1912, n° 69.



faute ; vous en avez commis une plus grande en ne retirant pas votre bateau aussitôt après la reprise des négociations. — Je suis de votre avis, répondit le chancelier, mais auriez-vous négocié, si nous n'avions pas manifesté nos intentions ? — Assurément, dit M. Jules Cambon, mais c'est vous et vous seuls, qui, d'une négociation destinée à écarter un malentendu entre nos deux pays, avez fait une source d'amertume. »

Le jour où je recevais cette dépêche, M. de Lanken venait voir, à titre privé, déclarait-il, M. Paléologue ; il se disait désagréablement surpris que l'opinion française ne fût pas favorable à l'Allemagne et il continuait d'un air détaché : « Au mois de novembre dernier, on m'a promis (il ne voulut pas dire qui était ce on) que si je consentais à intervenir auprès de M. de Kiderlen pour obtenir le rappel du *Panther* d'Agadir, on m'accorderait, comme témoignage de la bonne volonté du gouvernement français, le règlement de l'affaire de la mine de Meurville (une mine située en France, et possédée par des Allemands, qui demandaient certains avantages). Or, cette affaire n'est pas encore réglée. Aussi le gouvernement impérial, saisi d'une demande analogue par deux sociétés françaises propriétaires de mines en Allemagne (la société Friedrich Heinrich et la société Carolus Magnus), se prépare à leur opposer un refus. Voilà donc, avait conclu M. de Lanken, les représailles qui vont commencer ! »

C'était toujours la même manière de souffler alternativement le froid et le chaud et de faire succéder la menace à la poignée de main.

Quelques jours après la démarche de M. de Lanken, M. Jules Cambon causait avec M. de

Kiderlen, et le secrétaire d'État lui disait que l'Empereur, qui lui avait envoyé l'Aigle rouge après la négociation de l'accord du 9 février 1909, avait l'intention de lui faire remettre, à la suite de la convention du 4 novembre, une distinction plus élevée. M. Jules Cambon répondait spontanément à M. de Kiderlen qu'il était très reconnaissant à Sa Majesté de la bienveillance dont Elle voulait bien lui donner la preuve, mais que, réflexion faite, il lui paraissait préférable de ne recevoir, en ce moment, aucune décoration (1). Étant donné, disait-il, l'état de l'opinion publique, l'attribution d'une distinction honorifique allemande au négociateur du traité risquait d'être mal interprétée en France et mieux valait éviter des commentaires qui pouvaient être blessants pour tout le monde. M. de Kiderlen s'étonna de la susceptibilité persistante de notre pays et, comme il appuyait trop, au gré de M. Jules Cambon, sur l'expression de sa surprise, l'ambassadeur lui fit remarquer qu'il n'avait à s'en prendre qu'à lui-même et que, d'ailleurs, les nouveaux projets militaires, annoncés au lendemain même de la ratification du traité franco-allemand, n'étaient pas pour calmer les esprits en France. M. de Kiderlen répliqua que l'Allemagne ne faisait que répondre à des provocations incessantes. M. Jules Cambon l'interrompit aussitôt : « Ne continuons pas, je vous prie, cette conversation. Elle nous entraînerait trop loin, vous et moi, et il vaut mieux nous arrêter. » M. de Kiderlen n'insista point et ils parlèrent d'autre chose. Le ministre allemand eût été bien embarrassé pour justifier

(1) Lettre privée de M. Jules Cambon, en date du 3 mars 1912.

par un exemple quelconque son audacieuse allégation. Le 23 mars, M. Jules Cambon revenait, dans une autre lettre personnelle, sur les projets de lois militaires qui avaient été déposés au Bundesrath. « Ces projets, m'écrivait-il, sont évidemment destinés à tenir en respect l'Angleterre, mais, en visant l'Angleterre, c'est nous surtout qu'ils atteignent. » L'Empereur n'en avait pas moins accepté un dîner à l'ambassade de France, et il était resté jusqu'à minuit au milieu des invités, avec beaucoup de bonne grâce. Mais M. Jules Cambon me mandait que, si Guillaume était encore personnellement pacifique, de mauvaises influences de courtisans et de militaires s'exerçaient sur lui avec une force croissante.

C'est à ce moment qu'un nommé Charles René ou Ronné, sujet allemand, ancien employé officieux de la Wilhelmstrasse, un de ces types d'agents du dix-huitième siècle dont la mission, disait M. J. Cambon, était de mettre à jour les dessous de la politique des cabinets, essaya de mener autour de notre ambassade une de ces intrigues obscures, comme tant d'intermédiaires suspects en avaient déjà tenté les années précédentes. Pressenti, racontait-il, par un de nos compatriotes sur la possibilité d'un rapprochement définitif entre l'Allemagne et nous, il aurait répondu qu'il était impossible à l'Empire de restituer l'Alsace-Lorraine à la France, mais qu'une entente générale entre les deux pays aurait sans doute, comme contre-partie l'octroi d'une large autonomie aux deux provinces annexées. Il était venu faire part de ses espérances à un secrétaire de l'ambassade et avait donné à entendre que M. Zimmermann, sous-secrétaire d'État à la

Wilhelmstrasse, tout en croyant le rapprochement très difficile, ne répugnerait pas aux conditions du marché. On l'avait écouté prudemment, sans lui répondre, et après quelques jours de silence, il était revenu dire que M. Zimmermann lui avait recommandé de s'abstenir de toute nouvelle démarche et d'attendre une initiative officielle de la France. M. Jules Cambon averti avait immédiatement aperçu le piège. Il n'avait pas été nécessaire, pour qu'il l'éventât, qu'il eût reçu de moi une lettre du 27 mars, où je lui disais : « A écouter des propositions comme celles de M. Charles René, nous nous brouillerions avec l'Angleterre et avec la Russie, nous perdriions tout le bénéfice de la politique que la France suit depuis de longues années, nous n'obtiendrions pour l'Alsace que des satisfactions illusoires et nous nous retrouverions, le lendemain, isolés, diminués et disqualifiés. » Le même jour, dans une lettre qui se croisa avec la mienne, M. Jules Cambon m'écrivait : « J'ai moi-même prescrit au secrétaire de cette ambassade, qui a déjà reçu M. René, de le prier, si celui-ci revenait le voir, de cesser tout entretien sur ce sujet, ces conversations pouvant, si elles continuaient, être présentées par M. René comme comportant une certaine part d'approbation. »

M. René ou Ronné laissa passer un mois et revint à l'ambassade. Il demanda à voir M. Jules Cambon lui-même. Il fut reçu poliment. Il exprima l'espoir que, dans l'avenir, il pourrait résulter quelque chose d'utile des conversations qu'il avait eues ; il parla avec vivacité de M. de Kiderlen, qu'il détestait. « Il m'a dit, écrivait M. Cambon, qu'il ne croyait pas que le coup d'Agadir eût été, comme on l'a prétendu, un bluff. Il croit que ç'a



été une provocation, et que M. de Kiderlen recommencera. Après nous avoir fait un certain nombre de concessions, le secrétaire d'État frapperait de nouveau un coup brutal. D'après M. Ronné, nous devrions chercher à éviter ce piège et nous montrer très prudents. A ses yeux, M. de Kiderlen n'est pas du tout un élève de M. de Bismarck, comme on l'a dit ; il est simplement le disciple de ce M. de Holstein, si haineux et si ennemi de la France, que l'Empereur avait disgracié. »

A aucun moment, du reste, M. Ronné ne s'était prévalu de l'opinion de l'Empereur ; il s'était borné à dire que M. Zimmermann, le baron de Schœn et le prince de Radolin regardaient comme réalisable la combinaison qu'il préconisait. M. Cambon, qui l'avait accueilli avec beaucoup de circonspection, n'entendit plus, par la suite, parler de rien. Les projets de M. Ronné s'envolèrent en fumée.

Quelque temps après, M. Jules Cambon m'écrivait encore dans une lettre personnelle du 21 juillet 1912 : « L'Alsace-Lorraine est le fondement sur lequel a été bâti l'Empire. Je ne crois pas possible que les états confédérés consentent jamais à donner au Reichsland son indépendance. L'autonomie du Reichsland dans l'Empire ne créerait pas l'apaisement. » Une étrange algarade impériale allait montrer combien M. J. Cambon avait raison et combien étaient fallacieuses ou, en tout cas, vaines et décevantes des tentatives comme celles de M. Ronné.

Pour le moment, notre ambassadeur faisait savoir que le séjour de l'Empereur à Corfou nous assurait quelques semaines de trêve. Avant d'aller lui-même passer quatre jours auprès de son souverain, dans les délices de l'Achilleïon, le chan-

celier était venu dîner à l'ambassade de France. Il devait, au retour de Corfou, visiter en touriste quelques ports de l'Adriatique et Ravenne. M. de Kiderlen était, de son côté, sur le point de prendre un congé. Tout était donc au calme. Après le dîner, M. de Bethmann-Hollweg avait d'abord dit à M. J. Cambon qu'il se félicitait de la bonne impression qu'avait produite en Allemagne la venue de l'Empereur à l'ambassade de France. — « Elle a été la même en France, » répondit M. Jules Cambon. Le chancelier reprit qu'il trouvait l'opinion française encore bien susceptible : « Peut-être, dit l'ambassadeur, a-t-elle de bonnes raisons pour l'être. — Pourquoi cela? » répliqua M. de Bethmann-Hollweg. Ne savez-vous pas que rien de ce qui s'est passé l'an dernier ne se serait produit, si vous n'aviez pas été à Fez? — Il ne s'agit pas de cela, fit M. Cambon. Cette question est réglée. Il s'agit de vos projets militaires, qui apparaissent comme dirigés exclusivement contre nous. — Comment? — Un homme d'État allemand, déclara l'ambassadeur, qui faisait allusion à M. de Kiderlen, a dit un jour qu'en cas de conflit entre l'Angleterre et l'Allemagne, la France paierait les frais. La presse pangermaniste a développé ce thème ; cela était offensant et ne peut s'oublier. Paraître nous mettre en demeure, c'est un procédé que nous ne saurions accepter. » M. de Bethmann-Hollweg répondit par un signe de tête qui semblait approbatif. Il chercha ensuite à justifier les projets militaires : « Remarquez, dit-il, que la France incorpore jusqu'au dernier homme de ses contingents, tandis que l'Allemagne laisse annuellement de côté quatre vingt-dix mille hommes aptes au service. Il n'y a pas lieu de l'incriminer si,

sur cette masse, elle reprend vingt-neuf mille hommes. — Vous ne pouvez, repartit M. Jules Cambon, demander à l'opinion française de considérer les choses de ce point de vue : elle constate seulement le résultat, qui est la création de deux corps d'armée, et elle s'en préoccupe. — Elle se trompe, affirma le chancelier. Nos idées sont absolument et résolument pacifiques. Nous pensons que le gouvernement de la République a les mêmes intentions que nous. Je vous assure qu'il n'y aura pas la guerre entre nous, *si vous ne nous la déclarez pas.* » Cette assurance, solennellement donnée, le 25 mars 1912, à M. Jules Cambon, le chancelier se la rappelait-il moins de deux ans et demi plus tard ?

Le même soir, il se plaignit à notre ambassadeur du ton de certains de nos journaux militaires, que j'avais effectivement prié M. Millebrand de tâcher de modérer, mais qui ne croyaient pas pouvoir cacher à leurs lecteurs les nouveaux armements de l'Allemagne.

La conversation se poursuivit, le 31 mars, entre M. de Bethmann-Hollweg et M. Jules Cambon. « L'opinion en Allemagne, répéta M. Cambon, me semble aussi susceptible qu'en France et exige du gouvernement impérial la même prudence que vous vous plaisez à reconnaître chez le gouvernement de la République. Au reste, j'ai fait part à M. Poincaré de nos entretiens. Croyez bien, vous-même, que la paix est assurée, si vous ne nous cherchez pas querelle. — L'Allemagne, elle aussi, est pacifique, dit le chancelier, ne vous laissez pas abuser par la mauvaise humeur des All-Deutsche. » Et comme il revenait sur certains articles de nos journaux mili-

taires, M. Jules Cambon lui fit remarquer que les feuilles allemandes avaient bien d'autres torts. Il lui signala notamment une fausse nouvelle, donnée peu de jours auparavant par le *Lokal Anzeiger*, au sujet d'un prétendu crédit de 900 millions demandé par M. Millerand. Il ajouta que si le correspondant parisien de ce journal berlinois continuait à répandre de fausses nouvelles, il me prierait de le rendre à « sa chère patrie ». « J'ai cru nécessaire de tenir ce langage pour plusieurs raisons, m'écrivait M. Jules Cambon (1), parce qu'il est bon de marquer au gouvernement allemand que nous avons, nous aussi, à nous plaindre de sa presse, parce que le *Lokal Anzeiger* est un journal officieux, parce que son correspondant à Paris a certainement des relations quotidiennes avec l'ambassade de la rue de Lille, et enfin parce que plus d'une fois, la Wilhelmstrasse a menacé d'expulsion nos correspondants français à Berlin. » Pour que M. Jules Cambon, si prudent et si sage, présentât au chancelier des observations aussi pressantes, il fallait certes que le gouvernement allemand lui parût moins pacifique dans ses procédés que dans ses assurances verbales.

Quelques semaines passèrent, et le 22 avril, au retour de M. Bethmann-Hollweg, le Reichstag discuta les nouvelles lois militaires. Par le quinquennat précédemment voté, l'effectif de paix avait été porté à 610 000 soldats ; il allait être élevé à 653 000, ce qui avec 30 000 officiers, représentait un total permanent de 683 000 hommes sous les drapeaux. Fidèle à ses habitudes douce-

(1) Lettre privée du 30 mars 1912.



reuses, le chancelier de l'Empire n'avait pas employé, pour obtenir le vote, les anciennes méthodes de Bismarck ; il n'avait menacé personne et n'avait pas dépeint l'état de l'Europe sous des couleurs trop noires. Il s'était borné à expliquer qu'un grand pays comme l'Allemagne se devait d'avoir une armée forte, non seulement pour repousser des assauts toujours possibles, mais aussi pour assurer sa position en temps de paix et garantir sa prospérité. « Les guerres, avait-il dit, ne sont pas toujours voulues et provoquées par les gouvernements. Ce sont souvent les peuples qui se lancent eux-mêmes dans ces expéditions aventureuses. Personne ne sait ce que sera l'avenir. » Lorsque nous avons fait en 1910-1911 la loi du quinquennat militaire, personne n'a pu prévoir que, tandis qu'on travaillait à apaiser les différends internationaux, on aurait à craindre des complications dangereuses. Ces complications ont posé la question de savoir si nous pouvions continuer à laisser inutilisée une partie de nos forces militaires. » Il n'avait pas appuyé davantage. Mais le ministre de la Guerre, le général Heeringen, qui avait parlé après M. de Bethmann-Hollweg, s'était chargé d'être plus explicite. « Entre la dernière loi et la loi actuelle, avait-il dit, il y a eu l'expérience de l'an dernier ; elle nous a prouvé que l'augmentation de nos forces n'avait pas été suffisante. » Ainsi on s'imaginait, en Allemagne, qu'avec une armée plus nombreuse, on eût obtenu, en 1911, plus et mieux que le traité du 4 novembre, et après le coup d'Agadir, on se mettait en mesure d'en recommencer d'autres avec l'espoir d'un succès plus complet. Étrange façon de remercier la France de sa modération et de consolider la paix !

C'est qu'aussi bien, d'après le rapport écrit le 26 mai par notre attaché militaire, le colonel Pellé, les « sentiments d'orgueil froissé et de rancune contre nous, provoqués chez les Allemands par les événements de 1911, » étaient loin de s'être calmés. Les socialistes eux-mêmes ne se résignaient pas au traité du 4 novembre. Ce qui entretenait le mécontentement, c'était moins la perte de toute espérance au Maroc que le dépit d'avoir dû, après la bruyante démonstration d'Agadir, transiger avec une nation que les impérialistes d'outre-Rhin regardaient dédaigneusement comme « secondaire ». « Dans la crise de l'an dernier, écrivait le colonel Pellé, cette nation secondaire leur a tenu tête et l'Empereur, le gouvernement allemand, ont cédé. *L'opinion publique ne l'a pardonné ni à eux, ni à nous, elle ne veut pas qu'un pareil fait puisse se reproduire.* »

Le colonel soulignait lui-même ces mots, et il continuait : « C'est l'appui de l'Angleterre qui a permis à la France de résister. Le ministère libéral a trompé les espérances qu'on mettait en lui et les efforts faits par les diplomates depuis cette époque pour un rapprochement n'aboutissent pas.

« Aux déceptions et aux blessures d'amour-propre de la crise marocaine s'ajoutent, comme en 1905, l'inquiétude de l'encerclement, la crainte irritante, énervante, de la coalition qui viendra barrer la route à la légitime expansion de l'Allemagne... D'ailleurs, ajoutait notre attaché militaire, nous le savons depuis longtemps, si les Allemands désirent la paix, ils ne l'attendent pas de concessions mutuelles, ni d'équilibre des armements ; ils veulent qu'on les craigne. J'ai remar-

qué souvent que toute appréciation défavorable de l'armée allemande, telle, par exemple, que les articles du colonel Repington, est regardée ici très sincèrement, naïvement, comme une excitation à la guerre. Le premier souci des Allemands, après la crise, a donc été de se rendre très forts, et ils ont voulu l'être tout de suite.

« L'inquiétude, la nervosité presque, sont manifestes dans la décision des autorités militaires fixant au 1<sup>er</sup> octobre prochain les créations importantes prévues par les lois de 1911 et de 1912. La même inquiétude a dominé les délibérations du Reichstag sur les projets de loi militaire et naval. Elle a fortifié le gouvernement chancelant et réalisé l'union momentanée des partis bourgeois.

« En employant le mot inquiétude, je veux dire : incertitude de l'avenir, inquiétude de la guerre ; je crois qu'il serait inexact de s'imaginer que les Allemands, la grande majorité des Allemands, craignent une défaite. Pour le gros du public, la croyance dans la supériorité militaire de l'Allemagne est un dogme trop profondément ancré dans les esprits pour n'avoir pas survécu dans les déceptions de l'an dernier. De là, les accusations si générales de faiblesse contre l'Empereur. Désormais, la confiance de l'opinion dans l'armée va se trouver fortifiée des gros sacrifices qu'on vient de faire pour elle. »

Le colonel expliquait ensuite que les Allemands considéraient notre armée comme inférieure à la leur : ils pensaient que le haut commandement français serait paralysé par les ordres du pouvoir central et peut-être par l'intervention de commissaires aux armées, que notre intendance n'exis-



tait pas, que la discipline était relâchée dans la troupe, que le désordre de nos services publics rendrait difficile la mise en marche du ravitaillement et des réquisitions, que les grèves et le sabotage nous empêcheraient de pouvoir compter sur des transports réguliers.

Le colonel Pellé continuait : « J'ai su que récemment, dans une lettre adressée à un ami et nullement destinée à être communiquée, le général de Bernhardi déclarait l'état-major français « au-dessous de toute critique. » « Le général de Bernhardi est précisément l'une des personnalités les plus en vue d'un parti restreint, il est vrai, mais actif, qui pousse résolument l'Allemagne à la guerre. Si l'on ouvre ses derniers livres, *la Guerre moderne* et surtout *l'Allemagne et la prochaine guerre* (1), on y trouve affirmé à chaque page le droit des peuples forts à la conquête. L'accroissement de population de l'Empire allemand, ses besoins économiques et la place dirigeante qu'il occupe à la tête de la civilisation lui dictent une politique d'expansion. La guerre est un moyen indispensable de cette politique. Tôt ou tard, elle s'impose aux conducteurs de l'Empire comme un devoir, comme le plus haut de leurs devoirs.

« Les nationalistes militants, auxquels nous étendons souvent à tort l'épithète de pangermanistes, ne sont pas ici un simple clan d'opposition ; ils ont des tenants et des aboutissants dans le parti conservateur, au ministère de la Marine, parmi les officiers.

(1) Ce livre du général Bernhardi venait de paraître en 1912. L'auteur se défendait de soutenir une thèse académique. Il prétendait créer des conjonctures favorables pour « la guerre qui menace d'une façon inévitable ».



« Dans le pays militaire qu'est la Prusse, l'armée a une influence politique. La caste militaire se répand dans l'administration, dans la diplomatie impériale, au Landtag de Prusse ; *elle forme l'entourage du souverain*. L'héritier du trône est du parti des sous-lieutenants. La manifestation inconvenante qu'il a faite au Reichstag en novembre dernier semble avoir plutôt servi que nui à sa popularité. L'Empereur et le chancelier, qui veulent concilier l'expansion de l'Empire avec le maintien de la paix, sont impopulaires.

« Je répète cependant que, suivant toutes les apparences, la majorité des Allemands désire la paix. Je suis convaincu que le parti de la guerre est, aujourd'hui encore, une petite minorité. Mais, et c'est sur ce point que je voulais appeler respectueusement votre attention, on a *aujourd'hui l'impression que cette situation pourrait, à un moment donné, se modifier très vite*. (Ces derniers mots soulignés par l'attaché militaire.)

« L'orgueil national blessé, l'irritation contre nous, le désir de briser l'encerclement, la crainte d'être attaqués plus tard, et j'ajoute : une grande confiance dans l'instrument de guerre qu'on a en main et qu'on vient de fortifier, préparent le terrain pour l'explosion de colère ou d'amour-propre national qui pourrait un jour forcer la main à l'Empereur et conduire les masses allemandes à la guerre.

« L'occasion, l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres, peut naître d'un incident quelconque entre les deux pays, ou bien d'une cause extérieure, telle qu'une crise dans les Balkans ; mais elle naîtrait mieux encore des maladresses et des brutalités d'une diplomatie que tiraillent des in-

fluences diverses et qui a une revanche à prendre. »

Et le colonel Pellé concluait : « La politique à laquelle l'opinion pousse le gouvernement allemand, celle qui a fait voter si rapidement les projets de loi militaire et naval, c'est la politique du poing sur la table. On veut être assez fort pour que, comme me l'a dit un jour l'ambassadeur de Turquie, entre les avantages de l'alliance anglaise et les dangers d'une guerre allemande, le gouvernement français n'ait plus d'hésitation possible. On veut être assez fort pour pouvoir nous dire, le jour où on le jugera nécessaire : « Voulez-vous être « avec nous ou contre nous ? » Nous ne pouvons pas prédire à l'avance si cette mise en demeure se produira ; cela dépend beaucoup de nous-mêmes, de l'impression de calme, de force et d'union que nous donnerons, de la solidité de nos alliances. Mais c'est une hypothèse que nous avons le devoir d'envisager, parce que... ce serait la guerre...

« Comme soldat, je dois me placer dans l'hypothèse dangereuse. Dans cette hypothèse, *il est probable que nous n'avons pas d'agression à craindre avant un délai de huit mois ou un an, puisque les plus grosses mesures militaires décidées par l'Allemagne doivent être exécutées dans cet intervalle de temps. La prudence me semble vouloir que nous nous mettions à l'œuvre sans tapage, pour être le plus prêts possible à l'expiration de ce délai, non seulement au point de vue militaire, mais au point de vue gouvernemental, diplomatique, financier.* » Sans tapage ! nous devons donc travailler sans ostentation, avec une calme et silencieuse persévérance. C'est, je le montrerai, à cette préoccupation que n'a cessé d'obéir le gouvernement de la République.

Dans une Allemagne animée de tant de mauvais instincts, l'Empereur apparaissait encore au colonel Pellé et à M. Jules Cambon comme un élément modérateur. Mais il était tellement impulsif, il avait si fréquemment de ces colères et de ces foucades, dont on devait trouver plus tard, dans ses annotations de 1914, des exemples effarants, qu'avec lui on n'était jamais assuré de ne pas voir succéder à une matinée sereine une après-midi d'orage. Revenu de son voyage à Venise et à Corfou, il était allé, comme je l'ai dit, parader à Strasbourg le 13 mai, accompagné de la princesse Victoria-Louise ; et, sous l'impression de l'accueil glacial qu'il avait reçu, il avait adressé au maire de la ville, le docteur Schwander, des paroles qui trahissaient ses sentiments véritables à l'endroit des Alsaciens-Lorrains et qui avaient dû profondément désappointer M. Ronné, lorsqu'il les avait connues. Déjeunant chez le baron Zorn de Bulach, secrétaire d'État, l'Empereur avait dit à M. Schwander, d'un ton sec, qu'après tout ce qu'il avait fait pour l'Alsace-Lorraine, après la peine qu'il avait prise de lui reconnaître une certaine autonomie, il ne s'expliquait pas l'opposition qui continuait de se manifester dans les provinces annexées. « Si cet état d'esprit dure, avait dit Guillaume, l'Alsace sera réunie à la Prusse, et après m'avoir connu du bon côté, elle me connaîtra du mauvais. » L'opposition qui avait exaspéré l'Empereur, il ne l'avait pas seulement sentie dans la silencieuse dignité des rues strasbourgeoises ; elle avait éclaté à propos d'un interdit que les autorités impériales venaient de prononcer contre l'usine de Grafenstaden pour complaire aux conservateurs prussiens. Le gouvernement reprochait



au directeur de l'établissement son attitude politique et il avait mis la société en demeure de le congédier, sous peine de ne plus recevoir de l'État aucune commande de locomotives. L'opinion locale avait été tellement froissée de cet incident qu'une des Chambres du Landtag, saisie de l'affaire le 9 mai 1912, avait protesté à l'unanimité contre la mesure prise. L'abbé Wetterlé et M. Drumm, député de Mulhouse, avaient vivement attaqué le gouvernement. « Depuis quarante ans, nous sommes traqués, avait dit ce dernier. Notre situation ne saurait être plus malheureuse. » Ces paroles avaient été accueillies par une ovation formidable. Il n'en avait pas fallu davantage pour que l'Empereur, non seulement confirmât la mise à l'index, mais menaçât l'Alsace elle-même de lui retirer le semblant de liberté que lui avait donné, le 31 mai 1911, une constitution de façade (1).

Jusqu'où va aujourd'hui la candeur ou la mauvaise foi des gens qui osent soutenir que, si nous avions pu éviter la guerre, nous aurions, un jour ou l'autre, obtenu dans la paix la restitution de nos provinces? Alors même que l'Allemagne eût accordé aux Alsaciens une autonomie plus complète et qu'elle eût mis leur pays sur le même pied que les divers États de l'Empire, l'injustice commise en 1871 envers la France n'eût pas été réparée; mais cette demi-concession, l'Empire ne voulait même pas la faire et, à la moindre velléité d'indépendance, il rivait les fers de ses prisonniers.

Le chancelier avait reçu avec stupéfaction la

(1) *L'Alsace sous la domination allemande*, par Frédéric ECCARD, Armand Colin, chap. XIII.



nouvelle de l'incartade de Guillaume II. Mme de Bethmann-Hollweg elle-même n'avait pu s'empêcher de dire à M. Jules Cambon : « C'était si inattendu, et c'est si inutile ! » Les socialistes, eux aussi, trouvèrent que l'Empereur était allé un peu loin. Ils provoquèrent, le 23 mai 1912, un débat au Reichstag. Même aventure était arrivée déjà en 1908 et le prince de Bülow, qui était alors chancelier, n'avait visiblement défendu le souverain qu'à contre-cœur ; il avait cherché son point d'appui au Reichstag ; et il avait eu bientôt, d'ailleurs, à s'en repentir, car mis en échec, quelques semaines après, par l'Assemblée, il avait trouvé visage de bois au Palais et avait dû se retirer du pouvoir. Mais le prince de Bülow, qui avait dit souvent à M. J. Cambon que son rêve eût été d'être un parlementaire anglais, était loin d'avoir, autant que M. de Bethmann-Hollweg, le respect de l'autocratie. Le chancelier de 1912 eut, au contraire, la coquetterie de couvrir l'Empereur devant le Reichstag. « Je repousse, dit-il, les attaques dirigées contre Sa Majesté. L'Empereur a exprimé un mécontentement qui a été partagé par bien des Allemands dans ces dernières semaines. » Il ajouta, d'ailleurs, prudemment que Sa Majesté n'avait jamais songé à se passer du Conseil fédéral et du Reichstag pour réviser, s'il y avait lieu, la constitution de l'Alsace-Lorraine. Mais après avoir donné cette satisfaction verbale aux scrupules constitutionnels de quelques membres de l'Assemblée, il prit à son propre compte toute la sévérité des paroles impériales. « Conseil fédéral et Reichstag, déclara-t-il, s'ils étaient contraints à certaines déterminations, ne se laisseraient guider que par les intérêts de l'Em-

pire. Aux Alsaciens-Lorrains de montrer si ces intérêts vitaux comportent une consolidation de l'autonomie et de la liberté accordées à leur pays, ou s'ils en exigent la restriction. L'Alsace-Lorraine décidera elle-même de son sort. *Personne ne peut fermer les yeux au fait qu'il y a dans ce pays d'Empire des tendances antiallemandes : tout ce qui est allemand doit s'unir contre elles, et ainsi on en aura raison.* Cela et le souci de l'avenir du Reichsland ont été le noyau et la substance de l'avertissement sérieux donné par l'Empereur. Était-ce un tort de sa part de le donner ? Non ; et là-dessus la nation entière est du même avis. L'Alsace-Lorraine est un pays qui nous appartient comme toute autre partie de la patrie allemande. Si, ce que je ne crois pas, les excitations et les manœuvres y devenaient dominantes, le Conseil fédéral et le Reichstag aviseraient à réduire et à détruire cette agitation. L'honneur de l'Allemagne leur en imposerait le devoir. »

Ce langage signifiait assez clairement que le chancelier ne se faisait pas plus d'illusions que l'Empereur sur la germanisation de l'Alsace et de la Lorraine, mais, lui aussi, comme son souverain, il refusait de leur reconnaître, en dehors de l'Empire, une autonomie et une neutralité qui les eussent ramenées peu à peu dans la zone d'attraction de la France, et même de leur accorder dans l'Empire plus de libertés que ne leur en avait donné la constitution du 31 mai 1911. Ces maigres franchises, le gouvernement allemand regrettait déjà de les avoir octroyées.

Le jour où délibérait le Reichstag, se réunissait la deuxième Chambre d'Alsace et, à l'unanimité, elle votait des motions dont le dépôt était, du

reste, antérieur à l'algarade de l'Empereur et dans lesquelles elle réclamait l'autonomie complète, la création d'un État confédéré et la liberté pour l'Alsace-Lorraine d'avoir un drapeau national uniforme. A Berlin, bien entendu, ces motions furent jetées au panier, comme autant de chiffons de papier.

En renouvelant à l'Alsace-Lorraine, devant le Reichstag, l'admonestation de Guillaume II, M. de Bethmann-Hollweg s'était donc assuré un triomphe facile. Les nationaux libéraux et les partis de gauche, qui s'entendaient assez volontiers avec les socialistes sur la politique générale, s'empressèrent, cette fois, de leur fausser compagnie. Le chancelier groupa sans peine autour de lui, contre l'Alsace-Lorraine, la presque totalité de l'Assemblée, et le vote eut cette signification bien précise : « L'Alsace-Lorraine est et restera terre d'Empire. » Affirmation qui n'était pas une nouveauté et que depuis 1871 l'Allemagne n'avait pas cessé de reproduire. En décembre 1878, le marquis de Saint-Vallier, ambassadeur de France à Berlin, écrivait déjà au gouvernement de la République : « C'est un point sur lequel, en Allemagne, tous les partis sont et resteront d'accord, même les hommes d'État qui déclarent hautement qu'en ajoutant la Lorraine à l'Alsace, l'Empire a commis une lourde faute... Tous affirment qu'aujourd'hui le mal est fait et qu'aucun gouvernement, si fort et si populaire qu'il fût, ne serait en mesure de détacher un lambeau de territoire maintenant compris dans la grande patrie allemande. »

Devant cette volonté manifeste et immuable de l'Allemagne, quelle avait été, depuis de longues



années, la politique française? Conformément aux instructions de Jules Ferry, le baron de Courcel avait excellemment défini, dans une lettre du 3 décembre 1884, la conduite faite de réserve et de dignité que n'avait cessé d'observer le gouvernement de la République : « Pacifier le présent, réserver l'avenir, tel est le programme que j'ai toujours eu devant les yeux depuis qu'il a été question, entre la France et l'Allemagne, de substituer le calcul des intérêts réciproques à la vanité et aux dangers de provocations bruyantes, aussi peu sincères d'un côté que de l'autre. Dès le début de nos pourparlers, j'ai spécifié, avec le comte de Hatzfeld et avec le chancelier, qu'il ne serait jamais question entre nous d'Alsace ni de Lorraine, qu'il y avait là, pour les uns comme pour les autres, un domaine réservé, où il devait nous être interdit de pénétrer, parce que nous ne pourrions jamais nous y rencontrer en bon accord. »

« Pacifier le présent, réserver l'avenir », « y penser toujours, n'en parler jamais », y avait-il, en ces formules de regrets, de sagesse et de fidélité, la « contradiction » qu'y aperçoit un jeune écrivain né sur les confins du dix-neuvième et du vingtième siècle, et qui, sous prétexte de renouveler et d'épurer l'histoire, apporte, dans la condamnation raffinée des générations précédentes, les partis pris d'un homme politique et le talent d'un romancier (1)? Non, la France ne commettait aucune inconséquence, lorsque, par sympathie pour des populations arrachées à leur patrie, elle gardait pieusement le souvenir du passé et lorsque cependant, par amour de la paix et de l'humana-

(1) Fabre LUCE, *la Victoire*, p. 130.



nité, elle écartait l'idée d'une guerre de revanche. Ces sentiments étaient ceux de toute la France ; ils étaient particulièrement ceux des habitants de la frontière. Un célèbre publiciste allemand, M. Maximilien Harden, a parfaitement compris pourquoi les fils de la Lorraine démembrée étaient, plus encore que les autres Français, les adversaires d'un conflit armé. « Vous pouvez, déclare-t-il à ses compatriotes, représenter M. Poincaré comme un suppôt de tout mal, mais lorsque vous dites qu'il est l'auteur de la guerre, il lui serait facile de prouver le contraire, même sans le témoignage d'hommes estimables appartenant à différents partis et différents pays. Poincaré ne voulait pas que son pays lorrain devînt, encore une fois, un champ de bataille (1). » Non, certes, je ne le voulais pas et, d'aucun côté de la frontière, nul Lorrain ne le voulait. En face de Metz notamment, nous savions tous quel sort lamentable une guerre, même victorieuse, réserverait à notre contrée. La vue des forts et des ouvrages de campagne, la connaissance des lourdes servitudes militaires qui pesaient sur la région, ne laissaient à la population aucun espoir d'échapper, le jour venu, aux pires dévastations. L'intérêt, autant que la raison, nous commandait donc de travailler au maintien de la paix. Mais nous nous disions que, s'il advenait jamais qu'elle fût troublée par l'Allemagne, nous aurions alors un grand devoir à remplir, qu'à tout prix nous devrions pousser la guerre jusqu'à la victoire et la victoire jusqu'à la libération des provinces annexées. Dans ces sentiments, qui

(1) Maximilien HARDEN, *France, Allemagne, Angleterre*, traduction française, « l'Île de France », p. 167.

étaient ceux de l'immense majorité des Français, il n'y avait rien qui fût incompatible ; il n'y avait rien non plus dont l'Allemagne pût prendre ombrage, si elle était elle-même sincèrement attachée à la paix.

Mais des rapports comme celui du colonel Pellé n'étaient guère de nature à nous rassurer. Tous les renseignements que nous recueillions concordaient avec les conclusions de notre attaché militaire. De plus en plus, l'Allemagne s'imaginait qu'elle était prédestinée à dominer le monde, que la prétendue supériorité de la race germanique, le nombre toujours croissant des habitants de l'Empire, la pression continue des nécessités économiques, lui créaient parmi les nations des droits exceptionnels. « L'Allemagne, c'était, comme l'avait déjà écrit M. Paul Valéry, une forteresse et une école. » C'étaient aussi « une usine immense, des docks énormes » ; et dans ce vaste établissement, qui tenait de la fabrique et de la caserne, « une discipline naturelle reliait l'action individuelle à l'action du pays entier ». Si, tôt ou tard, le parti militaire mettait la main sur ce puissant organisme, la volonté mobile de Guillaume suffirait-elle à empêcher cette emprise ? Il devenait impopulaire, disait le colonel Pellé. Quoi de plus dangereux pour la paix qu'un empereur investi d'un pouvoir presque absolu, quand il se sait, se sent, ou se croit impopulaire ? Et lorsque cet empereur a la conviction de personnifier la dignité nationale, lorsqu'il est orgueilleux et jaloux de sa gloire, peut-on savoir en quel sens réagiront sur lui les fanfaronnades d'un prince héritier et les adjurations d'un général de Bernhardt ?

Tout en me répétant que nous ne devons pas

nous lasser de démontrer à l'Allemagne, avec autant de bonne grâce que de franchise, la permanence de nos intentions pacifiques, je ne pouvais me défendre de quelques appréhensions. En pensant au peuple allemand et à l'Empereur, je me rappelais deux mots de Nietzsche : « Les Allemands sont une nation dangereuse, ils s'entendent à se griser. » De ce peuple, nous avons toujours tâché de ménager les passions. « La chose la plus vulnérable et la plus invincible, c'est la vanité humaine : sa force grandit même par la blessure et peut devenir gigantesque. » De cet Empereur, que nous savions capable de troubler la tranquillité du monde, nous nous sommes constamment efforcés de ne pas blesser la vanité.

## CHAPITRE VI

L'Entente cordiale. — Malentendu à dissiper. — Une campagne contre l'Angleterre. — Les bons offices de sir Francis Bertie. — La mission Haldane. — La tactique allemande. — Le nouveau programme naval.

Il y avait, sans doute, une politique possible : pour rassurer l'Allemagne, nous isoler de nos amis et de nos alliés ; subir, à l'occasion, de nouvelles menaces ; ne répondre à la force que par des gémissements ou des bassesses et compter sur le droit tout nu pour nous venger des mauvais traitements. Mais cette politique, que personne, d'ailleurs, n'osait recommander en 1912, nous aurait rapidement mis à la merci de l'empire des Hohenzollern. Elle n'eût pas été seulement une lâche répudiation des tenaces efforts qu'avait accomplis la France depuis 1871, une renonciation publique à toute réparation ultérieure d'une injustice historique ; elle eût entraîné la subordination définitive de la France, son asservissement économique et moral, sa décadence inévitable. Le gouvernement fut unanime à penser qu'au lieu de relâcher nos ententes, nous devions, sans en altérer le caractère strictement défensif, nous employer à les consolider. C'est en ce sens que je m'étais expliqué devant les Chambres. Pas une voix ne s'était élevée pour me contredire. Notre action,



constamment menée en commun par l'unanimité du cabinet, a été conforme à nos promesses.

Mon premier soin a été de veiller sur nos relations avec l'Angleterre. Pendant la crise de 1911, elle s'était cordialement rangée aux côtés de la France. Sans doute, le samedi 1<sup>er</sup> juillet, lorsque M. de Selves avait songé à envoyer, en riposte à la démonstration allemande, un navire de guerre devant Mogador, le cabinet de Londres n'avait pas rompu avec l'habitude du *week end*. Il ne s'était réuni que le mardi 4 juillet, après que M. Caillaux avait abandonné l'idée de son collègue. Mais ce jour-là, du moins, sir Edward Grey déclarait expressément au comte Wolff Metternich, ambassadeur d'Allemagne, que l'Angleterre ne pouvait se désintéresser des affaires du Maroc. « Elle doit, disait-il, tenir compte, d'abord, des obligations qui résultent pour elle de ses traités avec la France et, en outre, des intérêts britanniques. L'envoi d'un bâtiment de guerre allemand à Agadir peut avoir, dans l'avenir, des suites qui affectent ces intérêts. Nous ne pourrions donc reconnaître aucun engagement qui se conclurait en dehors de nous. Si, par impossible, la France autorisait l'Allemagne à s'installer à Agadir, la Grande-Bretagne s'y opposerait. » L'heureuse fermeté de ce langage était de nature à faciliter nos négociations. Si la chancellerie impériale avait d'abord conçu le projet de s'établir dans le Souss, pour répondre aux vœux de M. Henri Class et de la ligue pangermanique, elle savait maintenant qu'elle allait trouver devant elle l'Angleterre.

Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères avait eu, quelques jours plus tard, une nouvelle conversation avec l'ambassadeur d'Al-

lemagne et il avait insisté : « Ou vous vous entendrez avec la France, ou c'est à trois que vous aurez à négocier. » Le soir même de ce grave entretien, le 21 juillet, M. Lloyd George, homme d'État puritain qui ne passait pas pour aimer exagérément la France, mais qui ne voulait pas, non plus, livrer à l'Allemagne la clef de l'Océan, avait pris la parole à la Chambre des Communes, pour adresser, lui aussi, à l'empire germanique un avertissement solennel. Trois jours après, l'ambassadeur d'Allemagne donnait confidentiellement à sir Edward Grey l'assurance que son pays n'entreprendrait rien au Maroc, mais il avait une telle peur d'irriter les nationalistes allemands qu'il priait le gouvernement anglais de ne pas faire publiquement usage de cette promesse. Après les explications embarrassées de M. de Kiderlen à la commission du Reichstag, sir Edward avait lui-même provoqué à la Chambre des Communes, le 24 novembre, un grand débat sur la politique extérieure. Il avait exposé les motifs et défini les conditions de l'intervention anglaise. L'Angleterre avait souhaité, dès le début, un arrangement direct entre la France et l'Allemagne. Mais elle ne pouvait se désintéresser du dialogue engagé. Le cabinet libéral de M. Asquith demeurait fidèle aux conventions signées, le 8 avril 1904, par le cabinet conservateur de lord Salisbury. « Améliorons nos rapports avec l'Allemagne, avait dit sir Edward, mais n'abandonnons pas nos anciennes amitiés. On n'en crée pas ainsi de nouvelles qui en vaillent la peine. »

Au cours des négociations, il s'était cependant produit, entre M. Caillaux et sir Francis Bertie, un incident que m'avait rapporté M. de Selves,

en me passant les services, et dont l'ambassadeur d'Angleterre m'avait lui-même parlé quelques heures après.

M. Caillaux aurait, un jour, jeté à sir Francis cette apostrophe : « Après tout, les alliances et les amitiés sont choses que l'on peut modifier. » « — Ce que vous me dites-là est-il destiné à être transmis au gouvernement britannique? » avait demandé l'ambassadeur ; et il avait fait part de sa surprise à M. de Selves. Ce dernier a eu l'occasion de rappeler plus tard cet entretien : « Je dis à l'ambassadeur, a-t-il rapporté, que cette conversation d'un caractère tout privé ne pouvait être que le résultat d'un tempérament excité et nerveux, mais ne révélait aucune intention fâcheuse... Je déclarai énergiquement que la France tenait à l'amitié anglaise et qu'il n'entraît dans l'idée de personne d'y porter la plus légère atteinte. En terminant, je répétais à sir Francis Bertie combien je lui serais obligé de considérer comme clos l'incident et même de ne pas le faire connaître au gouvernement anglais. Il voulut bien me promettre de ne pas donner plus d'importance qu'il ne convenait à un propos irréfléchi, et je crois qu'il eut avec M. le président de la République une conversation orientée dans le même sens que la mienne. »

M. Caillaux s'est, à son tour, expliqué, le 21 mars 1919, sur la phrase qui lui était prêtée. « Je n'en ai nul souvenir, a-t-il affirmé, mais, si j'ai pu tenir à sir Francis Bertie, avec lequel j'étais en relations d'intimité permettant certaines boutades, dites, non en français, mais en anglais, — si j'ai pu lui tenir des propos un peu accentués, vous imaginez bien qu'ils suivaient quelque chose.

Si, comme je l'ai appris ces jours-ci, pour la première fois, sir Francis Bertie s'est plaint de mes propos, il n'a certainement pas dit comment il se les était attirés et, en tout cas, ni le ministre des Affaires étrangères, ni le président de la République ne m'en ont entretenu. »

A moi-même, sans doute, sir Francis Bertie n'a pas dit comment « il s'était attiré » les propos de M. Caillaux, mais il me les a rapportés de la même manière qu'à M. Fallières et à M. de Selves, et à tort ou à raison, il en avait conservé quelque ressentiment. Il suffit, du reste, de parcourir les deux volumes de son journal de guerre pour constater que ses « relations d'intimité » avec M. Caillaux ne l'avaient pas empêché de lui vouer une profonde antipathie (1).

J'étais donc obligé, en janvier 1912, de donner à un ambassadeur très attaché à l'Entente la certitude qu'à l'exemple de sir Edward Grey, nous n'avions pas « d'amitiés de rechange ». Je dois dire que sir Francis, que j'ai eu l'occasion de voir pendant une année plusieurs fois par semaine, m'a constamment rendu ma tâche facile par sa franchise prime-sautière et sa prévenante courtoisie. Le teint rose, les cheveux blancs et ondulés, le bout du nez en bataille, il exposait les questions avec une inoffensive ironie mondaine, qui cachait un sens pratique très affiné.

Dès la constitution du cabinet, j'avais prié M. Paul Cambon de faire connaître à sir Edward Grey notre ferme volonté de rester fidèles aux principes qui avaient, depuis les accords de 1904,

(1) *The diary of Lord Bertie*. HODDER and STOUGHTEN, *ltd* London, t. I, p. 224 et *passim*.



dirigé la politique française dans ses rapports avec la Grande-Bretagne. En réponse à cette démarche, sir Francis Bertie m'avait apporté, de la part du secrétaire d'État, un message de remerciements. Mais, revenu le 21 janvier au quai d'Orsay, il avait pris un ton amical et familier pour me dire qu'il avait été commis, dans les trois derniers mois, de fâcheuses imprudences, qu'on avait exagéré et exploité certains propos échangés, que le parti pro-allemand d'Angleterre avait trouvé là des prétextes pour desservir l'Entente cordiale, et il m'avait engagé à écrire directement à sir Edward Grey pour l'assurer moi-même des sentiments du nouveau cabinet. J'avais aussitôt fait part à M. Paul Cambon de cet entretien et je lui avais envoyé une lettre destinée à sir Edward Grey, en lui laissant le soin, s'il partageait l'avis de sir Francis, de la remettre au secrétaire d'État. M. Paul Cambon avait jugé la démarche opportune, car, m'écrivait-il, « sir Francis Bertie vous a dit vrai. On mène une campagne contre Grey, qu'on accuse d'avoir exposé l'Angleterre à un conflit pour nos beaux yeux, alors que nous poursuivions une entente secrète avec Berlin. »

Ni sir Francis, ni M. Paul Cambon, n'exagéraient, semble-t-il, les susceptibilités de l'opinion britannique. Le comte de Lalaing, ministre de Belgique à Londres, les signalait, le 15 janvier 1912, à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères à Bruxelles : « Les révélations qui ont provoqué la récente crise ministérielle en France ont été désagréables pour le gouvernement anglais. Elles semblent prouver que le premier ministre de la République a essayé de négocier avec Berlin, à l'insu du ministre des Affaires étrangères et de ses

autres collègues, ce qui est de nature à inquiéter un gouvernement qui a lié ses intérêts à ceux de la France et qui est donc peu disposé à admettre une incorrection de ce genre. Ces révélations ont souligné ensuite l'impression que M. Caillaux avait été secrètement favorable à une politique de concessions outrées envers l'Allemagne, impression d'autant plus pénible pour les cercles officiels anglais que l'on venait à peine de saisir toute la portée de la tension entre Londres et Berlin, qui avait résulté de l'attitude loyale du cabinet de Saint-James à l'égard de celui de Paris. On ose à peine s'avouer aujourd'hui en Angleterre qu'on semble avoir été plus royaliste que le roi, plus intransigeant que l'ami qu'on voulait soutenir. Il est désagréable d'avoir été dupe, même un instant. Aussi la presse est-elle unanime à accueillir avec joie le départ de M. Caillaux et à espérer un prompt retour à des relations plus saines (1). »

Que la mauvaise humeur britannique fût justifiée ou non, je n'avais pas le droit de l'ignorer, et je devais faire mon possible pour la dissiper. J'espérais bien, d'ailleurs, y réussir rapidement. Sir Edward Grey avait répondu à ma lettre dans les termes les plus aimables. Il m'avait assuré que, dans l'intérêt de l'Entente, il ne manquerait pas de rester en contact étroit (*to keep in close touch*) avec le gouvernement de la République. Il a tenu parole ; et de notre côté, pendant toute la durée de ma présidence du Conseil, nous avons constamment agi en accord intime avec le cabinet britannique.

Nous étions sûrs en cela de nous conformer à la

(1) Pièces belges publiées par l'Allemagne, n° 87.

volonté générale du pays. Il n'y avait guère en France qu'un adversaire systématique de l'Entente cordiale. C'était M. Judet. Je n'ai pas pris la peine de feuilleter en ces derniers mois les anciennes collections de *l'Éclair*. Mais en 1923, lorsque M. Judet est revenu de Suisse en France, pour purger une contumace déjà vieille, il a lui-même publié, dans un livre qu'il a modestement intitulé *Ma Politique*, des extraits choisis, et sans doute expurgés, de ses œuvres oubliées ou méconnues. Il suffit de parcourir cet étrange volume pour se remémorer les campagnes passionnées de l'auteur, non seulement contre M. Clemenceau et M. Delcassé, non seulement contre M. le président Loubet, « cet autre malfaiteur », mais contre tous les hommes d'État britanniques. « Avec la Russie seule, mais sans défaillance ni infidélité, nous étions de taille à braver tour à tour les tentations ou les menaces de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Maintenant, nous sommes de plus en plus condamnés à suivre la Russie dans la voie où elle s'engage ou à nous lier avec l'Angleterre pour être son soldat sur le continent. » (25 juillet 1905.) « Toutes ces manœuvres (de l'Anglais) tendent à provoquer l'Allemand et à lui proposer un duel sans délai ni merci. » (28 juillet 1905.) « Les Anglais, toujours mauvais européens. » (4 septembre 1905). « Les deux États anglo-saxons (Angleterre et États-Unis) s'arrangent pour ne pas gêner leur expansion parallèle. En vertu du proverbe bien connu : « le sang est plus fort que l'eau, » les Anglo-Saxons s'imposent la sagesse, en se réservant presque toute la planète, de ne plus s'embarrasser entre eux... Nous sommes à quelques années ou à quelques mois d'une explosion tragique. » (23 sep-

tembre 1905.) « Le triomphe possible, prochain peut-être, de l'immense enveloppement que les Anglais décrivent autour de l'Allemagne sera le signal de la plus effroyable guerre des temps modernes, et nous en porterons à peu près seuls le poids. » (25 septembre 1905.) « La *Port* constate le désir violent de l'Angleterre d'engager la Russie du côté de Constantinople. Comme l'Angleterre a donné le Maroc à M. Delcassé, elle livre la Turquie à M. Witte » (le 1<sup>er</sup> octobre 1905). « Comment admettre une alliance anglaise, qui ne nous offre qu'une guerre certaine avec l'Allemagne dans les conditions les moins favorables? » (9 octobre 1905.) « Lord Roberts sait à merveille que la portée d'un effort du War office ne dépasserait pas 25 000 hommes utilisables dans une guerre continentale. » (12 octobre 1905.) « L'Entente cordiale n'est valable pour les Anglais que lorsqu'ils reçoivent sans rien rendre en échange. » (2 octobre 1905.) « L'Angleterre ne manque pas une occasion de défier Guillaume II. » (1<sup>er</sup> mai 1906.) « Les procédés d'intervention de l'Angleterre en Russie et en France sont identiques. Chez nous, elle a favorisé de toute son influence le parti le plus docile. En Russie, de même. » (22 mai 1906.) « Les Anglais regardent en face la rupture inévitable avec l'Allemagne. Or, la France, dans leurs combinaisons, tient la première place. » (18 juin 1906.) « *Une convention militaire nous lie, grâce à laquelle nos voisins veulent nous attirer dans une grande guerre, s'ils arrivent à exaspérer l'Allemagne.* (14 août 1906.) « Il est entendu et déclaré qu'au cas où le roi d'Angleterre serrerait de trop près son impérial neveu, c'est en France que se réglera l'incident. L'alliance anglaise, lancée comme le



plus utile des paratonnerres, ne servirait donc qu'à provoquer la foudre. » (15 septembre 1906.) « Nous avons reculé devant la revanche, lorsqu'elle était possible et rationnelle. *Une série de ministres de l'étranger, Waldeck, Combes, Rouvier, Sarrien, Clemenceau, nous a valu une chute continuelle*, la dégradation progressive de notre force militaire et la décrépitude de l'alliance russe. Par bonheur l'Allemagne s'était engagée dans une route nouvelle. Elle tournait le dos à Nancy et à la répétition monotone de la guerre de 1870... S'il n'y a plus de soupape de sûreté pour une expansion vers la mer, la chaudière germanique sautera.. Voilà donc ce que signifie et ce qu'entraîne, 1<sup>o</sup> l'alliance anglaise ; 2<sup>o</sup> le ministère Clemenceau qui nous rend prisonniers absolus de l'alliance anglaise. » (1<sup>er</sup> novembre 1906.) « Tant que le roi Edouard VII ne mettra que nous en péril, il a le droit d'être joyeux. » (28 avril 1907.) « La convention militaire anglo-française est une porte ouverte à l'imprévu. Bon gré, mal gré, elle nous laisse aux ordres et à la discrétion de l'Angleterre, *le jour où son dessein contre l'Allemagne aboutira.* » (6 juillet 1907.) « *L'Angleterre n'a qu'un but, celui d'envenimer perpétuellement la paix de 1870*, celui de rendre inguérissable l'irritation de l'Allemagne et de tenir la France à sa discrétion par la peur des fantômes imaginaires ou la reconnaissance de services illusoires. » (1<sup>er</sup> octobre 1907.) « *Quoi qu'il arrive de Vienne, ce n'est pas de ce côté que nous devons être inquiets ou trop préoccupés. Ne nous hypnotisons pas sur le centre de l'Europe.* Dans les mers du Nord se jouera la partie décisive. » (11 octobre 1907.)

Dès que la Russie se rapproche de l'Angleterre,

M. Judet s'en prend à M. Isvolsky, alors ministre des Affaires étrangères : « M. Isvolsky, ayant renoncé d'un coup à la mer Jaune et aux mers indiennes, a voulu croire, pour sauver sa face, aux promesses de l'Angleterre qui lui offrait l'Orient, les Dardanelles et Constantinople. Promettre n'est pas donner ; mais les Anglais donnent volontiers les biens qu'il faut prendre. L'Angleterre, en laissant carte blanche à M. Isvolsky pour déboucher de la mer Noire, savait bien que, sur sa route, la Russie rencontrerait l'Allemagne.. Je suppose que M. Isvolsky y regardera désormais à deux fois avant de traiter *bona fide* avec l'Angleterre. » (15 février 1908.) « Il (le gouvernement anglais) tâche de retrouver en Turquie le conflit qui lui échappe au Maroc... L'Angleterre se charge à elle seule de lui imposer (à la Turquie) des réformes dont elle sait l'exécution impossible... *Elle veut donc la guerre.* » (27 février 1908.) « *Ses hommes d'État alimentent l'incendie.* » (1<sup>er</sup> mars 1908.) « Si l'Angleterre pousse aux querelles entre Saint-Pétersbourg et Berlin, soit dans les Balkans, soit dans la Baltique, Guillaume II ne recherchera pas de guerre de ce côté. » (18 mars 1908.) « Pour atteindre son but, elle (l'Angleterre) pousse les Russes, dont elle a tant de fois barré la route, à reprendre la campagne panslaviste, qui aurait pour conclusion le rétablissement de la croix sur Sainte-Sophie. » (1<sup>er</sup> mai 1908.) « On mesure l'étendue du service rendu à la politique britannique par les concessions (en Asie) de M. Isvolsky. La Russie rend généralement le bien pour le mal. Il est tout de même étrange que le *Foreign Office* ait conçu la gageure de lancer à la fois contre l'Islamisme la France et la Russie. La double alliance

d'autrefois n'est-elle donc plus que la garde et le rempart de l'impérialisme anglais? » (6 mai 1908.)

M. Isvolsky s'était, en effet, proposé, dès son arrivée au ministère, de réconcilier la Russie avec l'Angleterre et le Japon, et il y avait réussi. Le traité anglo-russe conclu, le 18-31 août 1907, et contenant un accord au sujet de la Perse, n'a, d'ailleurs, pas été tenu secret ; il a été communiqué officiellement aux puissances le 24 septembre 1907. Chose piquante, il a été aussi mal accueilli par l'empereur d'Allemagne que par M. Judet. Le comte Osten-Sacken, ambassadeur de Russie à Berlin, télégraphiait encore à M. Isvolsky en janvier 1909. « En ce qui concerne la politique étrangère de l'Allemagne, sans parler du mécontentement de l'Empereur au sujet de notre rapprochement avec l'Angleterre et de ses reproches sur notre prétendue ingratitude pour sa partialité à notre égard pendant la guerre russo-japonaise, il n'y a pas de doute que ces sentiments peuvent l'amener à se joindre au camp des adversaires du monde slave et à utiliser, de concert avec l'Autriche, la minute où nous sommes faibles militairement (1). »

En M. Isvolsky, l'homme que déteste M. Judet, c'est donc, avant tout, le ministre qui a rapproché la Russie et l'Angleterre. Et il ne hait pas moins ceux qui ont rapproché l'Angleterre et la France. « Rappelons-nous, dit-il, que si *la logique des manœuvres de Clemenceau et d'Edouard VII amène Guillaume II à Nancy, ce n'est pas l'armée anglaise qui nous aidera.* » (22 mai 1908.) « Les toasts du roi d'Angleterre et du président de la République

(1) Documents secrets des archives de Russie, publiés par les bolchevistes, nos 68, 71. E. Laloy, éditions Bossard.

(M. Fallières) ont produit dans le monde entier une énorme impression. *Il est bon que, de l'aveu même des Anglais renseignés, le public sache que l'entente absolue, c'est la guerre inévitable...* C'est donc une affaire tirée au clair. *L'entente permanente, c'est la guerre.* » (29 mai 1908.) « Si la politique allemande est attachée, comme tout le démontre, à la concurrence maritime et à la suprématie de l'Océan, nous ferions fausse route en voulant barrer celle que suivra Guillaume II et où il choquera sûrement l'Angleterre. » (23 septembre 1908.) « M. Isvolsky a trahi son pays, victime de l'éternelle duplicité anglaise. Ayant abandonné toute vue d'avenir sur la mer des Indes, au lendemain de la fermeture des mers de Chine, il reçut des encouragements fallacieux : les issues de la mer Noire, avec les Dardanelles et le Bosphore et Constantinople, furent proposés à l'expansion russe. Depuis qu'Isvolsky s'est persuadé qu'il continuerait ainsi la politique traditionnelle imposée à l'empire trop continental des tsars, il s'est ingénié à ranimer l'idée panslaviste, mais il n'est que la dupe et le jouet de l'Angleterre. » (12 octobre 1908.) « *Si nous nous abandonnons à l'Angleterre et à ses discours belliqueux, nous sommes fatalement traités par l'Allemagne en otages.* (15 novembre 1908.) » « Nous sommes compromis dans les affaires personnelles de l'Angleterre, associés à ses risques, mais sans aucune contre-partie dans la colonne des bénéfices. Il n'y a pour les navires allemands et pour les navires anglais qu'une voie honorable et pratique, celle de la Manche. Cette partie n'est pas la nôtre. » (9 janvier 1909.) « *Le pouvoir de l'Angleterre... repose sur une équivoque, sur un bluff... c'est la*



*défaite inévitable.* (11 janvier 1909.) » « Il y a plutôt pour nous nécessité que le débordement germanique se fraye sa route au nord et non à l'ouest... En évitant de renouer trop aveuglément avec l'Angleterre, en cherchant dans une juste mesure le concours de l'Autriche, en travaillant à rendre toute sa prospérité à la Russie, nous aurions assuré la politique française contre les pièges qui la guettent. » (2 avril 1909.) « Nous suivons d'autant plus attentivement les aventureuses expériences de l'Angleterre que la maladresse des hommes d'État français, qui appuient leur espoir sur sa puissance offensive, nous a lancés sans réflexion dans les illusions grossières de l'Entente cordiale. L'erreur d'une telle conception n'a eu qu'un résultat immédiat, augmenter la cohésion de l'Allemagne et lui assurer la prépondérance diplomatique par le rapprochement militaire des empires de l'Europe centrale. » (1<sup>er</sup> décembre 1910.) « Le budget de la marine anglaise pour 1911-1912 atteindra 1 109 812 500 francs, c'est-à-dire 94 720 000 francs de plus que celui de l'année précédente. Y a-t-il un plus sûr argument en faveur des dispositions belliqueuses d'un peuple inquiet? » (12 mars 1911.)

M. Judet ajoutait, en pleine crise d'Agadir, au moment où l'Angleterre nous appuyait contre l'Allemagne : « L'Angleterre se transforme... Les grèves formidables qui viennent de l'agiter prouvent encore la fragilité de l'équilibre sur lequel elle a vécu plusieurs siècles. Elle ne fut jamais moins prête qu'aujourd'hui à l'action extérieure. » (31 août 1911.) « Dans un conflit européen, les lecteurs de *l'Éclair* savent que le soutien de l'empire anglais est à peu près nul, puisque les coups portés

à la flotte allemande par la flotte anglaise ne changeraient pas le résultat de la guerre continentale. Si nous sommes vainqueurs, ils sont inutiles ; si nous étions vaincus, ils aggraveraient l'exaspération de l'ennemi, en lui offrant chez nous des revanches trop faciles. » (28 octobre 1911.)

M. Judet, on le voit, faisait bon marché de nos colonies et négligeait les nécessités du ravitaillement métropolitain ; et il insistait, toujours dans le même style incorrect et baroque : « L'admirable politique de 1904, qui a du plomb dans l'aile, nous laisse à la merci d'une Allemagne plus détestable et plus détestée, tandis qu'elle sème les germes d'un malentendu insurmontable avec le chef du *Foreign Office*. Dans quel imbécile traquenard sommes-nous acculés ? Il est indispensable de nous échapper coûte que coûte. » (16 novembre 1911.) « Nous avons mis le public en garde contre les romans de nos politiciens, quand ils annonçaient le débarquement d'au moins 100 000 Anglais sur le continent. Voici qu'au lendemain de l'alerte, nos amis de Londres s'aperçoivent eux-mêmes du bluff militaire dont les uns furent complices, les autres dupes. » (21 novembre 1911.) « La situation fausse que nous inflige l'Entente cordiale est doublement ingrate pour nous. » (27 novembre 1911.) « *Nous ne croyons pas que la tranquillité du monde gagne à l'accroissement de la puissance navale allemande, mais nos intérêts immédiats y trouveront leur compte. Car nous devons préférer que l'orage cherche sa voie du côté des frontières maritimes de l'empire plutôt que des nôtres.* » (30 novembre 1911.) « Ici, nous combattons la naïveté de l'entente anglaise, parce qu'elle nous expose à un conflit dont nous n'au-

rions que les périls, sans aucun avantage. » (19 décembre 1911.) « *Nous n'avons jamais couru péril d'invasion que parce que nous abandonnions l'indépendance de nos mouvements et que nous préférions attacher notre sort à celui de l'Angleterre. Elle a souhaité et soufflé la guerre sans vergogne. Je ne soutiendrai pas que beaucoup d'hommes d'État d'outre-Manche ont cessé de l'espérer.* » (9 février 1911.)

Ainsi, depuis sept ans, M. Judet ne laissait pas échapper une occasion de dénigrer l'Angleterre, de l'accuser d'impérialisme, de dénoncer ses ambitions, de lui imputer des intentions belliqueuses et, en même temps, de la représenter comme incapable de nous assurer le moindre concours militaire. Il insinuait, en même temps, que nous aurions avantage à nous séparer d'elle, pour que l'Allemagne ne s'en prît qu'à elle et cherchât librement sur mer la satisfaction de ses irrésistibles besoins d'expansion. Il ne lui venait pas à l'esprit qu'après une victoire navale sur l'Angleterre, l'Allemagne serait maîtresse de se retourner contre nous avec plus d'aisance et plus de force, et que si, au contraire, l'Angleterre l'emportait sans nous, nous perdriions pour longtemps toutes chances d'obtenir sa collaboration et son appui. Quelques semaines plus tard, le 21 mai 1912, M. Judet qui avait, à plusieurs reprises, comme on vient de le voir, combattu avec vivacité, non seulement l'entente telle qu'elle existait, mais toute idée d'alliance éventuelle avec l'Angleterre, affectait de réclamer « l'alliance au lieu de l'entente, mais l'alliance avec toutes ses conséquences strictes, étudiée, ordonnée dans tous ses détails, à la vie, à la mort. » Mais il n'émettait ce vœu

chimérique que pour tâcher de mieux étrangler l'entente, et dès le 25 mai, il ajoutait soigneusement : « Si l'Angleterre nous parle d'alliance, elle doit se mettre en mesure de nous proposer un concours effectif, efficace, et non de vagues et problématiques points d'appui. L'Angleterre ne nous a jamais offert qu'une occasion de nous battre à son profit, sans rien mettre au jeu. » Et le 11 juin, il revenait encore à la charge : « En mettant les choses au mieux on voit combien de temps est nécessaire pour la résurrection militaire de l'Angleterre... *La sagesse nous oblige à tenir le concours de l'Angleterre comme inexistant.* »

Il est piquant de constater qu'en 1925, M. Judet m'a brusquement chargé de tous les crimes qu'en 1912, il attribuait à l'Angleterre. C'est moi qui aurais cherché la guerre, c'est moi qui aurais offert à la Russie Constantinople et les détroits, c'est moi qui mériterais tous les reproches que M. Judet adressait jadis, avec la même âpreté, au roi Edouard VII. Lorsque toute la politique de l'Allemagne était dressée contre l'Angleterre, c'était à l'Angleterre que M. Judet réservait ses coups. Aujourd'hui que l'Allemagne a changé d'objectif et que, pour arriver à la révision du traité de paix, elle cherche à rejeter sur le gouvernement français les responsabilités de la catastrophe que l'Empire a déchaînée, c'est contre moi que s'essouffle M. Judet. Il me traite comme il traitait avant la guerre le président Loubet, Waldeck-Rousseau, Delcassé, Clemenceau. Il n'y a là aucune inconséquence ; bien au contraire. M. Judet continue simplement, sous une forme nouvelle, et avec des arguments aussi pitoyables que les anciens, à calomnier une politique qui, en 1912, n'était pas



seulement la mienne, mais celle du gouvernement tout entier et celle de ses diplomates les plus expérimentés, particulièrement de M. Georges Louis. Nous avons pris immédiatement, je n'en disconviens pas, envers la Grande-Bretagne, le contre-pied des théories dont M. Judet s'était fait, dans la presse, une triste spécialité, et qui, exploitées au delà de la Manche, n'avaient pas été sans aggraver en Angleterre l'état d'esprit observé par M. Paul Cambon et par le comte de Lalaing.

J'avais donc tenu, d'abord, non seulement à dissiper tout reste de malentendu entre l'empire britannique et la France, mais à saisir les moindres occasions de rapprochement et de coopération qui s'offraient à moi. Dès le mois de janvier, le cabinet de Londres nous avait, d'ailleurs, donné un précieux témoignage de confiance et d'amitié à propos du voyage à Berlin de son ministre de la Guerre, lord Haldane.

C'était l'empereur d'Allemagne lui-même qui avait habilement provoqué cette visite, à la veille du jour où il se disposait à faire voter un nouveau programme naval. Pour mieux assurer « l'avenir de son pays sur l'eau », il n'avait pas été fâché de s'entendre avec l'Angleterre sur une limitation parallèle des constructions.

Il y avait, en effet, longtemps déjà que la lutte était engagée entre l'Angleterre, qui voulait garder la maîtrise des mers, et l'Allemagne, qui essayait de la conquérir. Le 20 janvier-2 février 1909, l'ambassadeur de Russie à Berlin, M. Osten-Sacken, envoyait à son ministre, qui était alors M. Isvolsky, un télégramme que la propagande allemande, d'ordinaire si zélée, s'est abstenue de répandre : « Les forces maritimes de l'Allemagne

croissent si vite qu'elles menacent la prépondérance de l'Angleterre sur mer et la sûreté de ses flots... Théoriquement, il doit arriver un moment où la prépondérance passera de l'Angleterre à l'Allemagne. Il est donc avantageux pour l'Angleterre de ne pas attendre ce moment et d'abaisser les forces maritimes de l'Allemagne à un niveau qui soit sans danger pour elle. On comprend, par suite, la peur que l'Allemagne a actuellement de l'Angleterre. Cette peur et la conviction générale que l'Angleterre ne permettra pas à l'Allemagne d'augmenter sa flotte sont si grandes que la pensée de prévenir ce danger anglais par une attaque soudaine, « à la japonaise, » à l'aide des treize dirigeables et de la flottille des torpilleurs devient ici une idée fixe (1). »

De 1909 à 1912, une véritable crise d'anglophobie s'était, en effet, développée en Allemagne (2). Tous les partisans de l'expansion coloniale et maritime, la Ligue navale, le comte Reventlow, le grand amiral von Kœster, avaient suscité dans le pays une savante agitation. Le comte Gersdorff écrivait *Les plans de guerre de la flotte anglaise en 1911* ; M. Georges Hartmann publiait son livre : *Guerre ou paix avec l'Angleterre* ; la revue *Ueberall* consacrait un tirage spécial à une étude sur la rivalité anglo-allemande ; le ministère de la Marine lui-même, sous l'inspiration du grand amiral von Tirpitz, faisait composer, en décembre 1911, un numéro de la *Leipziger Illustrierte Zeitung*, où se trouvait exposé, avec

(1) Documents secrets des archives russes. E. Laloy, éditions Bossard.

(2) V. « la Rivalité navale anglo-allemande », par L. DE SAINT-VICTOR DE SAINT-BLANCARD, *le Correspondant*, 10 juin 1912.

cartes et diagrammes à l'appui, un prétendu plan d'agression de la flotte anglaise contre les côtes allemandes ; et cet habile épouvantail était soigneusement placé sous les yeux de Guillaume II, qui, cependant, à en juger par sa correspondance avec Nicolas II, n'avait pas besoin d'être encouragé dans sa haine de l'empire britannique.

Quelques semaines après, Guillaume II exprimait le désir de conférer avec un membre du cabinet de Londres, et le chef du *War Office*, qui passait pour un des plus germanophiles des hommes politiques anglais, partait pour Berlin.

Dans ses *Tableaux d'histoire*, que MM. Charles Appuhn et Pierre Renouvin ont si scrupuleusement analysés, Guillaume II ne parle pas de l'initiative qu'il avait prise (1), mais sir Edward Grey l'avait révélée, comme on va le voir, à M. Paul Cambon. Le gouvernement britannique n'avait pas cru pouvoir écarter les ouvertures impériales. Le frère de lord Haldane devant, pour son propre compte, se rendre à Berlin, le ministre de la Guerre avait été prié de l'accompagner pour tâter le terrain, « in order to explore the ground ». Le sous-secrétaire d'État permanent au *Foreign Office*, sir Arthur Nicolson, augurait mal de cette tentative et avait essayé de l'empêcher. Il craignait que lord Haldane ne pût se déplacer ainsi sans mettre en éveil tout le monde politique et que l'échec de sa démarche n'entraînât un grave mécompte pour l'Angleterre. Mais sir Edward, qui n'avait pas vu sans inquiétude, dans les mois précédents, l'horizon s'assombrir et qui, en dépit de ce qui a été dit,

(1) Introduction aux *Tableaux d'histoire de Guillaume II*, par Ch. APPUHN et Pierre RENOUVIN. Alfred Costes, éd., p. LVII et suiv.



depuis lors, en Allemagne et même dans certains milieux travaillistes de Grande-Bretagne, était animé d'un grand amour de la paix, n'avait pas voulu laisser échapper, si faible fût-elle, une chance d'entente. En outre, comme il s'était récemment trouvé, dans la majorité qui soutenait le cabinet libéral, une petite fraction extrémiste, qui reprochait au gouvernement d'avoir cherché, à propos du Maroc, un conflit avec l'Allemagne, les radicaux qui faisaient partie du ministère avaient le désir assez naturel de fermer la bouche à ces mécontents. Tant y a que le 6 février, lord Haldane était parti pour Berlin, en compagnie d'un grand financier qui y avait partout ses entrées, sir Ernest Cassel. Sir Edward Grey avait eu l'attention de nous renseigner immédiatement. « Lord Haldane, avait-il dit à M. Paul Cambon, est chargé par le gouvernement de voir le chancelier et même l'Empereur, pour rechercher si l'ouverture récente du gouvernement impérial est ou non sérieuse. Lord Haldane devra également tâcher de recueillir des informations sur le chemin de fer de Bagdad. Mais il ne s'agit nullement d'engager des négociations. Nous désirons seulement connaître les intentions du gouvernement allemand et nous enquérir de ses projets de programme naval (1). »

Le 9 février, pendant le séjour de lord Haldane à Berlin, sir E. Goschen, ambassadeur d'Angleterre en Allemagne, était allé voir M. Jules Cam-

(1) Dans son livre récent, *Twenty five years* (1892-1916), t. I<sup>er</sup>, p. 251, le vicomte Grey of Fallodon écrit : « D'après mon souvenir, car on n'a trouvé aucun compte rendu de la conversation, j'informai M. Cambon de la visite projetée et je l'assurai qu'il ne serait rien fait avec l'Allemagne qui pût nous lier les mains. » On voit que le souvenir de l'ancien secrétaire d'État ne l'a point trompé.



bon et lui avait fourni, sur la mission du ministre de la Guerre britannique, des précisions conformes. Si un accord intervenait pour la limitation des armements, il respecterait les proportions actuelles des forces navales et ne troublerait pas l'entente cordiale.

Lord Haldane lui-même avait rendu visite à M. Jules Cambon et lui avait confirmé ces renseignements (1). Mais le 10 février, la veille même du jour où le ministre de la Guerre allait quitter Berlin, le premier lord de l'amirauté, the Right hon. Winston S. Churchill, prononçait un grand discours à Glasgow et ne laissait guère supposer que les pourparlers fussent sur le point d'aboutir. Il proclamait que l'Angleterre était dans l'obligation de maintenir sa suprématie navale et, un peu cavalièrement, il traitait d'objet de luxe la marine allemande. « Quoi qu'il arrive à l'extérieur, s'écriait-il, nous ne hisserons pas le signal de détresse, nous n'appellerons pas à l'aide. »

Quelles étaient les raisons de cette sortie imprévue ? Deux jours plus tard, M. Paul Cambon les apprenait de sir Edward Grey. Le secrétaire d'État

(1) Dans *Twenty five years*, lord Grey est un peu moins affirmatif, au sujet de l'initiative de l'Empereur, qu'il ne l'avait été dans sa conversation avec M. P. Cambon. « Lorsque, dit-il, je fus informé, au commencement de 1912, que l'empereur d'Allemagne accueillerait volontiers la visite d'un ministre anglais pour discuter la question à Berlin, je donnai mon consentement, mais sans beaucoup d'espoir. Cette invitation nous parvint par des voies non officielles. Ce n'est pas à moi qu'elle fut adressée, mais à des membres du cabinet qui passaient pour devoir y être favorables. Je ne me sentais pas très confiant que l'Empereur eût pris une initiative en la matière. Je ne sus jamais si la suggestion émanait réellement d'une source anglaise ou allemande. Mais plusieurs de mes collègues me présentèrent la chose comme ayant fait l'objet d'un vœu de l'Empereur ; et, s'il en était ainsi, c'eût été une grossièreté de répondre par un refus. »

lui confiait que l'initiative du voyage n'était pas venue du cabinet de Londres ; c'était bien l'Empereur qui avait exprimé le désir de voir un membre du gouvernement britannique, pour éclaircir la situation (1). Guillaume II avait marqué une préférence pour une visite de Grey lui-même. Celui-ci, pensant qu'une démarche entreprise par lui donnerait lieu à trop de commentaires, s'était excusé, et le cabinet avait chargé lord Haldane de répondre à l'invitation impériale. Le ministre de la Guerre s'était entretenu surtout avec le chancelier et avec M. de Stumm ; il avait vu une fois l'Empereur et une fois M. de Kiderlen ; mais chose curieuse, ce dernier, qui s'était montré, malgré des allures souvent brutales, l'un des conseillers les plus pacifiques de Guillaume, n'avait pris part à aucun des entretiens officiels ; il semblait avoir perdu une partie de son crédit. Le chancelier et lord Haldane avaient tous deux protesté des intentions conciliantes de leurs gouvernements. « Mais, avait remarqué lord Haldane, si l'Allemagne se livrait à une agression contre une autre puissance que l'Angleterre, le gouvernement britannique réserverait sa liberté d'appréciation et d'action. » Et, parlant de la tension qui s'était produite, l'été précédent, entre l'Allemagne et la France, il avait précisé : « Dans le cas d'une agression de l'Allemagne contre la France, le gouvernement britannique garderait sa liberté d'action. »

On avait alors envisagé la limitation des forces navales. Le chancelier s'était montré disposé à négocier un arrangement. Lord Haldane avait fait

(1) V. VISCOUNT HALDANE, *Before the war*. Londres, 1920, in-8°.

entendre que la proportion actuelle devait être respectée. Mais on était resté dans les généralités. Pour la ligne du Bagdad, qui faisait depuis plusieurs années l'objet de négociations si difficiles, le chancelier s'était déclaré prêt à reconnaître les intérêts spéciaux de l'Angleterre dans le golfe Persique et sur la section du chemin de fer qui y devait aboutir. Mais ici, non plus, on n'avait rien précisé. En retour des intentions bienveillantes qu'il se flattait de témoigner à lord Haldane, le chancelier avait exprimé le vœu que l'Angleterre cédât à l'Allemagne Zanzibar et Pemba. Sir Edward Grey ne cachait pas à M. Paul Cambon que cette demande de contre-partie coloniale n'avait paru au gouvernement anglais susceptible d'aucune suite.

Le mercredi 14 février, à propos de la discussion de l'adresse, M. Bonar Law<sup>t</sup> interrogea le premier ministre sur la « mystérieuse mission » de lord Haldane. M. Asquith répondit : « C'est un fait certain et des plus déplorables que les sentiments traditionnels d'amitié et de bonne volonté entre l'Allemagne et notre pays ont été, dans les quelques derniers mois, sérieusement obscurcis (couverts de nuages, overclouded). On nous a dit, par exemple, qu'il y a en Allemagne une multitude de gens qui croient fermement qu'à certains jours de l'été ou de l'automne de l'an dernier, nous méditions et même nous préparions une agression contre leur pays. Le fait seul que de telles rumeurs puissent trouver créance, non, en vérité, chez le gouvernement allemand, mais dans l'esprit d'Allemands intelligents et bien intentionnés, est certainement en lui-même une circonstance significative et très regrettable. »



M. Asquith donnait ensuite à entendre que, malgré le retour de lord Haldane, les pourparlers n'étaient pas interrompus : « Je ne puis naturellement, au point où nous en sommes, aventurer aucune prédiction ni risquer une anticipation, mais je puis dire que pendant la visite de notre noble ami, il y eut une manifestation non équivoque d'un désir mutuel, sincère et résolu, de mettre nos relations sur un meilleur pied (a better footing), sans bien entendu sacrifier nullement, ni compromettre, d'aucun côté, les rapports spéciaux d'amitié que chacun de nous entretient avec d'autres puissances (1). »

La conversation se poursuivit entre les deux gouvernements. L'Allemagne ne renonçait pas à son dessein ; elle voulait obtenir une promesse de neutralité britannique pour le cas où elle entrerait en guerre contre une autre nation, et particulièrement contre nous. Le cabinet anglais persistait, au contraire, à réserver sa liberté d'action. Les négociations furent rompues et sir Edward Grey s'empessa d'en informer M. Paul Cambon. Je chargeai aussitôt notre ambassadeur de remercier le gouvernement britannique de sa loyauté. Mais le 27 mars, sir Francis Bertie, étant venu me voir, me dit : « Voulez-vous me permettre, mon cher président, d'oublier un instant que je suis ambassadeur ? — Je l'oublie moi-même, si vous m'en priez. — Eh bien ! voici. Sir Edward Grey m'écrit que M. Paul Cambon et vous, vous avez été très satisfaits des assurances que vous a données le gouvernement britannique au sujet de la déclara-

(1) V. House of Commons, Wednesday 14<sup>th</sup> february 1912 *Official Report*, t. XXXIV, n° 31.



tion de neutralité demandée par l'Allemagne. Je suis un peu surpris de votre quiétude. Si cette déclaration n'a point été accordée, il ne s'ensuit pas qu'elle soit définitivement écartée. Ce que l'Allemagne sollicitait de nous, ce n'était pas une simple promesse de neutralité, c'était un engagement de neutralité bienveillante, prétention absurde, une neutralité bienveillante n'étant plus la neutralité. Si extraordinaire que fût cette demande, sir Edward Grey a eu quelque mérite à répondre par un refus. Il est, en effet, entouré de collègues dont plusieurs souhaitent un rapprochement avec l'Allemagne. Cette politique ne me rassure point. Il faut empêcher que la déclaration de neutralité ne soit faite, et elle risque de l'être avant peu, si le gouvernement allemand revient à la charge. On ne nous demande, il est vrai, que de nous engager à rester neutres, au cas où l'Allemagne serait attaquée. Mais qui peut garantir qu'un jour la France, provoquée et menacée par l'Allemagne, ne sera pas forcée de prendre les devants? Non, croyez-moi, il ne faut pas que M. Cambon paraisse satisfait. Si vous faites parler à Londres avec fermeté, on hésitera, sans doute, à commettre la faute que je redoute. »

Bien entendu, je rendis textuellement compte à M. Paul Cambon de cette importante conversation. Je le priai de reprendre immédiatement l'examen de la question avec le secrétaire d'État des Affaires étrangères, sans toutefois découvrir sir Francis Bertie. « Nous avons fait confiance à l'Angleterre, disais-je. Sans que les deux gouvernements fussent liés par une convention écrite, nous avons consenti à ce que notre état-major se mît en relations avec l'état-major anglais et l'initiât ainsi

aux dispositions de nos plans stratégiques. Pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne demandons au gouvernement britannique d'aliéner, en notre faveur, sa liberté d'action ; mais c'est bien le moins qu'il ne l'aliène pas, à notre détriment, par une déclaration de neutralité qui ne pourrait qu'inciter l'Allemagne à renouveler contre nous sa tactique de provocation (1). »

M. Paul Cambon vit sir Edward Grey le 29 mars et lui signala le danger que présenterait la déclaration demandée par l'Allemagne. Pendant les vacances de Pâques, M. de Fleuriau, chargé d'affaires, fit à son tour une démarche auprès du secrétaire d'État permanent, et il insista sur les arguments que le cabinet français croyait utile de développer. La déclaration de neutralité serait, sans doute, exploitée par l'Allemagne, qui chercherait à en tirer parti pour semer la division entre l'Angleterre et la France ; elle pourrait être publiée et ferait, des deux côtés du détroit, le jeu des germanophiles ; elle leur permettrait de saper l'Entente cordiale. Qu'un conflit éclatât entre la France et l'Allemagne, les Anglais progermain s'empareraient de ce texte pour prêcher immédiatement la neutralité ; ils soulevaient des discussions dans la presse, dans le Parlement, peut-être dans le cabinet ; et ils feraient, à tout le moins, perdre un temps précieux à leur gouvernement. La phrase : « England shall make no unprovoked attack upon Germany », par quoi débutait le projet de déclaration était elle-même dangereuse, puisqu'il pouvait être difficile, le jour venu, de donner une preuve péremptoire de la provocation. Sir

(1) 28 mars 1912.

Arthur Nicolson parut fort bien comprendre ces objections et, à titre personnel, il dit à M. de Fleury que, si le gouvernement anglais avait continué la conversation avec le comte Wolff de Metternich, c'était par acquit de conscience, mais que vraisemblablement, on n'aboutirait à rien.

En présence des réserves anglaises, l'Allemagne finit, en effet, par renoncer à toute déclaration, et M. Paul Cambon m'écrivit le 18 avril (1) que nous avions, à son avis, lieu de nous en féliciter. « En Allemagne, me disait-il, l'amiral Tirpitz et son parti sont en communion d'idées avec cette masse de financiers et de gens d'affaires qui, sous l'impulsion de l'empereur Guillaume, se sont jetés à corps perdu dans les entreprises coloniales. Ce parti veut garder ses mains libres de toute entrave du côté de l'Angleterre et il prend si peu au sérieux les essais de conversation entre Londres et Berlin pour la limitation des armements, que, dès le lendemain de l'abandon de la demande de neutralité formulée par le comte Metternich, le budget de la marine allemande était déposé au Reichstag ; il est clair que l'amiral Tirpitz n'avait jamais cru au succès de pourparlers déjà tentés vainement à deux reprises et dont cette troisième tentative démontrait l'inanité. »

M. Paul Cambon était soulagé. Sir A. Nicolson lui avait dit que sir Edward Grey ne l'était pas moins. Mais, d'accord avec moi, notre ambassadeur voulut profiter de ce qui venait de se passer pour essayer de fortifier l'Entente cordiale par des textes précis. « Voyez-vous, dit-il à sir A. Nicolson, il y a une cause de faiblesse dans la situa-

(1) Dépêche de Londres 18 avril 1912, n° 169.

tion de M. Poincaré. Il est plus que personne partisan de l'entente avec l'Angleterre ; mais aux hommes politiques d'importance, à ses collègues du cabinet, aux directeurs de l'opinion française qui l'interrogent, il ne peut pas laisser entendre qu'il existe entre nous d'autres liens que ceux de la sympathie. C'est assez entre deux gouvernements sûrs de leurs intentions réciproques, ce n'est pas assez pour l'opinion ; et les adversaires de l'Angleterre en France (il y en a peu, mais il y en a) proclament que nos rapports avec vous n'offrent aucune sécurité. Je me suis donc demandé si nous ne pourrions pas chercher ensemble une formule qui nous permît de rassurer les esprits inquiets ou incrédules. Je sais que le gouvernement britannique n'a pas le droit de s'engager sans l'autorisation du Parlement ; mais il n'est pas besoin d'accord en partie double, de traité signé et paraphé, nous pourrions nous contenter d'un échange de déclarations. C'est ce que nous aurions fait en 1905 avec lord Lansdowne, si la démission de M. Delcassé n'avait pas coupé court à nos conversations (1). » Sir Arthur Nicolson aurait été personnellement favorable à cet accord, mais il dit que sir Edward Grey ne pouvait le conclure sans en référer au cabinet et exprima la crainte que certains ministres, tournés vers le *Labour party*, n'osassent prendre un engagement de cette sorte. Pour le moment les choses en restèrent là, mais sur mes instructions, M. Paul Cambon renouvela sa tentative quelques mois plus tard, et, comme on le verra, elle ne demeura point tout à fait sans résultat.

(1) Même dépêche.



Les conversations entre l'Allemagne et l'Angleterre ne furent pas, d'ailleurs, complètement abandonnées. Elles évoluèrent vers des questions plus inoffensives et s'attardèrent à des projets d'échange de territoires coloniaux dans l'Afrique du Sud. A aucun moment, la Grande-Bretagne ne fit un geste dont eût à se plaindre l'empire germanique.

Tandis qu'en avril et en mai 1912 la *Deutsche Revue* publiait deux articles très violents contre l'Angleterre, l'un du contre-amiral Kalau von Hofe, l'autre du vice-amiral von Ahlefeld, lord Haldane, présidant à Londres un dîner en l'honneur de l'hôpital allemand, faisait de Guillaume II un éloge enthousiaste : « L'empereur allemand, disait-il, est plus qu'un empereur, c'est un grand homme. » Et dans le *Daily Chronicle* du 29 juin, le baron anglais A. de Rothschild insistait sur la nécessité d'un prochain accord entre la première puissance militaire et la première puissance navale du monde. Le cabinet de Londres lui-même avait pris un soin particulier de ménager l'amour-propre de ses interlocuteurs allemands. Ni au public anglais, ni à nous, il n'avait cru devoir révéler, d'abord, tous les détails des pourparlers. Plus tard seulement, à une époque où c'était surtout à l'Angleterre que l'Allemagne affectait d'attribuer la responsabilité de la guerre, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ayant inséré un compte-rendu semi-officiel des négociations anglo-allemandes, le *Foreign Office* répondit, le 1<sup>er</sup> septembre 1915, sur l'ordre de sir Edward Grey, par une déclaration rectificative, qui décelait enfin les calculs et les manœuvres auxquels s'était livré, en 1912, le gouvernement de Berlin.

Le secrétaire d'État britannique publiait le texte exact des propositions que le chancelier impérial avait faites à lord Haldane, et il ajoutait : « Les conditions, bien que « fair » en apparence, eussent été grossièrement « unfair » et unilatérales dans l'application. » Le ministre démontrait, en effet, que l'Allemagne avait essayé d'attirer l'Angleterre dans un piège. Grâce à la position générale des puissances européennes, et aux engagements diplomatiques qui les liaient, le résultat du projet eût été que l'Allemagne, en cas de conflit européen, fût restée libre de soutenir ses amis, et qu'au contraire, il eût été interdit à l'Angleterre de lever le doigt (*to raise a finger*) pour défendre les siens. L'Allemagne se serait aisément arrangée pour que l'initiative apparente des hostilités dépendît de l'Autriche. Elle aurait su invoquer la nécessité de remplir les obligations de la Triple-Alliance, comme une excuse pour se départir de la neutralité. En revanche, si sérieuse que fût une provocation contre une puissance amie, l'Angleterre n'aurait pu y trouver un motif d'intervention, puisqu'elle n'avait d'alliance avec personne, sinon avec le Portugal et le Japon, et que l'accord proposé prohibait la conclusion d'alliances nouvelles. Devant une si choquante inégalité, sir Edward Grey avait donc rejeté la combinaison du chancelier (1). Il avait cependant consenti à reprendre encore les conversations avec le comte Metternich, ambassadeur d'Allemagne, et avait fait preuve, dans d'in-

(1) Statement issued by the Foreign Office on the 1<sup>st</sup> septembre 1915, published by authority of the Right hon. Sir Ed. Grey, Bart. K. G., M. P., secretary of State for Foreign Affairs. V. également Lord HALDANE, *op. cit.*, p. 65.

terminables entretiens, d'une constante bonne volonté et d'une patience infatigable. Mais il s'était heurté au parti pris de l'Allemagne, qui n'avait d'autre pensée que d'affaiblir l'Entente cordiale et de se réserver pleine liberté d'action sur le continent. M. de Bethmann-Hollweg finit par déclarer que, l'accord semblant impossible, la « nouvelle », c'est-à-dire la nouvelle loi navale allemande, allait suivre son cours dans les conditions où elle avait été présentée au conseil fédéral.

Ces explications complémentaires fournies le 1<sup>er</sup> septembre 1915 par le gouvernement britannique, le premier lord de l'amirauté de 1912, M. Winston Churchill, les a, à son tour, précisées dans un récit émouvant (1). « La nouvelle loi navale était, dit-il, un secret pour les peuples britannique et allemand, mais comme j'en connaissais le but et le caractère et que je la considérais en conjonction avec la loi militaire, j'éprouvai, à ce moment, une profonde impression du danger qui approchait...

« M. Haldane revint de Berlin, et le cabinet fut convoqué pour entendre le compte-rendu de sa mission... M. Haldane rapportait avec lui le texte même de la nouvelle loi navale allemande, ou « nouvelle », comme on l'appelait. Ce texte lui avait été remis par l'Empereur au cours de la discussion. C'était un document technique très étudié. M. Haldane avait eu la prudence de refuser de l'apprécier avant que les experts de l'amirauté l'eussent examiné. Nous le soumîmes à une rigou-

(1) *The World Crisis, 1911-1914*, by the right hon. Winston CHURCHILL, C. H. First Lord of the Admiralty, 1911-1915. V. p. 9, 8, 103 de l'édition anglaise. Une traduction française a été publiée chez M. Payot, éditeur.



reuse analyse. Le résultat fit plus que confirmer ma première impression défavorable. Le trait principal de la nouvelle loi, rapportai-je au cabinet le 14 février, est une extraordinaire augmentation dans la force énorme des navires de toutes classes qui doivent être immédiatement utilisables au cours de l'année. Tandis que précédemment nous comptions en face de nous dix-sept navires de bataille et douze petits cuirassés dans la flotte active de bataille, tous démobilisés dans une large mesure pendant les mois d'hiver, nous devons désormais nous préparer contre vingt-cinq, douze et dix-huit qui n'étaient pas aussi complètement sujets à une démobilisation temporaire. »

Et M. Winston Churchill souligne, par d'autres exemples, l'importance des constructions navales qu'entreprenait l'Allemagne, au moment même où elle réclamait à l'Angleterre une promesse de neutralité. Il apparaît donc qu'après avoir exercé, à Agadir, une pression sur la France, l'Empereur essayait, disons le mot tout cru, de faire chanter l'Angleterre. « Voici mon programme naval ; si vous voulez que je le réduise, garantissez-moi, en cas de guerre européenne, une neutralité bienveillante. »

L'Angleterre a refusé, par loyauté vis-à-vis de la France. Elle a refusé aussi, on peut l'ajouter sans la désobliger, par intérêt bien entendu. Elle savait que, si elle laissait écraser la France, l'Allemagne, devenue maîtresse du continent, aurait dorénavant toute liberté pour chercher sur l'eau le complément de son hégémonie.

Il s'est trouvé un assez grand nombre d'hommes politiques et d'écrivains anglais pour regretter qu'en 1912, M. Asquith, sir Edward Grey et



M. Winston Churchill, n'eussent pas jugé à propos de renseigner l'opinion des deux pays sur toutes les prétentions émises par l'Allemagne au moment de la mission de lord Haldane. C'est ainsi, par exemple, que dans une préface à une brochure de M. Alexander Fleming Campbell, sir John Ross of Bladensburg, K. C. B., K. C. V. O., s'exprime en ces termes (1) : « La mission de lord Haldane est peut-être l'événement le plus significatif qui se soit produit dans les années qui ont immédiatement précédé 1914, car notre gouvernement en a reçu l'avertissement clair et distinct qu'une guerre terrible allait bientôt éclater en Europe. Il devint évident à notre gouvernement que l'Allemagne se préparait pour une autre guerre de pure spoliation ; et en outre, on lui déclara rudement que s'il désirait que le programme naval fût modifié, il devait donner l'assurance que la Grande-Bretagne resterait neutre, au moment où serait bouleversé l'équilibre européen et où la France, liée à nous par tant d'intérêts, serait écrasée. Cette proposition, extraordinairement injurieuse, de trahir bassement nos amis, proposition que M. Asquith eut raison plus tard (2) de dénoncer comme infâme, nous fut froidement faite en 1912, et elle fut alors reçue par notre gouvernement avec un air de déférence, pour ne pas dire de subordination. Lorsqu'une question fut posée à ce sujet devant le Parlement, le premier mi-

(1) How and when the war could have been prevented. (An answer to a question by the right hon. Winston S. CHURCHILL, C. H. in his book, *the World Crisis* (1911-1914), by Alexander Fleming CAMPBELL, 1923. Newry. (Printed by R. Sands, reporter works.)

(2) Le 6 août 1914, à propos de la même proposition renouvelée par l'Allemagne, dans la nuit du 28-29 juillet.

nistre alla jusqu'à nous faire croire que rien n'avait été suggéré dans ces négociations qui pût compromettre nos relations particulières avec la France ; il tint le pays dans l'ignorance de la grave atteinte qu'on avait voulu porter à notre honneur et à notre indépendance, et de l'imminent danger qui nous menaçait, nous Anglais, aussi bien que les puissances amies... Le récit de M. Campbell montre l'importance de la mission Haldane et prouve, en outre, que si notre gouvernement avait eu plus de confiance dans la nation et ne l'avait pas endormie dans une fausse sécurité en donnant à entendre au peuple, contrairement à ce que le cabinet savait être la vérité, que les intentions de l'Allemagne étaient pacifiques, une saine opinion publique eût été créée et eût fait comprendre à l'Allemagne que ses desseins d'agrandissement par la guerre ne pouvaient être réalisés. »

Peut-être M. Alexander Fleming Campbell et sir John Ross of Bladensburg se font-ils des illusions sur l'effet qu'aurait eu la révélation complète des négociations. Je m'explique, en tout cas, le sentiment auquel a obéi le gouvernement anglais. Même au gouvernement français, envers qui il tenait à se montrer, non seulement correct, mais aimable, il ne s'est pas cru en droit de tout dire, et sans l'obligeance de sir Francis Bertie, nous aurions, sans doute, ignoré la partie la plus grave de la manœuvre allemande.

Mais ce qui est maintenant établi par les récits ultérieurs de sir Edward Grey et de M. Winston Churchill, c'est qu'aux mois de février et de mars 1912, l'Allemagne s'efforçait d'enchaîner la liberté de l'Angleterre, qu'elle présentait d'une main au

cabinet de Londres un programme naval menaçant et de l'autre un engagement à signer et que, n'ayant pas réussi dans cette démarche comminatoire, elle a, tout de suite, accru, dans des proportions inouïes, sa force maritime.

Même sans être entièrement renseignés, nous en savions assez pour découvrir, dans l'obscurité de ces tentatives allemandes, des intentions suspectes.

## CHAPITRE VII

L'Entente et les conventions militaires. — Manifestation d'amitié franco-britannique. — Séjour du prince de Galles en France. — Fêtes de Nice et de Cannes.

Notre entente avec l'Angleterre était accompagnée d'accords techniques, établis, d'abord, entre les états-majors militaires et ensuite, à partir de 1912, comme on le verra bientôt, entre les états-majors navals. Mais à aucun moment, ni nous, ni l'Angleterre, nous n'avions aliéné notre liberté respective. Il s'est rencontré, sans doute, au delà du détroit quelques adversaires passionnés de la politique de coopération pour prétendre que le gouvernement britannique s'était irrévocablement engagé envers nous, depuis le jour où, en janvier 1906, lord Haldane était entré en conversation avec l'attaché militaire de France (1). De même, en France, M. Fabre Luce, qui se plaît à donner au jeu des paradoxes les apparences du raisonnement, intitule bravement un de ses chapitres : « L'Angleterre enchaînée. » Il suffit cependant de lire dans le livre de lord Haldane (2) le récit des conférences qu'ont tenues, de 1906 à 1913, les

(1) V. notamment LOREBURN, *How war came*. — E. G. JELlicoe, *Playing the Game*, John Long, Ltd. London.

(2) *Before the war*.



deux états-majors, pour voir que les préparatifs de défense commune n'ont jamais été étudiés qu'à titre conditionnel, chacun des deux gouvernements conservant la pleine maîtrise de sa décision. C'est ce qui ressort également avec clarté de l'intéressant ouvrage de M. Asquith (1). M. Mc Kinnen Wood, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, était donc parfaitement autorisé à déclarer, le 8 mars 1911, devant la Chambre des Communes, que la Grande-Bretagne ne s'était pas obligée à envoyer des troupes sur le continent. Sir Edward Grey ne disait, à son tour, que la vérité, lorsqu'il affirmait, une quinzaine plus tard, que le gouvernement britannique n'avait contracté envers nous aucun engagement secret. M. Asquith, enfin, n'avancait rien que d'incontestable, lorsque, le 6 décembre 1911, il renouvelait, en sa qualité de premier ministre, les déclarations de son collègue et niait qu'il y eût, de la part de l'Angleterre, en dehors des accords de 1904, aucune promesse faite à la France.

En tenant ce langage, M. Asquith savait qu'il ne disait rien qui nous pût blesser, puisque nous n'ignorions pas nous-mêmes cette absence d'obligations réciproques. En 1911, au cours d'une conférence entre le regretté général Wilson et le général Dubail, on avait « élucidé des questions essentielles et prévu des mesures préparatoires indispensables pour assurer, le cas échéant, dans les meilleures conditions possibles, la coopération effective des armées coalisées. » En vue de parer à une agression allemande, un accord hypothétique s'était établi entre spécialistes sur les points

(1) *Genesis of the war.*

suivants : composition de l'armée anglaise de débarquement, transports maritimes, descente sur le territoire français et séjour dans des camps temporaires, transports en chemin de fer, zone de concentration, date de l'achèvement des transports, alimentation. Mais il n'y avait aucun pacte diplomatique, même défensif ; les gouvernements avaient connu et autorisé ces conversations entre états-majors ; eux-mêmes, ils n'étaient nullement liés.

On ne sait que trop, d'ailleurs, que, même après les lettres échangées, les 22 et 23 novembre 1912, entre M. Cambon et sir Edward Grey, dans des circonstances que je préciserai, l'Angleterre s'est parfaitement considérée, en 1914, comme maîtresse de son choix. Pour ma part je me serais félicité qu'elle fût engagée. Mais elle ne l'était point, et si nous avions l'espoir qu'elle nous assisterait, le cas échéant, contre une agression allemande, nous n'en avons point la certitude. Il était permis, à cet égard, de se livrer à des suppositions diverses. Comme le général Wilson s'était montré en septembre 1911 assez affirmatif, notre état-major avait lui-même confiance que, si nous étions attaqués, l'Angleterre interviendrait. M. le président Fallières, qui ne croyait, avec raison, qu'aux traités positifs, était, au contraire, assez sceptique et, à plusieurs reprises, il m'avait mis en garde contre des conclusions trop optimistes.

Pour essayer d'opposer un démenti aux déclarations réitérées du gouvernement britannique, et de prouver qu'il s'était « enchaîné », M. Fabre-Luce invoque trois documents. D'abord, une lettre de M. Isvolsky à M. Sazonoff, en date du 6 juin 1912, qu'il résume ainsi : « M. Poincaré dé-

clare à Isvolsky qu'il n'y a pas lieu de souhaiter la transformation de l'entente en alliance, les événements des derniers temps ayant prouvé que, dans la situation actuelle de l'Europe, la communauté d'intérêts entre la France et l'Angleterre, et l'entente qui en résulte, sont si grands et si incontestables que, par là, l'accord de la politique des deux États, dans n'importe quel cas de complications sérieuses, est garanti d'une façon tout à fait suffisante. » Et M. Fabre-Luce arrête là sa citation, mais la lettre de M. Isvolsky à laquelle il se réfère continue en ces termes : « La signature de tel ou tel autre acte formel, même si l'on suppose qu'elle soit compatible avec la constitution française ou anglaise, ne renfermerait, en aucune manière, cette garantie. Car même dans le cas de l'existence d'un semblable accord, la déclaration publique récente d'Asquith, que le gouvernement anglais, au moment décisif, ne prendrait que la décision qui lui serait dictée par la nation anglaise, garderait toute sa force. » Voilà comment M. Fabre-Luce asservit les faits et les pièces à ses théories préconçues. Une phrase contredit ses affirmations ; il la supprime.

Les deux autres documents auxquels il fait allusion sont, en premier lieu, le rapport que M. Sazonoff a rédigé, en août 1912, sur ma visite à Saint-Petersbourg et que j'aurai moi-même l'occasion de citer ; puis un second rapport que le ministre russe a dressé, en septembre, à propos de son séjour au château de Balmoral. M. Sazonoff écrit, d'abord, cette phrase, que M. Fabre-Luce néglige de reproduire : « Le premier ministre français me confia que, bien qu'il n'existât entre la France et l'Angleterre aucun



traité écrit, les états-majors des armées de terre et ceux de mer des deux États étaient néanmoins en étroit contact et s'informaient sans cesse et réciproquement, avec une entière franchise, de tout ce qui pouvait les intéresser. » J'avais, en effet, donné ces renseignements à M. Sazonoff, en précisant, d'ailleurs, que pour la marine, le contact venait seulement d'être pris, en 1912, sous les auspices de M. Winston Churchill et de M. Delcassé. J'avais ajouté que, pour l'armée de terre, les plans de 1911 prévoyaient la possibilité d'un débarquement de plus de cent mille hommes. Si la traduction du *Livre noir* est exacte, M. Sazonoff aurait cru que je voyais dans ces accords militaires une promesse de concours du gouvernement anglais. Telle n'était pas et telle ne pouvait être ma pensée. Si j'avais eu cette confiance au mois d'août, comment aurais-je cherché à augmenter les garanties de la France en négociant plus tard les lettres de novembre, qui, tout en accentuant notre entente, ne nous apportèrent pas elles-mêmes un engagement de l'Angleterre ? Chose plus étrange encore : dans son rapport de septembre sur ses entretiens de Balmoral, M. Sazonoff aurait, d'après le *Livre noir*, écrit ces lignes : « Grey me confirme spontanément ce que je savais déjà par Poincaré : l'existence d'un arrangement entre la France et l'Angleterre, en vertu duquel, dans le cas d'une guerre avec l'Allemagne, l'Angleterre a contracté l'obligation de prêter à la France son concours non seulement sur mer, mais aussi sur terre au moyen d'une descente de troupes sur le continent. » Sir Edward Grey n'a certainement pas parlé d'obligation, puisqu'il n'y en avait aucune, puisqu'il a toujours refusé d'en contracter une,



et puisqu'il a constamment répété à la Chambre des Communes qu'il n'en avait pas assumé et n'en assumerait point. Ou le *Livre noir* a mal traduit les paroles de M. Sazonoff, ou M. Sazonoff s'est mépris sur celles de ses interlocuteurs. Jamais l'Angleterre n'a voulu attacher son sort à celui de la France et, comme je l'avais dit à M. Isvolsky, jamais je n'ai cru qu'il fût possible de le lui demander.

Le gouvernement conservateur avait pu songer à une alliance en 1905 ; le gouvernement libéral n'en voulait pas. A mesure cependant que passaient les années, les rapports des deux peuples devenaient plus étroits. L'entente de 1904, la seule qui fût consacrée par des textes diplomatiques, avait eu des objets précis et limités, le Maroc, l'Égypte, Terre-Neuve ; mais, comme elle avait mis fin, par là même, à tous les dissentiements qui s'étaient jusque-là produits entre la France et l'Angleterre, elle avait ensuite facilité de continuels échanges de vues sur les questions qu'avaient à régler les cabinets des deux pays. Il était alors beaucoup plus aisé qu'aujourd'hui d'accorder journellement la politique de Paris et celle de Londres. Les problèmes étaient moins nombreux, moins complexes, et, en général, moins graves. L'Angleterre tenait, sans doute, à entretenir avec l'Allemagne des rapports amicaux, mais elle se rendait compte des dangers que faisait courir à la paix un impérialisme tumultueux, qui, après avoir déjà faussé les conditions de l'équilibre continental, aspirait ouvertement à la domination des mers. Elle cherchait donc moins à garder, entre l'Allemagne et la France, l'immobilité égoïste d'un spectateur désintéressé ou à

s'arroger les fonctions supérieures d'un arbitre insulaire, qu'à participer, avec la nation jugée la plus faible, à la défense des droits de l'Europe contre la plus forte et la plus redoutable. Combien de fois n'ai-je pas regretté, depuis la guerre, ces heures charmantes du passé, où jamais l'intimité des deux peuples n'était troublée, ni par le soupçon, ni par la défiance, ni par l'esprit de rivalité ! Le gouvernement britannique, loin d'éviter les occasions de nous témoigner sa sympathie, cherchait à les multiplier ; et de notre côté, nous ne voyions qu'avantage à manifester une entente qui nous apparaissait comme un des meilleurs gages de paix.

Au mois de mars, le marquis de Breteuil, qu'Édouard VII avait honoré de son amitié, avait été appelé en Angleterre par le roi George V, qui lui avait dit avec sa simplicité et sa modestie accoutumées : « J'ai toujours souffert de mal connaître la France et de ne pas parler couramment le français. Mais, lorsque j'étais enfant, on ne pouvait prévoir que je régnerais. Je ne veux pas que mon fils ait à se plaindre plus tard de quelque infériorité. Je tiens à ce qu'il connaisse parfaitement votre pays. Ne consentiriez-vous pas à le recevoir chez vous pendant quatre ou cinq mois ? » M. de Breteuil s'était naturellement mis à la disposition du jeune prince de Galles. Il fut convenu que le voyage ne prendrait aucun caractère officiel. Il y aurait simplement, à l'arrivée, échange de visites avec le président de la République et avec le président du Conseil. Puis l'héritier du trône mènerait la vie de famille, dans l'hôtel de Breteuil, avenue du Bois-de-Boulogne, sous le nom de lord Chester. Né le 23 juin 1894, Édouard-Albert,

prince de Galles, n'était pas loin de sa dix-huitième année, au moment où il s'installait à Paris, mais il paraissait beaucoup plus jeune. Il avait les allures d'un adolescent timide et délicat. Je l'ai vu bien souvent depuis lors, tantôt en des journées tragiques, tantôt en des heures de fête. En 1912, je ne prévoyais guère ces futures rencontres. J'eus pourtant avec lui, durant son séjour, d'intéressantes conversations à l'Élysée, au ministère, chez M. de Breteuil, pendant ou après des déjeuners sans cérémonie. Le jour de ses dix-huit ans, le président de la République lui remit, sur ma proposition, à l'occasion de sa majorité princière, le grand cordon de la Légion d'honneur, qu'il reçut avec reconnaissance et confusion, comme une jeune fille, autorisée par sa mère, eût accepté un bijou. Sous une apparence presque craintive, il était grave et réfléchi. Préoccupé surtout de problèmes pratiques, déjà versé dans les questions industrielles et maritimes, passionné de yachting, avide de s'instruire, il gardait une attitude discrète et volontairement effacée. D'une sobriété remarquable, il n'avait pour la bonne chère parisienne qu'une dédaigneuse indifférence. Je lui ménageai des facilités pour la visite des monuments et des musées, ainsi que pour la fréquentation des théâtres. M. Escoffier fut chargé de lui enseigner l'histoire de France. Tout fut fait par le gouvernement et par M. de Breteuil pour que le jeune prince apprît à connaître et à aimer notre pays. La presse anglaise fut unanimement satisfaite de cet accueil. Au mois de juillet, lorsque le prince de Galles quitta la France, parlant notre langue sans incorrection et sans effort, le marquis de Breteuil, après m'avoir exprimé les nouveaux



remerciements de son hôte, m'écrivit : « Le jeune prince, j'en suis certain, emporte une impression profonde de ce qu'il a vu et une véritable sympathie pour la France et les Français, bien décidé, me répète-t-il à tout moment, à revenir le plus souvent possible. Aussi je crois que nous avons obtenu le résultat que nous souhaitions, et vous l'avez grandement facilité. »

Le 2 avril, en se félicitant, comme tous les autres journaux d'outre-Manche, de l'arrivée de « Lord Chester » à Paris, la *Pall Mall Gazette* avait remarqué : « C'est une circonstance qui mérite d'être soulignée que le séjour du prince de Galles en France coïncidera avec l'hommage que les Français vont rendre à Nice et à Cannes à la reine Victoria et au roi Édouard. » Les cérémonies dont parlait la *Pall Mall Gazette* avaient été, en effet, préparées, pour les 12 et 13 avril, par le gouvernement français, d'accord avec sir Francis Bertie et avec les municipalités des deux villes où devaient être inaugurées les statues des souverains. Après les marques d'amitié que l'Angleterre venait de donner à la France, nous n'avions pas cru inutile cette manifestation d'entente cordiale.

Les fêtes avaient commencé, à Nice, sur la promenade des Anglais, par une grande revue navale et militaire. La tribune officielle avait été dressée devant le monument de Gambetta et séparée de la chaussée par un parterre de cyclamens, de tulipes et de bégonias. D'un côté, une loge était réservée au roi Gustave V de Suède, qui était en villégiature à Nice, au grand-duc Michel de Russie, qui résidait à Cannes, aux grandes-duchesses de Mecklembourg-Schwerin et de Saxe-Cobourg-Gotha, et au prince Albert de Monaco. De l'autre



côté, une loge semblable était destinée au Maharadja de Kapurthala et à sa suite. Les rues, les quais, les avenues, étaient envahis par une multitude enthousiaste. J'avais auprès de moi sir Francis Bertie, les ministres de la Guerre et de la Marine, le vice-amiral Boué de Lapeyrère, commandant en chef de la première armée navale de la Méditerranée, le vice-amiral Auvert, commandant de l'escadre légère, le contre-amiral Douglas Gamble, commandant de l'escadre britannique, le général Mercier-Millon, commandant du 15<sup>e</sup> corps, MM. Paul Deschanel, Pierre Baudin et un grand nombre d'autres hommes politiques. Les marins de l'escadre anglaise, débarqués le matin pour prendre part au défilé, avaient ouvert la marche. La tête couverte du large chapeau de paille qui distinguait la tenue d'été, les jambes bien prises dans des molletières de toile kaki, l'allure martiale, ils s'avançaient d'un pas rythmé. Derrière eux venaient les Blue Jackets, dont l'uniforme azuré rivalisait avec le ciel méditerranéen. Ils traînaient leurs canons de débarquement et les longs fûts d'acier poli luisaient sous le soleil. Puis c'était le tour des Red Jackets, dont les casques coloniaux, d'une blancheur immaculée, et les tuniques écarlates excitaient, sur tout le parcours, la curiosité de la foule. Au passage de chaque groupe, retentissaient les acclamations et les cris de : « Vive l'Angleterre ! » Un accueil non moins chaleureux fut fait à nos compagnies de débarquement. Défilèrent successivement les marins des bâtiments qui étaient venus mouiller dans la baie des Anges, *Voltaire*, *Condorcet*, *Danton*, *Mirabeau*, *Vergniaud*, *Diderot*, *Waldeck-Rousseau*, *Ernest-Renan*, *Edgar-Quinet*, *Victor-Hugo*, *Jules-*

*Ferry*. Passèrent ensuite chasseurs alpins, fantassins et marsouins, artillerie de campagne et hussards. Alertes et bien entraînées, les troupes soulevaient, autour d'elles, l'admiration populaire. Les aéroplanes, surtout, furent salués de clameurs frénétiques. Impossible d'imaginer spectacle plus émouvant dans un plus splendide décor. Le défilé avait pour toile de fond le bleu du ciel et de la Méditerranée. Sur l'immensité d'un horizon lumineux, se détachaient les profils de nos plus belles unités navales. A un signal donné, tous les bâtiments se mirent en marche, dans le sens opposé à la parade terrestre; et, après avoir tiré, devant les tribunes, les salves réglementaires, le cortège grandiose s'enfonça dans le lointain et peu à peu s'évanouit.

Accompagné de mon chef de cabinet, M. Döschner, je me rendis alors à l'hôtel où était descendu le roi de Suède. Gustave V, que j'ai vu, deux ans plus tard, se promener sans aucun appareil dans les rues de Stockholm, vivait à Nice en simple particulier. Il me reçut avec une extrême affabilité. Je lui dis combien vif était notre désir d'entretenir avec son pays des relations amicales; il me parla de la France avec sympathie et de Nice avec reconnaissance.

L'après-midi, à Cimiez, devant le monument de la reine Victoria, exécuté par le sculpteur Louis Maubert, la population ne se montra pas moins frémissante que dans la matinée. Chaque fois qu'elle entendait la *Marseillaise* ou le *God Save the King*, c'était des vivats sans fin. L'ambassadeur d'Angleterre, qui avait grand air dans son uniforme chamarré, fut l'objet d'ardentes ovations. Lorsqu'il se leva pour parler, ce fut du délire.



S. A. LE PRINCE DE GALLES EN 1912





Après avoir prononcé l'éloge de la reine Victoria et de Nice, il ajouta que le roi, son auguste souverain, lui avait fait le grand honneur de le désigner comme son représentant spécial à l'inauguration de la statue et il conclut : « Le roi a vu, dans l'intention de M. le président du Conseil d'assister à cette cérémonie, une nouvelle marque du respect qui a toujours été témoigné envers la reine Victoria par le gouvernement et le peuple français, et Sa Majesté lui en est très reconnaissante. Elle se réjouit que les marins anglais et français soient associés à la revue de ce matin et à la cérémonie de cette après-midi. Ce sont de nouvelles preuves des liens d'amitié qui unissent si heureusement la France et l'Angleterre pour le bien des deux pays. »

A mon tour, je m'efforçai ensuite de rendre à la reine un hommage convenablement motivé, plutôt que de développer des considérations politiques, qui devaient naturellement trouver place, le lendemain, dans un éloge d'Édouard VII. « Voici bien, disais-je, la vieille reine, telle que vous l'avez connue, messieurs, de 1896 à 1899. Vénérable et maternelle, vêtue avec sa simplicité coutumière, assise avec une dignité sans apprêt, elle incline doucement un visage grave et attentif vers les jeunes filles qui, dans un groupe harmonieux, symbolisent à ses pieds les villes où elle a séjourné. D'un geste élégant et souple, Nice tend une gerbe à la reine. Cannes, qui, elle aussi, apporte une brassée de fleurs, pose délicatement la main sur la gracieuse Menton, qui présente une offrande de citrons et de fruits variés, tandis que Grasse, à demi agenouillée, détache quelques tiges du bouquet dont elle est déchargée et fleurit l'écusson

royal. » Puis, j'imaginai la reine s'attardant, devant le panorama de Cimiez, au souvenir des années défunctes et j'évoquais les principaux épisodes de sa longue vie, depuis le jour où, âgée de dix-huit ans, elle avait reçu, en tremblant, l'archevêque de Canterbury et le lord Chambellan, qui étaient venus lui annoncer la mort de Guillaume IV et l'informer qu'elle avait à ceindre la couronne. Je rappelais ses débuts incertains et anxieux ; les joies d'un mariage où le cœur avait eu plus de place que les convenances de cour ; les vingt et une années de bonheur conjugal ; la visite au château d'Eu, sous le règne de Louis-Philippe, la première qu'un souverain de Grande-Bretagne eût faite en France à un chef d'État, depuis l'entrevue de Henri VIII et de François I<sup>er</sup> au camp du Drap d'or ; un agréable séjour à Paris en 1855 ; l'enchantement d'une promenade à Versailles et à Trianon ; l'austérité des devoirs officiels à Buckingham Palace et à Windsor ; le bienfaisant contraste des résidences préférées et des retraites intimes, telles qu'Osborne ou Balmoral ; puis, tout à coup, le malheur qui s'abattait sur la reine, le foyer royal inopinément détruit, le prince Albert emporté par la fièvre typhoïde. « Vous savez, disais-je, quel douloureux conflit cette mort provoqua dans l'âme de la reine, entre ses sentiments personnels et ses obligations publiques. La royauté fut si lourde à son veuvage qu'elle essaya de se dérober au monde et qu'elle demeura cinq ans sans ouvrir elle-même les sessions du Parlement. Mais ceux qui gouvernent les hommes n'ont pas même droit à la souffrance : la reine reprit lentement le chemin des cérémonies traditionnelles. Jamais, d'ailleurs, elle ne s'était soustraite aux

charges essentielles du pouvoir. Elle avait une conception très élevée de sa mission royale et, convaincue que le souverain représentait, sous une forme individuelle, la conscience collective du peuple anglais, elle était fort attachée aux prérogatives de la couronne. Reine constitutionnelle, elle se fût gardée d'empiéter sur l'autorité et sur l'indépendance des ministres responsables ; mais elle surveillait de haut les grands intérêts du pays, elle étudiait elle-même, avec une attention vigilante, toutes les affaires d'ordre général et, surtout dans les questions de politique étrangère, elle mettait au service de la diplomatie britannique le prestige grandissant que la parenté et l'alliance lui avaient assuré sur nombre de familles régnantes. On a pu mesurer le légitime ascendant qu'elle avait acquis sur les nations et sur les gouvernements, lorsqu'ont été célébrés, en 1887 et en 1897, les cinquantième et soixantième anniversaires de son avènement. Nulle solennité officielle ne ressembla davantage à une apothéose. Fils, gendres et petits-fils de la reine formaient une longue cavalcade princière ; les rois s'avançaient en procession ; des rajahs, revêtus de costumes éclatants, étaient venus apporter leurs hommages à celle qui, depuis 1877, avait ajouté à son titre héréditaire le nom triomphal et nouveau d'impératrice des Indes ; des Canadiens, des Australiens, des Africains du Sud, des blancs, des nègres et des jaunes, étaient accourus pour rendre à la métropole le tribut universel du loyalisme colonial. » En terminant, j'insistais sur les vertus privées de la reine et je montrais comment elle avait acquis par sa bonté la respectueuse reconnaissance de la population niçoise.

Sir Francis, qui avait une grande vénération pour la vieille souveraine, me remercia avec effusion et le soir, au dîner offert par M. de Joly, préfet des Alpes-Maritimes, après que j'eus levé mon verre en l'honneur du roi George, de la reine Mary, de la reine Alexandra et du prince de Galles, hôte de la France, l'ambassadeur, très sincèrement ému, me répondit : « Monsieur le président du Conseil, je vous remercie de tout cœur des paroles que vous avez prononcées en portant un toast à Sa Majesté mon auguste souverain. Je suis très fier d'avoir été chargé par S. M. le roi de le représenter aux belles fêtes organisées en souvenir de la reine Victoria et du roi Édouard. Quant aux paroles flatteuses dont vous avez bien voulu vous servir à mon égard, j'en suis confus. Elles sont sans doute inspirées par l'amitié que vous me portez. Je vous en remercie et je vous exprime aussi ma reconnaissance de l'éloquent discours que vous avez bien voulu faire cette après-midi au sujet de la bien-aimée reine Victoria. Ce discours sera hautement apprécié par S. M. mon roi et par toute la famille royale. Sa Majesté a été particulièrement heureuse d'envoyer dans les eaux françaises une escadre de la flotte pour que des compagnies de débarquement pussent prendre part avec leurs camarades de la marine française au défilé de ce matin et à la cérémonie de cette après-midi. Je ne manquerai pas de rendre compte à Sa Majesté de l'accueil chaleureux qui a été fait aux marins et à l'infanterie de marine anglaise par le peuple niçois et des bonnes paroles que vous venez de m'adresser à leur égard. »

Le lendemain matin, les deux escadres française et britannique se trouvaient réunies au golfe



Juan. Le ciel restait pur, mais il soufflait un vent d'est très violent et bien que la rade fût abritée par la Garoupe, la mer était démontée. La visite que nous devions faire au *Good Hope*, qui battait pavillon du vice-amiral sir Douglas Gamble, ne s'accomplit pas sans encombre. Le cortège ministériel gagna Vallauris en automobiles, dans une nuée de poussière. Des vedettes nous attendaient à l'embarcadère. Elles nous transportèrent, malgré les coups de lame et les embruns, jusqu'au point où le bâtiment anglais avait jeté l'ancre et se tenait immobile, parmi les moutons blancs. L'accostage ne fut pas aisé et, craignant pour les habits noirs et les uniformes, une partie de notre suite renonça à monter sur le cuirassé. Sir Douglas Gamble nous accueillit à la coupée, avec un sourire où perçait une indulgente ironie. Les Red Jackets, massés sur le pont, rendaient les honneurs ; la musique du bord jouait la *Marseillaise*. Une heure plus tard, nous étions à Cannes, où le maire, M. Gazagnaire, et la municipalité nous offraient un banquet. Si chaleureuse que fût la réception, je ne pouvais me défendre de regretter celle qui m'avait été faite à la mairie quelques mois auparavant, lorsque j'étais venu plaider pour la ville devant le tribunal de Grasse. Les temps étaient changés. J'avais rompu avec la liberté. Pour peu de mois sans doute. M. Judet lui-même me reprochait dans *l'Eclair* de songer au Palais avec mélancolie.

Sur l'esplanade, s'élevait le beau monument de Denys Puech. Au sommet du piédestal, Édouard, prince de Galles, était représenté en élégant et robuste yachtsman, tel que l'avait connu jadis la population cannaise.

« C'est grâce aux fréquentes visites que le roi a faites aux diverses parties de la France avant son avènement au trône, dit sir Francis Bertie dans son discours, que Sa Majesté a pu se rendre personnellement compte des sentiments du peuple français et de l'opportunité d'établir entre les deux pays voisins des relations de vraie et cordiale amitié. Le désir du roi Édouard a été pleinement réalisé. La présence ici de M. le président du Conseil et l'association des marins anglais et français à l'inauguration du monument du prince de Galles à Cannes, aussi bien qu'à la cérémonie d'hier à Nice, en sont d'heureuses indications. »

Pendant que l'ambassadeur prononçait ces paroles, les croiseurs anglais *Good Hope*, *Suffolk* et *Lancaster* étaient venus, sur une mer que le vent d'est continuait à fouetter, mouiller en face du monument. Une longue théorie de yachts aux pavillons multicolores était rangée devant eux et ballottée au caprice des vagues. Les unités de la flotte française s'approchaient pour défiler entre les deux lignes.

Je commençai par tracer un rapide portrait du prince de Galles. J'avais connu le roi Édouard VII en 1906, lorsqu'il était venu à Paris et avait été reçu par le président Fallières ; j'étais ministre des Finances ; il avait bien voulu causer longuement avec moi ; j'étais donc en mesure de traduire des impressions personnelles. « Chacun de nous, dis-je, se rappelle cette noble aisance, ce bon sens aiguisé, cette spirituelle bonhomie, cette diplomatie instinctive, cet art suprême d'adaptation, qui étaient les caractéristiques de son génie. Sans jamais forcer sa nature, il était partout égal à lui-même et partout égal aux circonstances. Rompu

à tous les sports, il avait l'intelligence largement ouverte aux lettres, aux sciences et aux arts. Il s'élevait et se baissait sans peine au niveau des grandes et des petites questions. Il était chez lui à Cannes comme à Paris, chez lui à Paris comme à Londres, chez lui dans les palais comme dans les maisons les plus modestes. Aussi éloigné de la mise en scène que de la familiarité, il s'assouplissait sans effort aux conditions variables d'une existence qui ne lui laissa rien ignorer des plaisirs, des tristesses et des honneurs terrestres. Il avait rempli, pendant plus d'un demi-siècle, avec un tact admirable, le rôle délicat d'héritier présomptif et cette longue préparation à la royauté avait été pour lui une incomparable école de finesse et de discrétion. »

Je suivais le prince de Galles à travers le monde et j'ajoutais : « Chaque fois qu'il revenait en France, il pénétrait plus avant dans l'examen de notre société, de nos mœurs, de nos institutions ; il entrait en relations avec nos littérateurs, nos artistes, nos hommes d'État, et il essayait sur eux cette science de plaire où il était passé maître et où il n'avait même pas eu à redouter la rivalité de Gambetta. Lorsqu'à soixante ans, il monta sur le trône, toutes ces ressources accumulées de prudence, de sagesse et d'habileté éclatèrent en brillantes qualités politiques. Lentement initié aux mystères des chancelleries et aux usages des cours, il connaissait mieux que quiconque, en Angleterre et au dehors, le caractère des individus, la pensée des gouvernements, les sentiments des gouvernés ; il savait, de tout homme et de toute chose, le fort et le faible, l'apparence et la réalité ; il était informé des ressources financières, militaires et na-

vales de toutes les nations européennes ; et il était résolu, par avance, à mettre ses informations, son expérience et sa subtilité naturelle au service d'une politique très ferme et très loyale de paix et d'équilibre. »

Cette politique de paix et d'équilibre, je montrais comment il l'avait conçue et pratiquée. « Il se garda de rompre brusquement avec le passé ; il n'arracha pas violemment l'Angleterre au splendide isolement dans lequel elle s'était enfermée ; c'est avec méthode et circonspection qu'il prépara l'évolution nécessaire ; c'est avec mesure et douceur qu'il pesa sur le gouvernail pour modifier la direction. »

Ayant su par M. Paul Cambon et par sir Francis Bertie que le cabinet britannique tenait beaucoup à ce que le roi ne fût pas représenté comme s'étant jamais substitué au gouvernement responsable (1), je continuais : « Son influence ne se fit, d'ailleurs, sentir que dans les limites où son rôle constitutionnel lui permettait de la laisser agir. Comme le rappelait sir Edward Grey au mois de mars 1909, l'action du roi, dans la politique extérieure, ne se pouvait exercer que par l'entremise normale du *Foreign Office* ; mais sir Edward Grey ajoutait avec raison que les visites du roi aux cours et aux nations étrangères avaient été précieuses pour la Grande-Bretagne ; et cela, disait l'éminent homme d'État, parce que le roi possédait un don spécial qui n'a jamais été dépassé, le don d'inspirer aux gouvernements et aux peuples une légitime confiance dans le bon vouloir du peuple et du

(1) Cette accusation n'a pas été seulement portée contre Édouard VII en Allemagne, mais parfois même en Angleterre. V. *Playing the Game*, by G. G. JELlicoe. John Long, Ltd. London.



gouvernement anglais. C'est cette confiance qu'Edouard VII a immédiatement inspirée à la France, lorsqu'il est revenu, comme roi, dans le pays que, prince de Galles, il avait tant aimé à fréquenter. »

Je précisais alors les circonstances dans lesquelles était née l'Entente cordiale : « Près de neuf ans se sont écoulés depuis cette visite mémorable, qui a si heureusement mis fin à de longs malentendus et si étroitement rapproché deux peuples faits pour se comprendre et pour s'estimer. Des nombreuses questions coloniales qui avaient autrefois divisé la France et l'Angleterre, aucune ne semblait plus présenter de difficultés insurmontables ; un effort réciproque de conciliation pouvait aboutir à liquider le passé et à dégager l'avenir. Edouard VII mesura d'un coup d'œil rapide l'œuvre à accomplir ; il entrevit immédiatement comme possible et désirable une combinaison qui, sans rompre en Europe aucune des ententes et des alliances existantes, *sans avoir contre personne un caractère provocant ou offensif, associerait dans un désir commun de paix et de travail deux des nations européennes les plus riches par leurs ressources économiques et financières, les plus glorieuses par leur histoire, les plus libres par leurs institutions politiques.* »

Je n'hésitais pas, on le voit, à marquer publiquement que cette entente pacifique avait sur notre alliance avec la Russie l'avantage d'unir entre elles deux démocraties semblablement organisées. « En grand réaliste qu'il était, poursuivais-je, il se dit, en même temps, que pour consacrer cet accord, il n'était peut-être pas indispensable d'en faire l'objet d'un contrat solennel, couché sur par-

chemin, et que, pour garantir la solidité et la durée de l'Entente, il suffisait d'accoutumer les deux peuples à se connaître et à s'apprécier, de créer entre eux des raisons permanentes de sympathie mutuelle et d'établir entre les deux gouvernements des relations de franchise cordiale et de scrupuleuse loyauté. »

Je revenais brièvement aux diverses étapes de cette politique, discours prononcés par le roi le 1<sup>er</sup> et le 2 mai 1903, à la Chambre de commerce anglaise de Paris et à l'Hôtel de Ville, voyage à Londres de MM. Loubet et Delcassé, visite des marins britanniques à Brest, visite des marins français à Portsmouth, convention du 8 avril 1904 ; et j'insistais encore sur le caractère pacifique de l'Entente : « Lorsque, après s'être ainsi rapprochée de la France, l'Angleterre, quelques années plus tard, tendit la main à la Russie, l'équilibre des forces européennes se trouva moins instable, et la paix elle-même moins précaire.

« Édouard VII était, en effet, pacifique par tempérament et par goût, aussi bien que par raisonnement, et, s'il se plaisait à appeler la France la meilleure amie de l'Angleterre, il ne donnait certes pas à cette amitié une signification dont d'autres nations pussent légitimement s'inquiéter. Ce n'est pas dans un esprit différent que la France a elle-même pratiqué cette politique d'entente et que, depuis la mort d'Édouard VII, elle y a fidèlement persévéré. *Si le bienfait de la paix est précieux à tous les peuples, il est particulièrement nécessaire à une démocratie républicaine, qui cherche patiemment dans le travail, dans l'ordre et dans l'activité productrice, plus de bien-être, de prospérité et de justice sociale.* La France, attentive à sa

tâche intérieure, ne songe à attaquer ni à provoquer personne autour d'elle ; mais elle a clairement conscience que pour n'être elle-même ni attaquée, ni provoquée, elle a besoin d'entretenir, sur terre et sur mer, des forces capables de faire respecter son honneur et de défendre ses intérêts. C'est sur ses propres ressources en hommes et en argent, c'est sur sa propre puissance navale et militaire qu'elle doit d'abord compter pour la sauvegarde de ses droits et de sa dignité. Mais l'autorité qu'elle puise en elle-même se fortifie grandement du concours que lui prêtent, tous les jours, dans l'action diplomatique, ses amis et ses alliés ; et nous ne saurions oublier qu'Édouard VII, le premier, a favorisé, inauguré et poursuivi cette collaboration amicale entre la France et le Royaume-Uni. Au début de son règne trop court, ce grand roi avait dit à son conseil privé : « Tant qu'il me restera un souffle de vie, je travaillerai au bien de mon peuple. » En travaillant au bien de son peuple, il a travaillé à la paix générale, à la civilisation, au progrès de l'humanité ; et lorsque, au moment de mourir, il murmurait : « J'ai tâché de remplir mon devoir, » il avait tort d'être trop modeste et trop défiant et de laisser entendre que, sûr d'avoir tenté l'effort, il était moins sûr d'avoir touché le but. Il a tâché de remplir son devoir, et il a pleinement réussi. Heureux, messieurs, les chefs d'État ou les citoyens dont l'éloge tient en ces simples mots ! »

La cérémonie terminée, nous étions conviés à un thé qu'offrait à la villa Kazbeck, sous les ombrages printaniers de la Californie, la comtesse de Torby, femme du grand-duc Michel. Celui-ci était le président du comité qui avait pris l'initiative

du monument élevé en l'honneur d'Édouard VII.

Nous ne fîmes guère qu'apparaître à cette élégante réception, et nous partîmes pour Monaco, où le prince Albert nous avait invités à dîner avec sir Francis Bertie et où nous retrouvions, M. Millerand et moi, le souvenir de plaidoiries que nous avions prononcées l'un contre l'autre, l'année précédente, dans la salle du trône. Le lendemain, nous rentrions à Paris.

L'impression fut excellente en Angleterre. Le *Daily Mail* la résumait en ces termes : « La présence de M. Poincaré, accompagné par les ministres de la Guerre et de la Marine et par notre ambassadeur, donne aux fêtes franco-anglaises une importance qu'on ne saurait contester. On avait insinué dans certains milieux intéressés que, depuis la mission de lord Haldane à Berlin, la politique extérieure de l'Angleterre avait subi quelques transformations ; les circonstances actuelles viennent démontrer le contraire. Les fêtes de la Riviera sont, sous une forme très solennelle, l'affirmation de la continuité de l'Entente. » Les journaux anglais ne tarissaient pas sur les discours de Nice et de Cannes. M. Paul Cambon m'adressait, dans une lettre personnelle, des félicitations chaleureuses et me transmettait un gracieux billet de la princesse Hélène, fille cadette et confidente ordinaire de la Reine Victoria. « La princesse, m'écrivait M. Paul Cambon, ressemble physiquement et moralement à la reine, mais elle ne partage pas les sentiments germanophiles de sa mère. Elle aime l'Empereur son neveu ; elle le trouve charmant et doué comme pas un, mais elle redoute ses incartades. Au fond, elle ne lui pardonne pas ses duretés pour sa mère, l'impératrice Frédé-



rique (1), et elle hait la mémoire de Bismarck. C'est d'ailleurs une femme cultivée, lisant beaucoup, surtout des livres français et menant la vie la plus sérieuse. Je lui ai répondu que je vous envoyais sa lettre. » Quelques jours après, M. Paul Cambon m'écrivait encore (2) : « Vos discours me valent toujours de nouveaux compliments. Hier, lord Morley m'en parlait et me faisait remarquer l'heureux rapprochement, indiqué d'un mot, entre Édouard VII et Gambetta. Lord Morley, qui représente encore les idées de Gladstone, dont il fut l'ami et l'historien, a bien connu tout notre personnel politique d'il y a trente ans. Il était lié avec Gambetta, et il a été tout surpris de vous voir trouver entre lui et le feu roi une ressemblance de caractère qui l'avait toujours frappé, mais que personne n'avait jamais songé à relever. Lord Morley tient l'intérim du *Foreign Office*. »

Sir Francis m'avait demandé, de la part du Roi, un exemplaire français de mes discours, et il m'avait remis une lettre que son souverain lui avait fait écrire, le 14 avril 1912, pour le féliciter de la manière dont il s'était acquitté de sa mission à Nice et à Cannes, et pour le prier de me remercier moi-même : « Le Roi, disait le secrétaire du roi, a suivi avec la plus étroite attention le compte rendu des cérémonies, et il a été très heureux que tout se fût passé sans le moindre accroc (*without a hitch*). Il vous demande de saisir la plus prochaine occasion de faire savoir à M. Poincaré combien Sa Majesté est touchée par les belles et émouvantes paroles dont

(1) Sœur aînée de la princesse Hélène.

(2) Lettre du 18 avril 1912.

s'est servi le président du Conseil à Nice et à Cannes dans les allusions et références aux règnes de la chère grand'mère et du cher père de Sa Majesté. Le roi sent que la présence de M. Poincaré et de ses deux distingués collègues a revêtu ces cérémonies d'une dignité et d'une signification spéciales et que l'esprit sympathique manifesté par le peuple français dans ces dernières années si remplies d'événements ne peut pas manquer de consolider les fondements de l'amitié qui existe si heureusement entre les deux pays. Le roi souhaite que vous remerciez M. Poincaré pour les égards qu'il a eus envers la flotte anglaise, en l'invitant à se faire représenter par un détachement dans ces cérémonies aux côtés de la flotte et de l'armée françaises, et pour la cordiale réception qui a été faite aux marins de Sa Majesté. »

Le roi chargeait enfin l'ambassadeur de me transmettre l'expression de sa reconnaissance pour l'accueil que nous avions réservé au prince de Galles.

Et sans doute, je le sais bien, ce ne sont ni les fêtes, ni les échanges de compliments, qui font la force principale des ententes internationales ; mais peut-être ne sont-ils pas sans avoir une certaine valeur symbolique et sans exercer quelque influence sur l'esprit des peuples amis.

## CHAPITRE VIII

L'Entente cordiale et les Dominions. — Autres négociations anglo-allemandes. — Arrangement naval franco-anglais. — Préparation des accords complémentaires de novembre. — Défense éventuelle de la neutralité belge. — Loyauté de la Belgique. — Visite à Paris du roi Albert et de la reine Élisabeth.

Une des raisons qu'invoquait sans cesse le gouvernement britannique pour se refuser à tout engagement continental, c'était l'autonomie des Dominions dans l'Empire. Devant les colonies anglaises, comme devant la métropole, la France avait intérêt à se montrer telle qu'elle était, libérale et pacifique. L'occasion me fut donnée, en cette année 1912, d'entrer directement en relations avec plusieurs membres du gouvernement canadien, qui étaient venus en voyage à Paris avec leur famille : le très honorable R. L. Borden, premier ministre, l'honorable M. Doherly, ministre de la Justice, l'honorable J. D. Hazen, ministre de la Marine, l'honorable L. P. Pelletier, ministre des Postes, etc. Mon ami, Gabriel Hanotaux, président du comité France-Amérique, voulut bien, d'accord avec le sympathique M. Roy, commissaire général du Canada, et avec moi, leur offrir une grande réception. Elle eut lieu par une belle soirée de juillet, dans un

restaurant du bois de Boulogne. Je profitai de cette aimable réunion pour étendre à tout l'Empire britannique, et spécialement au Dominion canadien, les assurances amicales que la France avait été heureuse de donner précédemment à l'Angleterre : « Aujourd'hui, disais-je, qu'en Europe, une féconde entente a succédé, entre l'Angleterre et la France, à une longue et mutuelle estime, et qu'aucune cause de malentendu ne subsistant entre les deux nations voisines, elles peuvent envisager l'avenir avec sérénité, il semble qu'il soit encore plus facile qu'autrefois à la France et au Canada de céder à leurs penchans séculaires. Ils n'ont plus à redouter que les événements viennent contrarier leurs inclinations ou que la politique éveille au fond des cœurs des conflits douloureux. Ils savent qu'aucun péril ne menacera désormais leur vieille et immortelle amitié. C'est sous ces favorables auspices que vous vous êtes rendus parmi nous, messieurs les ministres, et lorsque vous cherchez à resserrer encore nos relations économiques, morales et intellectuelles, vous pouvez être assurés de trouver, auprès du gouvernement de la République, un concours empressé... »

Entre temps, j'avais présidé à Paris le banquet de la presse anglo-américaine. Je m'étais félicité de voir l'union de l'Empire britannique, des États-Unis et de la France se resserrer tous les jours davantage, et j'avais proclamé une fois de plus la constance de nos desseins pacifiques. « Vous pouvez beaucoup, disais-je, messieurs les correspondants de journaux anglais et américains, pour maintenir l'heureuse harmonie qui existe entre nos pays. Vous habitez Paris, et, puisque



vous l'habitez, vous l'aimez. Vous connaissez la France de près, vous la voyez à l'œuvre, vous savez que si elle veut être forte et puissante, elle n'entend mettre cette force et cette puissance qu'au service de la paix et de la civilisation. Vous savez qu'elle est restée la nation des idées nobles et des sentiments généreux. Dites-le, répétez-le à vos compatriotes. »

J'avais tenu publiquement le même langage à l'éminent ambassadeur des États-Unis, M. Robert Bacon, le jour où il se préparait à quitter la France. M. d'Estournelles de Constant avait organisé, en son honneur, au Palais du Luxembourg, une nombreuse réunion parlementaire. L'Amérique était alors beaucoup plus éloignée qu'aujourd'hui de l'Europe et de la France. C'était pour nous une amie lointaine, avec laquelle les rapports officiels étaient assez rares. Mais M. Robert Bacon avait accompli sa mission à Paris avec infiniment de tact. Depuis le 3 décembre 1909, il avait trouvé le moyen d'augmenter encore les sympathies séculaires des deux pays. En répondant aux allocutions que M. d'Estournelles de Constant et moi, nous lui avions adressées, il promettait gracieusement de se faire, en rentrant aux États-Unis, non seulement l'interprète, mais l'ambassadeur volontaire des idées françaises. Il s'est acquitté avec un zèle infatigable de cet engagement spontané.

Bien que ne parlant pas le français comme M. Robert Bacon, son successeur, M. Myron T. Herrick, est lui-même devenu très vite un sincère et ardent ami de la France, et, dès 1912, j'ai pu apprécier la droiture de son esprit et la sûreté de ses relations. Mais nous avions alors peu d'af-

fares importantes à traiter ensemble, hormis l'étude assez délicate des conséquences que notre protectorat au Maroc ou la guerre italo-turque pouvaient avoir, en Afrique ou en Asie Mineure, pour les intérêts américains. Je ne cessais pas, au contraire, de voir sir Francis Bertie, toujours cordial et souriant. Il nous était d'autant plus nécessaire de nous attacher étroitement à l'amitié britannique qu'après l'échec de la tentative d'intimidation que l'Empereur avait faite à Londres, il ne s'était pas entièrement découragé. D'après M. Jules Cambon, qui le connaissait bien, il poursuivait un objet politique, qui était, sinon de rompre, du moins d'affaiblir l'Entente cordiale, mais il céda aussi à la tendance naturelle qu'il tenait de sa mère, une sorte d'admiration sentimentale pour l'Angleterre, admiration inconsciente et inavouée qui n'excluait chez lui ni la rancune ni l'envie. Il n'était pas très satisfait, semble-t-il, de la manière dont le comte Paul Wolff Metternich, Zur Gracht, s'était acquitté à Londres des instructions qu'il avait reçues au lendemain de la mission Haldane. Sur ces entrefaites, Guillaume était allé passer quelques jours dans cette île de Corfou, qu'il appelait son « paradis terrestre (1) ». Il avait séjourné à l'Achilleïon, la propriété qui lui donnait l'illusion d'être, non seulement, comme il s'intitulait dans ses lettres à Nicky, l'amiral de l'Atlantique, mais l'empereur de la Méditerranée ; et là, il avait rencontré l'un de ses favoris, M. de Vangenheim, ministre d'Allemagne à Athènes, qui convoitait le poste

(1) V. *Correspondance de Guillaume II et Nicolas II*, traduite par Marc SEMENOFF, Plon-Nourrit, p. 275-276.

d'ambassadeur à Constantinople, alors occupé par le freiherr Marschall von Bieberstein. Lui-même, le freiherr Marschall von Bieberstein avait, depuis la chute d'Abdul-Hamid, et plus encore depuis la guerre italo-turque, un vif désir de quitter la Turquie, où il n'avait pas conservé son prestige d'autrefois. Dès 1910, il avait confié à l'ambassadeur de France, M. Maurice Bompard, son ambition d'être envoyé à Londres, pour y améliorer, disait-il les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre. Il blâmait vertement le prince de Bülow d'avoir compromis les rapports traditionnels de l'Empire avec la cour de Saint-James, et il était convaincu de pouvoir, mieux que tout autre, réparer les fautes commises. L'empereur Guillaume pensa qu'en donnant, à la fois, satisfaction au freiherr Marschall von Bieberstein et à M. de Vangenheim, il faciliterait également l'action de sa diplomatie à Londres et à Constantinople. Mais cette double mutation ne laissait pas d'être un peu inquiétante. Sir E. Goschen, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, ne cachait pas à M. Jules Cambon les appréhensions qu'elle lui causait. Sir Arthur Nicolson disait, lui aussi, à M. Paul Cambon que l'envoi à Londres d'un ambassadeur aussi actif que le baron von Marschall semblait indiquer l'intention du gouvernement allemand de faire un effort nouveau pour briser l'accord de la France et de l'Angleterre. M. Paul Cambon, qui connaissait le baron von Marschall, répondit que ce diplomate avait trop de bon sens pour recommencer de vains essais de conversations sur les dépenses navales, qu'il négocierait, sans doute, de préférence une entente inoffensive sur des colonies africaines, mais qu'en même temps

il s'emploierait à rapprocher la finance anglaise et la finance allemande et pourrait ainsi nous causer beaucoup d'ennuis.

Dans un entretien amical, j'avais signalé à sir Francis les inquiétudes qu'éveillait dans nos esprits la nomination du baron Marschall à Londres ; sir Francis avait aussitôt fait part de mes impressions à sir Edward Grey, et, très loyalement, le secrétaire d'État aux affaires étrangères m'avait assuré, par la double entremise de son ambassadeur et de M. Paul Cambon, que le gouvernement de Sa Majesté ne suivrait, en aucun cas, une ligne de conduite contraire aux relations intimes qu'il désirait maintenir avec la France (1). Sir Edward Grey ajoutait qu'il n'était plus question entre l'Allemagne et l'Angleterre que d'arrangements territoriaux au sud de l'Équateur. Le destin ne devait pas, d'ailleurs, réserver au baron de Marschall le loisir de mener en Grande-Bretagne les intrigues politiques et financières que nous pouvions redouter. L'ambassadeur allemand mourut en septembre 1912, sans laisser à Londres une trace perceptible de son activité.

A la vérité cependant, l'Allemagne et l'Angleterre continuaient, comme le disait sir Edward, des négociations, depuis longtemps engagées, à propos de l'Afrique. Elles les poursuivirent même jusqu'en 1914. Il s'agissait notamment de remanier un traité secret passé en 1898, entre l'Angleterre et l'Allemagne, au sujet des colonies portugaises.

Le Portugal n'avait pas été partie à cette convention, où il n'était question que de la mort

(1) Dépêche de sir Ed. Grey à sir Francis Bertie, communiquée par ce dernier, 5 juin 1912.



de ses colonies. On avait cru lui témoigner assez d'égards en précisant que le partage projeté entre l'Angleterre et l'Allemagne n'aurait lieu que dans le cas d'aliénations volontaires ou d'hypothèques librement cédées. Lord Salisbury, qui n'était pas très fier de ce traité secret, chercha plutôt, par la suite, à en paralyser l'exécution ; et ses successeurs, à leur tour, le mirent en sommeil. Mais l'Allemagne, dont l'appétit avait été excité, n'entendait pas renoncer aux succulents morceaux qu'elle avait flairés et, dès le 18 février 1912, M. Jules Cambon m'avait informé qu'on parlait beaucoup, à Berlin, du traité de 1898, et que l'opinion allemande s'était habituée à considérer notamment l'Angola comme une future terre d'Empire. Inquiet de ces bruits, le Portugal s'était plaint à sa grande alliée, qui avait autorisé le président du Conseil de la jeune République à déclarer, le 15 mars 1912, à la tribune de la Chambre, que les engagements séculaires de la Grande-Bretagne demeuraient intacts et qu'il n'existait entre l'Allemagne et l'Angleterre aucune convention susceptible de menacer l'indépendance, l'intégrité ou les intérêts du Portugal. Quant à la France, elle ignorait quel était exactement le contenu des accords de 1898. C'est seulement le 6 janvier 1914 que M. Paul Cambon a su, par sir Edward Grey, que le Cabinda et le Loanda étaient placés dans le lot de l'Allemagne, ainsi que la plus grande partie de l'Angola. Il n'était attribué à l'Empire britannique que le couloir réservé à la voie ferrée de Lolito Bay (1). Tel était

(1) Dépêche du 27 janvier 1914. M. Paul Cambon à M. Gaston Doumergue, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

le prix auquel le cabinet de Londres avait, dans l'année de Fachoda, acheté le droit de s'approprier, sans opposition de l'Allemagne, l'Orange et le Transvaal. En 1912, l'Allemagne n'aurait pas été fâchée d'accroître le bénéfice qu'elle venait de recueillir, à nos dépens, dans le bassin du Congo, et de réaliser sans retard les espérances que lui avait données la convention de 1898. Mais l'Angleterre n'était plus, Dieu merci ! dans le même état d'esprit que quatorze ans auparavant et rien de ce qu'elle fit ne donna ni au Portugal, ni à la France, le moindre motif de froissement ou d'inquiétude.

Il restait que les tentatives allemandes ne nous laissent, ni à l'Angleterre ni à nous, la liberté de nous endormir. Était-ce le moment de desserrer les mains que nous tenions unies ? Nous ne l'avons pas pensé.

Au commencement de 1912, aucune convention analogue à celles des armées de terre n'avait encore été esquissée entre l'Amirauté britannique et notre ministère de la Marine. Il n'y avait eu que des échanges de vues accidentels et intermittents.

A la fin de mai, M. Asquith, premier ministre anglais, et M. Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, se rendirent à Malte pour y conférer avec lord Kitchener, représentant de l'Angleterre en Égypte, et examiner par eux-mêmes l'état de l'armée navale britannique dans la Méditerranée. Ils profitèrent de leur voyage pour faire escale à Bizerte. C'était le moment où l'*Observer* écrivait qu'en présence des projets allemands, l'Angleterre se trouvait prise dans ce dilemme, ou construire une nouvelle escadre capable de faire face

à la Triplice dans la Méditerranée, ou conclure une alliance avec la France. L'appui militaire assuré à la France sur terre devait être, disait-il, la contre-partie de l'appui naval assuré par la France en Méditerranée. Le *Morning Post* et le *Spectator* faisaient campagne dans le même sens. Le *Manchester Guardian* et le *Daily Chronicle* repoussaient, au contraire, nettement toute idée d'alliance. M. Edmond D. Morel qui, dès cette époque, combattait vivement la politique de sir Edward Grey et celle de la France, allait, dans ses sympathies pour l'Allemagne, jusqu'à prôner la rupture de l'Entente cordiale. Il venait de publier sur le Maroc un livre où il représentait la France comme un pays en décadence, comme une dangereuse alliée, trop faible pour attaquer l'Allemagne, mais capable d'envahir l'Espagne ou la Belgique. C'est au plus fort de ces polémiques que M. Winston Churchill remit à notre attaché naval un avant-projet de défense concertée ; mais, pour prévenir sans doute les objections de certains de ses collègues du cabinet britannique, le premier lord de l'Amirauté débutait par un préambule qui, d'après notre état-major, risquait de détruire toute la valeur pratique de l'entente. Ce n'était rien que, d'après l'article 1<sup>er</sup>, l'arrangement ne dût pas affecter la liberté politique des contractants ; nous ne pouvions concevoir une espérance contraire. Mais l'article 2 ajoutait que les dispositions seraient prises par chacun des deux gouvernements en pleine indépendance et conformément à ses intérêts particuliers, ce qui semblait être une manière bien insuffisante de combiner deux ac-

(1) Lettre du 21 septembre 1912.

tions navales. Comme le remarquait, un peu plus tard, M. Paul Cambon, « avec des déclarations pareilles, on pouvait se demander à quoi bon s'entendre (1) ». A la vérité, le gouvernement britannique se trouvait, devant les Chambres, aux prises avec des adversaires qui lui adressaient des reproches contradictoires, les uns prétendant qu'il faisait trop, les autres, pas assez. Le 22 juillet, M. Winston Churchill disait aux Communes : « Si l'Amirauté a l'idée de rappeler l'ancienne escadre de Malte, ce n'est pas qu'elle ait l'intention d'abandonner la Méditerranée ; mais les bâtiments qui s'y trouvaient auraient été incapables de se mesurer avec les bâtiments plus modernes des autres puissances navales. Ils seront remplacés par d'autres d'un type plus nouveau. » Et il ajoutait : « Avec la flotte de France, notre flotte de la Méditerranée constituera une force supérieure à toutes les combinaisons navales. » Il annonçait donc ouvertement une entente. Trois jours après, M. Asquith déclarait à son tour : « Nous avons cultivé avec une grande et croissante cordialité des amitiés particulières. Ces amitiés ont subi l'épreuve de la bonne et de la mauvaise fortune... Je me hâte de dire que ces amitiés ne sont, en aucune façon, exclusives. » Mais, dans la même séance, M. Bonar Law jugeait insuffisantes les mesures prises par l'Amirauté. « Tout le monde sait, disait-il, qu'elle avait l'intention de rappeler les escadres de la Méditerranée. Or, il est manifeste que depuis lors, elle est revenue sur cette décision. Les mesures finalement adoptées sont un compromis entre les décisions prises par l'Amirauté et les protestations qu'elles ont soulevées. »

Il y avait donc eu du flottement à Londres, et



c'est sans doute ce qui n'avait pas permis à M. Winston Churchill de nous présenter tout d'abord un texte bien précis.

Le projet qu'il nous avait soumis était à l'examen, et le gouvernement français n'avait encore rien décidé, quand, au commencement de septembre 1912, par suite d'une erreur des bureaux de la rue Royale et en l'absence de M. Delcassé qui se trouvait dans l'Ariège, le commandant de notre 3<sup>e</sup> escadre reçut de l'État-major général l'ordre d'appareiller pour la Méditerranée.

Cette nouvelle, connue à Brest, fut publiée par les journaux et causa une grosse émotion. Par toute la presse anglaise elle fut interprétée comme le signe d'une entente navale définitivement conclue. Ces commentaires prématurés n'étaient pas sans inconvénients pour nous. En laissant supposer que nous avions, d'ores et déjà, transféré de Brest à Toulon notre escadre de l'Atlantique, nous risquions de nous démunir de tout élément d'échange dans la négociation avec l'Angleterre. La concentration de nos forces navales dans la Méditerranée était, en effet, comme l'écrivait M. Paul Cambon (1), le service que l'Angleterre attendait de nous. Cette mesure devait être, par suite, dans l'hypothèse d'un accord, l'objet de l'engagement que nous aurions à prendre, en retour de ce que nous demanderions dans le Nord. Si, d'avance et spontanément, nous réalisions nous-mêmes cette condition, nous supprimions l'intérêt que l'Angleterre avait à s'entendre avec nous. En outre, évacuer l'Atlantique et la Manche,

(1) 19 septembre 1912.

sans avoir la certitude que les flottes anglaises nous donneraient leur concours dans ces parages, c'était compromettre la sécurité de nos côtes et la défense de nos ports. J'avais donc fait immédiatement prévenir M. Delcassé que la décision annoncée ne saurait, en l'état des choses, être exécutée. Notre chargé d'affaires à Rome avait, sur mes instructions, déclaré au gouvernement italien, intrigué par les nouvelles répandues, que rien de définitif n'était encore fait ; et M. Paul Cambon, lui aussi, avait dit à sir Arthur Nicolson que nous ne nous résoudrions sans doute pas à dégarnir nos côtes du Nord et de l'Est sans avoir obtenu de l'Angleterre une garantie sérieuse. Déjà, au mois de juillet, M. Paul Cambon avait montré à sir Edward Grey que les articles 1 et 2 des propositions de M. Winston Churchill, s'ils étaient maintenus, rendaient la coopération postestative et illusoire. « Pouvons-nous, répétait-il à sir Edward Grey (1), exposer notre littoral de la Manche et de l'Atlantique aux insultes d'une flotte allemande, sans savoir à quoi nous en tenir sur les intentions de l'Angleterre ? — Non, j'en conviens, répondait le secrétaire d'État. Mais d'autre part, vous le savez, nous ne pouvons nous-mêmes, sans en référer au Parlement, prendre l'engagement de participer à une action militaire. — Sans doute, mais il ne s'agit nullement de vous engager *hic et nunc*. Nous voudrions avoir quelques sûretés et nous trouver à même de défendre nos côtes dans le cas où vous resteriez neutres. Ne serait-il pas possible de revenir, au moins partiellement, aux projets de lord Lansdowne, de nous engager, par

(1) Lettre de M. P. Cambon, du 21 septembre 1912.

exemple, à nous concerter en cas de complications menaçantes, et de décider qu'en pareille hypothèse nous rechercherions ensemble les moyens les plus propres à nous mettre mutuellement à l'abri d'un péril de guerre? En un mot, si, en présence de ce péril, nous estimons que la meilleure méthode soit une alliance et une convention militaire, nous l'emploierons. Si nous différons d'avis et que, l'un ou l'autre, nous nous refusions à affronter le conflit, chacun prendra ses précautions comme il l'entendra et alors, nous ne nous chargerons pas seuls de la police de la Méditerranée. »

J'avais pleinement approuvé le langage tenu par M. Paul Cambon, et j'avais prié l'ambassadeur de continuer la conversation avec sir Edward Grey. Il avait revu le secrétaire d'État et m'avait soumis un projet, que j'avais légèrement amendé et condensé et qu'il avait communiqué à sir Edward Grey (1). Celui-ci avait, naturellement, cru devoir en référer à M. Asquith, qui avait fait deux objections. « Un écrit est-il bien utile? Et comment pourrait-on le signer sans l'autorisation du Parlement? » M. Paul Cambon insista auprès de sir Edward Grey; sir Edward Grey insista auprès de M. Asquith. Quelques jours après, le premier ministre admettait un échange d'écrits, à deux conditions : la première que les documents échangés ne prissent pas la forme d'une note diplomatique, mais celle d'une correspondance personnelle entre le ministre et l'ambassadeur, la seconde, que la rédaction fût approuvée par le cabinet britannique.

Le gouvernement anglais délibéra, en effet,

(1) Lettre de M. P. Cambon du 31 octobre 1912.

le 30 octobre et, après la séance du Conseil, sir Edward Grey remit à M. Paul Cambon un projet qui me fut aussitôt envoyé. Les deux cabinets tombèrent aisément d'accord sur une rédaction définitive. Sir Edward Grey et M. Paul Cambon échangèrent, les 22 et 23 novembre, deux lettres qui sont aujourd'hui bien connues. Elles ont été lues à la Chambre des députés par M. Viviani, le 4 août 1914, et publiées dans le *Livre bleu* anglais. Elles ne contenaient pas une promesse ferme de coopération en cas de guerre : « A différentes reprises dans les dernières années, disait sir Edward Grey, les états-majors militaires et navals de la France et de la Grande-Bretagne ont échangé leurs vues. Il a toujours été entendu que ces échanges de vues ne limitent en aucune façon la liberté de chacun des gouvernements de décider, dans l'avenir, s'il doit ou non, prêter à l'autre l'appui de ses forces armées. » Et plus loin : « C'est ainsi, par exemple, que la répartition des forces navales françaises et anglaises à l'heure actuelle ne repose pas sur un engagement de coopérer en cas de guerre. »

En quoi les lettres modifiaient-elles cet état de choses? Simplement en ceci : « Je suis d'accord pour reconnaître, écrivait sir Edward Grey, que si un gouvernement avait de sérieuses raisons de redouter une attaque de la part d'une tierce puissance, sans aucune provocation, ou de croire que la paix se trouve menacée, il devrait examiner immédiatement avec l'autre gouvernement s'il y aurait lieu pour les deux gouvernements d'agir d'accord pour empêcher l'agression et pour assurer le maintien de la paix, et de rechercher en ce cas les dispositions qu'ils devraient prendre en com-



mun. Si ces dispositions comportaient une action militaire, les plans des États-majors seraient aussitôt pris en considération, et les deux gouvernements décideraient alors la suite qu'il conviendrait d'y donner. »

Ainsi, procéder à une étude commune de la situation, c'était le seul engagement mutuel qui fût pris. En me faisant part du résultat obtenu, M. Paul Cambon m'avait écrit qu'au temps de lord Lansdowne une entente de ce genre n'eût été qu'un début. Maintenant, au contraire, c'était le dernier mot du cabinet libéral. La retraite forcée de M. Delcassé nous avait peut-être fait perdre, en 1905, disait M. Cambon, l'occasion d'une véritable alliance avec l'Angleterre. Tout ce que nous pouvions obtenir aujourd'hui, c'était cet engagement de conférer en présence du danger et cette consécration hypothétique des programmes d'état-major. Lorsque le Kaiser, dans ses *Tableaux d'histoire*, parle, à propos de ces lettres, « d'accords relatifs à l'assistance armée réciproque de l'Angleterre et de la France », il se sert donc d'une expression impropre. Il n'y avait pas alliance, il n'y avait pas promesse d'assistance, et on ne l'a que trop bien vu en 1914, aux heures tragiques d'avant-guerre.

Après la signature de ces deux lettres, M. Asquith conservait encore le droit de répéter à la Chambre des Communes, le 24 mars 1913 : « Comme il l'a été maintes fois déclaré, notre pays n'est tenu par aucune obligation, ni publique, ni inconnue du Parlement, en vertu de laquelle il doit prendre part à une guerre quelconque. Si une guerre éclate entre les puissances européennes, il n'y a pas d'accords non publiés qui puissent restreindre ou entraver la liberté du gouvernement et du

Parlement de décider si, oui ou non, la Grande-Bretagne devra participer à la guerre. » Le texte et l'esprit des lettres de sir Edward Grey et de M. Paul Cambon confirment entièrement cette interprétation du gouvernement anglais. Et même, à la veille de la guerre, elle n'a pas varié.

Le 30 juillet 1914, M. Paul Cambon, à la demande de M. Viviani, a rappelé à sir Edward Grey les lettres de novembre 1912. Le secrétaire d'État a reconnu que le moment serait venu « d'envisager toutes les hypothèses et de les discuter en commun (1). » Mais il a ajouté qu'il devait, avant tout, soumettre la question au Cabinet. Les ministres ont, en effet, délibéré le lendemain et après leur conseil, sir Edward Grey a déclaré à M. Paul Cambon que, « pour le moment, le gouvernement britannique ne pouvait nous garantir son intervention, qu'il avait l'intention de s'entre-mettre pour obtenir de l'Allemagne et de la France l'engagement de respecter la neutralité belge ; mais que, pour envisager une intervention, il convenait d'attendre que la situation se développât (2). »

Ainsi, en 1914, à l'heure où la guerre était imminente, le gouvernement britannique, se considérant, avec raison, comme libre, refusait encore de s'engager. Lorsque M. Fabre-Luce parle de l'Angleterre enchaînée, on se demande, avec un peu d'étonnement et de tristesse, quelle a bien pu être sur ses quinze ans l'impression des atroces journées que ses aînés ont connues à la fin de juillet 1914.

(1) *Livre jaune français*, 1914, n° 108.

(2) *Livre jaune*, 1914, n° 110.

Cette entente, qui n'entraînait aucune des obligations d'une alliance, nous étions heureux de l'avoir, du moins, renforcée. Les lettres échangées avaient, malgré tout, deux avantages. Elles levaient les difficultés qui s'opposaient à la répartition concertée des forces navales. Elles allaient nous permettre à l'avenir, et en particulier, dans la crise redoutable qui était sur le point de s'ouvrir en Orient, de nous maintenir en contact permanent avec le cabinet de Londres et d'associer plus étroitement que jamais nos efforts pacifiques.

Nous avions, du reste, une raison plus puissante encore que toute autre de demeurer unis. C'était notre crainte commune de voir un jour l'Allemagne, si elle attaquait la France, violer la neutralité belge. Cette hypothèse, les informations recueillies par les services des renseignements des deux pays permettaient, depuis longtemps déjà, de la tenir pour vraisemblable ; et les états-majors britannique et français avaient été naturellement obligés de la prévoir dans leurs plans défensifs. Comme lord Haldane l'a indiqué dans son livre, l'État-major anglais redoutait, dès 1906, que les armées allemandes ne vinssent un jour, à travers la Belgique, s'installer sur la côte ; le nôtre craignait qu'elles ne réussissent à tourner nos forteresses de l'Est et à pénétrer en France par une frontière moins couverte. Mais, à vrai dire, il n'avait jamais pensé qu'elles entreprendraient en Belgique, comme elles l'ont fait en 1914, un immense déploiement de troupes et un vaste mouvement stratégique qui les mèneraient fort au delà de Maubeuge. Toujours est-il que les deux puissances, étant contractuellement garantes de la neutralité belge, avaient le même devoir d'en

préparer la protection éventuelle. Les accords militaires avaient donc été combinés de manière à faciliter cette défense et, à cet égard, ils ont péché par insuffisance plutôt que par excès. D'après le memorandum dont le général Joffre me donna connaissance, le 21 février 1912, en présence de M. Millerand, de M. Delcassé, de l'amiral Aubert et de M. Paléologue, l'armée anglaise de débarquement devait comprendre six divisions d'infanterie, une division de cavalerie, deux brigades d'infanterie montée ; les effectifs étaient évalués, au total, à près de cent vingt-cinq mille combattants (1). Les éléments de cette armée, embarqués dans les ports d'Angleterre et d'Écosse, atterrisaient en France à Boulogne, au Havre et à Rouen ; ils séjournaient vingt-quatre heures au moins dans des camps installés à proximité des ports et ils étaient successivement transportés en chemin de fer à la gauche des armées françaises, dans la région Hirson-Maubeuge, vis-à-vis de la frontière belge. La concentration de l'armée anglaise s'achevait, pour les derniers convois, le quatorzième jour de la mobilisation française, dans la soirée. On espérait que nos alliés seraient ainsi en mesure de commencer les opérations le quinzième jour de notre mobilisation, c'est-à-dire encore assez tôt pour nous prêter un concours effectif.

Le général Joffre, convaincu que nous serions devancés, en cas de guerre, par une concentration allemande autour d'Aix-la-Chapelle, se demandait avec anxiété si nous devions alors rester l'arme au pied, en deçà de la frontière belge, jusqu'à ce

(1) On était parti, en 1906, du chiffre de 80 000.



que le territoire neutre fût envahi par l'ennemi. Il voyait à cette attente de graves objections stratégiques. Les raisons diplomatiques et morales l'ont cependant emporté, dans l'esprit de la Grande-Bretagne et de la France, sur les considérations militaires et, en 1914, nous n'avons pas bougé, avant l'appel de la Belgique violente. Si grand que fût le péril d'un retard, jamais le plan de défense expectante n'avait été modifié.

Ici encore, dans ses *Tableaux d'histoire*, Guillaume maltraite outrageusement la vérité (1). Il dénature les fameux documents belges, saisis par les Allemands aux archives de Bruxelles et note : « 1906, janvier. Accords de l'Angleterre avec le gouvernement belge pour le cas d'une guerre avec l'Allemagne. » Il oublie simplement que, dès 1915, les Allemands eux-mêmes ont été forcés de reconnaître qu'il n'y avait jamais eu aucun accord ; il n'y a eu, en effet, qu'une conversation, toute naturelle, de l'attaché militaire anglais avec le chef d'état-major général belge Ducarne, tous deux examinant ensemble comment l'Angleterre pourrait secourir la Belgique, si la neutralité était violée.

Mais, dit Guillaume, cette conversation a été reprise en 1912 ; et il inscrit cette mention : « 1912. Déclaration de l'attaché militaire anglais, le colonel Bridges, au chef de l'état-major général belge Jungbluth : « En cas de guerre, l'Angleterre aurait débarqué immédiatement et sans attendre l'assentiment de la Belgique, des troupes en Belgique. Le gouvernement belge n'élève

(1) V. Introduction aux *Tableaux d'histoire de Guillaume II*, par Charles APPUHN et Pierre RENOUVIN, p. XLII et suiv., et les nombreux ouvrages belges, français et allemands qui y sont cités.

pas de protestation contre cette déclaration. » Oui, d'après une note écrite par le comte Van der Straaten, directeur du ministère belge des Affaires étrangères, et publiée pendant la guerre par les Allemands, le colonel Bridges a eu, le 23 avril 1912, une entrevue avec le général Jungbluth, et il a déclaré que si, en 1911, la guerre avait éclaté, à propos du Maroc et du Congo, entre l'Allemagne et la France, l'Angleterre n'aurait pas attendu, pour débarquer des troupes, la demande de secours de la Belgique. Propos de militaire un peu ardent. Mais le gouvernement anglais, loin de ratifier ce langage, l'a désavoué ; et le gouvernement belge, contrairement à l'affirmation de Guillaume, a lui-même protesté (1).

La vérité est qu'au moment où se rencontraient le colonel Bridges et le général Jungbluth, l'Allemagne venait de prendre brusquement une initiative bien faite pour inquiéter la Belgique et les puissances garantes de sa neutralité. La prochaine installation d'un régiment de cavalerie allemande à Malmédy était annoncée, et, dans les premiers jours de mai, M. Magnette, sénateur libéral de Liège, était même monté à la tribune pour signaler le grave danger de cette mesure et pour montrer combien il serait désormais facile aux Allemands de se jeter en une demi-heure sur Stavelot et en deux heures sur Liège.

D'autre part, nous savions que l'Allemagne avait fait dresser des cartes d'état-major pour tout le territoire belge et qu'elle en avait gravé un nombre considérable d'exemplaires à destina-

(1) V. Introduction aux *Tableaux d'histoire de Guillaume II*, p. XLIV et références citées en note.

tion de ses officiers. En 1914, nous avons trouvé ces cartes entre les mains des prisonniers allemands et j'en ai moi-même conservé un spécimen, qu'a bien voulu me remettre le général Bourgeois, chef de notre service géographique.

Malgré tant de signes avant-coureurs, le gouvernement britannique avait toujours, comme le gouvernement français, répugné à prévoir une occupation préventive du territoire belge et personne ne peut avoir oublié qu'en 1914, ni à Londres ni à Paris, on n'a songé à prendre les devants.

C'est d'accord avec l'Angleterre, c'est même à sa demande, que nous avons alors renouvelé à la Belgique l'assurance que nous respecterions sa neutralité. Quant à la Belgique elle-même, elle était si peu disposée à devenir la victime complaisante de l'une quelconque des puissances garantes qu'elle n'a pas voulu prendre, avant l'ultimatum allemand, le parti de recourir à nous.

Elle était si jalouse de son indépendance, et en même temps si respectueuse des traités, qu'aux heures les plus critiques de 1911 et de 1912, la France eût considéré comme une indiscretion et presque comme une inconvenance de chercher à s'entendre avec elle sur des mesures de sécurité.

Un jour, le comte de Mun, dont l'admirable patriotisme était toujours en éveil, et qui avait en Belgique des parents et des amis, m'avait dit qu'eux et lui s'inquiétaient de voir aussi vulnérable la frontière orientale de la Wallonie. Préoccupé moi-même de ce danger, je lui avais répondu : « Il est bien difficile d'approcher le gouvernement belge sur une question aussi délicate. Que vos amis le pressentent et nous verrons. » Le 22 mars, un mot de M. de Mun me faisait savoir « qu'en

haut lieu on ne se prêterait à aucune causerie de ce genre. »

La Belgique a donc poussé le scrupule jusqu'à se sacrifier elle-même plutôt que de sembler, par de libres entretiens avec nous, méconnaître un instant sa neutralité. Pour qu'elle sortît de cette réserve, il a fallu la rencontre du roi Albert avec Guillaume II à Potsdam, en octobre 1913, et la vision subite d'un péril prochain. Encore n'y eut-il entre nous, même après cet avertissement, aucune entente conclue ni recherchée. Mais l'alerte de 1911 avait ému la Belgique, et c'est spontanément que nombre de nos voisins s'étaient demandé si la défense de leur neutralité et de leur indépendance était suffisamment assurée. En septembre et en novembre 1911, de longs débats s'étaient engagés successivement au Sénat et à la Chambre des représentants, et de vifs reproches avaient été adressés au ministre de la Guerre, le général Hellebaut, sur les lacunes de l'armement et de l'organisation militaire. Quant à nous et à l'Angleterre, nous nous étions bornés, en 1912, à faire part, aussi prudemment que possible, à Bruxelles des inquiétudes que causaient à nos états-majors les plans offensifs allemands, dont nos services de renseignements avaient été vaguement informés. C'est ce qu'a expliqué M. de Broqueville, chef du cabinet belge, dans la séance secrète qu'a tenue la Chambre des représentants, en 1913, pendant la discussion du projet de loi militaire que le gouvernement s'était décidé à déposer (1). « *L'origine de notre projet de loi,*

(1) *Bulletin documentaire belge*, classement général, n° 192, série critique, n° 76, 21 avril 1917. — V. *Mémoires* du lieutenant général baron DE RYCKEL, sous-chef d'état-major de l'armée belge



*disait-il, est contenue dans le dépôt de la loi allemande de juin 1912. Cette loi est la plus grande tension de force que l'Allemagne se soit imposée depuis 1870. Ce pays aura en première ligne trois cent mille hommes de plus que la France. Pendant l'été dernier (été de 1912), nous avons appris que cette augmentation avait pour but de faire passer l'armée allemande à travers la Belgique. Cela, nous l'avons appris de différentes puissances. Notre inquiétude est encore augmentée par le fait que des plans nous ont été communiqués. Aussi avons-nous voulu rechercher quelle était la situation des faits. » (Ici le ministre donne lecture de différents rapports concernant la possibilité, pour l'Allemagne, de jeter, en une nuit, cinquante mille hommes devant Liège). Nous devons donc nous garder vis-à-vis de l'Allemagne. Pour ce qui concerne la France, permettez-moi de vous rappeler que Lille est déclassé, que de nouveaux forts ont été construits à notre frontière du sud et que le gouvernement français a augmenté le nombre des régiments de cavalerie et d'infanterie. Je ne crains pas, il est vrai, une violation de notre indépendance par la France. Mais je constate que l'état-major français a dû étudier l'hypothèse d'un passage à travers la Belgique pour le cas où notre territoire ne serait pas respecté par l'Allemagne. Pour prévenir toute surprise, il faut donc que nous nous gardions des deux côtés. Pendant le mois de juillet dernier (1912), un chef d'État, un ami de la Belgique, nous a dit textuellement (1) : « Je*

en 1914, p. 233. Bruxelles, « Notre Pays », Société anonyme d'imprimerie et d'édition.

(1) Ce chef d'État était feu le roi de Roumanie, oncle du roi des Belges. V. B. DE RYCKEL, p. 234.

donne à la Belgique le conseil amical de préparer sérieusement sa propre défense, car le miracle de 1870, où la Belgique resta préservée entre les deux armées ennemies, ne se renouvellera plus. »

L'événement a, hélas ! prouvé combien les pressentiments de nos états-majors étaient fondés et combien les généraux britanniques et français avaient eu raison de se concerter en vue de répondre à une invasion de la Belgique par l'Allemagne.

Oui, nos techniciens s'attendaient presque tous à cette violation du droit des gens ; et le général Buat l'avait annoncée dans un livre, et le général Dubail, dans le voyage qu'il avait fait à Saint-Petersbourg en 1911, avait informé les Russes de nos appréhensions. Mais on ne peut, sans stupéfaction, lire la conclusion sacrilège que M. Fabre-Luce tire de ces prévisions concordantes. « Ainsi, dit-il, la surprise de 1914 a été feinte. Cet attentat au droit des gens, qui allait donner un si beau départ à notre propagande, était escompté depuis plusieurs années, et même considéré par Broqueville comme « tout naturel ». En note : « Propos tenu à l'attaché militaire allemand. »

On vient de voir, par les paroles mêmes de M. de Broqueville, s'il considérait comme « naturel » l'attentat de l'Allemagne. Mais, plutôt que de s'en rapporter au ministre belge, M. Fabre-Luce se fie au témoignage de l'attaché militaire allemand. Lui qui avait quinze ans au moment où la guerre a éclaté, il interprète à sa manière des émotions qu'il ne semble avoir ni partagées, ni comprises, parle avec dédain du beau départ de notre propagande et prétend que l'Angleterre, la France et la Belgique ont joué ensemble, par

intérêt, la comédie de l'étonnement. Heureuse jeunesse qui n'a pas connu nos alarmes, nos angoisses et nos indignations !

Non, sans doute, nous n'avons pas été surpris, le jour où l'Allemagne est entrée en Belgique ; non, nous n'avons pas dit au monde que le crime commis n'eût jamais été redouté par nous ; non, nous n'avons pas caché nos longues inquiétudes et nos soupçons répétés. Mais tant que la brutalité du fait n'était pas venue confirmer les renseignements de nos états-majors, nous avions le droit d'espérer que les observations recueillies ne se vérifiaient pas ou que l'Allemagne serait, au dernier moment, arrêtée dans son entreprise, soit par ce commencement de sagesse qu'a plusieurs fois été pour elle la peur de l'Angleterre, soit même par un suprême réveil de conscience. Ce n'est pas parce que les victimes d'un forfait en ont eu d'avance la vision, ni même parce qu'elles ont essayé de s'en protéger, qu'elles perdent le droit de le flétrir.

Depuis la guerre, la communauté de la souffrance a noué entre la Belgique et nous des liens indissolubles. Mais, déjà en 1912, la menace qui planait, à la fois, sur elle et sur nous, nous la rendait particulièrement chère. Nous entendions non seulement être en mesure de remplir, en cas de besoin, nos devoirs de garants, mais associer les deux peuples dans une même œuvre de paix et de progrès, par une confiante collaboration économique et intellectuelle.

Malheureusement, la préparation du traité du 4 novembre avait eu, en Belgique, un contre-coup inattendu. Le 26 octobre 1911, dans un entretien avec M. Jules Cambon, M. de Kiderlen-



Wæchter avait inopinément demandé que la France cédât à l'Allemagne son droit de préemption sur le Congo belge. Ce droit, dont l'origine remontait à la naissance de l'État indépendant, avait été reconnu par la Belgique à la France le 23 décembre 1908, quelques mois après l'annexion de cet État par nos voisins. Il devait s'exercer en cas d'aliénation totale ou partielle, à titre onéreux, des possessions congolaises et en cas d'échange avec une puissance étrangère, de concession ou de location. Le gouvernement belge s'était, en outre, engagé à ne jamais faire de cession à titre gratuit. Rien, dans cet arrangement de 1908, n'indiquait que le droit de préférence, ainsi accordé à la France, pût être transmis par elle à une tierce puissance. Il était, en tout cas, inadmissible que la Belgique ne fût pas consultée avant une telle transmission. Dès qu'avaient commencé avec l'Allemagne nos pourparlers sur le Congo, la Belgique s'était émue. Elle s'était demandé si, en cédant des terres congolaises, nous n'allions pas céder aussi, comme une prérogative attachée au sol, ce droit de préférence. Les juriconsultes avaient rassuré le gouvernement de Bruxelles, mais le public et la presse belges étaient restés anxieux. Ils n'avaient pas tout à fait tort, puisque, le 26 octobre, M. de Kiderlen en venait lui-même à jeter sur le tapis la question qui les inquiétait. Chose singulière pourtant : le 23 juillet précédent, M. de Kiderlen avait dit à M. Jules Cambon : « D'après certains journaux, nous songerions à vous demander votre droit de préemption sur le Congo belge : c'est inexact, et je ne vois là qu'une manœuvre pour exciter les esprits à Bruxelles et à Londres. » Comment, après avoir



tenu, le 23 juillet, ce langage rassurant, M. de Kiderlen revenait-il lui-même, le 26 octobre, sur un sujet qu'il savait délicat? Il était facile de le deviner par la lecture des télégrammes allemands que le quai d'Orsay avait déchiffrés dans l'été de 1911 et qui ont été connus, depuis lors, sous la dénomination de documents verts. Le 26 juillet, M. de Schœn avait télégraphié à l'office des Affaires étrangères de Berlin : « Fondère, qui a eu hier et aujourd'hui de longues conversations avec Caillaux, dit que celui-ci a qualifié de tout à fait impossible la cession de toute la côte du Congo. L'opinion publique l'interpréterait comme un abaissement de la France, et pour lui, ce serait un suicide politique... Caillaux a émis l'opinion (de notre côté, cela va sans dire, il n'avait pas été parlé le moins du monde d'une telle possibilité) que la France pouvait, par traité secret, nous céder son droit de préemption sur le Congo belge. »

Dès le 4 août, M. de Kiderlen, se croyant renseigné par ce télégramme sur les idées du président du Conseil français, avait exprimé devant M. Jules Cambon la pensée qu'il y avait lieu, pour la France et l'Allemagne, de prévoir l'hypothèse de la disparition du Congo belge. Puis, après ce premier coup de sonde, il était revenu, avec plus de précision, sur le même sujet, dans les derniers jours du mois d'octobre ; il avait déclaré qu'il ne pouvait se présenter au Reichstag avec les maigres concessions qu'on lui faisait au Congo, et qu'à défaut de territoires plus étendus, il lui fallait au moins le droit de préemption. M. de Selves refusa, mais il fut donné à l'Allemagne une satisfaction partielle par un article ajouté à l'accord et portant que si le statut territorial du bassin conventionnel du

Congo était un jour modifié, les parties contractantes devraient conférer entre elles et avec les autres puissances signataires de l'acte de Berlin. Le *Livre jaune* montre combien la prétention allemande avait révolté Londres et Bruxelles. La Belgique était restée longtemps troublée et, au moment du vote du traité, M. Ribot, président de la commission sénatoriale, et moi-même, nous avons pris soin de prononcer à la tribune les paroles nécessaires pour la rassurer.

Une heureuse circonstance permit bientôt au gouvernement d'effacer les dernières traces de cet incident. Les souverains belges vinrent à Paris dans la seconde quinzaine de mars. J'avais vu souvent le défunt roi Léopold, mais je ne connaissais encore ni le roi Albert, ni la reine Élisabeth, et je n'imaginais guère que nous fusions destinés à nous retrouver si fréquemment plus tard, durant la longue tourmente qui allait fondre sur nos deux pays. La première impression qu'ils me laissèrent, le 20 mars, au déjeuner intime que leur offrait M. le président Fallières, fut toute de calme et de douceur. Le roi avait une attitude simple, modeste, presque timide, et semblait aussi embarrassé de son rang que de sa haute taille. Il parlait lentement, à voix un peu basse, avec un léger accent flamand, et paraissait toujours s'excuser d'importuner ses interlocuteurs, bien que son langage concis et clair révélât un jugement droit et un esprit élevé. La reine, discrète et charmante, délicate et frêle, était la grâce même. On la devinait faite pour les devoirs de la cour et du foyer domestique. Qui eût pensé alors que, pendant quatre ans d'une guerre impitoyable, qui avait fait tomber

un rideau de fer entre elle et son pays d'origine, elle resterait impassible et sereine sous les bombes, au milieu des troupes belges? Qui eût prévu que le couple royal auquel me présentait M. le président Fallières offrirait bientôt à l'admiration du monde un immortel exemple d'héroïsme et d'honneur chevaleresque?

Après le repas, le roi s'entretint assez longuement avec moi. Il me parla de l'émotion qu'avaient causée, en Belgique, l'automne précédent, les polémiques engagées dans la presse à propos du droit de préemption; il me remercia des déclarations que j'avais faites au Sénat sur un sujet qui avait éveillé les susceptibilités de son pays; il me dit que la Belgique était maintenant rassurée. Elle n'avait plus qu'un désir, c'est que le gouvernement britannique reconnût, comme nous l'avions déjà fait, l'annexion du Congo à l'État belge. Il me demanda, avec beaucoup de tact, s'il nous était possible d'exprimer à Londres un sentiment favorable. Heureux de pouvoir donner à la Belgique un gage de sympathie, je promis volontiers au roi de faire connaître au cabinet britannique notre avis et nos souhaits. D'une provocation de l'Allemagne contre la Belgique ou la France nous ne dîmes pas un mot. La reine parla de musique et de peinture, et nous oubliâmes la politique.

## CHAPITRE IX

Politique de la France envers l'Autriche-Hongrie. — Tentatives de marchandage imaginées à Vienne. — Demandes d'admission à la cote et projets militaires. — Le comte Berchtold succède au comte d'Aehrenthal. — M. Dumaine remplace M. Crozier. — M. Paul Deschanel en Autriche.

La guerre de Tripolitaine s'étendait dans l'espace et dans le temps. L'Albanie s'agitait. La Macédoine fermentait. C'est le moment que notre ambassadeur à Vienne, ancien chef très distingué du protocole, choisit pour essayer de faire un tour de valse avec l'Autriche.

Quelles étaient exactement, en 1912, les relations de la République française avec la monarchie dualiste?

L'Autriche-Hongrie était représentée à Paris par un grand seigneur de belle prestance et de tenue un peu altière, le comte Szécsen de Temerin, qui était, du reste, un très galant homme et avec lequel j'ai eu, jusqu'à son départ, d'excellents rapports personnels. Les instructions qu'il recevait de son gouvernement étaient en général assez conciliantes. On ne pouvait complètement oublier à Vienne la bienveillance qu'avait montrée la France, en 1908-1909, dans l'affaire de Bosnie-Herzégovine. Chargée par le Congrès de Berlin d'occuper et d'administrer ces deux provinces



slaves, l'Autriche-Hongrie en avait toujours préparé, avec persévérance, l'incorporation à l'empire. Je me rappelle avec quel empressement les fonctionnaires impériaux m'avaient facilité la visite de Mostar et de Sarajevo dans un voyage que j'avais fait quelques années avant l'annexion. Ils m'avaient déjà donné l'impression d'être chez eux, et pour jamais. Le 5 octobre 1908, l'empereur François-Joseph avait, de sa seule autorité, étendu ses droits de souveraineté à la Bosnie-Herzégovine.

Le ministre des Affaires étrangères qui lui avait conseillé cette audacieuse décision était Aloïs de Lexa Aehrenthal, d'abord baron, puis comte, qui, depuis deux ans, avait succédé au comte Goluchowsky, et qui, après avoir, dans une carrière déjà longue, incliné d'abord vers une politique d'entente avec la Russie, s'était convaincu que l'Empire des tsars, affaibli par une guerre funeste et par des troubles intérieurs, était momentanément incapable de s'opposer à une action vigoureuse. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait été annoncée, dès le 3 octobre, à Paris, par le comte Khevenhüller, qui était alors ambassadeur d'Autriche, et la France, comme l'Angleterre, s'était résignée, par amour de la paix, à ratifier cette violation du droit européen. A vrai dire, l'Autriche, qui nous avait déjà très utilement aidés en 1906, dans la Conférence d'Algésiras, nous avait immédiatement remerciés de notre complaisance. Dès le 30 octobre 1908, elle avait renoncé à réclamer un Autrichien, soldat à notre Légion étrangère, que le consul allemand de Casablanca avait essayé de faire désertier avec des Allemands et que nos

autorités avaient arrêté ; le mois suivant, l'empereur François-Joseph était même personnellement intervenu auprès de Guillaume II pour calmer l'irritation que cet incident avait causée au Kaiser. Enfin l'Autriche s'était déclarée politiquement désintéressée dans la question du Maroc. Jusqu'à la crise d'Agadir, elle ne nous avait donc donné aucun sujet de plainte. Tous les ministres français qui s'étaient succédé au quai d'Orsay avaient d'ailleurs observé, envers elle, la même conduite. Bien qu'elle fût, comme l'Italie, engagée dans la Triple-Alliance, nous n'avions contre elle ni animosité ni aigreur ; nous la traitions, au contraire, avec cordialité, et nos dispositions amicales n'avaient d'autre limite que le respect de nos propres alliances. Nous souhaitions, en outre, bien entendu, que le même esprit de conciliation rapprochât le plus possible, malgré les souvenirs de 1908, l'Autriche et la Russie. Mais, comme le rappelait, le 30 juillet 1909, dans une dépêche adressée à M. Stephen Pichon, M. Guillemin, chargé d'affaires de France à Vienne, remplaçant l'ambassadeur, M. Philippe Crozier, alors en congé, « des efforts avaient été, à diverses reprises, tentés à Vienne, soit pour provoquer de notre part des interventions inopportunes, soit pour nous associer à des manifestations susceptibles de nous compromettre vis-à-vis de nos alliés et de nos amis. » Et il ajoutait : « Personne ne songerait à contester les avantages trop évidents que les bonnes relations si heureusement établies entre la France et l'Autriche-Hongrie offrent au point de vue de nos intérêts particuliers, aussi bien que de l'intérêt plus général du maintien de la paix en Europe. Mais nous ne

devons pas oublier que les deux pays appartiennent à des groupements opposés. Ce serait pure folie que d'espérer desceller actuellement le bloc austro-allemand, et c'est bien plutôt notre alliance avec la Russie que nous risquerions d'user à ce jeu. Un homme d'État autrichien, ministre d'hier et, sans doute, aussi de demain, esprit assez libéral pour aimer notre pays autant qu'un homme de sa race peut l'aimer, le baron de Beck, me disait récemment encore : « J'espère, dans l'intérêt de nos bonnes relations avec la France, que l'on ne s'y fait pas d'illusions, que l'on se rend bien compte de ce fait que l'alliance étroite avec l'Allemagne est pour l'Autriche une nécessité à la fois politique et ethnographique, géographique et économique. » Et M. Guillemin concluait : « N'offrons donc à l'Autriche que ce que nous pouvons légitimement lui donner, et ne recevons d'elle que ce qu'il est permis d'accepter. Nos rapports avec la monarchie n'en seront pas moins bons, et ils auront plus de chance de durée, s'ils sont exempts de toute équivoque dans le présent et, par suite, à l'abri de toute déception dans l'avenir. » Cette dépêche concordait avec les sentiments que M. Stephen Pichon lui-même avait exprimés dans une lettre datée du 12 juillet ; aussi bien, le ministre s'empressa-t-il de communiquer l'avis de M. Guillemin à tous les postes diplomatiques, avec ce commentaire approbatif : « Notre chargé d'affaires à Vienne vient de m'adresser sur les relations franco-autrichiennes, étudiées au point de vue de l'alliance franco-russe, une dépêche intéressante dont je crois devoir vous communiquer ci-joint une copie. *Les appréciations formu-*

*lées par M. Guillemin sont d'accord avec les vues de mon département, lorsqu'il signale, notamment, les inconvénients possibles, dans l'ordre d'idées que je viens de rappeler, d'un rapprochement plus étroit de la France et du gouvernement de Vienne; ce rapprochement n'est nullement envisagé par le gouvernement de la République (1). »*

En 1911, lorsque nos relations avec l'Allemagne se tendaient au point de faire redouter une rupture, l'Autriche-Hongrie se montra moins empressée qu'antérieurement à nous être agréable. Comme l'écrivait à M. de Selves, en l'absence de M. Crozier, de nouveau en congé, M. de Saint-Aulaire, qui avait remplacé M. Guillemin, dans l'emploi de chargé d'affaires, Aehrenthal s'était hâté d'adopter la thèse allemande et de déclarer la France responsable de tous les incidents qui s'étaient produits au Maroc. A propos de la marche que la France avait entreprise sur Fez, sous le ministère Monis, pour protéger nos nationaux menacés, Aehrenthal avait dit à M. de Saint-Aulaire et répété ensuite à M. Crozier : « Vous avez donné un bien mauvais exemple. » (Dépêche du 7 décembre 1911.)

Tout au moins pouvions-nous espérer qu'après la conclusion de l'accord du 4 novembre, l'Autriche-Hongrie imiterait les puissances qui avaient signé l'acte d'Algésiras, notamment l'Italie, et qu'elle adhérerait, sans conditions, au traité franco-

(1) Il est à peine besoin de faire remarquer que cette attitude de M. Pichon est, ainsi que celle qu'il a prise, en 1912, dans la discussion du traité du 4 novembre, en contradiction formelle avec les propos qui lui sont prêtés dans les notes publiées par M. Judet sous le nom de M. Georges Louis. M. Pichon a, d'ailleurs, catégoriquement démenti ces propos.



allemand. Mais Aehrenthal n'avait rien des sentiments du peuple tchèque, au milieu duquel le hasard l'avait fait naître à Hruba Skala. Il n'aimait guère la France et, d'autre part, lorsqu'il jugeait une opération fructueuse pour l'empire, il ne regardait pas de trop près au choix des moyens. Sous son inspiration, l'Autriche-Hongrie retarda son adhésion et se livra cyniquement, envers la France, à une tentative de pression. Elle nous proposa tout de suite un marché. Elle nous laissa entendre qu'en retour de son acceptation, elle désirait que la Bourse de Paris s'ouvrît à des emprunts d'État autrichiens et hongrois. Elle convoitait depuis longtemps cette faveur, qui pouvait avoir pour conséquence d'engager l'épargne française dans les dépenses militaires de la monarchie ; et des intermédiaires suspects, financiers étrangers ou fraîchement naturalisés, s'agitaient beaucoup pour arracher au gouvernement de la République l'admission de ces valeurs à la cote du parquet. Dès la signature du traité, le 6 novembre 1911, M. de Selves, résolu à déjouer ces manœuvres, avait télégraphié à M. Crozier : « Le comte d'Aehrenthal vous demandera de causer avec lui de la convention marocaine. Vous pouvez reconnaître de bonne grâce que l'adhésion rapide de l'Autriche-Hongrie sera un acte particulièrement amical ; mais, après l'attitude que nous avons eue dans l'affaire de Bosnie, il semble que nous soyons en droit de nous attendre à de bons procédés. Je ne sais pas quelles sont les circonstances auxquelles a fait allusion le comte d'Aehrenthal et dans lesquelles nous aurions été défavorables à l'Autriche-Hongrie. La question des emprunts est une question technique, qui n'a

pas de connexion avec l'affaire marocaine. »

Mais le comte d'Aehrenthal continuait à retarder son agrément, et, le 18 novembre, dans un entretien avec M. Philippe Crozier, il avait soin de lier les deux questions que M. de Selves tenait à séparer. Il remettait à notre ambassadeur une « notice confidentielle », avec prière de la communiquer à Paris. Dans ce document, que le ministère du Ballplatz faisait passer, je ne sais pourquoi, par les mains de M. Crozier, au lieu de charger, suivant l'usage, son propre ambassadeur de l'apporter à M. de Selves, il déclarait sans doute que les relations parfaites qui existaient entre l'Autriche-Hongrie et la France permettaient au gouvernement impérial et royal « d'envisager l'accord survenu dans les affaires du Maroc entre la République et l'Allemagne sans jalousie comme sans appréhension » ; mais, après cette jolie phrase, il n'adhérait pas au traité et poursuivait en ces termes : « Nous espérons que le gouvernement de la République voudra bien donner son appui à nos efforts tendant à établir entre les forces économiques de l'Autriche-Hongrie et de la France des rapports répondant à l'attitude politique que les deux puissances se félicitent d'observer mutuellement. *Dans cet ordre d'idées, la possibilité du placement des emprunts de l'Autriche et de la Hongrie sur le marché parisien figure au premier rang. La haute influence du gouvernement de la République, pour peu qu'il se rende à nos vœux d'une façon générale, nous obtiendrait aisément l'admission à la cote officielle des titres de ces opérations.* Nous comptons donc, lorsque la question en deviendra actuelle, faire appel à la bienveillance du gouvernement

français dans l'intérêt des finances autrichiennes et hongroises. Nous choisirons, pour faire une pareille demande, un moment où la situation politique internationale sera favorable aux transactions de cette nature. Du reste, il ne s'agirait pas de l'admission illimitée à la cote, mais d'une mesure qui permettrait aux gouvernements sus-nommés de contracter *chacun*, en l'espace de plusieurs années, un emprunt dont le chiffre ne dépasserait pas 500 *millions de couronnes*. »

Telle était la demande formée par écrit, le 18 novembre 1911, par le comte d'Aehrenthal : « Promettez-nous de nous prêter cinq cents millions de couronnes pour l'Autriche et autant pour la Hongrie, et nous examinerons avec bienveillance la convention marocaine. » Il est difficile de comprendre comment cette condition disgracieuse, mise en 1911 par l'Autriche-Hongrie à son acceptation du traité, a pu être présentée dix ans plus tard, par des commentateurs fantaisistes ou mal renseignés, comme une proposition d'entente politique avec la France. La note du comte d'Aehrenthal constatait, au contraire, que les relations politiques des deux pays étaient déjà parfaites, et elle ne suggérait pas qu'il y fût rien changé. Elle se bornait à demander des avantages financiers. En transmettant le lendemain cette pièce à M. de Selves, M. Philippe Crozier en dégageait lui-même la fâcheuse signification : « Il n'est pas douteux, écrivait-il, que de la réponse que nous ferons à ces ouvertures dépendra la rapidité ou la lenteur des formalités qui doivent précéder l'accession de l'Autriche-Hongrie au traité franco-allemand. » Ainsi, en retour de l'adhésion de l'Autriche à l'accord du 4 novembre, le comte

d'Aehrenthal nous avait réclamé une aide pécuniaire. Contrairement à ce qui a été dit depuis, il ne nous avait rien proposé, rien offert, rien promis. Et à quel moment sollicitait-il le concours financier de la France? Au moment où l'Autriche-Hongrie développait ses armements sur terre et sur mer, où elle accroissait, sous la pression de l'Allemagne, sa flotte de la Méditerranée, où elle fabriquait cette artillerie lourde que nous avons vue pendant la guerre sur le front de Flandre et de Lorraine. Favoriser les emprunts autrichiens et hongrois, c'eût donc été nous exposer à de périlleuses aventures; c'eût été, en tout cas, payer d'un prix exorbitant l'adhésion de la monarchie dualiste à l'accord franco-allemand. Mais M. Philippe Crozier, qui avait conquis à Vienne, dans le corps diplomatique, une réputation justifiée d'élégance mondaine, avait un instant respiré, en recevant la note du comte d'Aehrenthal, la fumée de la gloire, et s'était mis en tête de remporter avec l'Autriche un succès analogue à celui que M. Barrère avait obtenu à Rome neuf ans plus tôt. Féré de ce beau projet, il avait envoyé coup sur coup à M. de Selves, le 19 et le 20 novembre, un télégramme, deux dépêches et un long rapport, qui ne se faisaient remarquer ni par la logique, ni par la clarté, et dont se déduisait péniblement cette conclusion qu'il ne fallait pas répondre par un refus à la demande d'admission à la cote. « Il n'est pas douteux, écrivait-il dans sa dépêche du 19 novembre, que nous ne pouvons pas répondre négativement à l'appel d'ordre général fait à la bienveillance du gouvernement de la République. » Et il ajoutait : « Il s'agirait, en somme, de reprendre le projet



d'emprunt hongrois de 500 millions, ébauché en 1908 à Budapest, lors du voyage de M. Caillaux, ministre des Finances, et d'un chiffre égal pour l'Autriche, ces deux emprunts devant être contractés en l'espace de plusieurs années. » La pensée qu'il exprimait ainsi, contrairement aux instructions qu'il avait reçues le 6 de M. de Selves, M. Crozier cherchait à la justifier, le lendemain, 20 novembre, dans une nouvelle dépêche, à laquelle il joignait un exposé détaillé de ses vues personnelles. Il concédait qu'on pouvait juger prématurée la demande de l'Autriche ; il ajoutait même : « Il eût été plus adroit, semble-t-il, de ne pas en reparler au moment, sinon à l'occasion de l'accession de l'Autriche-Hongrie au traité franco-allemand. Cette accession dont l'Allemagne, au cours des pourparlers, s'est portée garante, est loin d'avoir la portée que le ministre impérial et royal essaie de lui donner... Quoi qu'il en soit, le comte d'Aehrenthal nous a saisis de sa demande d'admission à la cote. Ce peut être une occasion de vérifier, dès maintenant, s'il est possible, comme certaines considérations semblent l'indiquer, d'obtenir, en échange, de l'Autriche-Hongrie des garanties positives supplémentaires pour le maintien de la paix et contre une agression de l'Allemagne. »

Et dans la longue note annexée à cette dépêche, M. Philippe Crozier résumait, avec une imagination un peu confuse, le vaste programme qu'il avait conçu. On pourrait profiter de la demande d'admission à la cote pour tâcher de savoir de l'Autriche dans quelle mesure la Triple-Alliance lui laissait sa liberté d'action. « Toute la question, disait-il, revient à déterminer si la célèbre clause,

dite de Gastein, subsiste dans le traité d'alliance (de Triple-Alliance) actuel et quelle est l'extension de la latitude qu'elle laisse à l'Autriche-Hongrie, dans le cas où l'Allemagne serait engagée dans une guerre agressive contre la France. La demande du comte d'Aehrenthal de deux emprunts de 500 millions chacun à contracter sur le marché de Paris au profit de l'Autriche et de la Hongrie, offre une occasion de lui demander des éclaircissements à ce sujet. Nous pourrions ensuite, si sa réponse sur ce premier point le permet, lui demander de préciser par des engagements formels les garanties supplémentaires de paix que nous pourrions attendre de l'Autriche-Hongrie. Il ne semble pas douteux que l'on pourrait compter sur une intervention amicale de l'Autriche-Hongrie auprès de son alliée avant l'ouverture des hostilités, si l'agression n'était pas brusquée ou, dans le cas contraire, dès le début des hostilités. Mais cela ne suffit pas : il serait indispensable que nous pussions obtenir d'autres garanties, précisément dans le cas où le conflit aurait éclaté ; par exemple, à défaut de la neutralité absolue de l'Autriche-Hongrie, tout au moins sa neutralité temporaire (pendant un délai qui permettrait à la Russie d'être prête à entrer en ligne), avec liberté, après ce délai, ou en cas de revers de l'Allemagne, de prendre l'initiative d'une intervention pour le rétablissement de la paix, au besoin en provoquant la réunion d'un congrès. En admettant que la clause dite de Gastein subsiste encore, les conditions ci-dessus paraîtraient pouvoir être acceptées par l'Autriche-Hongrie ; et je ne suis pas le seul ici à penser qu'au cas d'une agression de l'Allemagne, on eût pu confirmer la

monarchie dans son désir de neutralité par un prêt d'un milliard à échéances successives et convenablement échelonnées ; c'était une sorte de projet de « grand secours » à tenir en réserve. La demande du comte d'Aehrenthal oblige à « brusquer les étapes ».

Lorsqu'on cherche à dégager de ces rêveries fumeuses une idée réalisable, on croit comprendre que M. Philippe Crozier proposait au gouvernement de la République d'attirer l'Autriche dans une conversation pour lui demander des garanties contre une agression de l'Allemagne. Aucune démarche ne pouvait être plus dangereuse ; aucune n'était de nature à irriter davantage l'empereur Guillaume II, s'il venait à la connaître. A propos du voyage du roi Édouard VII en Autriche, le vicomte Grey of Fallodon a écrit quelques phrases dont la sagesse contraste avec les nuageuses conceptions de M. Crozier : « La malicieuse suggestion que, lors de la visite du roi Édouard à l'empereur d'Autriche, une tentative aurait été faite par lui ou par quelqu'un de son entourage, pour semer la division entre l'Autriche et l'Allemagne, a été démentie par la publication du rapport confidentiel que sir Charles Harding a fait de cette visite. Je puis ajouter que je recommandai à sir Fairfax Cartwright, lorsqu'il alla à Vienne comme ambassadeur, de ne rien faire qui pût causer un trouble entre l'Allemagne et l'Autriche. Nous désirions que l'Entente et la Triple-Alliance vécussent amicalement côte à côte. C'était là le meilleur régime qu'on pût pratiquer. Si nous intriguions pour briser la Triple-Alliance, notre affirmation que l'Entente était entièrement défensive et n'était pas dirigée contre l'Allemagne

cesserait d'être vraie. De toute évidence, il pourrait s'ensuivre une perturbation et un risque de guerre (1). »

Réflexions très justes, que notre ambassadeur avait le tort de ne pas faire. M. Philippe Crozier prenait, avec une sincérité touchante, ses désirs pour des réalités, ce qui est, à en croire Bossuet, le signe du plus grand dérèglement de l'esprit. Son plan primitif consistait, comme on vient de le voir, à attendre l'agression de l'Allemagne pour acheter, au prix d'un milliard, la neutralité, au moins temporaire, de l'Autriche-Hongrie. Mais, comme le comte d'Aehrenthal désirait obtenir sur-le-champ la promesse d'un milliard, l'ambassadeur, un peu embarrassé, émettait timidement l'avis que le gouvernement de la République avait à opter entre trois solutions : refus, acceptation pure et simple du principe de deux emprunts de 500 millions, et enfin acceptation du même principe, avec présentation immédiate de notre demande de garantie. Il ne dissimulait pas sa préférence pour ce dernier parti, mais il se gardait bien de donner au ministre l'assurance que les pourparlers, s'ils étaient engagés, réussiraient ; il reconnaissait, au contraire, que le vague projet qu'il soumettait au gouvernement se heurterait à de grandes difficultés. « L'opposition que l'ambassadeur d'Allemagne mène ici maintenant, avec le soutien d'un certain nombre des membres du parti allemand, et peut-être aussi avec l'appui secret de l'archiduc Franz-Ferdinand, disait M. Crozier, oblige sans doute en ce moment le ministre à une prudence peut-être difficile à

(1) *Twenty five years*, vol. I, p. 202 et 203.



concilier avec la déclaration que nous souhaiterions et qu'en tout état de cause les liens contractuels de la monarchie rendent délicate. Plus délicate encore sera la condition du secret à laquelle le ministère impérial et royal tiendrait probablement, s'il se résolvait à ce que nous demandons. Pourrions-nous en prendre l'engagement absolu? Cela paraît douteux; il semble qu'il faudrait que nous pussions faire état auprès de nos amis et de nos alliés, en tout ou partie, de ce que nous aurions obtenu. »

Les idées de M. Crozier n'avaient pas seulement l'inconvénient d'être tantôt obscures, tantôt chimériques. Alors même qu'elles eussent été réalisables, l'engagement de neutralité que l'Autriche aurait pris envers nous, pour le cas où nous aurions été attaqués par l'Allemagne, n'eût malheureusement été pour la paix qu'une caution dérisoire. Que se serait-il passé si, d'une part, l'Allemagne nous avait déclaré la guerre, et si, d'autre part, l'Allemagne et l'Autriche l'avaient, d'un commun accord, déclarée à la Russie? M. Crozier ne prévoyait pas cette hypothèse, qui n'était pas cependant, hélas! la plus invraisemblable. Au mois d'août 1914, après l'agression de l'Allemagne contre nous, l'Autriche-Hongrie s'est, pendant quelques jours, flattée de rester neutre envers nous. Son ambassadeur, le comte Szecsen, n'a pas quitté Paris; il a paru se bercer de l'espoir que les rapports entre la République et la monarchie des Habsbourg ne seraient pas rompus; et finalement, c'est la France qui a été réduite à constater que l'état de guerre, existant entre son alliée la Russie et deux États de la Triple-Alliance, existait aussi par voie de consé-

quence entre nous et l'Autriche-Hongrie. A supposer donc que les difficultés prévues par M. Philippe Crozier lui-même ne se fussent pas produites et que le comte d'Aehrenthal eût laissé engager une conversation qu'il n'avait ni provoquée ni encouragée, le programme de M. Crozier aurait été inopérant sur un point essentiel. Loin d'être en présence de propositions concrètes, M. de Selves se trouvait en face du néant.

Aussi bien, le 1<sup>er</sup> décembre, lorsque le comte Szecsen était venu lui parler du traité franco-allemand et avait fait allusion à des emprunts autrichiens et hongrois, le ministre avait-il répondu que les deux questions n'étaient pas et ne pouvaient être liées, que la seconde serait examinée en son temps, mais qu'il était désirable que le gouvernement austro-hongrois mît d'abord quelque empressement à régler la première ; et il avait prévenu notre ambassadeur de cette sage réponse.

Quelques jours après, M. Crozier étant de nouveau absent de Vienne, M. de Selves recevait de notre chargé d'affaires, M. de Saint-Aulaire, cette importante dépêche du 7 décembre 1911, dont j'ai parlé plus haut. M. de Saint-Aulaire montrait comment Aehrenthal, impatient de réparer son prestige personnel, atteint par la faillite de sa politique italienne, avait « tendance à multiplier les coups de sonde de tous côtés, sans cependant s'engager dans aucune direction, mais en s'appliquant à ne s'en fermer aucune. On le voit, disait-il, successivement et parfois simultanément, prendre, avec ou sans l'aveu de l'Allemagne, des initiatives auprès des puissances en vue d'une médiation dans le conflit italo-turc, s'en pré-

valoir également à Rome et à Constantinople comme d'un service rendu à chacun des deux adversaires au détriment de l'autre, flirter avec la Bulgarie, sans négliger sa politique de rapprochement avec la Russie et, après avoir poursuivi vainement des fins contradictoires, revenir à son point de départ, malgré tous les obstacles, et immoler le chef d'état-major général à l'intérêt supérieur de l'amitié austro-italienne. Et bien qu'une demande d'emprunt ait son but en elle-même, c'est aussi au même besoin d'obtenir un succès sur un terrain où le projet d'emprunt hongrois de l'année dernière a été pour le comte d'Aehrenthal l'occasion d'un échec, qu'il faut attribuer les propositions qu'il nous a adressées. Mais, déconcerté par des événements qui bouleversaient ses plans et égaré par le désir trop impatient d'y trouver, à tout prix, l'occasion d'un succès, le comte d'Aehrenthal a mal calculé son action. Ses qualités remarquables de sang-froid, de mesure et de tact semblent l'avoir abandonné au moment où il en avait le plus besoin. Ainsi ses démarches en vue d'une médiation entre l'Italie et la Turquie ont été faites dans des conditions qui les condamnaient à un échec certain. Quant à la demande d'emprunt qu'il nous a adressée, il a réussi à lui donner les apparences à la fois d'un marchandage et d'une suggestion allemande, qui n'étaient pas faites pour diminuer les difficultés qu'elle soulève par ailleurs. »

Le 20 décembre, M. de Saint-Aulaire insistait : « L'intention du gouvernement austro-hongrois de nous demander un milliard est aujourd'hui notoire. Nul n'ignore aussi que, sans subordonner son accession au traité franco-allemand à un en-

gagement de notre part, c'est à propos de ce traité que la question de l'emprunt a été, pour la première fois, abordée. J'ai déjà été interrogé à cet égard, à plusieurs reprises, par l'ambassadeur de Russie : « En l'état actuel des choses, m'a dit M. de Giers, l'emprunt envisagé par l'Autriche ne peut être destiné qu'à des armements et à des armements dirigés contre nous. » Je me suis appliqué à le rassurer en m'inspirant de l'accueil si clairvoyant que Votre Excellence a réservé aux ouvertures du comte Szecsen. *Dans les milieux autrichiens, on ne dissimule pas que cet emprunt est nécessaire pour l'exécution du programme naval et militaire.* On admet le caractère forcément illusoire des garanties qui seraient données en sens contraire. En effet, si tout ou partie de cet emprunt était appliqué à des dépenses non militaires, il n'en dégagerait pas moins dans l'ensemble du budget des ressources correspondantes qui seraient consacrées aux dépenses militaires. »

Et plus loin : « Cependant, tout en reconnaissant que l'affaire est mal engagée, on ne se résigne pas à renoncer à la perspective d'un emprunt sur le marché de Paris. *On estime que ce concours est indispensable, sinon à la mise en train, du moins à l'achèvement du programme naval et militaire.* Le comte d'Achrenthal notamment s'obstinera sans doute dans la voie où il s'est engagé, car dans une certaine mesure, sa situation personnelle dépendra du résultat de la demande dont il nous a saisis. L'ouverture du marché français aux emprunts austro-hongrois serait, en effet, pour lui un succès de nature à désarmer pour un temps une partie de ses adversaires... Il tiendrait à inscrire à son actif l'appui financier de la France. Il y tiendrait



d'autant plus qu'après s'être flatté une première fois d'atteindre ce résultat à propos du projet d'emprunt hongrois de l'année dernière, il s'est heurté chez nous à un refus que ses ennemis ont représenté comme un échec personnel. Le comte d'Aehrenthal aura montré dans cette affaire une longue patience, mais aussi une psychologie courte. En donnant à sa demande le caractère d'un marchandage, et en l'ébauchant pour la première fois immédiatement après un long entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne, il la présentait dans les conditions les plus propres à aggraver les objections qu'elle soulève déjà en elle-même. Ces objections, je les ai indiquées à plusieurs reprises, notamment dans mon rapport du 22 septembre 1910. Je n'y reviendrai donc pas, si ce n'est pour indiquer qu'elles n'ont rien perdu de leur force en ce qui concerne le danger d'émigration de nos capitaux à Berlin via Vienne. J'ai appris, en effet, de source sûre, que la maison X... de Vienne a mis des sommes très importantes à la disposition du marché de Berlin pendant la crise qu'il a traversée l'été dernier. Nul doute que le courant de capitaux français qui s'établirait en Autriche-Hongrie ne soit, en grande partie, dérivé du côté de l'Allemagne. Sans doute le nouveau projet d'emprunt ne saurait être envisagé sans la contre-partie de garanties d'ordre politique, mais *tout en évitant soigneusement toute allusion à ce que pourraient être ces garanties, j'ai pu m'assurer que les bureaux du ministère impérial et royal des Affaires étrangères sont très éloignés d'en admettre même le principe.* Le comte d'Aehrenthal trouvera-t-il dans son désir d'obtenir un succès quelconque et dans ses velléités

intermittentes de demi-indépendance à l'égard de Berlin des raisons suffisantes pour donner des garanties positives et durables sur l'attitude du cabinet de Vienne? Je ne sais et je ne chercherai pas les occasions de m'en assurer, car, si aucune ouverture ne nous est faite, j'estime qu'il serait aussi chimérique d'espérer de pareilles assurances que dangereux de les demander ou même de les accepter, si, contre toute prévision, elles nous étaient spontanément offertes. »

Il était impossible de railler plus finement le projet grandiose qu'avaient élaboré des financiers de Vienne et de Budapest et que M. Philippe Crozier avait eu la candeur de recommander à Paris. L'accueil de M. de Selves ayant enlevé au comte d'Aehrenthal tout espoir de marchandage, l'Autriche prit le parti d'adhérer, sans conditions, le 23 décembre 1911, au traité franco-allemand.

Mais toutes ces tentatives d'emprunt n'avaient pu rester secrètes, et de Bourse en Bourse, des rumeurs avaient circulé. Le 16 décembre 1911, le *Lokal Anzeiger* de Berlin publiait cette note équivoque :

« Le gouvernement austro-hongrois a autorisé ses ambassadeurs en France et en Allemagne à faire savoir que l'Autriche-Hongrie a donné son approbation *en principe* à l'accord franco-allemand, *avec la réserve cependant* que le consentement formel par écrit à cet accord ne suivrait que plus tard. » Le lendemain 17, la *Neue Freie Presse* de Vienne annonçait que, si l'Autriche-Hongrie ajournait son adhésion définitive à l'accord marocain, c'était pour saisir « l'occasion d'améliorer les rapports économiques des deux pays et régler certaines questions pendantes dans

le domaine financier ». La *Neue Freie Presse* parlait, on le voit, comme M. Philippe Crozier.

Ces bruits d'emprunts vinrent jusqu'à Paris, et le 19 décembre 1911, comme la Chambre discutait le traité du 4 novembre, M. Jaurès, rappelant ce qu'avait coûté à la France l'entente avec l'Allemagne, disait (1) : « Et ce n'est pas fini... Voici que nous avons appris que l'Autriche-Hongrie, elle aussi, fait ses conditions. »

A quoi M. de Selves avait répondu par un euphémisme diplomatique : « C'est une erreur. »

« Je suis heureux d'en prendre acte, avait riposté M. Jaurès. Je l'ai lu hier dans les journaux viennois. »

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — L'Autriche-Hongrie a fait démentir cette nouvelle et dire qu'elle n'entendait créer aucun lien entre son adhésion et l'idée à laquelle vous faites allusion, celle d'un emprunt ultérieur. (*Très bien, très bien sur divers bancs à gauche.*)

M. JAURÈS. — M. le ministre des Affaires étrangères me dit qu'ainsi formulée par les journaux viennois, la nouvelle est inexacte. J'en accueille très volontiers l'espérance. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie, nous dit M. le ministre, ne veut pas établir un lien entre l'adhésion qu'il donne à l'accord franco-allemand et les négociations qui se reprendront plus tard. »

Et comme il était aisé, au ton de l'orateur socialiste, de comprendre que cette manière de dissocier provisoirement les deux questions ne lui semblait pas très sérieuse, M. Caillaux avait

(1) *Journal officiel*, compte rendu de la séance du 19 décembre 1911.

cru devoir intervenir dans le débat, pour faire cette déclaration : « Ne jouez pas sur les mots, monsieur Jaurès, je réponds brièvement qu'il n'y a jamais eu les tractations financières dont vous parlez. Je crois que ma réponse est suffisamment nette et précise. » (*Applaudissements.*)

Il était difficile d'infliger à M. Philippe Crozier un plus rude désaveu. M. Jaurès ne fut, d'ailleurs, qu'à moitié convaincu. « Oui, dit-il au président du Conseil, votre réponse est aussi nette qu'en contradiction avec celle de M. le ministre des Affaires étrangères. » (*Rires et applaudissements sur divers bancs. Mouvements divers.*)

Le démenti du gouvernement français n'empêcha pas, d'ailleurs, la *Wiener Allgemeine Zeitung* (1) de répéter, quelques jours après, qu'un échange de vues avait eu lieu récemment entre financiers français et austro-hongrois, à l'effet d'ouvrir le marché de Paris à des emprunts de la monarchie dualiste et le journal, évidemment renseigné sur les intentions du Ballplatz, prédisait que la cote de la Bourse parisienne allait être accordée jusqu'à concurrence d'un milliard de couronnes : 500 millions pour l'Autriche et 500 millions pour la Hongrie. Le 26 décembre, *le Petit Journal*, commentant cette information, disait savoir que le comte d'Aehrenthal n'avait fait sa proposition à M. Crozier qu'après s'être mis préalablement d'accord avec l'ambassadeur allemand à Vienne, M. de Tschirschky, et qu'à Berlin, on était très satisfait du précédent qui allait, sans doute, permettre à bref délai l'introduction des valeurs allemandes sur le marché français.

(1) *Le Temps*, 25 décembre 1911.



Cette nouvelle avait naturellement traversé la Manche, et le 30 décembre 1911, un journal britannique ami, le *Daily Mail*, avait lancé à M. Philippe Crozier ce sage avertissement : « L'Angleterre et la France doivent considérer que l'Autriche est liée à l'Allemagne par une alliance formelle. Le discours adressé jeudi aux délégations par le ministre de la Guerre autrichien, le général von Auffenberg, indique à quoi l'argent sera dépensé. A supposer que les capitalistes en France et en Angleterre soient disposés à prêter, l'emprunt sera consacré à augmenter l'armée autrichienne d'un nouveau corps d'armée de trente mille hommes et à construire une flotte de dreadnoughts dans l'Adriatique. On demande donc au peuple français et au peuple anglais de trouver de l'argent pour des armements qui peuvent être utilisés contre eux, des armements qui nécessitent des contre-armements, de nouvelles dépenses et de nouveaux efforts pour eux. Dans de telles circonstances, les financiers français et anglais doivent à leur pays et à la Triple Entente de ne rien faire pour aggraver la rivalité des armements. « Pas d'argent pour la guerre » doit être leur devise. »

La mèche allumée par M. Crozier continuait cependant à brûler avec plus de fumée que de clarté. Le gouvernement français avait tenu à mettre le pied dessus et, le 2 janvier 1912, avait été donnée aux journaux une note démentant qu'aucune négociation eût lieu ou fût sur le point d'avoir lieu au sujet d'emprunts austro-hongrois.

C'est qu'aussi bien, à cette date même, le gouvernement russe ayant été renseigné par M. de Giers sur la demande d'emprunt qu'avait formée

l'Autriche, M. Isvolsky était arrivé chez M. de Selves : « L'ambassadeur est venu me voir hier, télégraphiait le 3 à M. Georges Louis le ministre des Affaires étrangères. Il m'a notamment entretenu des bruits qui circulaient relativement à un emprunt autrichien, et il a manifesté l'impression fâcheuse que produirait en Russie le concours que donnerait la France alliée. Je l'ai rassuré. »

Le même jour, M. de Selves écrivait à M. Klotz, ministre des Finances : « Ainsi que vous le savez, on parle, depuis quelque temps, de l'émission éventuelle d'un emprunt d'État autrichien ou hongrois en France. La réalisation d'une telle opération sur notre marché serait de nature à nous créer de très sérieuses difficultés du côté de la Russie. Je me propose de vous donner à ce sujet des explications verbales détaillées ; mais il m'a paru utile de vous mettre d'ores et déjà en garde contre les sollicitations dont vous pourriez être l'objet de la part des établissements financiers susceptibles de s'intéresser à l'émission d'un emprunt de la monarchie austro-hongroise ». M. Klotz avait aussitôt pris note de cette recommandation et découragé les banquiers qui s'étaient adressés à lui. Le lendemain, 4 janvier 1912, M. de Saint-Aulaire qui, en l'absence de M. Crozier, gérait encore notre ambassade à Vienne, écrivait à M. de Selves : « Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par mon télégramme du 29 décembre dernier, le ministère impérial et royal des Affaires étrangères m'a fait savoir que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris a été chargé de notifier au gouvernement de la République l'accession définitive de son gouvernement au traité franco-allemand. Cette décision, plus

prompte que les déclarations antérieures du cabinet de Vienne ne l'annonçaient, a été toute spontanée. Je me suis soigneusement abstenu de toute démarche qui eût risqué de ramener la conversation sur les emprunts et d'encourager de nouveau des velléités de marchandages. Le meilleur moyen de hâter l'accession de l'Autriche-Hongrie m'a paru être d'affecter de nous en désintéresser, de n'y voir qu'une question de forme, concernant, d'ailleurs, au moins autant l'Allemagne que la France. De son côté, le comte d'Aehrenthal paraît avoir senti l'inutilité ou même l'inconvénient de surfaire le prix de l'accession de l'Autriche-Hongrie. »

Le 13 janvier, au moment même où il allait quitter le quai d'Orsay, M. de Selves, frappé de la clairvoyance de M. de Saint-Aulaire, avait tenu à le remercier, et ses remerciements étaient la condamnation la plus sévère des propositions de M. Crozier : « J'ai l'honneur, écrivait-il, de vous accuser réception du rapport que vous avez bien voulu m'adresser le 4 de ce mois, au sujet des projets d'emprunts autrichiens sur la place de Paris. J'ai lu ce rapport, ainsi que vos dépêches en date des 19 et 20 décembre, avec un intérêt dont je tiens à témoigner d'une façon particulière. La clairvoyance avec laquelle vous avez su, dans cette affaire, pénétrer les mobiles du cabinet de Vienne et l'habileté dont vous avez fait preuve en décourageant de sa part toute velléité de marchandage ont été appréciées à leur juste valeur par le département. » Et il ajoutait : « De son côté, l'ambassadeur de Russie m'a fait part, au cours d'un entretien qu'il a eu le 2 janvier avec moi, de l'impression fâcheuse que le gouverne-

ment impérial ne manquerait pas de ressentir au cas où son alliée, la France, serait disposée à prêter un concours financier à l'Autriche-Hongrie. M. le ministre des Finances, à qui je m'étais empressé de signaler ces appréhensions, en même temps que je lui faisais connaître les précisions contenues dans vos rapports, a prévenu les services de son ministère, par une annotation personnelle, de l'attitude que le gouvernement comptait prendre en présence des sollicitations dont il pourrait être l'objet, à cet égard, de la part des établissements financiers. Cette attitude est en harmonie complète avec vos propres suggestions (1). »

Les choses en étaient là, lorsque j'ai succédé à M. Caillaux ; et si j'ai reproduit de si longs extraits de cette correspondance, c'est que, depuis la guerre, M. Crozier a étourdiment prétendu que M. de Selves avait approuvé ses idées. D'autres ont surenchéri et allégué que c'était moi qui avais ensuite écarté, par complaisance envers la Russie, une offre d'entente politique faite à la France par la monarchie austro-hongroise. Il n'y a jamais eu aucune offre de ce genre ; il y a eu une demande d'argent, appuyée par des financiers et quelques journalistes ; M. de Selves l'a repoussée et il a félicité M. de Saint-Aulaire, qui en avait démontré le péril.

Peu de jours après mon arrivée au quai d'Orsay,

(1) Ni ces lettres de M. de Selves, ni les déclarations faites par M. Caillaux, en réponse à M. Jaurès, n'empêchent M. Fabre-Luce d'écrire, avec une belle assurance, que « les suggestions de l'Autriche sont abandonnées par le quai d'Orsay après la chute du cabinet Caillaux ». C'est avec cette impartialité et cette sûreté de documentation que ce jeune auteur fait ses débuts dans les études historiques.



le comte d'Aehrenthal tombait malade ; dès la fin de janvier, son état était désespéré ; il mourut le 17 février. Il avait été question de le remplacer par le comte de Burian, ministre des Finances et de Bosnie ; l'archiduc héritier ne le jugea pas assez docile aux volontés de l'Allemagne ; et, pour être agréable à son ami Guillaume II, il recommanda instamment le comte Berchtold, sorte de grand seigneur fonctionnaire, homme du monde façonné à la discipline administrative, mais dépourvu d'autorité et pauvre de caractère. M. Crozier lui-même, enfin rentré à Vienne, le jugeait assez exactement dans une dépêche qu'il m'adressait le 13 février : « En cas de crise, il saura louvoyer assez habilement. Mais il ne donnera pas le vigoureux coup de barre qui pourrait être nécessaire pour éviter une catastrophe. »

Dès que j'avais appris la mort d'Aehrenthal, j'avais, par courtoisie, prié notre ambassadeur d'exprimer les condoléances de la République au gouvernement austro-hongrois et à la famille du défunt. Je tenais à bien marquer par là qu'en toute circonstance nous trahissions l'Autriche en pays ami. Je lui donnai, du reste, par la suite, des gages réitérés et plus positifs de nos sentiments. J'observai, bien entendu, la même conduite que M. de Selves, à l'égard des emprunts d'État, dont l'empire austro-hongrois avait fait son deuil ; mais, me conformant, sur ce point, à la politique de mes prédécesseurs, j'appuyai d'avis favorables, plusieurs fois dans le cours de l'année, des demandes d'admission à la cote, qui concernaient d'autres valeurs hongroises ou autrichiennes et qui ne pouvaient cacher des combinaisons mi-

litaires. C'est ainsi que le 5 mars, j'écrivis à M. Klotz que je ne voyais pas d'objection diplomatique à ce que fussent cotés des titres du Crédit Foncier de Hongrie ; et, si l'admission fut ajournée, ce ne fut pas par mon fait, ce fut à cause de la situation générale du marché hongrois. C'est ainsi également que, le 18 mars, la Bourse de Paris fut officiellement ouverte aux valeurs des chemins de fer vicinaux de Hongrie. C'est ainsi enfin que, le 1<sup>er</sup> octobre, je consentis à ce que fût admise une tranche nouvelle d'actions du Crédit Foncier autrichien. Voilà comment nous avons mis la France à la remorque de la Russie et comment nous redoutions le froncement de sourcils de son ambassadeur (1).

J'avais vu M. Crozier avant son retour à Vienne et je lui avais confirmé les instructions générales de M. de Selves. Mais à peine avait-il regagné son poste, qu'il recommençait à rêver tout éveillé. Parce que le grand-duc André de Russie, troisième fils du grand-duc Wladimir et de la grande-duchesse Marie, avait, en revenant de Sofia, au début de février, fait une courte visite à l'empereur et roi, notre ambassadeur voyait, dans cette démarche de courtoisie, le signe d'un rapprochement définitif entre l'Autriche et la Russie. Il regrettait que le ministère précédent ne se fût

(1) Jusqu'en 1914, le quai d'Orsay avait toujours eu un droit de contrôle sur l'admission à la cote des valeurs étrangères. Cet usage avait été modifié sous le dernier cabinet. Questionné à la Chambre le 3 février par M. Damour, député, j'avais répondu que le gouvernement avait été unanime à penser qu'en pareille matière l'intérêt français devait primer l'intérêt financier, et qu'en présence de chaque demande, le ministère des Finances se mettrait, comme par le passé, d'accord avec le ministère des Affaires étrangères.

pas discrètement entremis pour assurer cette entente et « en exclure l'Allemagne ». Et après avoir imaginé cette manière originale d'assurer la paix, il prophétisait : « Au commencement de 1910, l'Autriche et la Russie avaient marqué, sous une forme encore platonique, que rien ne les séparait. C'était la première étape. Elles croient maintenant qu'elles ont intérêt à s'entendre. La visite du grand-duc André marque le début de la grande étape de ce rapprochement. » (Dépêche du 10 février.) Quelques jours après, le 22 février, il exprimait encore la confiance que l'amélioration des rapports austro-hongrois allait entraîner un progrès dans les relations de la France et de l'Autriche ; et l'on ne pouvait, en effet, que souhaiter ce double résultat ; mais, arrivé à l'objet essentiel de sa lettre, M. Crozier la terminait un peu mystérieusement : « Cela dépend de nous ; j'entrerais, le cas échéant, dans le détail des moyens. »

J'attendis jusqu'après le 18 mars les indications annoncées. Dans une dépêche du 7, M. Crozier répétait qu'il appelait, *depuis trois ans*, l'attention du gouvernement de la République sur l'intérêt que nous avions à ne pas laisser le rapprochement austro-russe, qu'il considérait comme inévitable, s'effectuer en dehors de nous ; et alors que notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, M. Georges Louis, très sceptique sur les prophéties de son collègue, estimait que, si la Russie s'efforçait d'améliorer ses relations avec l'Autriche, c'était pour « la surveiller et la contenir » dans les Balkans (1), M. Philippe Crozier continuait, lui, à préconiser une entente entre la Russie, la France

(1) 21 février 1912.

et l'Autriche, pour « assurer l'indépendance de cette dernière et celle de l'Italie vis-à-vis de Berlin ».

C'était là, une fois de plus, un vaste et audacieux projet, celui-là même dont lord Grey a si justement dénoncé le péril. Mais M. Crozier ne disait toujours ni comment il serait accueilli par l'Allemagne, ni même comment on pourrait l'exécuter. Le 18 mars, il essayait enfin d'être plus clair : « Le nouveau ministre des Affaires étrangères, disait-il, le comte Berchtold, élève, collaborateur, ami et successeur désiré du comte d'Aehrenthal, s'efforcera d'être son continuateur. L'assurance qu'il m'a donnée, dès sa prise de possession du ministère, de son désir de maintenir et développer les excellentes relations qui s'étaient établies depuis quatre ans entre l'Autriche-Hongrie et la France n'était pas une simple clause de style. J'ai rapporté à Votre Excellence dans quels termes l'empereur et le ministre des Affaires étrangères, dans leur entretien avec moi, s'étaient loués de la communauté des points de vue austro-hongrois et français dans la question de la médiation entre l'Italie et la Turquie. Depuis lors, revenant sur cette question, le comte Berchtold a été plus explicite encore avec un de ses collaborateurs du Ballplatz, de qui je tiens cette information. A propos de l'adhésion de l'Autriche-Hongrie à la suggestion qu'avait faite Votre Excellence de questionner simultanément le gouvernement italien et le gouvernement turc sur les conditions auxquelles ils accepteraient de signer la paix, le ministre ajoutait : « C'est une nouvelle et frappante manifestation de l'identité des points de vue des deux pays dans



la question d'Orient ; cela tient à ce qu'ils n'y poursuivent l'un et l'autre qu'une politique de conservation sans arrière-pensée, mais cet accord de nos vues est singulièrement précieux pour le maintien de la paix en Europe ; peut-être en est-il la plus solide garantie. Il s'était déjà manifesté, lors de la crise de 1908-1909 ; il se répète et se précise aujourd'hui : en le maintenant, on travaillera pour le bien de l'Europe et des deux pays. »

Jusqu'ici, rien de plus sage que ces observations de M. Crozier, encore qu'il acceptât avec un peu de complaisance les assurances de l'Autriche sur le *statu quo* oriental et qu'il poussât la condescendance jusqu'à la duperie en consentant à prendre l'annexion de la Bosnie pour un acte de conservation. Mais il constatait lui-même qu'à propos de la guerre italo-turque, je m'étais spontanément entendu avec l'Autriche, que j'avais eu soin de pratiquer vis-à-vis de l'empire dualiste une politique amicale et que le comte Berchtold s'en félicitait. Malheureusement, aussitôt après ce préambule, il oubliait de nouveau les instructions qu'il avait reçues de M. Stephen Pichon et de M. de Selves et enfourchait, une fois de plus, son coursier favori : « A ces excellentes dispositions pour la France, le besoin de capitaux, non pas seulement pour les armements, mais aussi et plus encore pour mettre en valeur et exploiter les richesses des diverses parties de la monarchie, vient ajouter pour le nouveau ministre un motif d'une force singulière pour maintenir la politique extérieure austro-hongroise à notre égard dans la voie que le comte d'Aehrenthal avait suivie et dont il avait tracé le développement futur. » Cette phrase embarrassée était suivie d'une alternative hési-

tante : « Je me suis attaché à réserver jusqu'ici l'entière et absolue liberté de décision du gouvernement français. Il peut, s'il le veut, laisser tomber les propositions du comte d'Aehrenthal » (de proposition, nous avons vu qu'il n'y en avait jamais eu aucune ; il n'y avait eu qu'une double demande d'emprunts d'État pour l'Autriche et la Hongrie), « et cependant, prolonger les relations actuelles. Tout au plus, cela entraînerait-il à continuer d'admettre, de temps à autre, à la cote de la Bourse de Paris le papier de certains grands établissements financiers autrichiens ou hongrois ; on éviterait ainsi des campagnes dans les parlements ou dans la presse de la monarchie ; et tout pourrait continuer comme devant. Il faudrait seulement prendre grand soin de maintenir l'importance et la fréquence de ces opérations dans des limites assez étroites ; sinon on donnerait indirectement au gouvernement austro-hongrois la possibilité de trouver dans des emprunts intérieurs les sommes dont il peut avoir besoin, sans qu'il soit possible d'obtenir de lui aucun avantage spécial en échange. » Rien encore de plus juste ; mais M. Crozier sortait ensuite prudemment l'autre corne de son dilemme, et il revenait à son idée de placer à Paris un emprunt hongrois de 500 millions de couronnes et un emprunt autrichien de même somme. Sans doute, reconnaissait M. Crozier, il faudrait, en retour, demander des garanties de sécurité à l'Empire et, sans craindre de se contredire, il avouait qu'on ne nous en avait jamais proposé aucune. « Il conviendrait, disait-il, de laisser à l'Autriche-Hongrie ou de l'amener à prendre l'initiative des propositions à ce sujet. » Lui laisser l'initiative, l'amener à la prendre ;

rien donc n'était encore venu de l'Autriche, mais, bien qu'il eût lui-même précédemment écrit que l'entreprise était ardue, il se reprenait à la recommander. Il se croyait décidément de taille à séparer l'Autriche de Guillaume II. Par une coïncidence piquante, au moment même où M. Crozier se flattait de réussir dans ce grand dessein, le 25 mars, Guillaume II venait à Vienne ; il était, au château de Schœnbrunn, l'hôte du vieil empereur François-Joseph, et, en sa qualité de chef de la Triple-Alliance, il avait avec le comte Berchtold une longue entrevue, dont le ministre se gardait bien de confier les secrets à M. Philippe Crozier. Puis, le Kaiser partait pour Corfou ; il se rencontrait à Venise avec le roi d'Italie ; mais de Venise, il ne voguait pas directement vers l'Achilleïon ; il entrait dans le canal Fasana avec son yacht impérial, le *Hohenzollern* ; il défilait devant l'escadre austro-hongroise pour la passer en revue ; il mettait pied à terre dans l'île de Brioni, y rencontrait l'archiduc François-Ferdinand, revêtu de l'uniforme d'amiral allemand, visitait les fortifications de l'île, et ne reprenait qu'ensuite la route de Corfou. Marchant debout dans son rêve étoilé, M. Crozier dédaignait ces indices et se persuadait que l'Autriche, oublieuse de l'Allemagne, ne jurait plus que par lui.

Pendant ce temps, ce n'était pas seulement M. de Saint-Aulaire qui me mettait en garde contre les tenaces illusions de l'ambassadeur ; c'était notre distingué consul général à Budapest, M. de Fontenay, qui m'écrivait : « L'Autriche pense au partage de la Turquie. L'occasion lui paraît bonne pour une nouvelle étape qui serait l'Albanie, et de cette façon, par Monastir, la

route de Salonique. C'est l'œuvre, à Vienne, de certains militaires austro-hongrois. Nul doute qu'on n'ait accordé au roi Ferdinand de Bulgarie des promesses pour la Macédoine. On comble la Roumanie d'amabilités en lui faisant espérer le quadrilatère bulgare (1). »

D'autre part, dès le 24 février 1912, notre représentant à Sofia, M. Dard, me dénonçait « l'attitude insolente et provocatrice » que les agents austro-hongrois avaient en Bosnie vis-à-vis des Serbes, et les « dangereuses intrigues » que les consuls de la monarchie dualiste nouaient en Albanie et en Macédoine. Ces sourdes menées austro-hongroises ne troublaient pas la sérénité de M. Philippe Crozier.

L'exceptionnel intérêt que notre ambassadeur portait aux relations financières de la France et de la monarchie détermina le gouvernement à le remplacer par un diplomate moins fantaisiste et à prier M. Klotz de lui faire réserver un poste d'administrateur dans un établissement de crédit. Tous les ministres eurent le sentiment qu'il y serait mieux à sa place que dans une ambassade. Lui-même, il se rallia volontiers à une combinaison qui ne semblait pas lui déplaire. Il accepta un emploi pour lequel il paraissait avoir une vocation et qu'il pouvait tenir avec compétence (2). Ce parti sagement pris, il m'adressa encore, le 18 et le 19 avril, des dépêches où sa pensée olym-

(1) Dépêches de M. de Fontenay, 22 février et 27 juillet 1912.

(2) Dans un rapport de M. M. N. L. Raffalovitch, daté du 14 mai 1914 et publié dans le *Livre noir*, on lit : « ...Il y a aussi des membres français dans l'administration de la Banque agraire autrichienne et, parmi eux, l'ex-ambassadeur français à Vienne, M. Crozier, qui est aussi du conseil d'administration de la Société générale... »



pienne s'enveloppait de nuages : « Le comte Berchtold, après une allusion assez vague, faite, il y a trois semaines, à la proposition d'entente économique, est revenu avec plus de précision sur la question lors de notre dernier entretien ; j'ai évité de répondre, et il en a conclu que ce serait mon successeur qui serait chargé de la réponse ; je lui ai seulement signalé que, lors de notre dernier entretien sur la question, le 3 décembre dernier, le comte d'Aehrenthal avait convenu que le trouble de la situation en Europe ne se prêtait pas même à un simple examen de la question pour le moment. » Que restait-il, après cet aveu, des mirages qui avaient ébloui M. Crozier ? Que reste-t-il surtout de ce qu'il a raconté depuis ?

Quelques jours après, il était reçu en audience de congé par l'empereur François-Joseph, qui, après lui avoir adressé les compliments d'usage, s'était hautement félicité des relations qui unissaient nos deux pays, « meilleures encore qu'elles ne l'ont été depuis trente ans ». Le vieux souverain avait parlé avec éloge des succès de nos troupes au Maroc. M. Crozier terminait sa dépêche en ces termes (23 avril) : « Il (l'empereur) s'est déclaré heureux de savoir, dans les circonstances générales actuelles, à la tête du gouvernement de la République un homme d'État de la valeur que tous reconnaissent à Votre Excellence. Enfin, il m'a, avec sa chaleur coutumière quand il parle de M. Fallières, chargé de répéter au président de la République l'expression de sa vive sympathie et de sa profonde estime. »

Si pacifique, d'ailleurs, que fût le langage de François-Joseph, l'empereur ne cachait pas les appréhensions que lui inspirait l'état de l'Europe :

« J'estime, disait-il, que la paix est devenue beaucoup plus précaire depuis quelque huit mois » (1). Il parlait donc de l'été de 1911 et il n'estimait point que le traité du 4 novembre eût dissipé tous les sujets d'inquiétude.

Depuis la guerre, M. Crozier, qui, malgré sa jeunesse prolongée, semble avoir perdu la mémoire, a osé écrire (2) : « Quand M. R. Poincaré est arrivé au pouvoir, il avait son siège fait. Lui et Paléologue étaient des Balkaniques. J'étais Français et Européen : je fus rappelé. Alors, j'écrivis au président du Conseil pour le mettre en garde contre sa politique, en soulignant que si, avec la mienne, on n'était pas sûr d'éviter la guerre, on gardait du moins le choix de l'heure. »

M. Crozier n'a jamais opposé une politique quelconque à celle du gouvernement ; il ne nous a jamais mis en garde contre aucun péril. Il n'y a pas une ligne de lui qui ait cette signification. J'ai reproduit, si long qu'en fût l'exposé, les vagues suggestions qu'il prenait pour des idées. Il m'a suffi d'en donner connaissance au cabinet pour que tous mes collègues se rendissent compte qu'elles étaient vaines ou même périlleuses. Personne ne s'est avisé de défendre « la politique » de M. Philippe Crozier. Les membres du gouvernement n'étaient, sans doute, ni Européens, ni Français. C'étaient probablement, comme moi, d'horribles Balkaniques. Du moins peuvent-ils se dire aujourd'hui avec certitude que c'est seulement depuis la guerre que M. Ph. Crozier a appris cette phraséologie et qu'en 1912, il ne la soup-

(1) Dépêche de M. Crozier, 25 avril 1912.

(2) *Revue de France*, avril 1921.

connaît même pas. Il se bornait, avant de quitter Vienne, à me transmettre les félicitations de l'empereur. Depuis lors, il s'est cru un grand homme méconnu, et, de très bonne foi, il s'est imaginé qu'il avait tout prévu. L'esprit de la retraite ressemble tellement à l'esprit de l'escalier !

Quelques jours après le rappel de M. Crozier, notre chargé d'affaires, M. de Saint-Aulaire, me mandait qu'aucun journal autrichien ne faisait plus la moindre allusion aux demandes d'emprunts (30 avril). « En rapprochant, disait-il, ce silence général des polémiques furieuses qui avaient naguère accueilli l'échec du projet d'emprunt hongrois (de 1908), j'en conclusais que l'opinion autrichienne comprenait désormais l'inutilité de toute récrimination, le cabinet présidé par Votre Excellence ayant, non seulement la volonté de subordonner la puissance financière de la France à l'intérêt national, mais encore l'autorité nécessaire pour imposer pratiquement le respect de ce principe. La réserve actuelle de la presse autrichienne à ce sujet, surtout dans une circonstance qui pouvait l'engager à en sortir (le départ de M. Crozier), confirme cette conclusion. Il est à souhaiter que le gouvernement autrichien s'abstienne de soulever de nouveau une question dangereuse pour les bons rapports franco-autrichiens, car on risque de les compromettre en leur demandant plus qu'ils ne peuvent donner. »

Ces rapports demeuraient très bons, après comme avant le changement de notre ambassadeur. M. de Saint-Aulaire, en effet, me télégraphiait à cette même date du 30 avril : « J'ai eu communication officieusement du paragraphe consacré aux relations franco-autrichiennes dans l'exposé de

politique extérieure que le comte Berchtold doit faire aujourd'hui à la première séance des délégations hongroises. Le ministre des Affaires étrangères insiste sur l'identité de point de vue des cabinets de Paris et de Berlin dans les affaires d'Orient et voit dans la concordance de leur politique conservatrice un des éléments les plus favorables de la situation actuelle. Ce paragraphe est, dit-on, de beaucoup le plus chaleureux de toutes les parties de l'exposé relatives aux puissances non alliées de l'Autriche. En ce qui concerne la Russie, le comte Berchtold s'exprime avec une réserve qui causera sans doute quelque déconvenue à Saint-Pétersbourg et qui met au point les informations récemment publiées sur les progrès de la détente austro-russe. »

Le discours que prononça le comte Berchtold fut conforme aux renseignements qui avaient été donnés d'avance à M. de Saint-Aulaire. « Les relations particulièrement bonnes que nous entretenons avec la France s'expliquent, dit le ministre, par cette circonstance heureuse qu'aucune opposition d'intérêt quelconque ne nous sépare de cette puissance. Ce fait apparaît notamment dans le domaine de la politique orientale. La diplomatie française agit, comme la nôtre, dans un sens conservateur et elle cherche, par son influence, à empêcher l'amoncellement des nuages dangereux dans cette région critique. Nous savons apprécier comme il convient cette concordance pacifique et nous pouvons la mettre à l'actif de notre bilan politique. »

Le comte Berchtold rendait donc pleine justice à la politique française. Dès que fut publié son discours, je m'empressai de demander à M. de



Saint-Aulaire d'aller porter au ministre les remerciements du gouvernement de la République et le comte Berchtold pria notre chargé d'affaires de me dire combien il était sensible à ma démarche. (Télégrammes des 4 et 6 mai.)

Au même moment, M. de Saint-Aulaire prenait la peine de remettre au point les hypothèses de M. Crozier sur le prétendu rapprochement de l'Autriche et de la Russie. (Dépêche du 2 mai, n° 110.) Les deux pays étaient malheureusement encore fort éloignés de l'accord que nous souhaitions. « D'un récent entretien avec l'ambassadeur de Russie, me disait M. de Saint-Aulaire, j'ai retiré l'impression que le rétablissement des relations normales entre les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg ne doit pas encore être qualifié de rapprochement. Comme notre ambassadeur à Saint-Petersbourg (M. Georges Louis), je suis porté à croire que les deux gouvernements sont toujours animés à l'égard l'un de l'autre de la même méfiance et se « rapprochent » surtout pour se surveiller et, au besoin, se contenir. M. de Giers m'a déclaré notamment que la cour de Vienne était peu empressée à répondre à la visite du grand-duc André en envoyant en Russie un membre qualifié de la famille impériale. On remet ce voyage à une date indéterminée, en prétextant le séjour actuel du tsar à Livadia et ses projets de déplacements pendant l'été. M. de Giers doute que la visite du grand-duc André soit rendue cette année. »

« Quant aux déclarations du comte Berchtold devant les délégations, remarquait ensuite M. de Saint-Aulaire, elles sont, avec un peu plus de cordialité dans la forme (que celles de M. Sazonoff à

la Douma), tout aussi réservées. Les relations des deux pays, a-t-il dit, doivent être suivies avec un soin particulier ; et s'il a parlé de « leur développement amical », c'est en des termes exprimant un souhait plutôt qu'une constatation. On s'est même demandé si l'affirmation particulièrement chaleureuse de l'identité des politiques de la France et de l'Autriche en Orient ne contenait pas une pointe cachée contre la Russie. »

Moins de huit jours plus tard, le comte Berchtold trouvait une nouvelle occasion de donner à la France un témoignage d'estime. M. Paul Deschanel, qui était à la veille de poser sa candidature à la présidence de la Chambre et qui désirait faire oublier un discours autrefois mal interprété par la presse autrichienne, était venu, au retour d'un voyage dans les Balkans, passer à Vienne les journées des 7 et 8 mai.

Cette élection présidentielle avait provoqué des compétitions nombreuses et avait même failli m'obliger à un remaniement du cabinet. Elle avait été rendue nécessaire par la mort de M. Henri Brisson, brusquement survenue, le 14 avril, pendant les vacances parlementaires de Pâques. Le lendemain, présidant le conseil général de la Meuse, j'avais proposé la levée de la séance en signe de deuil, et beaucoup d'assemblées départementales avaient suivi cet exemple. Quatre jours après, sur la tombe du vieux républicain, du fervent patriote, de l'incomparable président que nous perdions, j'avais exprimé la douleur de ses amis et la reconnaissance du gouvernement (1). Aussitôt, en l'absence

(1) *Journal officiel* du 20 avril 1912.

des Chambres, avait commencé le jeu des candidatures. Poussé par beaucoup de députés, M. Delcassé avait d'abord accepté de se présenter, et, comme tout annonçait qu'il serait élu, j'avais été amené à chercher un autre ministre de la Marine. D'accord avec mes collègues, je m'étais adressé à l'amiral Boué de Lapeyrère, qui avait préféré garder son commandement, puis à l'amiral Fournier, qui m'avait remercié de mon offre conditionnelle et s'était mis aimablement à ma disposition. Mais M. Delcassé avait voulu courir ses chances sans donner au préalable sa démission de ministre, et cette décision l'avait assez lourdement handicapé. Ses compétiteurs encouragés s'étaient multipliés et, à la veille du vote, il devait finir par renoncer à la lutte. Le 23 mai, M. Deschanel, qui avait, autrefois déjà, occupé le fauteuil, était élu par 292 voix contre 208 données à M. Étienne.

C'est en attendant ce scrutin qu'il accomplissait son voyage en Autriche. On ne lui sut pas trop mauvais gré à Vienne d'avoir autrefois, sous la coupole, annoncé la mort de la monarchie dualiste. On ne prévoyait pas que l'événement dût si tôt lui donner raison. M. de Saint-Aulaire informa le comte Berchtold de cette visite française et le comte Berchtold ménagea à M. Deschanel une audience impériale, lui offrit lui-même un grand déjeuner et recommanda aux journaux de lui faire bon accueil. Dans une lettre qu'il m'adressait, notre chargé d'affaires constatait que les prévenances dont avait été entouré à Vienne M. Paul Deschanel avaient dépassé celles dont M. Roosevelt y avait été l'objet et il concluait : « Elles ont le mérite de paraître désintéressées ; elles n'ont, en effet, été gâtées, malgré les longs et

libres entretiens de M. Deschanel avec divers personnages politiques, par aucune allusion à la possibilité d'un emprunt autrichien sur le marché de Paris. »

Je m'étais naturellement efforcé de trouver à M. Ph. Crozier un successeur qui fût désigné pour un poste important par ses services dans la carrière et qui eût le tact nécessaire pour améliorer de plus en plus, sans hâte maladroite et sans contreparties pécuniaires, nos relations avec l'Autriche-Hongrie. J'avais soumis à l'agrément du gouvernement impérial et royal le nom de M. Dumaine, et la réponse avait été extrêmement favorable. Sur ma proposition et sur l'avis unanime du conseil des ministres, M. Fallières signa cette nomination, et grande fut la satisfaction à Vienne dans les centres officiels et mondains. (Télégramme de M. de Saint-Aulaire du 24 mai 1912.)

A peine M. Dumaine venait-il d'arriver à son poste (1), que deux souverains balkaniques, le tsar de Bulgarie et le roi de Monténégro, rendaient visite à l'empereur François-Joseph. Ferdinand, accompagné de ses fils, les princes Boris et Cyrille, et de son président du Conseil, M. Guéchoff, fut, du 1<sup>er</sup> au 3 juin, l'hôte de la cour impériale. Il paraît bien invraisemblable que, pendant ce séjour, le gouvernement autrichien n'ait rien connu des accords balkaniques, tout récemment négociés par M. Guéchoff. Cependant, au dîner de gala de Schoenbrunn, François-Joseph parla de la haute sagesse du tsar de Bulgarie, « dont le royaume forme, dans les Balkans, un élément d'ordre et de tranquil-

(1) V. *La dernière Ambassade de France en Autriche*, par M. DUMAINE. Plon-Nourrit, éditeurs.



lité». « Paroles et déclarations faites, dit M. Du-maine, pour procurer à la duplicité de Ferdinand une secrète et délicate jouissance. » Pour mieux encore se rassasier de cette volupté perverse, le tsar de Bulgarie quitta Vienne à destination de Berlin et fit bruyamment à Potsdam l'éloge de l'armée allemande. Il fut aussitôt remplacé à Vienne par le roi Nicolas de Monténégro, qui reçut la propriété d'un régiment impérial et qui fut solennellement remercié d'avoir aidé la monarchie austro-hongroise à maintenir la paix dans les Balkans. C'était lui qui devait, quelques semaines plus tard, y déchaîner la guerre. Or, M. Guéchoff lui-même a raconté (1) que c'est à Vienne, en ce mois de juin 1912, qu'eut lieu le premier échange d'idées sur l'éventualité d'une action commune de la Bulgarie et du Monténégro. L'entente était faite entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie, mais aucun traité n'avait encore été signé avec le Monténégro. M. Guéchoff avait profité de son voyage à Vienne pour y donner rendez-vous à d'autres hommes politiques bulgares, M. Daneff, qui revenait de Livadia, M. Théodoroff, qui rentrait de Paris, M. Rizoff, ministre à Rome. Ils s'étaient réunis, dit-il, « afin de délibérer à quatre sur la question éventuelle d'une guerre des États balkaniques contre la Turquie, si celle-ci provoquait un conflit ou si l'Italie transportait la guerre dans les Balkans ». « Avant l'arrivée de M. Rizoff, le 6/19 juin, continue M. Guéchoff, je partis avec Leurs Majestés le roi et la reine pour Berlin. A mon retour à Vienne, où MM. Daneff, Théodoroff et

(1) *La Genèse de la guerre mondiale; la Débâcle de l'alliance balkanique*, p. 36 et suiv. Berne, 1919, Librairie académique Paul Haupt

Rizoff m'attendaient, j'appris que, pendant mon absence, M. Rizoff, profitant de ses relations personnelles avec M. le président du Conseil monténégrin avait arrangé, à Hoffburg même, où le roi de Monténégro et sa suite étaient descendus, entre eux deux avec M. Daneff et le chef du cabinet monténégrin, une entrevue dont ils étaient sortis avec l'impression que le Monténégro était prêt à marcher avec nous. Peu après, au mois de juillet, je reçus communication de M. Koloucheff, notre ministre à Cettigné, d'une proposition du roi de Monténégro en vue d'une action commune. » Ainsi c'est à Vienne, dans le palais impérial même, que Bulgares et Monténégrins se concertaient, dès le mois de juin, en vue de la guerre balkanique. Comment croire que l'Autriche ait tout ignoré de ce qui se passait chez elle ?

Toujours est-il qu'à la même époque le gouvernement austro-hongrois faisait un effort extraordinaire à Vienne et à Budapest pour obtenir le vote des nouvelles lois militaires. A Budapest, l'affaire avait tourné au tragique. Elle avait ranimé l'ancien conflit entre les droits du Parlement et ceux de la couronne ; elle avait surexcité l'opposition des indépendants et même un peu mécontenté le parti du compromis dualiste. Il s'était produit, à la Chambre, des scènes de violence répétées ; le président comte Tisza avait appelé la police, expulsé des députés, essuyé un coup de feu dans la bagarre et enlevé à la hussarde le vote des lois voulues par le gouvernement commun. A Vienne, la docilité avait été exemplaire. Les gardiens des prérogatives souveraines, l'archiduc héritier, les chefs de l'armée, tous ceux auxquels portaient ombrage les revendications de

la Hongrie, avaient aisément triomphé. En un même jour, à la fin de juin, la Chambre des députés et la Chambre des seigneurs avaient voté l'ensemble d'une loi militaire assurant à l'Autriche une armée de deux millions d'hommes. L'empereur François-Joseph avait aussitôt rendu une longue visite au ministre président du Conseil, comte Stuerghk, pour le remercier et le féliciter. C'est ainsi qu'en 1912, à Vienne comme à Berlin, et bien avant que la France eût pris les moindres dispositions pour augmenter ses effectifs, on continuait à travailler pour la paix.

Moins de deux semaines après (1), le ministère commun de la monarchie austro-hongroise se réunissait sous la présidence du comte Berchtold pour examiner le budget de 1913 et les projets de crédits extraordinaires présentés par le ministre de la Guerre, ceux-là mêmes qui avaient motivé, comme l'avait indiqué M. de Saint-Aulaire, les demandes d'emprunts adressées quelques mois plus tôt à la France. « La nécessité de ces crédits extraordinaires, écrivait M. Dumaine, fut énergiquement défendue par le comte Berchtold et par le général de Schémua, chef d'état-major général. Le montant des crédits réclamés par l'administration militaire n'est pas moindre de 250 millions de couronnes. Ces crédits seraient destinés pour une grande partie à l'acquisition du matériel d'artillerie rendu nécessaire par l'augmentation prévue du contingent, mais surtout au remplacement d'une partie du matériel en usage, considéré comme défectueux, à l'armement des forteresses et à l'acquisition d'appareils d'aviation

(1) Dépêche de M. Dumaine, n° 174, 13 juillet 1912.

militaire. Malgré les arguments pressants qu'a fait valoir le ministre de la Guerre, la demande de crédits extraordinaires a dû être retirée devant les objections d'ordre purement financier qu'ont opposées le ministre autrichien des Finances avec modération, le président du conseil des ministres hongrois des Finances sous une forme très catégorique... Je dois signaler à Votre Excellence que, d'après les comptes rendus officieux de la presse, le ministère commun aurait, au cours de sa récente réunion, et à propos des crédits militaires, examiné une intéressante question d'ordre financier, celle de l'état actuel du marché des fonds publics dans les deux pays de la monarchie. Cet état aurait été considéré, sinon comme critique, du moins comme si peu satisfaisant qu'il exclurait toute possibilité d'envisager l'éventualité d'émettre, pour le moment, des emprunts quelconques sur le marché intérieur. »

Il était donc établi que la situation financière ne permettait, ni à Vienne, ni à Budapest, de faire immédiatement face aux dépenses projetées par les administrations militaires, et que c'était pour sortir d'embarras qu'à la fin de 1911 et au début de 1912, l'Autriche avait tourné du côté de M. Philippe Crozier des regards languoureux. Il était bon de la garder comme amie ; il était inutile de lui fournir des armes. J'avais promis aux Chambres de fortifier nos alliances, non de les affaiblir, et il ne s'était trouvé personne, ni dans l'une, ni dans l'autre Assemblée, pour me conseiller une politique différente.



## CHAPITRE X

L'Alliance russe. — Ses débuts et sa maturité. — Ses avantages et ses difficultés. — M. Kokovtsoff. — M. Isvolsky. — Malentendus provoqués en 1911 par l'ambassadeur de Russie. — Sa correspondance de 1912. — Légende et réalité.

La politique extérieure que j'avais, à plusieurs reprises, définie devant les Chambres et qui y avait été constamment approuvée, reposait, suivant la formule dont s'étaient, avant moi, servis tous les gouvernements, sur le maintien « de nos alliances et de nos amitiés ». Plus exactement, nous aurions dû parler de notre alliance et de nos amitiés. Nous n'avions qu'une alliée, la Russie, et nos accords avec elle avaient précédé de plusieurs années nos arrangements avec l'Italie et avec l'Angleterre.

J'étais nouveau venu au Parlement et je n'avais encore fait partie d'aucun gouvernement, lorsque l'empereur Alexandre III s'était rapproché de la France. La Triple-Alliance avait été instituée à une époque où l'Allemagne ne pouvait prétendre qu'elle était menacée d'encerclement. La France vaincue était isolée et ne devait, en cas d'agression, compter que sur elle-même. Renouvelée et confirmée le 20 février 1887, la Triple-Alliance se dressait, au milieu du continent européen, mystérieuse et redoutable. Personne en France

ni en Russie ne soupçonnait alors les clauses qu'elle contenait et qui ont été révélées en ces dernières années : accord de l'Autriche et de l'Italie sur la question orientale, traité secret entre l'Allemagne et l'Italie sur la politique méditerranéenne, le tout précédé d'une entente anglo-italienne, communiquée à l'Autriche et par elle approuvée.

En 1888, Alexandre III avait encore reçu la visite de Guillaume II et, lorsqu'il l'avait rendue, en octobre 1889, il s'était dit satisfait de sa conversation avec le Kaiser. Il n'en avait pas moins senti l'équilibre de l'Europe ébranlé par le groupement des puissances centrales et, sans aucune hostilité contre l'Allemagne, il avait cherché à le raffermir. Le 11 mai 1890, le grand-duc Nicolas était venu à Paris, y avait vu M. de Freycinet, président du Conseil et ministre de la Guerre, et lui avait parlé avec insistance de ses sympathies pour notre pays (1).

Au mois d'août suivant, Guillaume s'était rendu en Russie, au camp de Krasnoë-Sélo, et le général de Boisdeffre, invité lui-même aux manœuvres de Narva, avait assisté à la rencontre des deux souverains. Avec le ministre de la Guerre et le chef d'état-major russe, général Obroutchoff, il avait commencé l'étude d'un plan de défense commun. L'année suivante, l'amiral Gervais, ayant conduit à Cronstadt la division navale française, y était accueilli avec enthousiasme. M. de Giers, ministre des Affaires étrangères, indiquait à notre ambassadeur, M. de Laboulaye, que « le moment semblait venu de faire un pas de plus dans la voie de l'Entente ». M. de Laboulaye pré-

(1) Ch. DE FREYCINET, *Souvenirs*, 1878-1893. Delagrave.

venait M. Ribot, ministre des Affaires étrangères de France, auquel le baron de Mohrenheim répétait : « La Triple-Alliance se ruine en armements ; l'accord intime de nos deux pays est nécessaire pour maintenir en Europe une juste pondération des forces. » M. Ribot entretenait aussitôt de ces ouvertures renouvelées M. Sadi Carnot, président de la République, et M. de Freycinet. J'ai su, depuis lors, combien le président Carnot et M. de Freycinet avaient été, dès le début, favorables à la conclusion de l'entente proposée. M. de Freycinet l'a lui-même rappelé dans ses souvenirs, et le président Carnot me l'a confirmé, en ce qui le concernait personnellement, lorsque j'ai été, deux ans après, l'un de ses ministres. Après qu'il fut tombé sous le poignard de Caserio, celle qui avait été son admirable compagne et qui veillait si pieusement sur sa mémoire m'a même prié, en deux circonstances, d'insister publiquement sur le rôle qu'il avait joué dans la formation de l'alliance et j'ai précieusement gardé les lettres où elle me remerciait des précisions que j'avais fournies, à ce sujet, dans des discours prononcés à Nolay et à Limoges.

En juillet 1891, une nouvelle prolongation de la Triple-Alliance avait été, pour les gouvernements russe et français, l'occasion d'un rapprochement plus intime ; et M. Ribot avait envoyé à M. de Laboulaye un projet d'arrangement. La conversation s'était poursuivie pendant toute l'année 1891 sur les questions politiques et pendant toute l'année 1892 sur les questions militaires (1). On était tombé d'accord, en principe, sur les unes et

(1) V. *Livre jaune*, 1918, « l'Alliance franco-russe ».

sur les autres. Mais l'approbation définitive de l'Empereur n'avait pas encore été donnée. J'eus connaissance de la continuation des pourparlers, en 1893, sous le premier cabinet Charles Dupuy, dont je faisais partie comme ministre de l'Instruction publique. Renseigné par le président Carnot, M. J. Develle, ministre des Affaires étrangères, chargea M. de Montebello, qui avait, depuis quelques mois, succédé à M. Laboulaye, de reprendre les conversations interrompues ; mais le ministère Charles Dupuy disparut avant que nous fût donnée la réponse impériale. C'est seulement le 30 décembre 1893, sous le cabinet Casimir-Perier, que M. de Montebello apprit, par un mot de M. de Giers, que la convention des états-majors était ratifiée par Alexandre III.

Avant de quitter la rue de Grenelle, j'avais cependant pu me rendre compte par moi-même de l'allégresse que causaient en France les dispositions amicales de la Russie. L'escadre russe, commandée par l'amiral Avelane, avait jeté l'ancre en rade de Toulon. Le président Carnot était allé la passer en revue. Il avait porté un toast « à l'amitié des deux grandes nations et, par elle, à la paix du monde ». (27 octobre 1893.) L'amiral et ses officiers étaient venus à Paris et la population leur avait fait un accueil qu'aucun chef d'État allié n'a, plus tard, retrouvé parmi nous. Comme ministre des Beaux-Arts, j'avais été appelé à organiser une réception à l'Opéra. Pendant toute la soirée, ce fut un enthousiasme indescriptible. Rien cependant ne permettait de croire qu'il y eût, dans cette exaltation générale, une poussée de l'esprit de revanche. Non, la France, longtemps isolée et toujours menacée, se sentait seulement



soulagée et rassurée ; et elle remerciait avec ferveur ceux qui lui apportaient la paix.

Ces longues négociations avaient surabondamment prouvé que rien ne se faisait en Russie que par la volonté de l'Empereur. C'était de ses sentiments personnels et de ceux de ses successeurs qu'allait dépendre l'avenir de l'Entente. Lorsque le tsar venait à Kiel au mois de juin 1892, ou lorsqu'il envoyait le tsarevitch à Berlin en janvier 1893, le gouvernement de la République n'avait naturellement ni à se plaindre, ni à s'inquiéter de ces démarches ; mais il n'en connaissait pas toujours exactement les détails, et ces entretiens des deux autocrates gardaient pour lui un peu de mystère. Alexandre III étant mort le 1<sup>er</sup> novembre 1894, cette part d'inconnu qui se trouvait originairement dans nos relations avec la Russie parut encore s'élargir. Nicolas II était très respectueux de la mémoire de son père ; mais il passait pour timide ; il avait épousé une princesse allemande, et l'on ne savait rien de ses intentions personnelles. C'est moins de quatre mois après son avènement que le comte Münster, ambassadeur d'Allemagne, apporta au quai d'Orsay une invitation aux fêtes qui devaient être données à Kiel l'été suivant, lors de l'inauguration du canal (1). Le ministre des Affaires étrangères était alors M. Gabriel Hanotaux ; le président du Conseil était M. Ribot ; après un court voyage au ministère des Finances, j'avais repris le portefeuille

(1) V. la critique de la décision prise par le gouvernement français dans *Kiel et Tanger*, de Charles MAURRAS (Nouvelle Librairie nationale, 1910) et la justification dans *les Origines et les Responsabilités de la Grande Guerre*, par E. BOURGEOIS et G. PAGÈS (librairie Hachette, 1921), p. 253 et suiv.

de l'Instruction publique. J'ai gardé le souvenir précis des perplexités où l'invitation de Guillaume II avait plongé M. Hanotaux. Il était porté à la décliner ; mais il craignait que la Russie ne l'acceptât, qu'elle ne se rendît à Kiel en notre absence, que l'inauguration du canal ne fût accompagnée de manifestations peu favorables à notre pays, et que l'amitié franco-russe ne vînt à se faner dans sa fleur. Il pria M. de Montebello d'interroger le jeune empereur. Sur le rapport que lui remit son ministre, Nicolas II écrivit, de sa main, une courte annotation, qui signifiait clairement qu'il ne comprenait rien à nos hésitations et que, du moment où la Russie envoyait des navires à Kiel, elle comptait sur la présence des nôtres. M. Hanotaux donna connaissance de cette réponse au conseil des ministres ; elle leva toutes les objections. Le gouvernement mit néanmoins à son acceptation un certain nombre de conditions. Il demanda que les bâtiments français qui auraient participé aux fêtes pussent être de retour avant le 23 juin, jour anniversaire de la mort du président Carnot, et qu'il ne figurât à la cérémonie aucun navire allemand portant le nom d'une de nos défaites de 1870. L'Allemagne promit tout. Mais à peine avions-nous consenti à envoyer nos cuirassés, que, plusieurs mois avant l'inauguration du canal, le 26 mars, l'Empereur se rendait à Friedrichsruhe, pour remettre solennellement au prince de Bismarck, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la guerre franco-allemande, une épée d'honneur, dont la lame portait les armoiries de l'Alsace-Lorraine, gravées à côté de celles de l'ancien chancelier. Puis, c'était le *Wærrh* qui était rappelé de la Méditerranée tout

exprès pour défiler à Kiel, en vue des bâtiments français ; et enfin, les fêtes de Kiel terminées, c'était, de Wissembourg à Sedan, la célébration en série de toutes les batailles que, vingt-cinq ans plus tôt, nous avions perdues. Voilà comment nous étions récompensés de notre courtoisie.

Nicolas II ne resta pas longtemps pour la France l'énigme qu'il avait d'abord été. Successivement, les présidents Félix Faure, Loubet, Fallières allèrent le voir en Russie ; il leur rendit gracieusement en France les visites qu'il avait reçues de chacun d'eux, et une sorte de rite s'établit peu à peu dans ces échanges de politesses. L'Empereur était simple, doux et affable, mais extrêmement réservé. Il était, en particulier, d'une grande discrétion sur ses relations personnelles avec Guillaume II. Aujourd'hui qu'a été publiée la correspondance des deux empereurs, on est mieux renseigné. Willy, qui avait conscience d'avoir un réel ascendant sur Nicky, mettait à profit cette autorité pour faire passer par Saint-Petersbourg des propositions qu'il n'aurait pas osé nous adresser directement. C'est ainsi qu'en 1900 il réussit à placer sous les ordres du maréchal Waldersee l'expédition internationale chargée de rétablir, après le soulèvement des Boxers, la tranquillité en Chine. C'est ainsi qu'à partir de 1904, il essaya d'indisposer Nicky contre l'Angleterre et d'amener par lui une rupture entre elle et nous. Le 29 octobre 1904, il proposait au tsar un accord, « pour mettre un terme à l'arrogance et à l'insolence de l'Angleterre et du Japon. » Nicky se laissait tenter, puis se ravisait, demandait loyalement l'autorisation de prévenir la France, ne l'obtenait pas et ne signait rien. Mais Willy

ne se décourageait pas. Il renouvelait sa tentative en 1905, à un moment où il savait Nicky désarmé par la défaite navale de Tsoushima, par l'impossibilité de résister plus longtemps aux Japonais victorieux et par la révolution qui grondait à Saint-Petersbourg. Les deux yachts impériaux, le *Hohenzollern* et l'*Etoile polaire*, se rencontrent, le 23 juillet, dans le golfe de Finlande, aux paisibles parages de Bjærkæsund. Willy cherche non seulement à détourner Nicky de l'Angleterre, mais à obtenir qu'il se rapproche de l'Allemagne contre elle ; il lui montre un traité d'alliance tout préparé ; et, pour lui arracher sa signature, il use alternativement de promesses et de menaces ; il prétend que la France a abandonné la Russie pendant la guerre japonaise, et que l'Allemagne, au contraire, l'a aidée ; il consent, d'ailleurs, à ce que Nicky offre ensuite à la France d'adhérer elle-même à l'alliance nouvelle, en remplacement de l'Entente cordiale. Nicky se laisse circonvenir ; il signe, en l'absence de ses ministres, avec le seul contre-seing de l'amiral Birdeff et de son chambellan, le comte Benckendorff. S'il n'avait eu, à son retour, le scrupule de tout dire au comte Lamsdorff, qui lui ouvrit les yeux, nous étions forcés, quelques jours après, de rompre avec l'Angleterre ou avec la Russie. Nicky, un peu confus, écrivit à Willy qu'il fallait ajourner l'entrée en vigueur du traité.

Willy ne se tint pas pour battu. Il s'efforça de mettre dans son jeu un homme politique russe qu'il avait des raisons de croire germanophile, le comte Witte, dont le tsar m'a parlé, d'ailleurs, sans tendresse, en juillet 1914. Guillaume demanda à Nicolas II, et obtint sans difficulté, l'autorisa-



tion de communiquer lui-même à Witte le traité de Bjørke. Mais Witte, qui venait de voir en France le président Loubet et le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, M. Rouvier, ne se faisait pas l'illusion que le gouvernement de la République pût adhérer à une combinaison dirigée contre l'Angleterre, et il ne se chargea pas de gagner la cause du Kaiser. La signature donnée à Bjørke ne fut pas retirée, mais le texte fut complété par une déclaration qui sauvegardait, jusqu'à l'établissement d'un accord à trois, l'alliance défensive de la France et de la Russie (1).

A d'autres moments, comme en témoigne sa correspondance, c'était contre les institutions républicaines et contre la démocratie française que Willy essayait d'indisposer Nicky. Il flattait perfidement ses préventions d'autocrate et lui vantait les supériorités d'une alliance entre les trois empereurs (2). D'autres jours encore, il faisait croire au tsar que l'Angleterre et la France prépareraient contre la Russie une nouvelle combinaison « criméenne » (3). Le tentateur était toujours là. Il ne renonçait jamais à offrir ses amorces et à tendre de nouveaux pièges.

Telles étaient les alertes auxquelles nous étions trop souvent exposés. Ajoutez à cela que le tsar vivait très retiré, qu'en dépit de sa bonne grâce et de sa simplicité, il recevait assez rarement les ambassadeurs, qu'il n'était pas très communi-

(1) V. les pièces, E. BOURGEOIS et G. PAGÈS, *op. cit.*, p. 312 et suiv.

(2) V. notamment les lettres du 25 octobre 1895, du 26 septembre 1905, du 28 novembre 1905, du 21 avril 1911.

(3) Lettre du 13/26 novembre 1905.

catif avec eux. C'était assez pour que, de temps en temps, aux yeux de la France, le visage de la Russie se voilât d'ombres légères.

Ces défauts de l'alliance n'avaient échappé à aucun gouvernement français. Ils avaient été signalés avec force par des hommes politiques et des écrivains d'opinions très diverses. M. Charles Maurras représentait la Russie comme « un empire à demi inculte, troublé par de profondes secousses ethniques et religieuses, exploité par une cour et une administration dont la vénalité reste le fléau. » Et M. Charles Maurras ajoutait : « C'était un monde renversé que cette alliance. Il en devait sortir de communes misères (1). » De son côté, Anatole France dénonçait dans le tsarisme la réaction rayonnant sur toute l'Europe et le centre actif du capitalisme international (2). Il s'élevait surtout contre le secret du traité et, en cela, il n'avait pas tort. Mais c'est l'Empereur lui-même qui, dès le début, avait mis à l'accord cette condition impérative. Le 18 août 1892, il avait dit au général de Boisdeffre (3) : « Je voudrais bien que la convention fût examinée seulement par M. le président de la République et M. Ribot, en qui j'ai toute confiance, s'entendant avec M. de Freycinet. Je crains, si on la discute en conseil des ministres, que fatalement elle ne devienne bien vite publique, et alors, pour moi, le traité est annulé. »

Tous les présidents du Conseil et tous les ministres des Affaires étrangères ont donc gardé,

(1) *Kiel et Tanger*, 1910, p. 17, 18.

(2) *Vers les temps meilleurs*, vol. III, p. 16, 17, 18. Édition d'art Ed. Pelletan.

(3) *Livre jaune*, p. 94.

sur les textes contractuels, le secret le plus rigoureux. M. Anatole France lui-même raconte qu'il a interrogé M. Combes, alors chef du gouvernement, sans obtenir de réponse précise (1).

Je n'étais guère plus renseigné avant d'arriver au quai d'Orsay. Dans les cabinets dont j'avais précédemment fait partie, il n'avait jamais été donné, devant moi, que des indications générales. Mon premier soin avait donc été de me faire ouvrir « l'armoire de fer » où se trouvait le document de 1892, conservé dans une enveloppe qui portait cette annotation de la main de Félix Faure : « La convention militaire est acceptée par la lettre de M. de Giers à M. de Montebello donnant force de traité à cette convention. »

Aujourd'hui que l'on connaît l'écrit tout entier, il est impossible d'en contester le caractère défensif et pacifique. J'en rappelle les termes, qui éclaireront la conduite suivie par la France en 1912 et dans les années suivantes et me permettront, plus tard, de rectifier d'inexplicables erreurs :

« La France et la Russie, *étant animées d'un égal désir de conserver la paix et n'ayant d'autre but que de parer aux nécessités d'une guerre défensive, provoquée par une attaque des forces de la Triple-Alliance contre l'une ou l'autre d'entre elles, sont convenues des dispositions suivantes :*

« 1<sup>o</sup> *Si la France est attaquée par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne.*

« *Si la Russie est attaquée par l'Allemagne ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France*

(1) *Op. cit.*

emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne.

« 2<sup>o</sup> Dans le cas où les forces de la Triple-Alliance ou d'une des puissances qui en font partie viendraient à se mobiliser, la France et la Russie, à la première annonce de l'événement, et sans qu'il soit besoin d'un concert préalable, mobiliseront immédiatement et simultanément la totalité de leurs forces, et les porteront le plus près possible de leurs frontières.

« 3<sup>o</sup> Les forces disponibles qui doivent être employées contre l'Allemagne seront, du côté de la France, de 1 300 000 hommes ; du côté de la Russie, de 700 000 à 800 000 hommes. Ces forces s'engageront à fond en toute diligence, de manière que l'Allemagne ait à lutter, à la fois, à l'est et à l'ouest.

« 4<sup>o</sup> Les états-majors des armées des deux pays se concerteront, en tout temps, pour préparer et faciliter l'exécution des mesures prévues ci-dessus. Ils se communiqueront, dès le temps de paix, tous les renseignements relatifs aux armées de la Triple-Alliance qui sont ou parviendront à leur connaissance. Les voies et moyens de correspondre en temps de guerre seront étudiés et prévus d'avance.

« 5<sup>o</sup> La France et la Russie ne concluront pas la paix séparément.

« 6<sup>o</sup> La présente convention aura la même durée que la Triple-Alliance.

« 7<sup>o</sup> Toutes les clauses énumérées ci-dessus seront tenues rigoureusement secrètes. »

Même après ratification par l'Empereur, cette convention ne prit pas, d'abord, le nom d'alliance. Le mot fut prononcé pour la première fois, au



cours du voyage du président Félix Faure en Russie, et il produisit en France une impression profonde. Lorsque nous nous fûmes rapprochés de l'Angleterre, et surtout, lorsque l'arrangement anglo-russe de 1907 eut mis une trêve, en Asie, aux vieilles rivalités de l'ours et de la baleine, la Triple-Entente se trouva, tout naturellement, constituée. Il y eut, dès lors, en Europe, deux groupements internationaux, l'un au centre, l'autre à la périphérie ; l'un qui avait devancé l'autre et l'avait insensiblement rendu nécessaire, l'autre qui ne s'était formé que pour contre-balancer le premier ; l'un plus dense, plus homogène, qui semblait avoir plus de ressources et de solidité, et qui poussait, par Vienne et Budapest, une pointe sur Bucarest, Sofia et Constantinople, l'autre, moins lié, moins stable, plus dispersé, dont il n'était pas toujours facile d'accorder les éléments disparates.

Ces deux groupes ne s'opposaient d'ailleurs pas l'un à l'autre avec hostilité. Le second avait si peu l'intention d'encercler le premier qu'il était, sans cesse, en relations cordiales avec lui. Entre les deux étaient jetées de larges passerelles. De Rome et de Vienne à Paris, de Berlin à Londres et à Pétersbourg, les communications étaient constantes. Les à-coups de Tanger, de Casablanca, d'Agadir, ne les avaient même pas interrompues entre Paris et Berlin. Le double système européen avait donc fait ses preuves et contribué au maintien de la paix. Aucun gouvernement français n'aurait pris sur lui de le rompre. Si délicat que fût parfois le maniement de l'alliance russe, si différentes que fussent les institutions et les mœurs des deux pays, il fallait bien nous accommoder

d'une combinaison que nous n'aurions pu détruire ou laisser disparaître qu'en mécontentant l'Angleterre et en fortifiant à nos dépens l'hégémonie allemande.

Pendant la crise de 1911, la Russie nous avait prêté son concours loyal, mais son ambassadeur à Paris, M. Isvolsky, avait, par un jeu complexe et personnel, risqué de nous attirer de gros ennuis. Dès que M. de Selves avait appris par M. de Schœn l'arrivée du *Panther* à Agadir, il s'était, conformément à la pratique déjà ancienne de l'Alliance, mis en rapport avec la Russie. Le 8 juillet, notre ambassadeur, M. Georges Louis, télégraphiait de Saint-Petersbourg : « M. Nératoff m'a dit que nous pouvions compter sur tout l'appui du gouvernement russe. » Le 29 juillet, M. de Selves mandait à M. Louis : « Je crois utile que vous envisagiez toutes les éventualités avec le gouvernement russe, et il me paraîtrait nécessaire que vous vissiez l'Empereur dès son retour. » Le 31 juillet, le 2 août, le 5 et le 14, sans cependant avoir encore vu l'Empereur, M. Georges Louis confirme que la Russie est résolue à remplir son devoir d'alliée. « Si, par suite de l'échec de nos pourparlers actuels, nous arrivions à un conflit avec l'Allemagne, elle nous donnerait contre celle-ci son concours, non seulement diplomatique, mais militaire. » Nous aurons à nous rappeler cette demande et cette réponse, lorsque, pendant la crise balkanique, je serai amené, par une question analogue, à donner, comme je le devais, la même assurance. La Russie nous aurait trahis, si elle avait eu une autre attitude. Nous l'aurions ensuite trahie nous-mêmes, si nous avions répudié les obligations de l'alliance.

Mais en 1911, M. Isvolsky avait cru devoir, de son propre chef, intervenir à Paris. Le 21 août, M. de Selves télégraphiait à M. Georges Louis (1) : « M. Isvolsky, étant venu me voir avant-hier, m'a exprimé l'avis qu'il serait fâcheux que les pourparlers de Berlin pussent échouer faute, de la part de la France, d'avoir ajouté quelques kilomètres carrés au territoire qu'elle voulait bien abandonner à l'Allemagne. La Russie reste, sans doute, fidèle à son alliance ; mais elle aurait de la peine à faire accepter par son opinion publique une entrée en ligne à cause du Maroc. D'ailleurs, a ajouté M. Isvolsky, notre alliance n'est que défensive, et il a insisté sur l'opportunité de se montrer conciliant. » M. de Selves s'était déclaré très surpris de ce langage, d'autant, ajoutait-il, que l'ambassadeur avait exprimé dans le monde et devant des journalistes des propos semblables : « Nous avons le plus grand intérêt, concluait le ministre, à savoir si les paroles de M. Isvolsky reflètent le sentiment vrai de son gouvernement. Je vous prie de vous en informer. »

M. Georges Louis répondit le 22 août (2) : « Le langage que vous a tenu M. Isvolsky et les conseils qu'il donné à son gouvernement s'expliquent par le souvenir, chez lui toujours cuisant, de son échec personnel de 1909 (3). Lorsqu'on craignit que la crise austro-russe ne conduisît à une guerre générale, l'amiral Touchard fut chargé de donner lecture à M. Isvolsky d'un télégramme (n° 120, du 25 février 1909) disant que la Russie devait

(1) Télégramme n° 411.

(2) Télégrammes n°s 292-295.

(3) Lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche.

tout faire « pour écarter le risque d'un conflit dans une affaire où ses intérêts primordiaux ne sont pas engagés et dont, par conséquent, l'opinion publique française ne comprendrait pas qu'une guerre pût sortir, à laquelle les armées de la France et de la Russie devraient prendre part aux termes de l'alliance. » Aujourd'hui, M. Isvolsky reprend, vis-à-vis de vous, les mots mêmes de la communication qui aurait été, il y a deux ans, l'une des principales causes de son échec. Je crois, en tout cas, qu'il faut continuer à tenir le gouvernement russe au courant de nos conversations avec Berlin et que l'heure est venue de procéder, comme nous le lui demandions en 1909, à un examen en commun de la situation. *Que ce soit la Russie qui ait à faire appel à la France, ou la France à la Russie, c'est seulement à la condition d'un concert préalable que l'alliance peut donner tous ses résultats.* » Retenons cette phrase. Je l'ai moi-même employée plus tard, et, chose étrange, c'est une de celles que M. Fabre-Luce m'a reprochées.

Le 23 août, M. Georges Louis revenait sur le cas de M. Isvolsky (1) : « Son langage lui a été inspiré uniquement par ses souvenirs personnels de 1909. » La démarche qu'il avait faite ne lui avait pas été prescrite par le ministre. Les informations recueillies par M. Louis, notamment auprès de M. Demidoff, lui permettaient d'affirmer que nous restions assurés de tout l'appui du gouvernement impérial. Un examen approfondi de la situation, ajoutait M. Georges Louis, demeurerait néanmoins nécessaire.

(1) Télégramme n° 297.



Mais M. Isvolsky ne renonce pas aux initiatives inopportunes. Loin de là. Le 25 août, M. Georges Louis télégraphie (1) que l'ambassadeur de Russie à Paris a pris sur lui de suggérer à son gouvernement une médiation entre la France et l'Allemagne. Le *Novoïe Vremia* fait paraître un article favorable à cette idée et M. Georges Louis ajoute : « C'est une proposition à écarter explicitement et sans retard, car elle ferait dévier la Russie de son rôle d'alliée. » A quoi M. de Selves répond le même jour : « Saisissez le plus tôt possible l'occasion qu'offre l'article du *Novoïe Vremia* pour faire écarter explicitement par M. Nératoff toute idée de médiation russe. » M. de Selves et M. Georges Louis étaient donc d'accord pour penser que l'alliance devait jouer pleinement dans les affaires marocaines, et pour ne pas permettre à la Russie de se dérober à ses engagements.

Mais, le 31 août, brusque volte-face du gouvernement russe (2). M. Louis a donné lecture à M. Nératoff du dernier projet d'accord franco-allemand, et il a constaté un changement inattendu dans les dispositions du gouvernement impérial. « M. Nératoff s'est montré beaucoup moins ferme dans ses promesses d'appui. » On redoute maintenant que « trouvant l'occasion bonne de faire la guerre, nous ne modifiions le caractère de l'alliance et que nous ne cherchions à entraîner la Russie dans un conflit qui peut être évité ». M. Georges Louis suppose qu'un mot du général Dubail, mal compris en Russie, a dû provoquer ce revirement imprévu. Le général

(1) Télégramme n° 298.

(2) Télégramme de M. Louis n° 313.

Dubail est venu à Saint-Pétersbourg pour se concerter avec l'état-major russe, et il a proposé de supprimer le mot « défensive » dans le préambule — que j'ai cité plus haut — de la convention militaire. Pour lui, cette suppression n'avait d'autre objet que d'assurer aux armées alliées la possibilité d'engager, si une guerre nous était déclarée, une offensive stratégique ; le caractère de l'alliance ne devait pas être changé. C'est ce que M. de Selves s'empresse d'expliquer.

Le 1<sup>er</sup> septembre, tout est éclairci. Le général Gilinsky a déclaré que l'Empereur ne se déroberait pas à ses engagements ; puis il a indiqué, avec une parfaite sincérité, les motifs d'ordre militaire qui devaient faire désirer que la guerre fût évitée ; mais le concours de la Russie ne nous en est pas moins assuré. Les généraux ont décidé de ne pas toucher au texte de la convention militaire ; ils se bornent à reproduire, dans le procès-verbal de leur délibération, l'avis, déjà exprimé en 1910, que le mot « défensive » ne concerne pas la conduite des opérations. « L'entente est complète, télégraphie M. Georges Louis (1), et, il me semble, entièrement satisfaisante. » « ... La situation est maintenant très claire. Aucun doute n'est plus possible sur le but que poursuit M. Nératoff. En me parlant comme il l'a fait avant-hier, il s'est rendu l'interprète, non de la pensée de l'Empereur, mais de celle de son ancien chef, M. Isvolsky. Il voulait nous amener à demander la médiation de la Russie. De là son insistance sur la nécessité d'éviter la guerre et son silence sur le concours militaire qui nous avait été précédemment promis.

(1) Télégrammes de M. Georges Louis nos 316-317-318.

Quant à l'Empereur, le langage de son entourage immédiat et des grands-ducs, la franche attitude de son ministre de la Guerre et de ses généraux, tout nous prouve que, quelles que soient les circonstances, et, malgré les efforts tentés auprès de lui en sens contraire, il est resté inébranlable dans sa fidélité à l'alliance (1). »

Au moment même où se dissipait le malentendu, M. Isvolsky revenait encore voir M. de Selves, et, prétendant s'inspirer d'une note qu'il avait reçue de son gouvernement, insistait sur « le haut intérêt de la Russie à voir se terminer pacifiquement le différend actuel. » Il reprenait ses arguments habituels ; l'opinion publique en Russie comprenait difficilement une guerre, à l'occasion de quelques kilomètres de territoires coloniaux. « J'ai répondu à l'ambassadeur de Russie, télégraphiait M. de Selves à M. Georges Louis (2), que j'étais surpris et presque peiné de sa démarche. Je vous prie de voir le gouvernement, de solliciter une audience de l'Empereur et de dissiper auprès de chacun tout malentendu, s'il en peut exister. » Malgré le télégramme envoyé par M. de Selves, le 29 juillet, M. G. Louis ne semblait pas, en effet, avoir cherché à obtenir une audience de l'Empereur. Le 7 septembre, il était enfin reçu par Nicolas II, et il rendait compte de la conversation : « Lorsque j'ai ajouté que nous demandions seulement ce que l'empereur son père et lui-même nous avaient promis, Sa Majesté m'a répondu aussitôt : « Cela, certainement, et cela va même sans le dire. » L'Empereur n'entrevoit une guerre qu'à propos

(1) Télégramme n° 320.

(2) Télégrammes n°s 428-432.

d'intérêts tout à fait vitaux. » M. Georges Louis lui montre l'importance qu'a pour la France la question marocaine. L'Empereur l'autorise à faire savoir à Paris qu'il donne son entier assentiment aux déclarations du général Gilinsky, consignées dans le procès-verbal dressé par les deux chefs d'état-major français et russe, sous la forme suivante : « Le général Gilinsky a affirmé hautement la volonté du gouvernement impérial de remplir scrupuleusement les obligations que lui impose la convention militaire. » Il est dit, en outre, dans le préambule : « Les deux chefs d'état-major déclarent d'un commun accord que les mots : « guerre défensive » ne sauraient être interprétés dans le sens de guerre que l'on conduira défensivement. Ils affirment, au contraire, la nécessité absolue pour les armées russes et françaises de prendre une offensive vigoureuse et, autant que possible, simultanée (1). »

M. de Selves avait jugé bon de renseigner sur l'attitude de M. Isvolsky notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon : « Vous verrez, lui disait-il, que l'Allemagne a trouvé un auxiliaire dans la personne de M. Isvolsky (2). » Et M. Jules Cambon répondait le 6 septembre (3) : « On ne peut attribuer qu'au désir de jouer un rôle et au manque extraordinaire de mémoire qui a toujours caractérisé M. Isvolsky, au sujet de l'affaire bosniaque, l'attitude qu'il a prise. L'audience que M. Louis aura aujourd'hui ou demain de

(1) Dépêche n° 248. On sait que dans le langage du quai d'Orsay une dépêche est une lettre et non un télégramme. La vieille terminologie a été conservée.

(2) N° 501.

(3) N° 414.



l'empereur Nicolas remettra, sans doute, les choses au point ; mais nous ne devons pas oublier le mauvais service qu'a voulu nous rendre M. Isvolsky (1). »

Si j'ai cru devoir insister ici sur des documents que les égards dus à l'ambassadeur d'un peuple allié n'ont pas permis de révéler en 1911 et en 1912, et sur lesquels le *Livre jaune* relatif aux affaires marocaines a forcément gardé le silence, c'est parce qu'ils sont de nature à éclairer nombre de passages de cette correspondance de M. Isvolsky, dont j'aurai bientôt à parler et que les Soviets ont répandue à travers le monde. Lorsque j'étais arrivé au quai d'Orsay, je connaissais peu M. Isvolsky, mais j'étais mis en garde contre lui par ces pièces qui m'avaient été signalées. Je savais que la préoccupation de son personnage jouait dans sa politique un rôle capital. Il ne se gênait pas pour substituer ses idées à celles de son gouvernement. Il traduisait à sa manière les instructions qu'il recevait et les réponses qui lui étaient faites au quai d'Orsay. Malgré sa physionomie, qui était celle d'un Tatare, plutôt que d'un Européen, il avait toute l'agilité intellectuelle d'un Slave très cultivé. Il parlait couramment le français, l'allemand et l'anglais. Il n'était pas de ces diplomates renfermés qui, pour cacher leurs pensées, se bornent à les envelopper de silence ; il les noyait sous un flot de paroles. Suivant une méthode chère à quelques représentants étrangers, il prê-

(1) Après l'envoi du général Dubail à Saint-Petersbourg et toutes les démarches faites auprès du gouvernement russe, il est plaisant d'entendre M. Fabre-Luce dire (p. 108) qu'en 1911 on a « réglé la question marocaine avec l'Allemagne sans invoquer la protection de la Russie et créer ainsi un précédent à son profit ».

tait volontiers à ses interlocuteurs, dans sa correspondance officielle, le langage qu'il avait intérêt à leur faire tenir ou les conceptions qu'il voulait suggérer à son gouvernement, sans en prendre lui-même la responsabilité. Les ministres français étaient cependant obligés de supporter avec stoïcisme les défauts de cet ambassadeur, puisqu'il était, malgré tout, l'envoyé d'une puissance alliée, et comme cette puissance alliée avait elle-même un gouvernement autocratique, personnifié par l'Empereur, comme d'autre part, M. Georges Louis voyait très rarement Nicolas II, nos relations avec la Russie, pour précieuses qu'elles nous fussent, étaient trop souvent incertaines et troublées, et il était arrivé plusieurs fois que d'une insuffisante compréhension réciproque sortît une mésintelligence temporaire.

De ces incidents de 1911, il y avait à tirer une autre conclusion, non moins importante. Pendant la crise d'Agadir, lorsque le gouvernement français avait vu l'ambassadeur de Russie chercher des prétextes pour faire oublier à son pays les devoirs de l'alliance, il s'était immédiatement indigné, il avait protesté, il avait porté ses réclamations jusque devant l'Empereur, et il avait rappelé à la Russie que, même à propos d'une affaire coloniale, elle nous devait, en face de l'Allemagne, son concours diplomatique, et finalement, malgré les suites de la guerre japonaise, malgré l'insuffisance de la préparation militaire et navale, l'Empereur avait promis d'être fidèle au pacte qui unissait la France et la Russie. M. de Selves et M. Georges Louis n'avaient pas admis, et ils avaient eu raison de ne pas admettre, que la Russie prît entre l'Allemagne et nous une attitude

de médiatrice ; ils avaient exigé qu'elle gardât et remplît son rôle d'alliée. Comment la France aurait-elle pu, un an plus tard, lorsqu'allait éclater dans les Balkans une autre crise, aussi grave pour la Russie que celle du Maroc l'était pour nous, oublier elle-même qu'elle était l'alliée de la Russie ? Comment aurait-elle eu le droit de faire, à son tour, ce qu'elle avait reproché à M. Isvolsky, de se détacher complètement des intérêts russes et de renier l'alliance ? Nous verrons qu'elle n'a jamais marché à la suite de la Russie, qu'elle n'a cessé d'agir auprès d'elle dans un sens modérateur ; mais, si elle avait voulu n'être qu'arbitre ou spectatrice, elle aurait manqué à la foi des traités.

Il restait que l'alliance russe n'était pas toujours d'un maniement facile. Pour tâcher d'améliorer ces relations délicates, je comptais fermement sur M. Kokovtsov, que j'avais connu ministre des Finances en 1906, et qui, en 1912, était en même temps président du Conseil. Je savais quelles étaient son intelligence et sa droiture. Bien que le rôle de premier ministre ne lui donnât pas autorité directe sur tous ses collègues (1), j'espérais pouvoir, au besoin, faire appel à lui. Dès mon arrivée au ministère, il m'avait télégraphié, en me rappelant le souvenir de nos anciennes rencontres, et m'avait envoyé ses vœux de réussite « pour le bien et la prospérité de la France ». Je m'étais empressé de le remercier, en ajoutant que je me félicitais de reprendre avec lui des relations suivies et confiantes. Mon espoir

(1) On peut voir dans le *Livre noir* avec quel soin M. Kokovtsov, dans un rapport adressé au tsar, s'excuse de traiter accidentellement des sujets de politique étrangère (Cf. STIEVE, 3<sup>e</sup> vol., p. 390 et suiv.)

n'a pas été trompé. Je n'ai jamais eu qu'à me louer de mes rapports avec le comte Kokovtsov, qui mène aujourd'hui à Paris une vie digne et laborieuse, et qui y est entouré de l'estime générale.

De son côté, le 17 janvier 1912, M. Georges Louis m'avait télégraphié : « M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères, vient de me dire que la formation du ministère que vous présidez produit la meilleure impression. Il m'a, en même temps, exprimé sa très vive satisfaction de votre premier entretien avec l'ambassadeur de Russie à Paris » ; et le 25 mars, notre ambassadeur m'assurait que le gouvernement russe reconnaissait « la nécessité du perpétuel contact qu'exigeait la pratique de l'alliance », et que « ce contact était aujourd'hui beaucoup plus étroit qu'il ne l'était autrefois ». Je n'entendais cependant sacrifier à cette indispensable entente aucun des intérêts permanents de la France, au premier rang desquels était le maintien de la paix.

Le cabinet de 1912, que j'ai pendant une année scrupuleusement tenu au courant des moindres détails des affaires extérieures, n'a fait que poursuivre, à l'égard de la Russie, la politique pratiquée en France depuis les débuts de l'alliance. Il n'y a eu ni solution de continuité, ni même changement dans la manière. Ce ne sont ni des phrases empruntées à des lettres de M. Isvolsky et savamment isolées du contexte, ni des propos attribués à des morts et démentis par tous leurs écrits, qui peuvent prévaloir contre les faits et les documents officiels. Je parlerai moi-même *sine ira nec studio*. Je dirai ce que j'ai vu et entendu ; j'exposerai, avec preuves à l'appui, les infatigables efforts que n'a cessé d'accomplir le gouvernement de la



République pour prévenir les guerres balkaniques, puis pour les localiser, puis pour y mettre fin, et je ne pense pas qu'il puisse rester ensuite, dans un esprit impartial, le moindre doute sur les sentiments humains et pacifiques qui ont dirigé, à toute heure, l'action de la diplomatie française (1).

En Allemagne, après avoir, au cours des hostilités, accusé la Grande-Bretagne d'avoir prémédité la guerre, après avoir repris et aggravé toutes les incriminations de Guillaume II contre le roi Édouard VII et contre l'impérialisme anglais, on a, depuis la révolution russe, changé de tactique et chargé le tsarisme de toutes les responsabilités. On a fait de M. Isvolsky, après sa mort, une sorte de personnage de légende, un grand conspirateur international, un génie mystérieux et malfaisant. On a bienveillamment ajouté, tantôt que j'étais son complice et que, dans l'espoir de reconstituer la Lorraine démembrée, je m'étais associé à ses calculs pervers, tantôt que je m'étais laissé circonvenir et diriger par lui et que, par une regrettable complaisance, j'avais placé la France républicaine dans un état humiliant de vassalité vis-à-vis de la Russie impériale.

(1) Dans la séance du 6 juillet 1922, M. Herriot disait à la Chambre des députés : « En ce grave instant, il s'agit, non pas d'idées, mais d'un fait. Il s'agit de savoir si, dans le crime abominable de 1914, la République, — je pense à la fois au pays et au régime, — a eu, par ses ministres, par son président, la moindre part de responsabilité. A la question ainsi présentée, je réponds sans ambigüité : non ! Le problème s'est posé à ma conscience comme à d'autres consciences. J'ai lu des documents autant que j'ai pu en lire. J'ai dépouillé page par page ce *Livre noir* dont on a parlé (M. Vaillant-Couturier) au cours des débats, et, je dois le dire, les conclusions que j'en tire ne sont pas celles des honorables interpellateurs (MM. Vaillant-Couturier et Cachin). »

Si incertaine que soit l'exactitude des pièces publiées par les Soviets, si incomplet et si désordonné que soit, en tout cas, le *Livre noir* dans la traduction française de M. René Marchand, l'impression qui se dégage d'une lecture attentive ne concorde nullement avec les interprétations allemandes ; et si, à travers le monde, quelques personnes les ont accueillies et prises à leur propre compte, c'est insuffisance de renseignements ou paresse d'esprit, ou besoin d'originalité, ou aveuglement, ou, parfois, il faut bien l'ajouter, basse rancune de gens qui ont eu affaire à la justice et qui rendent les gouvernements responsables de leurs mésaventures. Hommes et choses, tout sera aisément remis en place, à mesure que se déroulera le récit des événements.

Dès maintenant, je dois cependant indiquer, en deux mots, quels raffinements certains auteurs ont apportés dans l'art d'accommoder les faits à une thèse préconçue. A propos de l'alliance russe, M. Fabre-Luce, par exemple, veut que, dès mon arrivée au pouvoir, je me sois montré « soucieux d'établir une division nette entre la politique de mon prédécesseur et la mienne ». Je n'ai cessé de tenir le langage opposé devant les deux Chambres, aussi bien que dans mes dépêches officielles. Il n'importe. M. Fabre-Luce, qui avait douze ans en 1912, sait mieux que personne comment les choses se sont passées. Il me reproche d'avoir subordonné le ministre des Finances au ministre des Affaires étrangères dans la décision à prendre sur « l'émission des emprunts étrangers ». Et, comme ni le ministre des Finances, ni le ministre des Affaires étrangères n'ont rien à voir avec l'émission des emprunts étrangers, je suppose

que M. Fabre-Luce veut parler de « l'admission à la cote » des ces emprunts. Il lui eût été facile de consulter, à cet égard, auprès de lui, les hommes les plus compétents. Il aurait appris que, de tout temps, le ministère des Affaires étrangères a eu, en cette matière, un droit de contrôle et de veto, que ce droit avait été affaibli en 1911, que, d'accord avec M. Klotz, ministre des Finances, et avec le gouvernement tout entier, je l'ai simplement rétabli et que la Chambre a unanimement approuvé cette mesure.

Il avance que, dès la première visite de M. Isvolsky, M. Poincaré « veut éviter *toute démarche* qui pourrait souligner l'accord de la France et de l'Allemagne, *déjà trop marqué à son gré par le traité du 4 novembre* ». C'est sur un télégramme de M. Isvolsky que M. Fabre-Luce appuie cette assertion, mais il traduit et trahit la pensée qu'il prétend rapporter. « Je profitai de l'occasion, télégraphie M. Isvolsky à M. Sazonoff, pour faire prendre connaissance à M. Poincaré de votre proposition, exposée dans votre télégramme n° 2267. Il me promet d'examiner cette proposition ; mais émit l'opinion que l'intervention conjointe de la France et de l'Allemagne, immédiatement après la signature de l'accord marocain, ainsi qu'après les incidents connus de la commission du Sénat, pourrait faire naître des opinions inexactes sur le degré de rapprochement politique franco-allemand et sur l'affaiblissement de la Triple-Entente. Je recevrai probablement mercredi une réponse nette, mais je prévois qu'on ne consentira guère ici à ladite intervention conjointe (1). » On voit

(1) *Livre noir*, t. I<sup>er</sup>, p. 180.

que M. Isvolsky lui-même ne m'a nullement attribué l'opinion que l'accord de la France et de l'Allemagne fût « trop marqué » par le traité du 4 novembre, par ce traité que j'allais défendre et faire voter au Sénat. Mais M. Fabre-Luce entend faire croire que j'ai tenu le propos qu'il invente et qu'il m'attribue. La solidité de son système dépend de pareilles affirmations. Contre les documents, contre les faits, il donne carrière à sa jeune imagination. Il ne prend même pas la peine de dire à ses lecteurs de quoi il s'agissait dans les conversations qu'il dénature. Ni le *Livre noir*, ni *Stieve* ne publient, il est vrai, le télégramme 2267 de M. Sazonoff, mais si M. Fabre-Luce avait lu, à la suite de celui de M. Isvolsky, un autre qui figure à la page suivante (1) et qui éclaire le premier, il y aurait vu : « Poincaré m'a confirmé aujourd'hui que, pour les raisons exposées dans mon télégramme d'hier, il lui est difficile d'accepter notre proposition quant à l'intervention en commun de la France et de l'Allemagne. Il est disposé à adhérer, soit à une action collective de toutes les puissances, soit à l'idée de confier le rôle exécutif à l'une des puissances secondaires, par exemple, les Pays-Bas. D'après les renseignements reçus ici aujourd'hui de Bompard, il y a, pour le moment, très peu de chances de succès pour une action à Constantinople. Il estime pourtant très utile de continuer l'échange d'idées entre les cabinets et d'élaborer d'avance le *modus procedendi* pour pouvoir ensuite profiter de la première occasion favorable à l'arbitrage. » Il s'agissait donc

(1) *Livre noir*, t. I<sup>er</sup>, p. 181. Télégramme de M. Isvolsky, 4/17 janvier 1912.



d'une démarche à faire auprès de la Porte et du gouvernement italien en vue de la paix. La formule était malheureusement encore loin d'être trouvée, et j'estimais qu'elle devait être cherchée par toutes les puissances en commun. Une action isolée de l'Allemagne et de la France, au lendemain du traité du 4 novembre, n'aurait certainement été comprise ni dans l'un, ni dans l'autre pays. En appuyant trop sur l'accord, on avait même plus de chances de le briser que de le consolider. Mais je n'avais aucune répugnance, loin de là, à faire des démarches collectives en compagnie de l'Allemagne. C'est ce que j'ai dit à M. Isvolsky. Mais c'est ce que M. Fabre-Luce a grand soin de taire.

Il poursuit : « Prenant en main les affaires, M. Poincaré impose d'abord une nouvelle pratique de l'alliance russe, plus jalouse et plus exclusive. Il blâme les conversations particulières de la Russie et de l'Allemagne (que Pichon encourageait). » — Où M. Fabre-Luce a-t-il vu tout cela ? La pratique de l'alliance russe est restée en 1912 ce qu'elle était auparavant, et le 26 avril, M. Sazonoff pouvait, sans risquer de nous déplaire, non seulement insister devant la Douma sur le caractère pacifique de notre alliance, mais ajouter : « La Russie reste fermement attachée à la vieille et traditionnelle amitié et aux relations de bon voisinage avec l'Allemagne. L'entrevue de Potsdam a fortifié encore cette impression, et a établi clairement qu'il n'existait aucune opposition entre les intérêts politiques des deux pays, en Orient comme en Extrême-Orient (1)... »

(1) *Le Temps* du 28 avril 1912.

M. Fabre-Luce n'en continue pas moins : « Il (Poincaré) déconseille l'entrevue projetée du tsar et du kaiser à Port-Baltique (*Livre noir*, télégramme d'Isvolsky 14 juin 1912), et il obtient la promesse que ces coquetteries entre ennemis ne se renouvelleront plus. » M. Fabre-Luce met décidément dans l'élégance de ses phrases un peu trop d'habileté. A le lire, ne croirait-on pas que le mot « ennemi », pour désigner l'Allemagne, me venait, avant la guerre, sous la plume et sur les lèvres ? Après la rencontre impériale de Port-Baltique, nous voyons cependant M. Isvolsky télégraphier à M. Sazonoff, le 5/18 juillet, *que le gouvernement français est très satisfait des résultats et considère l'entrevue comme augmentant les garanties de paix.* Mais M. Fabre-Luce ignore ce télégramme. En revanche, il en torture un autre, celui du 14 juin, pour en tirer de fausses conséquences. Ce télégramme du 14 juin, je remarque d'abord qu'il est une suite et que le commencement ne figure pas dans le *Livre noir*, où abondent les lacunes savantes. Mais il était aisé à M. Fabre-Luce de le trouver dans Stieve (1). Il aurait constaté qu'en cette circonstance, j'avais simplement cherché à sauvegarder, non seulement l'intérêt de la France, mais celui de la paix. Comme le chancelier et M. Sazonoff devaient accompagner les deux empereurs à Port-Baltique, j'avais témoigné à M. Isvolsky l'inquiétude que, dans une réunion aussi importante, et en présence de la situation internationale troublée par la guerre de Tripolitaine, on n'en vînt à traiter, en dehors de la France, des questions graves, comme celles

(1) Vol. 2, p. 144.

d'Orient, et j'avais prévenu M. Isvolsky que je demanderais par télégramme à M. Georges Louis de s'assurer que nous ne serions pas tenus à l'écart des conversations, le jour où des décisions seraient prises. Tout le monde conviendra que cette précaution était d'autant plus sage et d'autant plus nécessaire que l'empereur Guillaume essayait toujours, comme nous l'avons vu, d'exciter Nicolas II contre l'Angleterre. Dans un second télégramme, M. Isvolsky précise, d'ailleurs, que je n'ai pas exprimé d'inquiétudes sur la stabilité des relations franco-russes, mais que je redoute les initiatives du Kaiser et les commentaires de l'opinion. Je lui ai, dit-il, déclaré que le meilleur moyen de conjurer toute surprise et de nous épargner tout ennui, c'est de nous entendre d'avance, l'Angleterre, la Russie et nous. Sur quoi? M. Fabre-Luce n'avait pas grand effort à faire pour être fixé. Le 31 mai/13 juin, c'est-à-dire exactement la veille, M. Sazonoff avait accepté (1) une formule que j'avais rédigée en vue de l'intervention, toujours désirée, toujours ajournée, dans la guerre italo-turque, mais il en avait repoussé une phrase que je jugeais capitale et sur laquelle je m'étais mis d'accord avec l'Angleterre (2) : une clause par laquelle les puissances intervenantes se seraient d'avance déclarées désintéressées dans le règlement de la guerre. M. Sazonoff avait commencé par dire, le 31 mai/13 juin, qu'il craignait que cette rédaction ne fût considérée par l'Allemagne et l'Autriche comme inspirée par une méfiance offensante envers elles ; mais, comme M. Isvolsky,

(1) *Livre noir*, t. I<sup>er</sup>, p. 271.

(2) *Livre noir*, t. I, n<sup>o</sup> 107, p. 272.

dans le télégramme que M. Fabre-Luce interprète avec tant de fantaisie, avait écrit que les objections de M. Sazonoff à cette clause de désintéressement avaient produit sur moi « une impression extraordinairement désagréable », M. Sazonoff avait fini par faire à M. Isvolsky, le 5/18 juin, un aveu significatif. Il ne parlait plus des susceptibilités possibles de l'Allemagne et de l'Autriche, mais il persistait à refuser, pour une raison toute différente, les mots qui lui déplaisaient : « La Russie, disait-il, a déjà prouvé, en fait, qu'elle ne veut point utiliser la guerre actuelle pour atteindre n'importe quel but personnel, mais la signature d'un acte international serait interprétée, aussi bien par l'opinion publique russe que dans les États slaves, dans le sens d'un renoncement de la Russie, pour l'avenir, à sa politique séculaire dans les Balkans. » M. Isvolsky s'est gardé de me rapporter aussi crûment les motifs de M. Sazonoff, mais aujourd'hui que je connais ce télégramme, je suis bien forcé de dire que, plus encore que je ne le supposais, j'avais raison de me faire exactement renseigner sur les intentions russes avant l'entrevue de Port-Baltique ; et c'est parce que je n'arrivais pas à comprendre les objections de Saint-Pétersbourg à la formule de désintéressement, ou plutôt parce que je les devinais trop, que M. Isvolsky, après avoir été reçu par moi le 19 juin, écrivait à son ministre : « Hier, j'ai eu de nouveau à essuyer un véritable orage (1). »

Dans une lettre « particulière et confidentielle », entièrement autographe et datée du 18 juin, M. Georges Louis qui partageait mon opinion sur

(1) *Livre noir*, t. I, n° 107, p. 272.



la nécessité de prendre nos garanties, mais qui n'avait pas encore pu voir M. Sazonoff, me disait : « D'après vos télégrammes 445 et 446, il n'y aura peut-être pas grand inconvénient à devoir ajourner l'entretien que je me proposais d'avoir aujourd'hui avec M. Sazonoff. M. Cambon aura le temps de poursuivre sa conversation avec sir Edward Grey, et il sera plus aisé ainsi de réaliser l'entente à trois que vous avez en vue. Le plus souvent, des conversations simultanées à distance n'avancent guère les choses, lorsqu'il s'agit d'un texte à discuter. » Comme on vient de le voir, l'entente avec sir Edward Grey s'est facilement réalisée sur la formule de désintéressement. « En ce qui concerne l'entrevue projetée entre les deux empereurs, continuait M. Georges Louis, notre opinion publique s'alarmera surtout du fait que les ministres y assisteront. En fait, il n'est cependant pas certain qu'il ne soit pas préférable que l'empereur ait auprès de lui son ministre. Bien que Nicolas II se tienne en général sur ses gardes vis-à-vis de son cousin d'Allemagne, on cite une circonstance où il s'est laissé prendre par surprise : c'était avant l'expédition de Chine, et l'on a remarqué alors qu'il aurait répondu autrement, s'il avait consulté son ministre. Les visites de l'empereur Guillaume sont, d'ailleurs, moins à craindre que notre opinion l' imagine. On m'a dit souvent qu'il n'avait jamais rencontré Nicolas II sans l'avoir mécontenté de quelque manière, et la plupart de ses entretiens avec les autres souverains ont eu le même résultat. Commynes, en racontant les entrevues des princes de son temps, ajoute après chacune : « Et plus jamais ne s'aimèrent. » Les choses n'ont pas changé. J'espère qu'il en sera

de la prochaine rencontre des deux empereurs comme de la plupart des précédentes, et que M. Sazonoff, instruit par la leçon de Potsdam (1), surveillera, non pas seulement le fond de ces entretiens, mais le compte rendu qu'on en donnera à la presse. En tout cas, je ne négligerai rien pour nous assurer à l'avance, conformément à vos instructions, toutes les garanties nécessaires, pour qu'il ne soit pris, ou que notre opinion ne suppose pas qu'il ait été pris, par l'Empereur ou par son ministre aucun engagement contraire à nos intérêts. »

Mon dessein, qui était celui du gouvernement, était d'empêcher que, sur ces questions d'Orient, que posait déjà la guerre italo-turque et dans lesquelles nos intérêts traditionnels étaient très différents, non seulement des intérêts allemands, mais des intérêts russes, ne fût prise, par calcul ou par mégarde, une décision contraire à nos désirs ou pouvant avoir pour effet de nous engager à notre insu. L'interprétation de M. Fabre-Luce est donc tout à fait inexacte, et non moins inexacte l'affirmation plaisante que j'aurais demandé et, qui mieux est, obtenu, la promesse que les deux empereurs ne se rencontreraient plus.

Mais M. Fabre-Luce ne se lasse pas, et il me blâme, je ne sais pourquoi, d'avoir dit à M. Sazonoff que l'alliance imposait à la Russie l'obligation,

(1) En novembre 1910, écrivait M. Barrère à M. Pichon, le 15 janvier 1911, M. Sazonoff avait « péché par imprudence et inexpérience ». Pour détourner la Russie de l'Angleterre, le Kaiser avait entraîné Nicolas II, assisté de son nouveau ministre, à envisager, pour la construction du chemin de fer de Bagdad, des combinaisons favorables aux financiers allemands, mais faites pour porter atteinte, dans le golfe Persique, aux intérêts britanniques. Nous ne voulions pas nous retrouver en présence de surprises de ce genre.

non seulement de nous prévenir de ses initiatives, mais de se concerter avec nous. Il me blâmerait avec beaucoup plus de raison, si je n'avais pas pris, cette fois encore, une précaution contre les caprices possibles de la politique russe. Au lieu de cueillir cette phrase au hasard dans le *Livre noir*, M. Fabre-Luce eût pu rechercher dans le *Livre jaune* en quelle occasion je l'avais prononcée. Il aurait trouvé, sous les numéros 16 et 17, deux télégrammes adressés par moi à M. Paul Cambon et à M. Georges Louis, et rapportant la conversation que j'avais eue le 13 mars 1912 avec M. Isvolsky. « J'ai interrogé, disais-je, M. Isvolsky, sur les préparatifs militaires de la Russie au Caucase, et je lui ai demandé quelle signification il faut y attribuer. J'ai ajouté : « Le gouvernement de la République a toujours interprété l'alliance en ce sens que la Russie ne saurait prendre aucune initiative importante dans les affaires d'Orient, sans s'être préalablement accordée avec lui. Il ne suffit pas que vous nous ayez prévenus ; il est nécessaire que nous nous soyons concertés. » M. Isvolsky m'a répondu : « Il ne peut y avoir, à cet égard, aucun doute. »

M. Georges Louis, d'ailleurs, était tellement de mon avis sur ce point important, qu'il avait déjà, nous l'avons vu, employé la même formule sous le ministère Caillaux-de Selves, et que le 23 mars 1912 il me répondait de Saint-Petersbourg (1) : « En reparlant avec M. Sazonoff des éventualités prévues dans son questionnaire du 14 février, j'ai insisté de nouveau sur la nécessité d'un concert préalable entre nos deux gouvernements pour toute initiative

(1) *Livre jaune*, n° 19, p. 13.



*de l'un ou de l'autre, non prévue dans le pacte d'alliance. Le ministre n'a plus fait aucune réserve. Vos déclarations à M. Isvolsky et celles que j'ai faites à M. Sazonoff ont été si explicites que ce point doit être considéré comme acquis.* » Pourquoi les plus ardents apologistes de M. Georges Louis lui prêtent-ils aujourd'hui des opinions qu'il n'a jamais eues?

Mais M. Fabre-Luce est un de ces esprits systématiques, dont rien ne trouble les idées *a priori* et les artifices de raisonnement. Du même ton péremptoire, il ajoute donc encore au jugement que je viens d'analyser et qui contient, en moins de deux pages, tant d'erreurs amoncelées (1), un dernier considérant qui n'est pas plus juste que les autres : « Poincaré propose, en vue d'une médiation dans le conflit italo-turc, un accord préalable de la Triple-Entente, destiné à montrer son attitude résolue et son front uni, plutôt qu'à aplanir les différends. » (Lettre d'Isvolsky.) M. Fabre-Luce compte que ses lecteurs sont pressés ou qu'ils n'auront pas acheté le *Livre noir*, et, qu'en tout cas, ils croiront sur parole un auteur qui parle d'un ton si tranchant et paraît si informé. Il y a cependant des lecteurs défiants, ou scrupuleux, ou curieux, qui se reporteront aux sources et, s'ils lisent la lettre du 20 juin, que vise M. Fabre-Luce, ils constateront qu'il y est surtout question, une fois de plus, de la résistance de M. Sazonoff au protocole de désintéressement. M. Isvolsky m'exprime ensuite la crainte de son ministre de voir, dans les tentatives de médiation, diviser l'Europe en deux groupes. Il ajoute, et M. Fabre-

(1) P. 155 et 156.



Luce supprime simplement ce passage : « Poincaré en convient tout à fait et me déclare qu'il n'avait nullement en vue une pareille singularisation. Selon sa conviction, la dernière phrase de sa dernière rédaction donne pleinement satisfaction à l'idée d'un travail en commun des cinq puissances. Mais, à son point de vue, cela n'empêche nullement la Russie, la France et l'Angleterre d'établir entre elles un accord préalable sur l'orientation générale et le caractère de la médiation éventuelle. » Si l'on avait procédé autrement, il n'y aurait plus eu ni entente, ni alliance ; et en tenant ce langage, j'étais dans la tradition de tous mes prédécesseurs. Ici encore, M. Fabre-Luce a donc caché, derrière la précision apparente de ses citations et de ses références, une argumentation boiteuse et des conclusions injustifiées.

Il me serait aisé de faire le même travail de dissection sur chaque page des romans historiques qui ont été tirés, en France ou à l'étranger, du *Livre noir* ou des collections de Stieve et de Siebert. Dans le fatras de documents mis au jour par les bolchevistes, on peut chercher çà et là des passages qui, soigneusement isolés du contexte, sont susceptibles d'interprétations diverses. Mais, comme le disait M. Herriot, le 6 juillet 1922, à la Chambre des députés, si on dépouille, page à page, le *Livre noir*, on n'y trouve rien qui permette d'incriminer le gouvernement de la République.

Quant à M. Isvolsky, tel que je l'ai connu, tel même qu'il apparaît dans sa correspondance, ce n'était ni un aventurier, ni un foudre de guerre. Il était visiblement très personnel, content de lui, plus vain et plus glorieux que noblement ambitieux,

mais il dépensait, à servir son pays, de remarquables ressources intellectuelles.

On verra bientôt que j'ai eu l'occasion de parler de lui sans ménagements à M. Kokovtsov et que j'ai même essayé d'obtenir son départ de Paris. Si La Rochefoucauld dit vrai et s'il n'appartient qu'aux grands hommes d'avoir de grands défauts, j'accorde que M. Isvolsky était un grand homme; mais c'était un de ces grands hommes que j'eusse préféré ne pas voir de trop près.

Jamais pourtant, je dois le dire, une seule parole de lui ne m'a permis de croire qu'il ne fût pas sincèrement attaché au maintien de la paix; et si j'avais pu lire alors la correspondance même qu'il adressait à Saint-Petersbourg (1), et qui n'était pas faite assurément pour être divulguée, j'y aurais relevé sans doute bien des passages qui eussent justifié la défiance instinctive qu'il nous inspirait, à tous mes collègues du ministère et à moi, mais je n'y aurais pas trouvé la moindre apparence d'intentions belliqueuses. Feuilletons un instant cet indigeste et volumineux courrier. Lettre du 7 décembre 1911 : « Les événements de l'été dernier ont démontré toute la valeur de la Triple-Entente comme facteur puissant pour maintenir la paix et l'équilibre en Europe... Je vous supplie pourtant de ne pas perdre de vue les suites incalculables qu'aurait notre rupture avec l'Angleterre au sujet des affaires de Perse. » Lettre du 16/29 février 1912 : « M. Poincaré m'a exposé que le gouvernement français ne pouvait que saluer la présente tentative de l'Angleterre et de l'Allemagne (les négociations de lord Hal-

(1) Les télégrammes russes nous étaient indéchiffrables.

dane) d'établir entre elles des relations normales et que cette tentative ne soulève pas, du côté français, la moindre préoccupation, ou un doute au sujet de l'entière loyauté du gouvernement anglais. Il y aurait plutôt lieu de redouter l'insuccès éventuel des pourparlers, après lequel pourrait se produire une exacerbation (1) plus grande encore des relations anglo-allemandes et, par conséquent, une nouvelle menace à la paix européenne. Les déclarations de M. Poincaré me semblent entièrement sincères et, de mon côté, j'essaie de raffermir en lui une façon de voir optimiste au sujet de cette affaire. » Lettre du 5/18 juillet 1912 : M. Isvolsky s'empresse de communiquer, à propos de l'entrevue des empereurs d'Allemagne et de Russie, l'impression du quai d'Orsay : « Le gouvernement français est très satisfait des résultats obtenus à Port-Baltique. Les relations publiées par la presse et, tout spécialement, les communications qui ont été faites à l'ambassadeur français (M. Georges Louis) par notre ministre des Affaires étrangères et notre président du Conseil, ont convaincu les ministres français que cette entrevue augmente les garanties du maintien de la paix européenne et ne modifie, en aucune manière, les relations des puissances entre elles. » Lettre de M. Isvolsky, 9/12 septembre 1912 : « Poincaré a vu hier l'ambassadeur de Turquie, dont l'état d'esprit est extrêmement pessimiste, surtout en ce qui concerne le Monténégro. En raison de l'imminence du danger, Poincaré estime indispensable de procéder immédiatement à

(1) Le traducteur, qui multiplie les fautes de français (s'en rappeler, etc.), écrit : *exacerbement*.

l'échange de vues proposé par nous entre la Russie, la France et l'Angleterre, afin de n'être pas surpris à l'improviste. D'autre part, d'après son opinion, ce n'est qu'une action collective des cinq puissances (Russie, France, Angleterre, Autriche, Allemagne) qui pourrait prévenir les événements qui menacent la tranquillité et l'équilibre du proche Orient. » Lettre de M. Isvolsky, 16/29 septembre 1912 : « Au cours de nos conversations au sujet des moyens propres à prévenir les complications belliqueuses aux Balkans, Poincaré eut l'idée que, si l'intervention des cinq puissances ensemble dans les capitales des Balkans et à Constantinople était impossible, on pourrait y substituer une double intervention de la Russie et de l'Autriche, non seulement en qualité des deux puissances les plus intéressées, mais aussi comme représentants des deux groupes européens... Je vous communique ce qui précède au su et au gré de Poincaré. » Télégramme de M. Isvolsky n° 237, 29 septembre/12 octobre 1912 : « Je viens de voir Poincaré qui m'a lu le télégramme du chargé d'affaires de France contenant vos objections à la conférence qu'il avait proposée. Poincaré croit que vous n'avez pas tout à fait bien compris sa pensée. Il propose la conférence comme moyen extrême pour éviter la guerre. Prévoyant qu'en réponse à la communication austro-russe, la Bulgarie exigerait des garanties de la réalisation des réformes, il propose de lui déclarer, dans ce cas, que les puissances se rassembleront aussitôt en conférence pour délibérer au sujet de celles-ci. Il va de soi qu'une fois les opérations militaires commencées, il ne peut plus être question de la convocation immédiate de la conférence. A



Londres, la proposition de Poincaré est acceptée, à la condition que la Turquie y consente. » Télégramme de M. Isvolsky, n° 238, 29 septembre/10 octobre 1912 : « Poincaré a déclaré se rallier sans réserve à votre proposition d'examiner, d'ores et déjà, la question de l'intervention des puissances en vue de faire cesser la guerre (1), au cas où elle commencerait. Il avait déjà lui-même décidé de proposer aux puissances, aussitôt après l'ouverture des hostilités, et après entente préalable avec la Russie et l'Angleterre, d'offrir leur médiation collective au moment le plus propice. Personnellement, il admet pleinement que l'intervention des puissances puisse être plus qu'une simple médiation, et il est prêt, de son côté, à envisager la possibilité d'une démonstration armée commune des puissances, mais il prévoit que l'Angleterre et l'Allemagne y feront objection. Néanmoins, il est fermement disposé à poursuivre énergiquement l'œuvre qu'il a commencée *en vue d'unir les puissances européennes*, afin de prévenir les conséquences encore bien plus dangereuses qui pourraient résulter de la crise actuelle. » L'homme qui a écrit nombre de télégrammes et de lettres de cette sorte, et qui s'est associé auprès de son gouvernement à tant d'initiatives pacifiques de la France, ne recherchait certainement pas, en 1912, une guerre européenne. Nous examinerons les pièces d'où l'on a tenté de tirer contre lui quelques présomptions d'arrière-pensées agressives, et nous verrons qu'elles ont été, pour la plupart, mal interprétées et qu'en tout cas, elles n'ont jamais engagé que lui. Mais dès maintenant,

(1) La guerre balkanique.

il apparaît que, pendant ma présidence du Conseil, je n'avais aucune raison de me représenter M. Isvolsky comme se promenant à travers le monde avec des pastilles incendiaires.

Est-ce à dire que je me sois toujours trouvé d'accord avec lui et que je n'aie pas été amené quelquefois à tâcher de redresser sa conduite? Un témoignage aussi favorable serait en contradiction avec les faits. Le correspondance de M. Isvolsky est remplie du récit de nos dissentiments. J'avais souvent à me plaindre des démarches qu'il entreprenait à notre insu ou suggérait à son gouvernement, sans nous en avoir avertis. Jugeant les autres d'après lui, il s'imaginait que c'était moi, personnellement, qui étais blessé de ces coups de canif donnés à l'alliance ; il ne comprenait pas que c'était la dignité du gouvernement de la République qui, à mes yeux, s'en trouvait atteinte ; et alors il écrivait à M. Sazonoff que j'étais orgueilleux à l'excès, que je ne pouvais supporter une marque d'indifférence à l'égard de mon action, et qu'il fallait ménager « mon amour-propre maladif ». Voyons cependant ce qui servait de prétexte à ces aimables appréciations. Nous constaterons qu'elles étaient surtout, de la part de M. Isvolsky, un ingénieux moyen d'amener le gouvernement russe à accueillir certaines observations. C'est ainsi, par exemple, qu'en février 1912, la Russie s'avise de proposer une médiation dans la guerre italo-turque et, sans aucune entente préalable avec l'Angleterre ni avec nous, elle communique son projet à Berlin et à Vienne, en même temps qu'à Londres et à Paris. Je fais remarquer à M. Isvolsky qu'un pareil procédé n'est guère conforme à l'esprit de l'al-

liance et, comme je n'entends pas que la France soit mise à la remorque de la Russie, je donne volontairement un peu d'accent à mon reproche. Aussitôt, le 16/29 février 1912, le « Maître de cour Isvolsky » écrit à M. Sazonov : « Très estimé Serge Dmitrievitch, dans ma lettre officielle relative à notre projet de médiation, j'ai quelque peu adouci le mécontentement qui m'a été exprimé par M. Poincaré à cause de la communication simultanée dudit projet à Paris, à Berlin et à Vienne (1). Je ne puis cependant vous cacher que, dans son ton, vibrait une note d'irritation indubitable et qu'il est revenu à plusieurs reprises, avec beaucoup d'insistance, sur la nécessité d'établir préalablement, dans des cas pareils, un point de vue commun entre Saint-Pétersbourg et Paris. » Nous tenions, en effet, à être renseignés d'avance, pour éviter toute surprise et pour ne pas nous trouver placés en présence d'un fait accompli, qui aurait pu ensuite nous engager, malgré nous, en notre qualité d'alliés. « A ce propos, continue M. Isvolsky, M. Poincaré m'a demandé, à plusieurs reprises, ce que je savais de l'échange de vues qui avait lieu (à en juger par les journaux et selon les informations reçues par lui d'autres sources), entre nous et le cabinet de Vienne, sur les affaires balkaniques. Il m'a rappelé, encore une fois, qu'il était prêt, à tout moment, à entrer en conversation avec nous sur ces affaires et m'a donné à comprendre qu'il s'était attendu, de notre part également, au sujet de nos pourpar-

(1) Dans sa lettre du 15/28 février, M. Isvolsky s'était, en effet, borné à dire que je lui avais exprimé mes regrets, avec une légère nuance de reproche. On voit qu'il mettait le bémol et le dièse, sans se soucier de donner la note juste.

lers avec Vienne, à une information pareille à celle qu'il avait reçue du cabinet de Londres après le voyage de lord Haldane à Berlin. Je vous écris tout cela en toute franchise, car il me semble que pour nous, il est très intéressant de maintenir et d'affermir les dispositions dont M. Poincaré m'a assuré en prenant le pouvoir. » Ainsi, dès le mois de février 1912, préoccupé de la répercussion que la guerre italo-turque pouvait avoir dans les Balkans, et inquiet des bruits qui commençaient à courir sur les intentions des petits États de la péninsule, je m'efforçais de percer les voiles dont l'avenir était enveloppé et je ne comprenais pas que la Russie nous fit mystère de ses conversations avec d'autres puissances. Après m'avoir entendu, M. Isvolsky ne pouvait pas raisonnablement me donner tort ; mais, pour faire admettre mon point de vue par M. Sazonoff, il poursuivait : « L'actuel président du Conseil et ministre des Affaires étrangères est une très puissante personnalité, et son cabinet apparaît comme la plus forte combinaison qui se soit rencontrée depuis toute une série d'années. En outre, autant qu'il m'a été possible de le remarquer, M. Poincaré, qui possède de très robustes qualités, est, en même temps, orgueilleux à l'excès et prend très fort à cœur ce qui, à ses yeux, constitue de l'indifférence à l'égard de son action ou de son opinion. » Me voilà bien traité ; et pour mieux flétrir ma vanité, l'éditeur français des publications soviétiques imprime les derniers mots de M. Isvolsky en majuscules grasses. Si cependant j'avais accepté, sans protester, les tractations secrètes du gouvernement impérial, on m'aurait reproché, avec plus de justice, de me laisser remorquer par la Russie. L'objet



de M. Isvolsky était, d'ailleurs, très clair. En traçant de moi un si beau portrait, il cherchait à obtenir des renseignements qu'il n'avait pas reçus de Saint-Pétersbourg et, pour être plus sûr d'arriver à ses fins, il me mettait en avant et se servait de moi comme d'un épouvantail. Il reprenait, en effet : « D'autre part, sur beaucoup de questions, sans exclure les plus brûlantes, je me trouve parfois le plus totalement dénué d'informations, ce qui me place vis-à-vis de M. Poincaré dans une situation difficile, voire même légèrement ridicule. Ainsi, par exemple, à partir du commencement même des complications crétoises, je n'ai reçu de Pétersbourg littéralement aucune communication ; j'ignore totalement les pourparlers qui ont eu lieu et ont lieu entre les puissances protectrices ; je ne sais même rien du programme d'action proposé par sir Edward Grey et apparemment accepté à Saint-Pétersbourg. Or, M. Poincaré revient constamment sur cette question, en demandant mon avis, et je dois lui dire que je ne suis absolument pas informé du point de vue du gouvernement russe. » C'est là, surtout qu'en voulait venir M. Isvolsky. Au demeurant, il trouvait, à n'en pas douter, que je manquais envers lui de complaisance et de souplesse. Il parlait à son gouvernement de mon « esprit brutalement direct (1) », de ma « manière habituelle d'aller droit devant » moi et de ma « résolution coutumière (2) », de mon « habitude de casser les vitres (3) », « de la façon tranchante et de la décision » qui me « sont

(1) Lettre du 4/17 mai 1912.

(2) Lettre du 24 mai/6 juin 1912.

(3) Deuxième lettre du 24 mai/6 juin 1912.

propres (1) », de mon « caractère passionné et qui va en droite ligne (2) » ; et, lorsqu'il voulait bien corriger ces compliments par un hommage à ma « sincérité » et à ma « droiture d'esprit (3) », on pouvait être sûr qu'il avait surtout le dessein de donner plus de prix à mes paroles auprès de son gouvernement et de déterminer celui-ci à me faire, dans l'intérêt de l'alliance, quelques concessions.

Dans la lettre où il me distribue, avec cette sereine impartialité, l'éloge et le blâme, M. Isvolsky ajoute, en effet, qu'il redoute, si je n'ai pas satisfaction, que je ne recherche « de nouvelles combinaisons politiques », c'est-à-dire que je ne me rapproche d'autres puissances que la Russie. Pourquoi cette inquiétude ? Parce que j'avais proposé, dans la guerre italo-turque, à l'Angleterre et à la Russie une formule de médiation dans laquelle j'avais inséré, comme je l'ai rappelé plus haut, une promesse catégorique de désintéressement à signer par les puissances médiatrices, et parce que ce texte, accepté sans difficultés à Londres, paraissait soulever des objections à Saint-Petersbourg. Ces hésitations russes m'avaient semblé suspectes et j'avais voulu en avoir le cœur net. M. Isvolsky croyait-il réellement que, dans ce qu'il appelait mon irritation, je pouvais songer à de nouvelles combinaisons internationales ? J'en doute. Mais il se sentait obligé de faire comprendre à Saint-Petersbourg que nous entendions pratiquer l'Alliance sur un pied d'égalité ; et si la traduction de ses lettres est exacte, il n'hésitait pas, dans la peinture qu'il

(1) Lettre du 7/20 juin 1912.

(2) Même lettre.

(3) Même lettre.

faisait de moi, à forcer un peu les traits pour me représenter comme un homme tout à la fois sincère jusqu'à la brutalité et capable de commettre une félonie envers le gouvernement russe. Tant y a qu'il redoutait l'indépendance de notre gouvernement et que, tout en nous accablant, par derrière, de ses sévérités, il éprouvait, en notre présence, le besoin de nous ménager. Nous-mêmes, nous ne connaissions que trop ses travers. C'est assez dire qu'il n'y a jamais eu, entre nous, ni intimité, ni confiance sans réserve.

## CHAPITRE XI

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine et M. Isvolsky. — La question des détroits en 1911 et 1912. — Le Consortium chinois. — Les lacunes du *Livre noir*. — Continuité de la politique française.

Des événements de 1908-1909, M. Isvolsky gardait certainement beaucoup d'amertume, et il parlait sans aménité du comte d'Aehrenthal. Mais, s'il avait le ressentiment de ce qu'il considérait comme une humiliation personnelle, son pays, il faut bien le dire, conservait lui-même le souvenir pénible de ce qui lui avait semblé une humiliation nationale.

En France même, le coup de tête autrichien avait laissé une impression de malaise. Le 1<sup>er</sup> avril 1909, M. de Nelidov, ambassadeur de Russie à Paris, écrivait à M. Isvolsky, ministre des Affaires étrangères (1) : « Les journaux allemands et autrichiens ont souligné le succès de la diplomatie autrichienne et la prépondérance de la double monarchie dans les Balkans. L'opinion publique en France, de même qu'en Angleterre, insiste, par conséquent, toujours davantage sur un rapprochement plus étroit entre la Russie, la France et l'Angleterre, comme cela était le cas

(1) Publications bolchevistes.



lors de leur action commune dans le conflit austro-serbe. En prévision du développement ultérieur de la situation européenne, la plupart des articles de la presse arrivent à la conclusion que, de même que l'Allemagne et l'Autriche viennent de remporter une brillante victoire, les deux puissances occidentales, d'accord avec la Russie, doivent aspirer à développer systématiquement leurs forces, pour que, le cas échéant, elles n'aient pas à craindre une provocation de la Triplice (dans ce cas, l'Italie se détacherait de ses alliés) et pour qu'elles puissent, de leur côté, imposer des conditions capables de rétablir l'équilibre politique, qui se trouve maintenant modifié à l'avantage de l'Allemagne et de l'Autriche. »

Sur ces fatales conséquences de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, un Allemand, dont j'ai déjà cité le témoignage, le professeur Færster, s'exprime lui-même ainsi : « Qu'on se rappelle seulement l'amère humiliation infligée à la Russie par l'annexion pure et simple de la Bosnie-Herzégovine. Un mandat européen avait soumis ces territoires au protectorat austro-hongrois et pour introduire dans ce régime un changement aussi radical, il eût fallu une décision européenne... Or, l'Autriche-Hongrie refusa à la Russie un règlement international de la question. »

Cette « amère humiliation de la Russie, » personne ne l'a décrite avec plus de force que sir Arthur Nicolson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg, dans une dépêche qu'il a adressée, le 29 mars 1909, à sir Edward Grey, secrétaire d'État des Affaires étrangères (1). Il

(1) *Twenty five years*, par le vicomte GREY OF FALLODON, vol. I, p. 188, 189.

était, disait-il, « considéré, non seulement dans la presse, mais dans toutes les classes de la société, que la Russie avait souffert une profonde humiliation et avait renoncé au rôle traditionnel qu'elle avait joué jusqu'ici dans le sud-est de l'Europe et pour l'exécution duquel elle avait fait, dans le passé, de si grands sacrifices. » Et plus loin : « Tous ceux qui ont été témoins des diverses phases de l'histoire russe moderne m'ont assuré que jamais auparavant le pays n'avait subi une telle humiliation et que, bien que la Russie eût connu des épreuves et des troubles intérieurs et extérieurs, bien qu'il lui eût été infligé des défaites sur les champs de batailles, elle n'avait jamais eu à se soumettre, sans aucune apparence de raison, au commandement d'une puissance étrangère. »

Le général M. Moukhtar Pacha, ancien ambassadeur de Turquie à Berlin, porte le même jugement (1). « Ce fut dit-il, la Russie qui ressentit le plus directement cette violation autrichienne... L'Allemagne, comme de raison, s'était mise du côté de l'Autriche. » Et le général rappelle que, d'ailleurs, l'Allemagne savait d'avance à quoi s'en tenir : « Nous n'avons pas seulement donné notre adhésion à l'initiative (du baron d'Aehrenthel), a écrit le baron de Schön, alors secrétaire d'État, mais nous avons aussi promis notre fidèle appui. *Wir haben daher nicht allein unsere Zustimmung zu dem Vorgehen, sondern auch unsere treue Unterstützung zugesagt* (2). » On sait que ce

(1) *La Turquie, l'Allemagne et l'Europe*, Berger-Levrault, 1924, p. 86-88.

(2) *Erlebtes*, p. 75. Si l'Allemagne n'avait pas été entièrement renseignée, elle connaissait donc l'imminence d'une initiative autrichienne.

fidèle appui était allé jusqu'à l'ultimatum présenté à Saint-Pétersbourg par l'Allemagne le 24 mars 1909 et que le prince de Bülow avait tiré vanité d'avoir ainsi jeté dans la balance l'épée germanique : « L'annexion définitive des provinces de Bosnie et d'Herzégovine, que l'Autriche occupait depuis 1878, conformément aux stipulations du traité de Berlin, provoqua, écrit M. de Bülow dans ses *Mémoires*, une grande crise européenne. La Russie protesta contre l'acte de l'Autriche. Comptant sur l'imminence d'une liquidation par les armes de la vieille rivalité austro-russe dans les Balkans, la Serbie, qui voyait contrecarrés ses plans de grandeur, crut pouvoir se préparer à la guerre contre la monarchie danubienne. L'Angleterre se mit au côté de la Russie, et le langage de la presse anglaise prit un ton presque plus passionné que les voix russes qui résonnaient à nos oreilles. La pointe aiguisée de la politique anglaise parut se tourner moins contre l'Autriche que contre l'Allemagne, son alliée. C'était la première fois que l'alliance austro-allemande devait, en présence d'un grave conflit, prouver sa solidité et sa force. J'annonçai sans ambages, dans un discours au Reichstag, que l'Allemagne était résolue à rester attachée, à tout prix, à l'alliance avec l'Autriche-Hongrie. L'épée allemande était jetée dans la balance. » Que l'Allemagne entendît pousser sa fidélité à la Triple-Alliance jusqu'à encourager ou à seconder des initiatives aussi brutales que celle de l'Autriche, c'était son affaire ; mais il était inévitable que la Russie restât blessée du procédé (1).

(1) MM. Steed, en Angleterre, Auguste Gauvain et René Pinon, en France, ont publié sur la crise de 1908-1909 des études auxquelles il est impossible de rien ajouter.

Comme le remarque lord Grey (1), «il est impossible de raconter les événements de 1908-1909 sans être frappé d'une ressemblance de mauvais augure avec la crise de 1914. En 1908, comme en 1914, l'Autriche agit sans avoir pleinement consulté ses alliés. Von Bülow l'a déclaré au monde pour la première crise (2), et Bethmann-Hollweg pour la seconde. En 1908, comme en 1914, tout en étant opposée au caractère obstiné de l'action autrichienne, l'Allemagne croit nécessaire de soutenir son alliée. En 1908 comme en 1914, la Russie se sent provoquée à soutenir la Serbie. Là cesse le parallèle. En 1909, la Russie préféra l'humiliation ; en 1914, elle fit face à la guerre. S'il se trouve quelqu'un pour n'avoir pas été impressionné par le récit que sir Arthur Nicolson a fait de l'humiliation subie en 1909 par la Russie, qu'il se reporte à la lettre de l'ambassadeur et la lise de nouveau. Qu'il se rappelle aussi que cette humiliation fut encore accrue dans l'opinion russe par le discours qu'a ensuite prononcé l'empereur d'Allemagne à Vienne, ce discours triomphant, dans lequel il disait être venu, en armure brillante, au secours de l'Autriche. Le prestige parmi les nations slaves du sud de l'Europe était aussi nécessaire à la Russie qu'à l'Autriche. La Russie ne pouvait permettre un second coup tel que celui de 1908-1909. Et cependant, au cours de la crise de 1914, spécialement après la désarmante réponse de la Serbie à l'ultimatum autrichien, il n'y eut pas en Allemagne un chef assez grand pour comprendre que ce qui était essentiel à la

(1) *Op. cit.*, vol. I, p. 192-193.

(2) On vient de voir que M. de Schœn, évidemment plus sincère que Bülow, ne tient pas tout à fait le même langage.



paix de l'Europe, ce n'était pas de soutenir l'Autriche, en brillante armure, mais de lui retenir la main avec sagesse et fermeté. »

Les écrivains qui réduisent à la taille de M. Isvolsky les événements de 1908-1909, et qui s'imaginent que cette crise a simplement laissé derrière elle une rancune personnelle de diplomate ou de politicien, ferment donc les yeux à la vérité. La Russie elle-même, et la Russie tout entière, avait été profondément blessée, et il était inévitable qu'elle le fût. En 1912, à la veille de la guerre des Balkans, ce n'était pas seulement avec la mauvaise humeur de M. Isvolsky que j'avais à compter, c'était avec les susceptibilités du gouvernement et du peuple russes, constamment éveillées depuis trois ans. J'étais bien résolu à maintenir notre alliance, dont la perte nous eût mis à la merci des caprices de l'Allemagne ; je n'étais pas moins résolu à n'encourager et à n'appuyer ni actes de représailles ni entreprise téméraire.

Je sais qu'il s'est trouvé, depuis la guerre, des esprits ingénieux pour penser que les effets de l'alliance ne devaient pas s'étendre aux questions orientales. Le texte même du pacte interdit cette interprétation restrictive. Dans la convention militaire, la France prévoyait une attaque soit de l'Allemagne, soit de l'Italie secondée par l'Allemagne ; la Russie, une attaque, soit de l'Allemagne, soit de l'Autriche secondée par l'Allemagne ; et tout le monde savait bien que les causes de dissentiment étaient plus nombreuses et plus graves entre Saint-Pétersbourg et Vienne qu'entre Saint-Pétersbourg et Berlin. Nous avons conclu l'alliance pour protéger nos frontières de l'Est ; la Russie l'avait signée pour se défendre contre

la puissance dont elle redoutait le plus la rivalité. M. Georges Louis était si bien de cet avis qu'il allait, au mois d'août 1910, jusqu'à donner aux deux parties complémentaires des conventions franco-russes une portée éventuellement offensive : « Dans l'alliance, écrivait-il (1), Constantinople et les détroits forment la contre-partie de l'Alsace-Lorraine. Ce n'est écrit dans aucun accord, mais c'est le but suprême auquel on pense sans en parler. Si les Russes ouvraient la question dans leurs conversations avec nous, nous devrions répondre : « Oui, le jour où vous pourrez nous aider pour l'Alsace-Lorraine. » — C'était évidemment forcer le sens de l'alliance et, si un président lorrain s'était laissé aller à écrire ou même à penser ainsi, quelles tempêtes n'eût-il pas soulevées !

M. P. Deschanel avait, lui aussi, tenu le même langage que M. Georges Louis, et si l'on veut juger de l'in vraisemblance des propos qui lui ont été prêtés après sa mort (2), il n'est que de se rappeler ce passage du discours qu'il a prononcé, en pleine guerre, le 26 octobre 1916, dans la séance annuelle de l'Institut : « Messieurs, il y a seize ans, prenant place sous cette coupole, j'avais l'honneur de vous dire : « Regardons les Balkans. Étudions le bassin du Vardar. Le duel entre les Germains et les Slaves est menaçant. La France y sera entraînée. Soyons unis, soyons prêts. » Et je rappelais cette pensée de mon prédécesseur, Édouard Hervé, qu'un jour peut-être, nous pourrions sur le Danube reconquérir le Rhin. La France alors

(1) JUDET, p. 142 et 143.

(2) JUDET.

songeait à autre chose. » Ni M. Deschanel, ni M. Georges Louis, n'admettaient donc que l'alliance fût limitée aux risques de l'Occident et leur patriotisme donnait même à leur pensée une forme qui dépassait l'esprit essentiellement défensif du traité.

Aucun gouvernement français n'avait, d'ailleurs, songé à exclure l'Orient du jeu normal de l'alliance. Il était seulement convenu que, lorsqu'il ne s'agissait pas de cas directement prévus au pacte, c'est-à-dire l'attaque de l'Allemagne ou l'attaque de l'Italie et de l'Autriche appuyées par l'Allemagne, la Russie et la France devaient se concerter d'avance sur toutes mesures à prendre. Plusieurs fois, notamment, s'était posée cette question des détroits que M. Georges Louis regardait comme étant, pour la Russie, le pendant du droit français à la restitution de l'Alsace et de la Lorraine. Comparaison outrée, car la Lorraine et l'Alsace nous avaient été enlevées par la force et les populations de ces provinces avaient été annexées à l'Allemagne contre leur gré, tandis que ni Constantinople ni les environs ne demandaient à devenir russes. Depuis de longues années au surplus, la Russie n'avait elle-même officiellement avoué aucune prétention sur Constantinople. Il était possible qu'elle n'eût pas, dans son for intérieur, renoncé à des ambitions traditionnelles ; mais elle se plaisait, pour le moment, à ne réclamer que le maintien du *statu quo* territorial, et son vœu immédiat n'était que d'obtenir, en tout temps, pour sa flotte commerciale et pour sa marine de guerre, le libre passage de la mer Noire à la Méditerranée, et réciproquement. Ceux qui n'ont pas oublié l'insistance que les Soviets ont mise, en

1922, à forcer les portes de la conférence de Lausanne comprendront qu'il était difficile au tsarisme de ne pas suivre, à cet endroit, l'opinion russe. « Ensevelissez un désir slave sous une forteresse, disait Joseph de Maistre, il la fera sauter. »

J'ai été, jusqu'après la guerre, un de ceux qui ont le plus énergiquement lutté pour éviter cette explosion, qui, du reste, ne s'est pas produite avant l'ouverture des hostilités. C'est seulement plus tard, que, contrairement à mon propre sentiment, et sur la proposition de l'Angleterre, Constantinople a été promise à la Russie. Jamais ni en 1912, ni en 1913, ni en 1914, cette promesse n'avait été faite par la France ni, à ma connaissance, ne lui avait été demandée. Quant à la liberté de passage, la Russie ne cachait pas qu'elle y tenait vivement et, avant mon arrivée au ministère, elle l'avait plusieurs fois réclamée, dans une forme qui n'était pas toujours très heureuse.

Dès 1908, elle avait estimé qu'elle devait recevoir, sur les détroits, une compensation à l'échec diplomatique qu'avait été pour elle l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1). Elle invoquait un intérêt vital, la nécessité d'assurer les communications entre ses provinces méridionales et les pays étrangers. M. Isvolsky, alors ministre, avait étudié un projet qui ouvrait les détroits aux navires de guerre des États riverains de la mer Noire. Il en avait entretenu les grandes puissances et l'idée générale avait reçu partout un accueil assez favorable. A Vienne et à Berlin, on n'avait pas fait

(1) SIEBERT, p. 674-695. *Livre noir*, t. II, p. 457 et suiv. ; René PINON, *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juin 1912.



d'objection de principe (1). Dans les lettres échangées le 24 octobre (nouveau style) 1909, entre MM. Tittoni et Isvolsky, à Racconigi, il avait été dit que l'Italie et la Russie s'engageaient à considérer avec bienveillance, l'une les intérêts russes dans la question des détroits, l'autre les intérêts italiens en Tripolitaine et en Cyrénaïque (2). A Paris, réponse sympathique. Seule, l'Angleterre, tout en admettant que l'ouverture était « chose bonne et raisonnable », exprimait le souhait qu'elle ne fût pas réservée aux riverains de la mer Noire. Elle avait, en outre, précisé qu'elle regardait le consentement de la Turquie comme une condition préalable de toute proposition (3). Sur cette remarque, l'affaire avait été provisoirement classée.

Mais la guerre de Tripolitaine l'avait, de nouveau, fait sortir des cartons. La Russie craignait que l'Italie ne cherchât un jour à forcer les Dardanelles et que la Turquie ne les fermât. L'événement a prouvé, en 1912, que cette double crainte n'était pas chimérique. Dans les derniers mois de 1911, la Russie avait donc recommencé la tournée des capitales, sans négliger Constantinople. A Vienne, le 30 octobre, le comte Pallavicini avait, d'abord, répondu que l'Autriche maintenait son consentement de principe au libre passage des navires de guerre russes ; le comte d'Aehrenthal avait été, le 6 novembre, un peu moins catégorique ; enfin, le 20, le comte de Thurn, ambassa-

(1) BETHMANN-HOLLWEG, *Betr. z. Weltkriege*. Berlin, 1919, t. I, p. 132, note.

(2) GIOLITTI, *Mémoires de ma vie*. Plon, p. 104. — Lettre de M. Isvolsky à M. Sazonoff, 14-27 septembre 1911, Siebert, p. 460. *Livre noir*, t. I, p. 138.

(3) LORD GREY, *Twenty five years*, vol. I, p. 177 et suiv.

deur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, avait été chargé de déclarer que la monarchie dualiste reconnaissait les intérêts spéciaux de la Russie dans les détroits et demandait seulement qu'on trouvât une formule pour garantir l'Autriche contre une attaque de l'escadre russe. A Berlin, après quelques flottements, l'ambassadeur russe, comte d'Osten-Sacken, avait été informé que le cabinet impérial ne s'opposerait, en aucune façon, à un arrangement de la Russie avec la Turquie. A Rome, M. Sazonoff avait naturellement invoqué les accords de Racconigi. A Constantinople, M. Tcharykoff avait reçu de Saint-Pétersbourg l'ordre d'appuyer une proposition ainsi libellée : « Le gouvernement russe s'engage à donner au gouvernement ottoman son appui efficace pour le régime actuel des détroits du Bosphore et des Dardanelles, en l'étendant également aux territoires adjacents. En vue de faciliter l'exécution de la clause précitée, le gouvernement impérial ottoman s'engage, de son côté, à ne pas s'opposer au passage des navires de guerre russes par les Détroits, à condition que ces navires ne s'arrêtent pas dans les eaux des détroits, sauf accord. » M. Tcharykoff était, en outre, invité « à ne pas donner à sa démarche le caractère d'exigences brusques et irréductibles ». Mais cet ambassadeur, qui, beaucoup plus encore que M. Isvolsky, avait sa politique personnelle, avait, de son propre chef, ajouté à la formule proposée que la Russie s'entremettrait pour établir entre la Turquie et les États balkaniques de solides relations, fondées sur le maintien du *statu quo*. Saïd Pacha avait promis une prompte réponse, qu'il n'avait pas donnée ;

et M. Sazonoff, mécontent de ces remises et des initiatives de son ambassadeur, avait fini par le rappeler. A Londres, sir Edward Grey avait déclaré au comte Benckendorf qu'il était disposé à appuyer auprès de la Turquie un projet de liberté générale, tel que celui dont il avait parlé en 1908 ; mais il avait ajouté qu'il ne croyait pas facile d'agir à Constantinople, tant que la Turquie était en guerre avec l'Italie.

A Paris, M. Isvolsky avait été mis en mouvement, dès avant la signature du traité franco-allemand du 4 novembre, par une lettre de M. Nératoff, qui gérait par intérim le ministère des Affaires étrangères (1). M. Sazonoff voyageait en Europe ; il était sur le point de séjourner à Paris et à Berlin. M. Nératoff exposait à M. Isvolsky que la Russie allait accepter sans discussion les désirs de la France dans le règlement marocain et qu'elle espérait, en retour, être payée de la même monnaie « dans les affaires où elle était elle-même intéressée et, en première ligne, dans la question des détroits ». Le 28 septembre, M. Nératoff recevait notre chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, M. de Panafieu, et il insistait auprès de lui, tant sur la valeur particulière qu'attachait la Russie à la solution de ce problème que sur « l'importance spéciale qu'avait pour elle actuellement le maintien sur les Détroits de la souveraineté turque ».

Le même jour, M. Isvolsky allait voir M. de Selves, lui rappelait les assurances que la France avait données à la Russie en 1908 et, tout de suite, élargissant un peu, à sa manière, les indications qu'il avait reçues de M. Nératoff, et tâchant, sans

(1) *Livre noir*, t. I, p. 140 et suiv.

doute, comme M. Tcharykoff, de se ménager un succès personnel, il donnait à entendre que la politique du *statu quo* était provisoire et demandait ce que ferait la France, devant les actes que, « tôt ou tard », la Russie estimerait utile « d'entreprendre concernant les détroits et le territoire qui y est contigu ». M. Isvolsky ne cachait rien, d'ailleurs, de cette conversation à M. Nératoff (1). Il profitait même de l'occasion pour solliciter, comme il l'a fait souvent par la suite — j'y reviendrai — des fonds qui, disait-il, lui étaient indispensables pour subventionner certains journaux et qui étaient, ajoutait-il, dispensés plus libéralement à M. Tittoni par la Consultà qu'à lui par le gouvernement impérial (2). Le 13/26 octobre 1911, M. Isvolsky écrivait derechef à M. Nératoff. Il expliquait qu'il avait repris plusieurs fois la conversation avec M. de Selves et qu'il avait toujours trouvé chez le ministre l'attitude la plus sympathique.

Mais s'il cherchait à obtenir du gouvernement français, pour un avenir indéterminé, la reconnaissance d'une liberté d'action dont il ne définissait pas les limites, il ne faisait aucune objection à ce que, pour le moment, on donnât à la Turquie la garantie du *statu quo* « en vue des atteintes possibles contre Constantinople et les détroits de la part des États balkaniques » et il soumettait même à M. Nératoff des arguments propres à justifier cette thèse (3).

Le 24 octobre/6 novembre 1911, il prévenait son gouvernement qu'il avait jugé utile de ne pas

(1) *Livre noir*, t. I, p. 144, 145 et 146.

(2) *Livre noir*, t. I, p. 148 et 149.

(3) *Livre noir*, p. 151 et 152.



attendre l'approbation officielle de l'accord franco-allemand par la Russie, pour consolider les résultats de ses entretiens avec M. de Selves ; et il envoyait copie de la lettre qu'il venait d'écrire, le 4, au ministre français (1). « Je me permets, disait-il dans cette lettre, de réitérer la ferme conviction qu'au moment où la France, amie et alliée de la Russie, va asseoir sur de nouvelles et solides bases sa situation dans le nord de l'Afrique, le gouvernement français, auquel le cabinet impérial n'a cessé d'accorder, à cet effet, son appui diplomatique le plus sincère, est prêt, à son tour, à nous assurer qu'il reconnaît notre liberté d'action dans les régions des Détroits, ainsi que du nord de la Chine, et qu'il ne refusera pas son assentiment aux mesures que nous pourrions être dans le cas de prendre afin d'y garantir nos intérêts et d'y consolider notre situation. » Le 17 novembre, M. Nératoff déclarait à M. Isvolsky que la manière dont il avait, dans sa lettre, du 4, posé la question des intérêts russes sur les détroits et en Chine septentrionale, répondait entièrement aux désirs et aux intentions du gouvernement russe (2).

Mais M. de Selves, qui avait en mémoire les fantaisies récentes de M. Isvolsky et qui devait, d'ailleurs, trouver ces marchandages presque aussi déplaisants que ceux de l'Autriche, avait tenu à s'assurer, avant tout, des demandes précises de la Russie. Il attendait, en outre, pour les pre-

(1) *Livre noir*, p. 157.

(2) *Livre noir*, p. 169. Le récit de M. Judet est en contradiction avec ces pièces du *Livre noir*. Il n'en est pas moins accepté comme parole d'Évangile par le comité « Fichte Bund » de Hambourg, dans les tracts qu'il a fait, au mois de juillet 1925, distribuer par la poste à une multitude de Français.

miers jours de décembre, l'arrivée de M. Sazonoff ; et il croyait bon de débarrasser, comme il l'avait fait pour l'Autriche, l'approbation du traité du 4 novembre de toute négociation parasite. Il décida donc fort sagement de « dissocier » les deux questions. Le traité fut accepté par la Russie le 2/15 novembre, et comme M. Georges Louis, qui se trouvait alors à Paris, avait été prié de remplacer momentanément, à la direction des affaires politiques, M. Bapst, dont j'ai conté l'innocente mésaventure, M. Isvolsky poursuivit avec l'ambassadeur les entretiens qu'il avait commencés avec le ministre au sujet des Détroits et de la Chine.

Loin d'en éprouver quelque désagrément, il s'en réjouit, M. de Selves étant, disait-il, absorbé par les travaux parlementaires.

« Bien que vous n'aimiez pas beaucoup, je le sais, M. Georges Louis, écrit-il le 10/23 novembre 1911 à M. Nératoff, et que vous n'ayez pas en lui une confiance particulière, je ne puis que me réjouir d'avoir enfin ici quelqu'un avec qui il soit possible de parler sérieusement (1). » « C'est M. Georges Louis, excellemment informé, qui, temporairement, gère en fait les affaires politiques les plus importantes. A ce que je sais, c'est à lui qu'a été confiée la rédaction de la réponse à ma lettre ; j'ai eu avec lui deux entretiens fort intéressants, qui m'ont éclairé à un degré suffisant sur l'attitude du ministre français à l'égard de nos desiderata. Des paroles de M. Georges Louis, j'ai pu déduire qu'ici on craignait quelque peu de nous donner un engagement relatif aux Détroits,

(1) *Livre noir*, p. 165.

dans les termes qui sont employés par moi dans la dernière partie de ma lettre. M. Georges Louis est troublé principalement par l'imprécision de la formule « liberté d'action ». Il désirerait savoir d'une façon précise ce que nous avons l'intention d'entreprendre relativement aux Détroits et à quelle solution des questions qui s'y rapportent nous aspirons. J'ai répondu à M. G. Louis que ladite expression avait été employée par moi précisément à cause de son imprécision : vu que, dans la minute présente, il est impossible de prévoir la tournure que prendra la question des Détroits. « La Russie, lui ai-je dit, est intéressée à conserver, le plus longtemps possible, l'existence de l'empire turc ; mais à condition qu'on nous décharge des restrictions vieilles et incompatibles avec nos intérêts et notre dignité ; et c'est pourquoi nous aspirons, en première ligne, à établir avec le gouvernement turc une entente amicale sur cette question. Mais si une pareille entente paraît irréalisable, ou bien si surgit la liquidation de la domination turque en Europe, naturellement alors se modifie notre point de vue dans la question des détroits. De même que la France nous a déclaré cet été qu'elle ne pouvait admettre l'affermissement d'une puissance étrangère quelconque au Maroc, nous sommes obligés, de notre côté, de prévenir la France que la Russie ne peut pas admettre le passage des Détroits en des mains autres que russes... Autant qu'il m'a été possible de le remarquer, ces explications ont produit sur M. Georges Louis l'effet attendu. Il a convenu avec moi qu'il était très utile d'éclaircir à l'avance, entre la Russie et la France, l'attitude de leurs deux gouvernements vis-à-vis des événements qui

pouvaient surgir, tant dans le Proche-Orient qu'en Extrême-Orient. Il a reconnu aussi que la voie que j'avais choisie était le meilleur moyen de commencer un échange de vues sur les questions ci-dessus exposées... Dans sa conversation avec moi, M. Georges Louis ne m'a fait aucune objection quant à la possibilité de nous délivrer tels ou tels engagements sous une forme secrète (1). »

Je n'affirme pas, on le pense bien, que M. Isvolsky ait envoyé à Saint-Pétersbourg un compte rendu scrupuleusement exact de ses conversations avec M. Georges Louis, mais il apparaît clairement qu'elles ne l'avaient point mécontenté et qu'elles lui laissaient même une impression favorable.

Un mois plus tard, fin décembre 1911, il écrivait encore (2) : « La création d'un poste de secrétaire général au ministère des Affaires étrangères est décidé en principe, mais Georges Louis a malheureusement refusé ce poste et part mercredi prochain pour Pétersbourg... Georges Louis m'a dit que je recevrais absolument, avant son départ, réponse à ma lettre sur les détroits et sur la Chine du Nord... Le cabinet Caillaux, qui se sent calife pour une heure, craint tout naturellement de délivrer quelque engagement formel secret qui, dans la suite, pourrait servir d'arme contre ses auteurs. »

Ces lettres et d'autres de même genre (3) ne laissent rien subsister de la légende qui a représenté M. Isvolsky comme le principal inspirateur du rappel de M. Georges Louis. Sur une ques-

(1) *Livre noir*, t. I, p. 166, 167, 168.

(2) *Livre noir*, t. I, p. 174.

(3) 13/26 décembre 1911, *Livre noir*, p. 175, 176.



tion qu'il jugeait capitale, M. Isvolsky n'a pas eu le moindre sujet de désaccord avec M. Georges Louis ; il s'est, au contraire, félicité de ses rapports avec lui ; et, le 4 janvier 1912, lorsque le gouvernement, « calife pour une heure, » lui adresse, sous la signature de M. de Selves, la réponse attendue, M. Isvolsky en exprime sa satisfaction à M. Sazonoff, rentré à Saint-Pétersbourg (1). « On peut, dit-il, la reconnaître (cette réponse) non dénuée d'importance et de valeur. Elle confirme formellement les espérances à nous données par le gouvernement français en 1908, relativement aux détroits... La disposition exprimée par M. de Selves d'entamer avec nous un échange de vues à propos des Détroits nous donne la possibilité, avec le temps, de procéder à un éclaircissement plus détaillé de cette question. »

A vrai dire, M. Isvolsky se contentait de peu et faisait preuve, cette fois, de sagesse. M. de Selves s'était, en effet, exprimé en termes réservés et prudents : « D'une manière générale, avait-il écrit, je suis heureux de confirmer de nouveau à Votre Excellence, les déclarations du gouvernement français à l'occasion des événements de 1908, relativement aux satisfactions que le gouvernement russe pourrait être amené à poursuivre dans la question des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Le gouvernement français reste disposé à échanger des vues à cet égard avec le gouvernement russe, si des circonstances nouvelles rendaient nécessaire un examen de la question des Détroits. » De cette vague promesse de bienveillance, M. Isvolsky se déclarait entièrement

(1) *Livre noir*, t. I, p. 178, 179, 180.

satisfait et il conseillait à M. Sazonoff de l'accepter. A moi-même, il ne m'a jamais demandé de la compléter.

Cette lettre si raisonnable, signée de M. de Selves, n'avait pas été, d'ailleurs, rédigée par M. Georges Louis, qui était rentré à Saint-Pétersbourg, mais par M. Philippe Berthelot, alors sous-directeur des affaires d'Asie au ministère. A en croire M. Judet, qui s'abstient de la reproduire, M. Georges Louis aurait préparé, avant son départ, un projet de réponse ainsi conçu : « Si, *en ce qui concerne le libre passage des détroits*, dans les conditions envisagées en 1908 entre M. Isvolsky et sir Edward Grey, je suis prêt à reconnaître et au besoin à appuyer l'action de la Russie, je ne saurais prendre un engagement sur la question de la garantie du *statu quo*, sans connaître ce que le gouvernement impérial entend exactement garantir et quelles seraient les régions auxquelles cette garantie serait appliquée. » Il est évident que cette note, si M. Georges Louis l'a effectivement écrite, n'était pas destinée à servir de réponse à la lettre que M. Isvolsky avait adressée à M. de Selves, et qui ne parlait pas du *statu quo*. Il est, du reste, permis de se demander pourquoi M. Georges Louis, qui a justement insisté avec moi, quelques semaines plus tard, pour le maintien du *statu quo*, se serait, d'abord, montré inquiet de le voir garanti par la Russie. Mais, à la vérité, la note publiée par M. Judet n'existe pas au ministère des Affaires étrangères. Il s'y trouve un brouillon de M. Georges Louis, mais il est très différent. C'est ce qu'a bien voulu m'écrire M. Herriot, le 15 janvier 1925, en réponse à une demande de renseignements que je lui avais adressée. La véritable note laissée

au ministère par M. Georges Louis n'est pas datée, mais elle porte la mention : « Réponse à la lettre de M. Isvolsky du 4 novembre. » Elle a visiblement servi pour la rédaction de la lettre de M. de Selves, dont la minute est de la main de M. Berthelot ; et elle est ainsi conçue : « Nous sommes prêts, ainsi que le ministre l'a dit à M. Sazonoff, à échanger des vues au sujet de la situation des affaires de Chine, ainsi que sur la question des Détroits, si des circonstances nouvelles rendaient nécessaire l'examen de celle-ci. »

Les circonstances nouvelles ne se produisirent pas, ou, tout au moins, la Russie ne jugea point qu'elles rendissent nécessaire un échange de vues. Les négociations ayant été, d'autre part, interrompues à Constantinople, M. Isvolsky ne me souffla même pas mot de la question des Détroits, lorsque je pris possession des services du ministère (1). Il me parla, en revanche, avec insistance d'un sujet à propos duquel il se plaignait vivement du ministère précédent, le syndicat financier de la Chine (2).

Dans sa lettre du 4 janvier, M. de Selves avait écrit à l'ambassadeur : « Quant aux intérêts de la Russie dans le nord de la Chine, Votre Excellence a bien voulu rappeler que le gouvernement de la République a constamment témoigné son intention d'appuyer la Russie dans la défense de ses intérêts en Mandchourie et donné des preuves effectives de sa bonne volonté à cet égard, en refusant en dernier lieu l'admission à la cote de l'emprunt chinois de 250 millions, tant que l'article 16 du

(1) V. *Livre noir*, 2/15 janvier 1912, lettre d'Isvolsky, p. 180.

(2) Même lettre.

contrat relatif à la Mandchourie n'aurait pas été supprimé et remanié conformément aux desiderata russes. L'appui ainsi affirmé du gouvernement français à tout ce qui constitue les droits et les intérêts légitimes de la Russie dans le nord de la Chine s'étend non seulement au nord de la Mandchourie, mais à la Mongolie et au Turkestan chinois. La politique que nous avons constamment suivie à cet égard est un sûr garant de celle que nous continuerons à pratiquer à l'avenir dans ces régions qui intéressent particulièrement nos alliés (1). »

Cette déclaration était conforme à la politique que le gouvernement français n'avait cessé de suivre en présence de demandes d'admission à la cote. M. Isvolsky trouvait lui-même qu'elle ne laissait rien à désirer ; mais il restait une difficulté connexe qui n'était pas réglée.

Un syndicat financier, composé d'établissements de crédit anglais, français, allemands et américains, s'était formé, quelque temps auparavant, pour aider au placement d'emprunts chinois, en retour d'avantages industriels. La Russie s'était plainte d'avoir été tenue à l'écart. Au mois de décembre 1911, lorsque M. Sazonoff était venu à Paris, il avait représenté à M. de Selves qu'il était étrange de voir des banques françaises figurer, sans la Russie, dans un syndicat international formé pour traiter des affaires chinoises, et cela au moment même où le gouvernement de la République reconnaissait officiellement les intérêts asiatiques de la Russie. — Eh bien ! entrez dans le consortium, avait aimablement répondu le mi-

(1) *Livre noir*, p. 179 et 180. n° 1331.



nistre. — Qu'y pourrions-nous faire? Nous y serions immobilisés, avait répliqué M. Sazonoff; nous n'y saurions guère compter que sur l'appui des Français (1). »

De son côté, M. Kokovtsoff, président du Conseil, ministre des Finances, avait envoyé à Paris M. Verstraete, directeur de la Banque russo-asiatique, pour informer les financiers français de l'impossibilité matérielle où se trouvait la Russie de prendre une participation dans le syndicat. La Russie insistait donc pour que la France en sortît; et comme ni la Banque de l'Indochine, ni le Comptoir national d'Escompte ne jugeaient à propos de se retirer, M. Isvolsky s'en prenait un peu légèrement à M. Caillaux, dont il croyait apercevoir l'ombre derrière ces grands établissements.

Il me parut à moi-même inadmissible, soit de laisser le champ libre en Chine aux financiers étrangers, soit de chercher à dissoudre le syndicat, pour complaire au gouvernement russe. Je m'en tins à l'opinion de M. de Selves, et, en peu de temps, grâce à l'intervention de M. Philippe Berthelot, je la fis accepter, à la fois, par les banques et par la Russie.

Pour les Détroits, je ne me départis pas davantage de la prudente conduite qu'avait adoptée M. de Selves. Il avait renouvelé la promesse générale de bienveillance, qui avait été donnée en 1908; je ne suis pas allé plus loin, et le *Livre noir* est, à cet égard, aussi démonstratif que le *Livre jaune*.

En mai 1912, après une vaine attaque italienne, la Turquie avait fermé les Dardanelles. La Russie avait protesté. Elle prétendait que la Porte devait

(1) Von SIEBERT, lettre de M. Sazonoff, 14/27 décembre 1911.

livrer passage aux bateaux neutres, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. Comme tous les autres gouvernements, nous avons consenti à demander à la Turquie de rouvrir les Détroits, dans l'intérêt général ; et j'avais insisté auprès de Rifaat Pacha, pendant que M. Bompard agissait, en mon nom, à Constantinople (1).

Mais je n'avais pas caché à M. Isvolsky que la théorie russe ne me semblait pas justifiée. « Sans doute, lui disais-je, il pèse, en fait, sur la Turquie une sorte de servitude au profit du commerce universel, mais les Détroits ne sont pas, comme le canal de Suez, soumis à un régime international. La thèse que vous soutenez aujourd'hui équivaldrait, en dernière analyse, à une véritable neutralisation des Détroits, ce qui serait en opposition avec la liberté que la Russie a, dit-elle, l'intention de se réserver pour l'avenir. »

Je m'étais bien gardé de dire que je fusse favorable à cette intention ; j'avais simplement indiqué, un peu ironiquement, à M. Isvolsky combien la politique russe se contredisait, et il avait compris : « Poincaré, écrivait-il, le 26 avril/9 mai, à M. Sazonoff (2), a esquissé, pour ainsi dire fugitivement, cette idée, sur laquelle je veux attirer particulièrement votre attention : Si notre opinion, que la Turquie a l'obligation de tenir les Détroits ouverts au commerce neutre en temps de guerre, comme au temps de paix, prenait le dessus, cela mènerait, en dernier ressort, à une neutralisation formelle des Détroits, d'autant qu'un tel point de vue correspondrait au déve-

(1) *Livre noir*, t. II, n° 59, p. 497.

(2) *Livre noir*, t. I, p. 248.

loppement général actuel du droit des peuples. Selon lui, nous ne devrions pas perdre de vue ce fait, afin de ne pas tomber un jour en contradiction avec nos propres intérêts politiques et nos propres aspirations. »

Ainsi, j'écoute l'énoncé d'une opinion russe ; je montre qu'elle est en contradiction flagrante avec les prétentions antérieurement émises ; j'ajoute que ces prétentions ne s'accordent guère elles-mêmes avec le développement moderne du droit des peuples ; tout cela « dans une esquisse fugitive » ; et, à cette date, M. Isvolsky n'ose même pas me demander de lui renouveler les bonnes paroles de M. de Selves.

Quelques jours plus tard, pour essayer d'arrêter enfin l'effusion du sang en Tripolitaine, on parlait d'une conférence. M. Sazonoff s'y était opposé, et M. Isvolsky avait compris que ce refus avait produit sur moi une impression défavorable. Il avait cru devoir venir m'expliquer, avec quelque abondance, les raisons de son ministre (1). « M. Sazonoff, m'avait-il dit, craint que d'autres questions que celle de la guerre italienne ne se posent à la conférence. Il n'entre pas du tout dans les intentions de la Russie de mettre à profit les circonstances actuelles pour poser la question des Détroits. »

Au même moment, M. Paul Cambon se trouvait à Paris ; il avait rencontré M. Isvolsky (2) et il lui avait dit : « Si la conférence se réunit, elle s'occupera nécessairement de la situation générale dans les Balkans. En ce cas, la Russie et l'Angle-

(1) *Livre noir*, t. I, p. 270. Lettre de M. Isvolsky, 24 mai/6 juin 1912.

(2) Même lettre.

terre devraient, non seulement ne pas s'opposer à la question des Détroits, mais mettre cette question en discussion et la résoudre en faveur de la Russie. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra rétablir, dans la Méditerranée, l'équilibre des forces que la guerre de Tripolitaine vient de rompre en faveur de l'Italie et, par suite, de la Triple-Alliance. » M. Paul Cambon m'avait soumis, à moi-même, cette idée et j'avais reconnu, sans peine, que l'impossibilité pour les flottes britannique, française et russe de communiquer à travers les Détroits serait, en temps de guerre, une cause de sérieux embarras ; mais je trouvais plus prudent que la conférence, si elle se réunissait, n'eût à s'occuper que du conflit turco-italien. A chaque jour suffisait sa peine. « Nous verrons le reste ensuite, avais-je dit à M. Isvolsky. Dans les conditions acceptées par sir Edward Grey, nous nous mettrons volontiers d'accord avec l'Angleterre, le moment venu, pour vous aider de notre mieux. » C'étaient, à peu de chose près, les expressions mêmes de M. de Selves et de M. G. Louis ; et ma réponse, d'ailleurs purement orale, ne contenait que de banales assurances de bonne volonté, subordonnées à un accord avec l'Angleterre. Il n'y avait donc pas eu la moindre rupture, ni la plus légère déviation dans la politique française.

Nulle conférence internationale ne se réunit à propos de la guerre de Tripolitaine, et la question des Détroits tomba. Quelques mois plus tard, pendant la crise balkanique, elle se posa de nouveau dans l'esprit du gouvernement russe. En une longue lettre, adressée, le 15/28 novembre 1912, à M. Isvolsky, M. Sazonoff indiquait à son ambassadeur la position qu'il entendait



prendre (1). La Russie, expliquait-il, tenait surtout à n'aliéner sa liberté vis-à-vis de personne, mais elle avait encore besoin d'être fixée sur les dernières dispositions des grandes puissances. Chacune d'elles, disait M. Sazonoff, nous a donné, « en son temps, son consentement conditionnel. » Pour le cas où M. Isvolsky aurait l'occasion de m'entretenir à ce sujet, le ministre lui recommandait de m'assurer que la Russie ne songeait pas à présenter actuellement de propositions particulières. Mais, si les circonstances changeaient et si, par suite, le problème des Détroits revenait à l'ordre du jour, il importerait, remarquait M. Sazonoff, de connaître le point de vue du gouvernement français.

Ce point de vue du gouvernement français, il ne le connaissait donc pas encore à la fin de novembre 1912, un mois et demi avant l'heure où j'allais quitter le ministère ; et même à cette date, M. Isvolsky n'osait, nous le verrons, toucher le sujet qu'avec une extrême discrétion. Il savait que je lui répondrais que je voulais, avant tout, me mettre d'accord avec l'Angleterre, et il connaissait mieux que personne les conditions et les réserves de sir Edward Grey, puisque c'est à lui-même que le secrétaire d'État britannique les avait indiquées en octobre 1908 (2). D'autre part, j'avais toujours refusé, dans mes entretiens avec M. Isvolsky, d'examiner ce que nous ferions si l'empire ottoman venait à tomber. Je n'entendais pas encourager la Russie à souhaiter, et encore

(1) *Recueil de von Siebert*, p. 687. *Le Livre noir* se borne à résumer en note, t. I, p. 358, 359, cette lettre capitale, qui détruit tant d'allégations fausses répandues contre la politique française des Détroits.

(2) *Twenty five years*, vol. I, p. 177 et suiv.

moins à précipiter, ce démembrement. M. Isvolsky, comprenant fort bien pourquoi je me barricadais ainsi dans le présent, n'avait jamais réussi, et ne s'était même pas sérieusement essayé, à m'entraîner dans un examen que j'estimais dangereux et, en tout cas, prématuré. Je ne fais au gouvernement que j'ai présidé aucun mérite de cette réserve persistante, mais prétendre ou insinuer qu'il en soit sorti, c'est outrager la vérité.

## CHAPITRE XII

Les tracts de Hambourg. — Malentendus entre M. Sazonoff et M. Georges Louis. — Les démarches de M. Isvolsky. — M. Georges Louis à Paris. — Clôture de l'incident.

On ne peut pas davantage, à moins d'imposture, alléguer qu'à un moment quelconque, il se soit élevé, à propos des Détroits, un désaccord, même léger, entre M. Georges Louis et moi. Jamais une pièce, contemporaine de l'ambassade de M. Louis, n'a été ni ne sera produite à l'appui d'une telle allégation. Et ce qui est vrai des Détroits, l'est également des autres questions politiques que nous avons eues, lui et moi, à étudier pendant la durée de mon ministère. Il n'y a pas, en 1912, une seule lettre, pas un seul télégramme de lui à moi, ou de moi à lui, qui marque un dissentiment, même accidentel et passager. Dans aucune de nos entrevues, M. Georges Louis ne m'a témoigné qu'il pensât autrement que moi. Jamais il ne m'a soumis une de ces observations ou de ces critiques respectueuses qu'un ambassadeur a toujours le droit, souvent même le devoir, de présenter à son ministre. Que si, dans un sentiment outré de discipline, ou par simple timidité, il craignait de s'adresser directement à moi, il avait dans le cabinet d'anciens chefs comme MM. Léon Bour-

geois, Briand et Delcassé, qu'il aurait pu, à l'occasion, prévenir de nos différends. A supposer qu'il eût, un jour, estimé que je pratiquais, malgré ses avis, une politique imprudente ou maladroite, le moins qu'il eût dû faire eût été d'en avertir ceux qui étaient en mesure de m'arrêter. Il s'en est bien gardé, et pour cause. A mesure que se succéderont les événements, des documents authentiques prouveront la persistance de notre entente et l'absence totale de contradiction dans notre correspondance (1).

Pour l'instant, je me borne à reproduire une lettre que m'a écrite mon très regretté ami, M. Léon Bourgeois, au lendemain des publications de M. Judet.

« Paris, le 27 novembre 1924.

« MON CHER AMI,

« J'ai gardé un souvenir très précis des efforts que tu as faits en 1912, comme président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, d'abord pour prévenir la guerre balkanique, puis pour la circonscrire et l'arrêter. Tous tes collaborateurs et moi, nous avons été associés d'aussi près que possible à ton œuvre pacifique. M. Georges Louis, avec lequel j'étais personnellement en très bons rapports, ne m'a jamais dit ni écrit qu'il se trouvât en désaccord avec toi sur la politique que nous suivions, et le gouvernement que tu dirigeais n'a,

(1) Le *Livre jaune* publié en 1922 constituait déjà, à cet égard, une preuve péremptoire, en même temps qu'une réponse anticipée aux élucubrations de M. Judet et aux tracts qu'en a tirés le Comité de Hambourg et qui ont été répandus en France et à l'étranger.



en effet, jamais eu, à ma connaissance, aucune divergence d'opinion avec lui.

« Quant à M. Isvolsky, tu avais naturellement avec lui les relations que tout ministre des Affaires étrangères était obligé d'avoir avec le représentant officiel d'une puissance alliée. Mais, loin de faire envers lui preuve d'une complaisance quelconque, tu ne lui as jamais témoigné une grande confiance, et il t'est même souvent arrivé, en conseil, de te plaindre de certains de ses procédés.

« Lorsqu'à la tribune de la Chambre, le 20 décembre 1912, M. Jaurès rendait hommage à ta volonté de paix, et te remerciait d'avoir pris l'initiative des conversations entre tous les pays d'Europe, y compris l'Allemagne et l'Autriche, il exprimait un sentiment qui était celui de tous les hommes de bonne foi et qui n'a pas cessé d'être le mien.

« Bien affectueusement à toi,

« LÉON BOURGEOIS. »

A cette époque-là, d'ailleurs, M. Georges Louis ne se doutait guère qu'un jour viendrait où celui qui se chargerait de veiller sur sa mémoire, au risque de la compromettre et de la diminuer, serait l'homme qui avait mené campagne contre le rapprochement de la Russie et de l'Angleterre. M. Georges Louis était, en effet, trop bon Français pour ne pas se féliciter de cette entente, et il n'aimait point ceux des hommes d'État russes qui ne s'y étaient pas montrés favorables. C'est ainsi que, le 5 avril 1912, le bruit ayant couru du remplacement de M. Sazonoff par M. Witte, notre ambassadeur s'empressait de m'informer de cette

nouvelle et d'ajouter qu'il la croyait heureusement fausse : « Il y a loin, me disait-il, du maintien de Witte au Conseil de l'empire à l'ouverture d'une succession comme celle de M. Kokovtsoff ou de M. Sazonoff. En tout cas, nous ne pouvons souhaiter le retour du comte Witte au pouvoir. *Plus encore que l'Empereur et M. Sazonoff, il serait préoccupé de ménager Berlin, et ce serait presque certainement la fin de la Triple-Entente.* Il n'y a pas d'idée qui, dans nos conversations, était plus fortement développée que celle-ci : « La France et la Russie ont commis une grande faute en se rapprochant étroitement de l'Angleterre. »

Ces quelques lignes, à elles seules, sont un cinglant démenti, adressé, d'avance, aux prétendus dépositaires de la pensée de Georges Louis. Si c'était moi qui les avais écrites, ils me reprocheraient certainement d'avoir voulu encercler l'Allemagne et de m'être opposé à toutes relations d'amitié entre elle et la Russie.

Malheureusement, s'il y avait parfait accord entre M. Georges Louis et moi, les choses allaient beaucoup moins bien, à Saint-Petersbourg, entre notre ambassadeur et M. Sazonoff. Le 10/23 novembre 1911, nous avons déjà vu M. Isvolsky écrire à M. Nératoff, gérant du ministère : « Bien que vous n'aimiez pas beaucoup, je le sais, M. Georges Louis... ; » et il faisait de ce dernier un éloge mérité, en le représentant comme avisé, plein d'expérience et parfaitement digne d'un grand poste au ministère (1). M. Georges Louis

(1) M. Eugène Lautier, qui a bien connu M. Georges Louis, a tracé de lui un portrait fidèle, sous ce double titre un peu sévère : « Dans la cour de Pot-Bouille. Les Rancunes d'une oreille fendue », *l'Homme libre*, 18 novembre 1924.

avait, en effet, toutes les qualités d'un excellent directeur ou même peut-être d'un secrétaire général. Il était travailleur ; il rédigeait clairement les dépêches dont les ministres lui fournissaient l'idée ; il était homme de bon conseil ; mais, nommé ambassadeur, il avait conservé, dans cette haute charge, ses habitudes de bureau et ses goûts sédentaires. Il ne sacrifiait rien à ces usages mondains dont savaient si bien tirer parti à Rome, à Londres ou à Berlin, des représentants comme MM. Barrère, Paul et Jules Cambon. Il vivait en garçon dans son ambassade, où Mme Georges Louis ne s'était pas installée en 1912. Sa santé fragile s'accommodait mal des froids et des brumes de la Néva. Retiré dans son cabinet, il était souvent mal renseigné sur ce qui se passait autour de lui. Il avait été surpris, en novembre 1910, par l'entrevue de l'Empereur et du Tsar à Potsdam et par l'accord de la Russie et de l'Allemagne sur les affaires orientales. M. Isvolsky prétendait qu'ayant été réprimandé à cette occasion, il avait pris, depuis lors, l'habitude de colorer ses communiqués (1). Ce n'est pas mon impression. Il péchait plutôt par excès de sobriété que par richesse de pinceau. Toujours est-il qu'il y avait entre M. Sazonoff et lui une regrettable insuffisance de contact et, par surcroît, une sorte d'incompatibilité d'humeur, qui s'était vite traduite par une série de malentendus. M. Sazonoff s'était mis dans l'esprit que l'ambassadeur ne transmettait pas exactement à Paris ce qui lui était dit à Saint-Petersbourg. Il semble que cette conviction se soit accrue chez lui à la suite de télé-

(1) *Livre noir*, t. I, p. 216.

grammes français déchiffrés dans les services du Pont-aux-Chantres. Il advenait aussi qu'il n'y eût point concordance entre les versions que M. Sazonoff donnait lui-même à M. Isvolsky de ses entretiens avec M. Georges Louis et le compte rendu qui m'en arrivait par celui-ci. Le ministre russe et son ambassadeur s'impatientsaient de ces dissonances et M. Isvolsky profitait de chacun de ces incidents pour tâcher d'élargir son rôle et pour demander que son chef me renseignât par son intermédiaire plutôt que par la voie de l'ambassade de France (1) ; ce qu'il s'est soigneusement abstenu de me proposer à moi-même et ce que, bien entendu, je n'eusse point admis.

Au commencement d'avril, M. Sazonoff écrivait à M. Isvolsky une lettre que ni le *Livre noir* ni Stieve n'ont reproduite et que nous ne connaissons que par la réponse de l'ambassadeur. Il eût été cependant bien intéressant d'en avoir le texte. Elle nous eût fourni des lumières utiles. Le 29 mars/11 avril, M. Isvolsky répondait à M. Sazonoff (2) : « *Je vois par votre lettre, que vous êtes de plus en plus mécontent de M. Georges Louis et de sa façon de transmettre les communications qui lui sont faites. Votre mécontentement est, me semble-t-il, complètement fondé et, à mon avis, le mode actuel de communiquer avec le gouvernement français doit fatalement amener à de sérieux inconvénients et malentendus.* » (Il tenait à son idée de faire passer les communications par lui.) « *J'emploierai, bien entendu, tous mes efforts à inculquer à M. Poincaré qu'il serait désirable*

(1) *Livre noir*, loc. cit., et p. 221, lettre du 15/28 mars 1912.

(2) *Livre noir*, t. I, p. 231.



de le remplacer par une personnalité plus appropriée. Mais le rappel d'un ambassadeur est une question très délicate et complexe, surtout ici où, autour de pareilles importantes nominations, se déroulent diverses intrigues politiques. »

Comme on le voit, c'est M. Sazonoff qui demande le rappel; et M. Isvolsky fait des objections. Encore donné-je la traduction du *Livre noir*; mais le texte allemand ne porte pas : « *Eine sehr delikate und complexe Frage*; » il porte : « Une chose très délicate et difficile; *eine sehr delikate und schwierige Sache* (1) », ce qui indique, de la part de M. Isvolsky, une objection sensiblement plus forte.

L'ambassadeur ajoutait du reste : « Vous vous rappelez quels efforts a coûtés le remplacement de M. Bompard, à qui on avait pourtant à reprocher des torts bien plus graves qu'à Louis (2). Plus le poste diplomatique est important, moins il y a de chance qu'il revienne à un diplomate de carrière et plus est probable la nomination, soit d'un bureaucrate dans le genre de Louis, soit d'un homme politique. *Il me semble donc qu'il est préférable de ne pas pousser l'affaire.* »

Ceux qui ont parlé d'une machination personnelle de M. Isvolsky contre M. Georges Louis ont donc totalement travesti les faits.

Lorsque l'ambassadeur de Russie répondait ainsi à des instructions qui visiblement lui semblaient trop pressantes, il venait précisément de se produire un fait qui prouve combien j'étais

(1) STIEVE, *Band* II, p. 85.

(2) Cette affirmation est, bien entendu, inexacte. M. Bompard avait fait tout son devoir d'ambassadeur. Il avait été cependant changé de poste, à la suite de plaintes du gouvernement russe.

éloigné de suivre, les yeux fermés, le gouvernement russe ou M. Isvolsky. Sur l'ordre de M. Sazonoff, M. Isvolsky m'avait annoncé, « à titre très confidentiel », que la Bulgarie et la Serbie avaient conclu, peu de jours auparavant, deux accords secrets. Par le premier de ces deux accords, m'avait-il expliqué, les deux États balkaniques s'engageaient à se porter mutuellement secours en cas d'agression et à maintenir le *statu quo* dans les Balkans. Par le deuxième, ils convenaient de ne rien entreprendre sans avoir demandé l'avis de la Russie. M. Georges Louis ne savait rien de cette grande et inquiétante nouvelle. Si secrètement qu'elle me fût présentée, je crus de mon devoir de la lui apprendre sans retard. Je la lui télégraphiai le 1<sup>er</sup> avril (1), et j'ajoutai : « J'ai marqué à M. Isvolsky quelque surprise que le gouvernement bulgare ne m'eût pas fait connaître directement la nouvelle orientation de sa politique... Je lui ai demandé (à M. Isvolsky) si l'engagement relatif au maintien du *statu quo* ne comporte pas un engagement subsidiaire pour le cas où le *statu quo* serait rompu. Vous estimerez, sans doute, comme moi que la confiance de M. Isvolsky, rapprochée du questionnaire que M. Sazonoff vous a remis le 14 février, révèle une situation qui s'impose à toute votre vigilance. » Les services de Saint-Pétersbourg, très experts en cryptographie, déchiffrèrent mon télégramme, et M. Sazonoff, irrité que j'eusse trahi sa confiance au profit de M. Georges Louis, fit part « de son extraordinaire étonnement » à M. Isvolsky et lui déclara tout net, que si je commettais de telles indiscretions, on

(1) *Livre jaune*, n° 22, p. 14.

serait, à l'avenir, très embarrassé pour me faire des communications. Ce télégramme de M. Sazonoff ne figure pas dans le *Livre noir*, dont il gêne la thèse ; mais Stieve l'a publié (1), et il montre qu'au risque de mécontenter le gouvernement russe, je n'hésitais pas à tenir M. Georges Louis au courant des démarches les plus secrètes.

Quelques semaines passèrent. M. Isvolsky reçut de M. Sazonoff une lettre que les bolchevistes, ou leurs traducteurs français et allemands, n'ont pas jugé à propos de reproduire, mais qui, d'après une dépêche de M. Isvolsky (2), contenait cette phrase désenchantée : « La coupe de ma longanimité est pleine. » C'était donc bien toujours M. Sazonoff qui se plaignait : « Vous savez, disait l'ambassadeur à son ministre, que, dès le commencement, j'ai considéré cette affaire comme très délicate (le texte allemand porte *sehr heikel*, qui signifie plutôt très épineuse) et très difficile, que j'ai longtemps hésité à en parler à Poincaré et ne m'y suis décidé qu'après avoir reçu votre lettre, dans laquelle vous m'écriviez que « la coupe de votre longanimité était pleine. » J'ai employé tous mes efforts afin d'engager la conversation de loin et avec toutes les précautions possibles. J'ai commencé par parler comme en mon nom personnel, à propos des nominations attendues dans les hauts postes diplomatiques français, appelant son attention sur certains défauts extérieurs de Georges Louis. Voyant que cela ne produisait pas l'impression voulue, et craignant que Saint-Petersbourg ne fût pas touché par les nouvelles nomi-

(1) Télégramme n° 340, 24 mars/6 avril 1912, t. II, p. 248.

(2) 4/17 mai 1912, *Livre noir*, p. 250 ; STIEVE, t. II, p. 113.

nations et permutations, *je me suis décidé, le cœur gros, à le mettre au courant, de la manière la plus confidentielle, des froissements et malentendus entre vous et Georges Louis*, sans le presser et sans demander son rappel, mais en lui indiquant seulement que, dans l'intérêt des relations franco-russes il serait désirable, dans un avenir plus ou moins éloigné, de le remplacer par une autre personne, de préférence un diplomate. »

Ainsi lorsque M. Isvolsky me parlait à titre personnel, il n'obtenait pas l'impression cherchée et, pour m'émouvoir, il était obligé de me dire ce qu'il m'avait, d'abord, célé, qu'il y avait eu des froissements et des malentendus entre M. Sazonoff et M. Louis.

« Malheureusement, poursuivait-il dans son récit au ministre, ici encore s'est affirmé l'esprit brutalement direct de Poincaré, tout à fait ignorant des formes et des procédés diplomatiques. Au lieu de garder ces conversations entre nous et, après avoir pris la décision de déplacer Louis, d'attendre tranquillement pour cela un moment favorable, *il en a avisé Georges Louis, en dépit de ma prière instante de conserver à toute cette affaire un caractère rigoureusement secret, et a mis au courant tous ses collègues du Conseil des ministres, auxquels il a proposé d'examiner la question de la nomination d'un nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg.* »

Pour complaire à M. Sazonoff, M. Isvolsky s'était donc décidé à demander le déplacement de M. Georges Louis ; mais il aurait souhaité que sa démarche ne fût connue de personne, pas même de l'intéressé, pas même de mes collègues du gouvernement. J'avais certes, comme il le disait, l'esprit



trop direct et trop brutal, pour me livrer à l'opération silencieuse et hypocrite qu'il me recommandait. Je ne voulais pas passer dans la nuit un lacet autour du cou de M. Georges Louis. Lorsque j'ai su que M. Isvolsky me parlait au nom de M. Sazonoff et que le gouvernement russe invoquait l'intérêt de l'alliance, j'ai cru de mon devoir élémentaire de renseigner le cabinet français et j'ai catégoriquement annoncé à M. Isvolsky que je le ferais. Il n'a pas réussi à m'en détourner. En conseil des ministres, je ne me suis pas plaint de M. Georges Louis, puisque je n'avais pas à m'en plaindre ; mais j'ai informé le président de la République et le gouvernement que M. Isvolsky était venu, de la part de M. Sazonoff, me signaler « des froissements et des malentendus », qui pouvaient, prétendait-il, être nuisibles aux relations des deux pays.

A aucun moment, M. Isvolsky n'avait, dans mon cabinet, fait allusion à autre chose. C'est ce que confirme encore la lettre qu'il écrivait le 10/23 mai à M. Sazonoff (1). « Je ne puis, me semble-t-il, rien ajouter d'essentiel à mes deux lettres relatives à l'incident avec Georges Louis. Vous comprendrez naturellement jusqu'à quel point cet incident est pénible et désagréable pour moi. *Vous savez que j'ai longtemps hésité à parler à Poincaré de cette affaire, que je l'ai abordée de loin, et que ce n'est que quand vous m'avez écrit que la coupe de votre longanimité était pleine, et que Koudachef, arrivé ici de Saint-Petersbourg, m'a transmis verbalement la conversation que vous aviez eue avec lui sur ce sujet, que je me suis décidé à agir. Vous me connaissez trop pour douter que j'aie atténué*

(1) *Livre noir*, t. I, p. 257.

la conversation de toutes les réserves et précautions, et je me rappelle que ma conclusion fut :  
« Je vous remercie de l'esprit amical dans lequel  
« vous avez accueilli les allusions que j'ai dû vous  
« faire, d'une manière toute privée et confiden-  
« tielle, aux malentendus existant entre M. Sazo-  
« noff et M. Georges Louis. »

Ainsi, M. Isvolsky prétendait avoir parlé d'une manière toute privée et confidentielle ; il se flattait d'avoir insisté pour que je ne misse pas mes collègues au courant de son intervention et pour que M. Georges Louis lui-même ne fût pas averti. En fait, il avait procédé par approches successives et par insinuations de plus en plus claires, en insistant surtout sur le manque d'activité physique et d'aisance mondaine que M. Sazonoff reprochait à Georges Louis. A plusieurs reprises, j'avais informé de ces démarches inquiétantes mes collègues du cabinet. Tous en étaient, comme moi, préoccupés. Ils ne faisaient pas plus que moi confiance à M. Isvolsky. Mais les uns et les autres, nous étions troublés de voir la liaison mal établie entre Paris et Saint-Petersbourg, M. Sazonoff ne paraissant pas vouloir se livrer à M. Georges Louis, M. Isvolsky, de son côté, traitant toujours les affaires à sa façon. Les ministres qui avaient fait partie du cabinet Caillaux, MM. Steeg, Lebrun, Klotz, Pams et Delcassé, se rappelant les incidents de 1911, n'étaient pas les moins émus de cette situation équivoque.

Dès les débuts de notre ministère, tous, et plus particulièrement MM. Briand et Léon Bourgeois, m'avaient conseillé d'aller rendre, pendant les vacances d'été, à M. Sazonoff la visite qu'il avait faite à Paris dans les dernières semaines de 1911,

et de tâcher d'accorder sur place un instrument faussé. M. Fallières avait approuvé cette idée. La forme mystérieuse dans laquelle M. Isvolsky nous transmettait les griefs de M. Sazonoff contre M. Georges Louis nous confirma dans l'opinion que ce voyage pourrait ne pas être inutile.

Mais, malgré la manière ouatée de l'ambassadeur, ou plutôt à cause de cette manière même, l'insistance qu'il mettait à revenir, avec toutes sortes de circonlocutions, sur le « malentendu » de Saint-Pétersbourg nous parut rendre nécessaire une décision immédiate. Mieux valait, semblait-il, percer l'abcès, que de le laisser s'envenimer. Quelles que pussent être les qualités de M. Georges Louis, elles risquaient de ne plus nous rendre les services que nous avions le droit d'en attendre, si elles n'étaient pas appréciées à leur valeur par le gouvernement allié. Je n'avais cessé de faire à M. Isvolsky l'éloge de notre agent ; il abondait toujours dans mon sens, mais me répétait : « Que voulez-vous ? Cela ne marche pas entre M. Sazonoff et lui ; ils n'arrivent pas à se comprendre. »

Le mardi 7 mai, nous avons eu conseil des ministres à Rambouillet. J'avais été autorisé à informer M. Georges Louis des plaintes de M. Sazonoff, à le prier de mettre son ambassade à notre disposition et à lui dire que je lui réserverais, bien entendu, un autre poste. Il avait été convenu, en même temps, que pour Saint-Pétersbourg, je pressentirais M. Paul Deschanel, qui n'était pas encore élu président de la Chambre, mais qui était président de la commission des Affaires étrangères. M. Isvolsky, il est vrai, avait demandé qu'on envoyât en Russie un diplomate, et non pas un homme politique. Mais, ne jugeant pas possible de

déplacer l'un de nos grands ambassadeurs, tels que MM. Barrère, Paul et Jules Cambon, qui s'acquittaient admirablement de leur mission, et ne voulant pas que Saint-Pétersbourg pût être considéré comme un poste de début, nous avions pensé que, pour mettre fin aux difficultés présentes, il était nécessaire de confier l'ambassade à un homme d'une autorité incontestée. C'est, du reste, comme on le verra, la raison à laquelle ont obéi plus tard MM. Briand et Jonnart, lorsqu'ils ont proposé à M. Fallières la nomination de M. Delcassé à Saint-Pétersbourg. Mais, le 7 mai, M. Paul Deschanel était à Vienne, qu'il ne devait quitter que le lendemain soir. Je devais donc attendre deux ou trois jours pour connaître ses dispositions.

M. Isvolsky, que j'avais avisé de mon intention d'en référer au cabinet et qui ne m'avait point, du reste, malgré les excuses qu'il a invoquées auprès de M. Sazonoff, exprimé le moindre désir de sursis, revint me voir au ministère le mardi soir et parut soulagé de la décision prise. Je lui demandai encore si M. Sazonoff l'avait bien chargé d'intervenir, s'il ne croyait pas qu'il y eût possibilité d'arranger les choses. Il prit son air le plus désespéré. Je le prévins alors que j'allais télégraphier à M. Georges Louis et lui faire savoir que M. Sazonoff avait exprimé le souhait de le voir remplacé. Il n'éleva aucune objection. Le mercredi matin, j'appelai le directeur des affaires politiques ; je le mis au courant de la conversation que je venais d'avoir, et je lui dis que, malgré tout, les précédents ne me permettaient pas de tenir pour indiscutables les affirmations d'Isvolsky. Il restait possible qu'il eût interprété dans un sens péjoratif les instructions de M. Sazonoff ou même qu'il y eût ajouté des



griefs de son cru. Je préférerais donc ne pas télégraphier moi-même à M. Georges Louis, pour ne pas le placer en présence d'un ordre formel, pour lui laisser la liberté de protester, et pour lui fournir le moyen de faire une enquête auprès de M. Sazonoff.

C'est ainsi que M. Paléologue envoya, d'accord avec moi, un télégramme qui ne constituait pas encore une décision, et dans lequel il était seulement demandé à M. Georges Louis, avec une bienveillance inusitée, de mettre son ambassade à la disposition du gouvernement : « Paris, 8 mai 1912, 11 heures du matin (1). Avec autant de surprise que de regret, le président du Conseil a été officiellement averti que le gouvernement russe souhaite de voir la France représentée auprès de lui par un ambassadeur, qui déploie plus d'activité dans ses fonctions politiques et dans ses relations sociales. M. Poincaré connaît trop votre conscience professionnelle pour ne pas expliquer par votre santé seule cette réduction de votre activité extérieure dont se plaint le gouvernement impérial. Mais, quelle que soit son estime pour votre caractère et vos talents, il peut d'autant moins négliger l'avertissement qui vient de lui être donné que, plusieurs fois déjà, on le lui avait fait entendre sous forme d'insinuation. D'autre part, les problèmes diplomatiques qui se discutent actuellement entre Paris et Pétersbourg sont trop graves pour que vos efforts (2) ne soient pas bientôt paralysés par le fait que M. Sazonoff déclare

(1) M. Judet date ce télégramme du 8 mai, 11 h. 40. Il a été expédié de Paris à 11 heures. Il avait, du reste, été précédé d'un premier message parti à 9 h. 5, et ainsi conçu : « Veuillez déchiffrer vous-même le prochain télégramme. » Le second télégramme a naturellement été plus long à chiffrer.

(2) M. Judet imprime inexactement « nos efforts. »

ne plus se sentir en contact avec vous. M. Poincaré invoque donc votre patriotisme pour mettre votre ambassade à sa disposition, se réservant de vous chercher le plus tôt possible un autre poste. Et s'il confie au directeur politique la pénible mission de vous adresser le présent télégramme, c'est afin de vous prouver qu'après avoir consulté ses collègues, il a bien voulu chercher encore un conseil dans mon amitié pour vous et que j'ai dû reconnaître, comme lui, l'impérieuse nécessité de pourvoir à votre remplacement. »

Ce télégramme, rédigé et signé par M. Paléologue, reproduisait fidèlement ce qui s'était passé et reflétait l'embarras où les visites de M. Isvolsky avaient mis le gouvernement. M. Georges Louis, qui l'avait reçu le 8 et certainement d'assez bonne heure, ne m'a répondu que le vendredi 10 : « Saint-Pétersbourg, 10 mai 1912, 13 h. 41 (1). Très confidentiel. La démarche que vous me signalez est en complète contradiction avec le langage de M. Kokovtsoff et de M. Sazonoff. Je prie Votre Excellence de m'autoriser à partir pour Paris et de m'entendre avant décision. »

En recevant ce télégramme, j'étais bien forcé de me demander lequel de M. Sazonoff ou de M. Isvolsky n'avait pas dit la vérité. Quant à M. Kokovtsoff, il n'avait rien à voir dans l'incident ; l'ambassadeur ne l'avait pas mis en cause, et son titre de président du Conseil, surtout honorifique, ne lui donnait pas autorité pour diriger la politique étrangère de son pays (2). Je fis venir

(1) M. Judet date 10 mai, 1 heure. Le télégramme a été expédié de Pétersbourg à 13 h. 41.

(2) V. *Livre noir*, rapport de M. Kokovtsoff, 19 novembre 1913, t. II, p. 386.

M. Isvolsky au quai d'Orsay. Je lui demandai, de nouveau, l'assurance catégorique qu'il m'avait parlé au nom de M. Sazonoff. Il me le confirma avec énergie. Néanmoins, après avoir convoqué mes collègues, et les avoir informés de la protestation de M. Georges Louis, je fus, comme eux, d'avis qu'il y avait lieu de laisser notre ambassadeur venir à Paris, et je lui télégraphiai le 11 (1): « Isvolsky m'a confirmé pour la troisième fois qu'il m'avait parlé de vous sur les instructions expresses de M. Sazonoff. Je vous autorise néanmoins à venir à Paris, où je recevrai volontiers vos explications. »

En même temps, M. Léon Bourgeois avait, avec mon plein assentiment, prévenu Mme Georges Louis, qui n'était pas, comme le dit M. Judet, exceptionnellement à Paris, mais qui n'avait pas passé l'hiver à Saint-Petersbourg et qui n'y est pas allée les mois suivants.

Le 12, avant de partir, M. Georges Louis me télégraphiait encore : « Saint-Petersbourg, 12 mai 1912. La démarche faite auprès de vous étant officielle, je viens de demander à M. Kokovtsov : « Est-il vrai que le gouvernement russe a prescrit de faire savoir à Paris qu'il souhaitait un autre ambassadeur ? » Le président du Conseil, dont la loyauté est reconnue de tous, m'a répondu immédiatement : « Si l'on a dit cela, on a menti. Je vous arrête tout de suite, parce que vous dites : « Le gouvernement russe. » Quant à M. Sazonoff, que j'ai quitté mardi à Livadia, je peux dire que, jus-

(1) Ce télégramme a été expédié de Paris le 11 mai à 1 h. 15 de l'après-midi et non à 11 h. 35 de nuit, comme le prétend M. Judet, qui veut faire croire que j'ai tardé à répondre par embarras ou mauvaise volonté.

qu'au dernier moment, il m'a parlé de vous dans des termes qui rendent invraisemblable une telle démarche de sa part (1). » Je n'ai pas nommé M. Isvolsky, car il ne l'était pas dans votre télégramme sans numéro (celui de M. Paléologue), mais je suis convaincu que c'est encore lui qui a monté cette affaire. »

Je connaissais, moi aussi, la loyauté de M. Kokovtsoff ; je ne pouvais mettre en doute ce qu'il disait de son rôle personnel, et les propos que lui avait tenus M. Sazonoff, si contraires à ceux que M. Isvolsky avait prêtés devant moi à son ministre, ne pouvaient qu'accroître ma perplexité.

Au retour de M. P. Deschanel, je ne lui fis donc aucune offre ferme. Je lui dis que rien n'était décidé, que j'allais entendre Georges Louis, qu'il était possible que l'ambassade ne devînt pas vacante ; et je me bornai à lui demander si, le cas échéant, il l'accepterait. Il me remercia et me répondit par un refus. M. Isvolsky, qui s'entendait en « rosserie », écrit, dans sa lettre du 4/17 mai 1912 : « On assure qu'on l'a pressenti (Deschanel), mais qu'il a refusé, ne désirant pas perdre son mandat de député et ses chances à la présidence de la Chambre et ensuite à la présidence de la République. » M. Deschanel aurait parfaitement été libre de rester député, comme l'a fait plus tard M. Delcassé ; et s'il est vrai que le successeur de M. Brisson devait être nommé dans le

(1) M. Judet date ce télégramme du 11 mai, pour pouvoir soutenir que je l'ai reçu avant d'autoriser M. G. Louis à venir à Paris. Mais le télégramme n'est parti de Saint-Petersbourg qu'à minuit et demi, et je ne l'ai eu que dans la matinée du 12, longtemps après avoir informé M. G. Louis qu'il pouvait venir. Toutes les allégations de M. Judet sont de même valeur. M. Briand a bien voulu, à ma demande, faire vérifier les dates et les heures de ces pièces.



courant du mois, M. Paul Deschanel n'a invoqué auprès de moi, pour décliner ma proposition éventuelle, que des motifs de convenance. Mais notre entretien avait vite transpiré et, le 13 mai, *le Temps* annonçait qu'il était possible que M. Paul Deschanel se vît offrir l'ambassade de Russie.

M. Georges Louis arriva à Paris et, si grande que fût certainement sa réserve personnelle, les indiscretions redoublèrent autour de lui. Les journaux se livrèrent à des commentaires de toutes sortes, révélèrent les démarches de M. Isvolsky, et publièrent assez d'articles contradictoires pour agacer l'ambassadeur de Russie et pour contraindre le quai d'Orsay, dans l'intérêt même de M. Louis, à des démentis de complaisance. Tous ces articles ont plus tard fourni amplement matière aux recherches rétrospectives de Mgr Bolo, frère du traître fusillé, et à la brochure de M. Gouttenoire de Toury.

M. Isvolsky, qui s'était montré vivement froissé de ces notes de presse, les a attribuées, tantôt à M. Georges Louis, tantôt à l'entourage de notre ambassadeur, tantôt aux bureaux du ministère. Dans sa lettre du 10/23 mai, il nomme M. Berthelot et prétend que le sous-directeur des affaires d'Asie et M. Georges Louis ont, sans doute, voulu lui témoigner leur mécontentement des réclamations qu'il m'avait présentées contre le quadruple consortium des emprunts chinois. Accusations mal fondées, puisque M. Isvolsky lui-même avait rendu justice, dans sa lettre du 13/26 décembre 1911, à la bienveillance que M. Georges Louis avait mise à l'écouter dans cette affaire, et, puisque, de mon côté, je ne l'ai réglée qu'avec la collaboration de M. Ph. Berthelot.

Mais M. Isvolsky était si agité qu'il confiait à M. Sazonoff les suppositions les plus variées. « Je soupçonne même, disait-il, certains mécontentements personnels contre moi et ma femme sur la base des relations mondaines (1). Il est très possible qu'on nous accuse d'une trop grande intimité avec les cercles du grand monde et de l'aristocratie d'ici qui, effectivement, nous ont reçus très chaleureusement. Vous savez que notre ambassade ici a toujours ouvertement affiché ses sympathies pour les cercles nationalistes et anti-républicains. *J'évite soigneusement cette attitude* et j'ai constitué ici un cercle très large de relations dans les sphères les plus variées. Cependant notre popularité parmi *upper three hundred* n'a peut-être pas été du goût de tel ou tel autre salon ministériel. Sur ce terrain, il n'y a rien à faire, et c'est ce qui fait la difficulté et le désagrément de la vie publique d'ici. »

Après ce charmant tableau, où M. Isvolsky dépeignait la société parisienne et les milieux républicains avec autant d'ignorance que de snobisme, l'ambassadeur saisissait, une fois de plus, l'occasion de demander au gouvernement russe les moyens « d'influencer la petite presse, qui vit de gratifications et de chantage ». M. Isvolsky se méprenait un peu sur sa popularité, même parmi *upper three hundred*. Dans la ville du monde la plus hospitalière, il avait résolu le problème de mécontenter à peu près toutes les classes, et c'est ce que je n'ai pas caché au gouvernement russe, lorsqu'au mois d'août, je suis allé à Saint-

(1) Je donne toujours la traduction du *Livre noir*, si étrangement rédigée qu'elle soit.

Pétersbourg. Mais il avait été ministre de l'Empereur ; il paraissait avoir un grand crédit à la cour ; M. Sazonoff, qui avait été sous ses ordres, semblait, sinon le redouter, du moins le ménager ; nous ne pouvions, jusqu'à meilleure fortune, que nous résigner à sa présence.

Les explications que me fournit M. Georges Louis m'amènèrent à me demander si M. Isvolsky n'avait pas été, comme le croyait notre ambassadeur, le véritable instigateur d'une sombre machination et si M. Sazonoff, au lieu de le mettre en mouvement, n'avait pas obéi à son impulsion. J'ignorais, à ce moment, le contenu des lettres et télégrammes qui sont aujourd'hui entre nos mains. Je dis donc à M. Georges Louis qu'il allait retourner à son poste, mais que je le priais de s'assurer, auprès du ministre, de ce qui s'était réellement passé. Et dès le samedi 18 mai, je fis envoyer par M. Döschner à notre chargé d'affaires de Pétersbourg, le télégramme suivant : « M. Georges Louis repartira mercredi par le Nord-Express pour reprendre la direction de l'ambassade. » Il est donc faux que cette décision n'ait été arrêtée qu'après de longues hésitations. Elle était connue de M. Louis et signifiée à Pétersbourg quatre jours avant le départ de notre ambassadeur et c'est à sa demande que je l'ai autorisé à prolonger son séjour à Paris.

Le 25 mai 1912, dans une lettre « particulière et confidentielle », M. Georges Louis, de retour à son ambassade, m'écrivait qu'il avait vu M. Sazonoff. J'ai déjà eu l'occasion de parler de cette lettre dans un article du *Matin*, en date du 20 décembre 1920. A cette époque M. Gouttenoire de Toury prétendait qu'en demandant le remplace-

ment de Georges Louis, M. Isvolsky avait agi de son propre chef. J'ai répondu qu'il se trompait et que j'avais entre les mains un billet du 25 mai 1912, où M. Georges Louis reconnaissait que la démarche de M. Isvolsky avait été prescrite par M. Sazonoff. C'était renverser tout le premier échafaudage qu'on avait construit. On ne pouvait plus soutenir que M. Isvolsky fût intervenu en dehors de son ministre, et que j'eusse été sa dupe ou son complice. M. Judet s'est résigné à publier la pièce dont j'avais parlé. Il en a simplement supprimé un court post-scriptum, qui n'a point d'intérêt ici, et la fin de la formule de salutation, qui eût trop vivement contrasté avec l'état d'esprit qu'il attribuait à notre ambassadeur.

Dans cette lettre autographe, comme dans celle que j'ai citée plus haut, M. Georges Louis, écartant volontairement toute rédaction officielle, m'assurait, en effet, de ses « sentiments les plus dévoués ». Il rapportait l'entretien qu'il venait d'avoir avec M. Sazonoff. « J'ai demandé tout d'abord : Qu'avez-vous dit aux personnes qui vous ont interrogé? — Qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans tout ce qu'on a raconté. Il faut arrêter tout ce bruit ; mais la vérité la voici : Je n'ai pas dit tout ce qu'on m'attribue. *Cependant je me suis plaint de vous. Et cela parce que j'ai eu des preuves de votre malveillance personnelle à mon égard* (le mot personnelle est souligné dans la lettre de M. Georges Louis), *qui m'expliquent pourquoi votre gouvernement et votre presse me prêtent sans cesse des intentions que je n'ai pas.* Un jour on dit à Paris que je veux forcer le Bosphore ; le lendemain, que je veux reconnaître avant les autres gouvernements le décret d'annexion de la



Tripolitaine. Je vous ai déclaré le contraire. »

Le dialogue continue, et M. Georges Louis demande à M. Sazonoff : « Contre le reproche inattendu de malveillance à votre égard, toute ma correspondance proteste. Vous avez des preuves, me dites-vous. Lesquelles? » « Ici, M. Sazonoff a commencé à invoquer, en termes très confus, une lettre ou un télégramme que j'aurais adressé l'année dernière au sujet du chemin de fer de Kharikin. Le ministre s'est embarrassé dans son récit, sans pouvoir préciser à quoi il faisait allusion, et il a abandonné, tout de suite, ce sujet, pour arriver à celui qui évidemment lui tenait au cœur, et qui est toute la cause de l'incident. — Enfin, m'a-t-il dit, avec une extrême animation, j'ai su, non par M. Isvolsky, mais par des amis de Paris, qu'il y a quelques semaines, vous m'aviez accusé de n'avoir pas suffisamment renseigné M. Kokovtsoff dans l'affaire des emprunts chinois et que vous prétendiez que je n'avais rien compris à cette affaire. N'est-ce pas de la malveillance? M. Sazonoff visait là mon télégramme, n° 197, du 16 avril dernier, dont copie est ci-jointe, et que son service de déchiffrement lui avait mis sous les yeux il y a un mois, ce qui prouve, une fois de plus, que tous les chiffres, sauf le très confidentiel n° 2, sont absolument insuffisants, comme je ne cesse de le dire au département, depuis que je suis à Pétersbourg (1). Je lui ai répondu que s'il avait lu avec plus de soin ce que lui avaient dit « ses amis de Paris », il aurait vu que j'accusais bien moins le ministre actuel que son prédécesseur,

(1) M. G. Louis avait sans doute signalé cette possibilité d'indiscrétions à mes prédécesseurs. Quant à moi, je l'apprenais par cette lettre.

ou plus exactement le ministère, les bureaux. Les principales erreurs commises dans cette affaire sont, en effet, antérieures à l'arrivée de M. Sazonoff aux affaires. Au mot ministère, et non ministre, M. Sazonoff, qui avait dans sa mémoire des phrases entières de mon télégramme 197, s'est rendu compte qu'il l'avait mal interprété et que, comme il lui arrive trop souvent, depuis qu'il a été gravement malade, il s'était à tort irrité. Il a paru un peu gêné de ce qu'une fausse blessure d'amour-propre l'avait empêché de se dominer assez pour me cacher qu'il lisait mes télégrammes. Dans la suite de la conversation, il m'a dit qu'il avait eu avec moi de si excellents rapports qu'il ne pouvait que regretter vivement l'incident actuel. Voilà donc toute l'affaire. M. Sazonoff m'a accusé de malveillance personnelle à son égard, parce qu'il a trouvé quelques critiques dans ma correspondance télégraphique. *Il en a trouvé de bien plus vives encore dans la correspondance qui m'est adressée* (1). A celles-là, il a fait allusion sans viser expressément aucune dépêche. Il pouvait, à la rigueur, alléguer que « ses amis de Paris » avaient eu connaissance d'une dépêche de moi, relative à une affaire en partie financière, mais non aller jusqu'à dire qu'ils avaient lu des télégrammes politiques du département.

« Quant aux autres observations de M. Isvolsky, M. Sazonoff n'en a pris aucune à son compte personnel.

« Le général Soukhomlinoff, ministre de la

(2) Cette phrase de M. G. Louis suffit à prouver que je n'ai pu songer à le remplacer dans le désir de subordonner la politique française à la politique russe, et que j'étais souvent plus opposé que lui à cette dernière.

Guerre, disait, il y a quelques jours : Cette affaire a été menée par Isvolsky et par Sazonoff avec la plus extraordinaire légèreté. Ce que m'a dit hier M. Sazonoff ne me paraît pas pouvoir comporter d'autre conclusion.

« Veuillez, etc. »

Que M. Georges Louis eût ou non exagéré, dans cette lettre, la confusion de M. Sazonoff, que M. Sazonoff eût ou non voulu tout dire à M. Georges Louis, j'avais désormais le droit de considérer l'incident comme clos. Il me restait cependant deux préoccupations. Je souhaitais que rien de cette affaire ne fût allé jusqu'à l'Empereur et que si, par hasard, M. Sazonoff en avait parlé à son souverain, M. Georges Louis trouvât l'occasion d'effacer chez Nicolas II toute impression défavorable. D'autre part, la lettre même de M. Georges Louis m'avait montré, dans le gouvernement russe, un défaut d'unité de vues, qui ne laissait pas d'ajouter à nos continuelles appréhensions.

Tant de questions graves se trouvaient posées à la fois, guerre italo-turque, situation dans les Balkans, affaires d'Extrême-Orient, prochaine entrevue des deux empereurs, — que j'avais cru nécessaire d'engager M. Georges Louis à solliciter une audience du tsar. Je voulais également qu'il remerciât l'Empereur d'avoir promis de me recevoir, le 10 août, au cours du voyage que le gouvernement m'avait prié de faire en Russie.

Dans un récit où alternent l'injure et l'imposture, M. Judet, qui ne dissimule pas, du reste, à ses lecteurs qu'il cherche surtout à se venger des poursuites dont il a été l'objet sous le ministère Clemenceau, laisse croire que M. Georges

Louis avait spontanément demandé une audience à l'Empereur et que j'ai été surpris qu'on la lui eût accordée avec tant d'empressement. On la lui a accordée, bien entendu, parce qu'il la demandait au nom du gouvernement français et que le gouvernement français lui avait, lui-même, prescrit de former cette demande. Je trouvais même que M. Georges Louis tardait trop à la présenter.

Le 5 juin, informé par M. Isvolsky du projet de rencontre des deux empereurs, et voulant nous prémunir contre le recommencement de la surprise de Potsdam, j'avais déjà télégraphié à M. Georges Louis : « J'insiste encore pour que vous tâchiez d'obtenir une audience de l'Empereur. » Le lendemain 6, je confirmais cette instruction : « J'ai fait part au Conseil des ministres du projet de rencontre des deux empereurs. Le Conseil pense, comme moi, que si, comme il est probable, cette rencontre est décidée et inévitable, il conviendrait qu'une audience, à vous accordée par le tsar, permît de mettre préalablement les choses au point vis-à-vis de l'opinion. » Le 21 juin, après avoir entretenu M. Georges Louis des négociations relatives à la guerre italo-turque, j'ajoutais : « Quant à l'audience que depuis longtemps, le gouvernement désire que vous obteniez du tsar, il va sans dire qu'il ne faudrait pas qu'elle fût considérée comme ayant pour objet une tentative de pression indirecte, mais qu'elle doit simplement avoir pour but d'assurer un contact plus étroit encore entre les deux gouvernements et d'en faire la démonstration publique. »

Ainsi c'est le gouvernement qui avait prescrit, à plusieurs reprises, la demande d'audience ; c'est



lui qui désirait que la démonstration fût publique. Aussi bien, fidèle à sa manière, M. Judet supprimait-il ces télégrammes et écrit-il que l'audience m'a surpris, même « exaspéré », et que j'ai essayé de cacher au monde l'honneur insigne et exceptionnel qui était fait par l'Empereur à M. Georges Louis.

En vérité, sans être le « gratte-papier » qu'a dépeint M. Lautier, notre ambassadeur redoutait une audience impériale, et, d'une façon générale, toute démarche officielle, toute cérémonie, toute obligation mondaine, autant qu'un moujik du Volga. Il avait donc fallu, pour le décider, une longue série de télégrammes. C'est seulement le 22 juin qu'il avait fait transmettre sa demande par M. Sazonoff et m'en avait averti ; c'est seulement le 25 qu'il m'avait annoncé que l'Empereur le recevrait le surlendemain à midi.

Je lui répondis immédiatement par télégramme : « Paris, 26 juin, 10 h. 30. Veuillez profiter de l'audience que vous donne l'Empereur : 1<sup>o</sup> Pour vous expliquer auprès de lui sur les griefs qu'ont dirigés contre vous MM. Sazonoff et Isvolsky ; 2<sup>o</sup> Pour lui faire exactement connaître notre point de vue dans les affaires d'Orient ; 3<sup>o</sup> Pour lui dire que nous sommes heureux d'avoir réussi à faire admettre la Russie dans le consortium chinois ; 4<sup>o</sup> Pour le remercier de vouloir bien me réserver une audience le 10 août. »

M. Georges Louis s'est acquitté avec intelligence de la mission que je lui avais confiée, et il m'a rendu compte avec précision du langage tenu par l'Empereur sur chacune des questions politiques qui avaient été abordées.

Ici encore, un détail, entre mille, montre la

bonne foi qui inspire d'un bout à l'autre le pauvre livre de M. Judet, où le Comité de Hambourg a puisé les éléments de son pamphlet.

« Dans sa lettre du 30 juin, écrit M. Judet, il (notre ambassadeur) disait à M. Poincaré : « Je crois que dans une certaine mesure on pourra indiquer à la presse, si vous le jugez utile, l'impression qui se dégage de l'audience que m'a donnée l'Empereur. » Un homme politique guidé par le sentiment du bien public, continue M. Judet, n'eût pas dédaigné cette suggestion. M. Poincaré refusa cette publicité à l'homme qu'il subissait avec une colère croissante et dont les bons services lui étaient odieux. »

Je n'ai rien à dire de M. Judet psychologue : il juge l'âme d'autrui d'après la sienne. De M. Judet historien, je dirai simplement que, comme on vient de le voir déjà par les télégrammes, il trompe cyniquement ses lecteurs. C'est moi qui avais désiré que l'audience fût connue ; j'en avais avisé M. Georges Louis ; et aussi bien, dans *le Temps* du 29 juin, c'est-à-dire le 28, l'avant-veille du jour où cette dernière lettre de M. Georges Louis quittait Saint-Pétersbourg, paraissait un entrefilet ainsi conçu : « L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg a été reçu hier par l'Empereur à Peterhof. On a été frappé de la longueur inusitée de cette audience. M. Louis, me dit-on, en sortant de chez l'Empereur, paraissait très satisfait du langage que lui avait tenu Nicolas II. L'entretien a établi que l'entente est complète entre la France et la Russie sur toutes les questions de politique internationale. »

Ou bien donc il faut admettre qu'en cette circonstance, le correspondant du *Temps* a été simple-

ment le chef de service de presse du ministère (ce sont choses qui arrivent), ou bien il faut supposer que, même avant de m'écrire, M. Georges Louis s'était personnellement chargé, à Saint-Petersbourg, de la publicité qu'il me demandait. En tout cas, elle était faite, comme je l'avais moi-même voulu, et dans des termes qui n'étaient pas pour désobliger notre ambassadeur.

En ce qui le concernait personnellement, M. Georges Louis avait, du reste, dans sa conversation avec Nicolas II, obtenu pleine satisfaction. L'Empereur lui avait affirmé qu'il était resté étranger aux reproches de son ministre et de son ambassadeur ; et j'ai eu le plaisir de pouvoir télégraphier à M. Georges Louis le 10 juillet : « Il m'a été particulièrement agréable de savoir avec certitude que l'empereur Nicolas II est demeuré étranger aux griefs que son ambassadeur a formulés auprès de moi, le 8 mai dernier. Les assurances, toutes favorables et sympathiques, que vous aviez déjà reçues de M. Kokovtsoff n'en ont que plus de valeur. »

Mais, dans des télégrammes du 27 juin et du 4 juillet, après m'avoir minutieusement rapporté ses entretiens avec le tsar et s'être justement félicité des réponses politiques du souverain, M. Georges Louis revenait, sous l'empire d'une sorte de hantise, aux attaques dont il avait été l'objet, et il les attribuait maintenant à la grande-duchesse Maria Pavlovna, née duchesse de Mecklembourg et veuve du grand-duc Wladimir. « Tout le monde dit aujourd'hui dans les salons en contact avec la cour, écrivait-il, que ce n'est ni l'Empereur, ni son gouvernement, qui ont fait parler M. Isvolsky. Ce n'est même pas M. Sazo-

noff, quoique ce dernier ait cherché un peu à couvrir son prédécesseur, M. Isvolsky. C'est la grande-duchesse Wladimir, qui, par ses conversations non autorisées, a amené tout ce bruit. » Et après être entré dans une multitude de détails hypothétiques, il ajoutait : « La grande-duchesse s'était mis en tête de faire nommer ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg le marquis de Breteuil. Elle décida M. Isvolsky à y travailler avec elle. »

En persistant à s'imaginer, contrairement aux déclarations de M. Sazonoff, que le ministre ne s'était pas réellement plaint de lui, M. Georges Louis s'aveuglait ; nous le savons par le *Livre noir*, malgré ses lacunes ; et en supposant que c'était la grande-duchesse qui, de sa propre autorité, avait exprimé directement à M. Isvolsky le désir de voir nommer à Saint-Pétersbourg le marquis de Breteuil, il s'égarait ; car, le 4/17 mai 1912, dans une lettre à M. Sazonoff, M. Isvolsky disait : « L'idée de nommer le marquis de Breteuil n'est pas réalisable. » La phrase indique clairement que c'était de M. Sazonoff que venait cette idée ou que, tout au moins, il l'avait adoptée.

J'avais eu, d'ailleurs, l'occasion de me renseigner personnellement sur l'origine de cette malheureuse affaire, qui avait fait tant de bruit à Paris et à Saint-Pétersbourg. Au commencement de juin, le grand-duc Nicolas Michel, historien distingué et membre de l'Institut, devait quitter Paris, qu'il habitait ordinairement, pour Moscou, où des fêtes avaient lieu en souvenir d'Alexandre III. J'avais prié mon ami, M. Gabriel Hanotaux, qui le connaissait beaucoup, de le voir et de lui demander s'il ne pourrait, au cours de ce voyage,



trouver la clef de l'énigme. Le 31 mai, M. Hanotaux m'écrivait : « Tout sera exposé en haut lieu, loyalement et prudemment, et nous saurons, je l'espère, quelque chose à bref délai. Il est entendu, en effet, qu'il déjeunera avec vous, dès son retour, chez moi, en toute intimité. » Et le 23 juin, M. Hanotaux me mandait : « J'ai vu le grand-duc hier soir. Il lui serait très agréable de dîner avec vous vendredi prochain à huit heures chez moi, tout simplement. C'est entendu, n'est-ce pas ? Un bon oui. Bien cordialement. » Je me rendis à ce dîner intime, et le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch me déclara, de la façon la plus nette, que M. Isvolsky avait bien obéi à un ordre de M. Sazonoff.

Dans un télégramme du 10 juillet, j'eus soin de transmettre cette information à M. Georges Louis et de lui dire qu'il restait donc pour moi un point obscur : le rôle exact qu'avaient joué MM. Sazonoff et Isvolsky. Il n'y avait dans cette observation rien qui pût désobliger l'ambassadeur, bien au contraire, puisque lui-même m'avait, à plusieurs reprises, exprimé une opinion semblable. C'est donc une gageure contre le bon sens que de présenter les télégrammes échangés entre nous, au mois de juin et de juillet, comme un assaut d'escrime entre un ambassadeur et son chef, le premier tirant à fleuret moucheté et le second étant, bien entendu, touché à chaque passe. Non. M. Georges Louis me communiquait très respectueusement les indications, vraies ou fausses, qu'il recueillait à Saint-Pétersbourg sur une affaire obscure, dont il était naturellement un peu affecté. Je lui disais, de mon côté, ce que j'apprenais. Les pièces aujourd'hui connues prouvent qu'en fait, M. Isvolsky, loin de prendre l'initiative de la dé-

marche, avait commencé par la déconseiller et par la déclarer délicate et difficile. Mais, dans l'ignorance où nous étions alors, M. Georges Louis et moi, du dessous des choses, il aurait tout aussi bien pu se faire que ses renseignements fussent exacts et les miens erronés. Nous n'avions donc aucune raison d'engager, l'un contre l'autre, une polémique, qui eût été aussi contraire à toutes ses habitudes de fonctionnaire correct et discipliné que peu conciliable avec les rares loisirs dont je disposais.

Il est, d'ailleurs, facile de montrer à quel point est injurieuse pour la mémoire de Georges Louis l'allégation qu'à cette date il ait gardé, de l'incident du 8 mai, assez de rancœur pour vouloir prendre une revanche contre son ministre, en ferraillant de loin avec lui (1). C'est précisément entre les deux dernières lettres officielles, où nous nous sommes mutuellement communiqué, le 10 et le 20 juillet, nos renseignements complémentaires, qu'il m'a adressé, le 15, un billet particulier, tout entier de sa main. Ce petit mot, on a préféré ne le pas citer ; il dérangeait trop certains plans de campagne. Il prouve que M. Georges Louis avait le cœur mieux placé que ceux qui essaient aujourd'hui de le faire parler.

Sachant que M. Louis était seul dans son ambassade, j'avais pensé, pour ne pas le déranger, descendre simplement dans un hôtel, lors de mon voyage à Saint-Petersbourg. Dès qu'il l'avait su par moi, il s'était empressé de m'écrire : « Monsieur le président, je vous remercie des renseignements que vous avez bien voulu me donner par lettre

(1) Il est d'ailleurs à noter qu'en 1912, M. Judet ne connaissait pas M. Georges Louis et qu'il ne l'avait jamais vu.

du 10 de ce mois, en vue de votre voyage en Russie. J'aurai une nouvelle conversation, à ce sujet, avec M. Sazonoff, à son retour de congé. Vous me dites que vous arriverez à Cronstadt, «à bord du *Condé*» et que vous vous rendrez de là à Saint-Pétersbourg. Je me demande si le *Condé* ne pourrait pas remonter la Néva jusqu'à Pétersbourg. C'est ce qu'a fait récemment le navire-école allemand, le *Hanse*; mais peut-être cale-t-il moins que le *Condé*. Bien entendu, je ne poserai la question ici que si notre ministre de la Marine juge possible que le *Condé* remonte la Néva. A Pétersbourg, vous ne pouvez descendre qu'à l'ambassade. C'est l'usage pour un ministre qui voyage officiellement, à plus forte raison pour le président du Conseil. Quant à votre installation, laissez-moi, je vous prie, l'organiser pour le mieux. Je sais que vous êtes à peu près indifférent aux questions de confort personnel, mais nous ne pouvons l'être aux critiques que l'on ferait avec raison, si vous n'étiez pas au moins aussi bien logé à l'ambassade que vous le seriez à l'hôtel. Le changement dont je vous ai parlé paraît pouvoir être effectué sans difficulté d'aucune sorte. Il sera également très facile de loger les personnes qui vous accompagneront. J'ai annoncé hier aux Français de la colonie, qui sont venus pour le 14 juillet, que vous les recevriez pendant votre séjour à Saint-Pétersbourg. Ils en ont été très satisfaits. Sauf avis contraire de votre part, je dirai, en outre, à notre Société de bienfaisance que vous vous proposez d'aller visiter l'hôpital français. Au dîner que je donnerai à l'ambassade, je compte inviter les ministres russes et les grands dignitaires de la cour qui seront présents à Saint-Pétersbourg, ainsi que l'ambassadeur d'Angleterre.

Veillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments les plus dévoués.

« Georges Louis. »

Si je n'avais écouté que mon goût, j'aurais préféré descendre simplement à l'hôtel ; mais, après le bruit qui s'était fait autour de notre ambassadeur, j'aurais craint de paraître lui refuser un témoignage officiel de confiance. J'acceptai donc l'aimable invitation de M. Georges Louis, sauf à le faire, bien entendu, défrayer de ses dépenses. Il m'accueillit avec beaucoup d'empressement et chercha à me rendre aussi agréable que possible mon séjour en Russie. S'il avait pu prévoir alors quels sentiments lui seraient, un jour, prêtés par de maladroits apologistes, il aurait été certainement bien surpris et probablement un peu humilié.

FIN



# TABLE DES MATIÈRES

---

## CHAPITRE PREMIER

Après le traité franco-allemand du 4 novembre 1911. — Un incident à la Commission sénatoriale. — Démission du cabinet Caillaux. — Formation d'un nouveau ministère. — Programme d'union et de paix. — Accueil de la presse et de l'opinion. — Le gouvernement devant la Chambre..... 1

## CHAPITRE II

La saisie du *Carthage*. — Origines et conséquences de la guerre de Tripolitaine. — Menaces de complications. — Répercussion en Afrique et en Orient. — Le *Manouba*. — Le *Tavignano*. — Arbitrage et règlement amiable. — M. Tittoni et Léonard de Vinci..... 29

## CHAPITRE III

Le vote du traité franco-allemand. — L'opposition de M. Clemenceau. — La Chambre écarte des interpellations rétrospectives. — Première condition du règlement de l'affaire marocaine : l'exécution de l'accord. — Difficultés suscitées par l'Allemagne. 62

## CHAPITRE IV

Deuxième condition du règlement des questions marocaines : l'organisation du protectorat. — La mission de M. Regnault. — Émeute à Fez. — Le général Lyautey nommé résident général. — Le colonel Mangin à Marakech. — Troisième condition : l'entente avec l'Espagne. — Les négociations et le traité. 92

## CHAPITRE V

Pendant que ne chôme pas la politique intérieure. — L'énigme allemande. — Le peuple et l'Empereur. — Le parti militaire. — Conversations de M. Jules Cambon. — Les augmentations d'effectifs. — Guillaume II à Strasbourg. — Un rapport du colonel Pellé..... 119

## CHAPITRE VI

L'Entente cordiale. — Malentendu à dissiper. — Une campagne contre l'Angleterre. — Les bons offices de sir Francis Bertie. — La mission Haldane. — La tactique allemande. — Le nouveau programme naval..... 146

## CHAPITRE VII

L'Entente et les conventions militaires. — Manifestations d'amitié franco-britannique. — Le séjour du prince de Galles en France. — Fêtes de Nice et de Cannes..... 182

## CHAPITRE VIII

L'Entente cordiale et les Dominions. — Autre négociation anglo-allemande. — Arrangement naval franco-anglais. — Préparation des accords complémentaires de novembre. — Défense éventuelle de la neutralité belge. — Loyauté de la Belgique. — Visite à Paris du roi Albert et de la reine Élisabeth..... 207

## CHAPITRE IX

Politique constante de la France envers l'Autriche-Hongrie. — Tentatives de marchandage imaginées à Vienne. — Demandes d'admission à la cote et projets militaires. — Le comte Berchtold succède au comte d'Aehrenthal. — M. Dumaine remplace M. Crozier. — M. Paul Deschanel en Autriche..... 236

## CHAPITRE X

L'Alliance russe. — Ses débuts et sa maturité. — Ses avantages et ses difficultés. — M. Kokovtzeff. — M. Isvolsky. — Malentendus provoqués en 1911 par l'ambassadeur de Russie. — Sa correspondance de 1912. — Légende et réalité..... 281

## CHAPITRE XI

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine et M. Isvolsky. — La question des détroits en 1911 et 1912. — Le Consortium chinois. — Les lacunes du <i>Livre noir</i> . — Continuité de la politique française .....	328
--	-----

## CHAPITRE XII

Les tracts de Hambourg. — Malentendus entre M. Sazonoff et M. Georges Louis. — Les démarches de M. Isvolsky. — M. Georges Louis à Paris. — Clôture de l'incident.....	355
---	-----

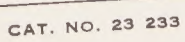
3269









[illegible]

PRINTED IN U.S.A.



TRENT UNIVERSITY



0 1164 0434823 1

DC385 .A6 t.1

Poincaré, Raymond  
Au service de la France

~~7.2.53~~  
~~not on shelf~~

DATE

ISSUED TO

150610

ACL

150610

150610

